LA PENSÉE

SOMMAIRE
DU NUMÉRO 15 (NOVEMBRE-DÉCEMBRE 1947)

Fernand GRENIER :
Le trentième anniversaire de l'U. R. S. S. 3
LE PROBLÈME DE L'ÉVOLUTION 10
J. B. S. HALDANE :
Le mécanisme de l'évolution 11
Georges TEISSIER :
Quelques remarques sur l'évolution 18
Marcel PRENANT :
A propos d'un Colloque sur l'évolution 21
Henri WALLON :
Qu'est-ce que la filmologie ? 29
Jeanne GAILLARD :
Crise en Grande-Bretagne 35
Georges COGNIOT :
Ce que pense un savant soviétique de la préhistoire de l'alliance franco-russe 44
René MAUBLANC :
L'Université française et la Résistance 51
CHRONIQUE PHILOSOPHIQUE :
Henri Lefebvre ou la philosophie vivante, par Jean KANAPA 66
CHRONIQUE PÉDAGOGIQUE :
Réflexions sur une composition de sciences, par Francis HALBWACHS 73
CHRONIQUE PAYSANNE :
Trois problèmes de la vie rurale, par Robert RIVIÈRE 77
CHRONIQUE THÉATRALE :
Une saison est finie. L'autre commence..., par Guy LECLERC 81
CHRONIQUE LITTÉRAIRE :
La littérature, expression de la société, par Jean LARNAC 85
CHRONIQUES ARTISTIQUES :
I. Réflexions d'un vieil artiste sur les rapports du peintre et de son milieu, par Francis JOURDAIN 91
II. Quelques remarques sur le même sujet, par René MAUBLANC 99
CHRONIQUE POLITIQUE :
Un seul problème : l'indépendance nationale, par Georges COGNIOT 104
POLÉMIQUES :
Pour qui écrit Sartre ? par Pol GAILLARD 110
DOCUMENTS :
I. Trente ans de livre soviétique, par Nicolas SAMARSKI 113
II. Les conditions actuelles de la vie en Tchécoslovaquie, par Cestmir SIMÁNE 115
III. Les rencontres internationales de Genève, par Maurice DUCOMMUN 119
LA VOIX DE NOS LECTEURS 122
LES REVUES ÉTRANGÈRES :
Par Paul LABÉRENNE, André LENTIN, MAGALHÃES-VILHENA et Hélène PARMELIN 127
LES LIVRES :
Par le Dr Victor LAFITTE, Claude CAHEN, Prosper ALFARIC, Jean VARLOOT et René MAUBLANC 136
NOTES BIBLIOGRAPHIQUES :
Par Ernest KAHANE, A. DRESCH et R. MAUBLANC 147
TABLE DES MATIÈRES DE L'ANNÉE 1947 153

NOTE DE LA RÉDACTION

On trouvera dans ce numéro deux discussions, l'une sur l'évolution entre J. B. S. Haldane et Georges Teissier, l'autre entre Francis Jourdain et René Maublanc sur la création artistique. Nous espérons qu'elles intéresseront nos lecteurs, et qu'ils seront heureux de trouver dans leur revue, à côté des polémiques dirigées contre les adversaires de la raison, d'amicales controverses entre rationalistes sur les problèmes actuels de la science ou de l'art. Nous savons bien que le progrès de la connaissance ne peut venir que de la libre recherche, et, contrairement à toutes les calomnies, c'est seulement par la loyale confrontation d'opinions diverses et non par l'application automatique de formules dogmatiques que nous entendons conquérir la vérité.

Comme il a été annoncé déjà, le numéro 16 de La Pensée *sera consacré essentiellement à commémorer le centenaire de la Révolution de 48. Nous présenterons notamment des études sur l'idée nationale, la lutte des classes sociales, le matérialisme et le socialisme utopique, les sciences, l'école en 1848, ainsi qu'un bilan de 48. Nous comptons aussi réserver une place dans le même numéro à un autre anniversaire, celui de la lettre de Zola,* J'accuse, *publiée en janvier 1898.*

Parmi les articles que nous publierons ultérieurement, nous pouvons déjà citer :

Y a-t-il encore un humanisme bourgeois ? *par le savant suisse Hans Mühlestein ;*

De l'aliénation hegelienne à l'aliénation marxiste, *par Auguste Cornu ;*

Musique atonale, *par Charles Kœchlin.*

***

Le 13 novembre a eu lieu à la Sorbonne la première des conférences organisées par les groupes parisiens d'amis de *La Pensée*. Notre ami Henri Lefebvre y a montré brillamment comment le matérialisme dialectique peut et doit rajeunir et revigorer l'enseignement traditionnel de la philosophie dans l'Université. Nous espérions un succès ; nous avons été surpris par son ampleur. Alors que nous avions retenu l'amphithéâtre Richelieu, c'est le grand amphithéâtre de la Sorbonne qui s'est empli d'une foule frémissante de près de 2 000 personnes, composée en grande partie d'universitaires, d'étudiants et de lycéens, qui a suivi avec passion et ponctué d'applaudissements l'exposé lumineux d'Henri Lefebvre. Après sa conférence, Lefebvre commença à répondre à des dizaines de questions écrites que lui adressaient les assistants ; l'heure avancée nous obligea à remettre à une autre séance la suite de la discussion. Ce succès triomphal, qui montre la place prise par notre revue dans la vie intellectuelle du pays, nous est un précieux encouragement, et nous nous efforcerons de répondre à l'attente du public par une série de conférences d'une haute tenue scientifique et philosophique.

LE TRENTIÈME ANNIVERSAIRE DE L'U. R. S. S.

par FERNAND GRENIER

Il y a eu trente ans le 7 novembre que naissait l'U. R. S. S. 190 millions d'êtres humains, sur un sixième du globe, ont commémoré cette date glorieuse. A eux se sont joints les dizaines de millions d'hommes et de femmes qui, à travers le monde, combattent pour la liberté, le progrès et la paix.

La naissance du pouvoir soviétique est, sans nul doute, le plus grand événement de l'histoire contemporaine. L'anniversaire que nous célébrons signifie que le socialisme s'est fait chair, qu'il est passé de la théorie à la pratique et qu'il a fourni la démonstration irréfutable de sa supériorité sur l'autre système politique et économique : le capitalisme. *Le monde change de base*, comme l'a chanté durant des décades la classe ouvrière, qui, ralliant à sa cause les intellectuels avancés, a donné dans cette lutte des martyrs et des héros innombrables. Octobre 1917 a tout modifié dans le monde, prodigieusement. Les derniers combattants de la Commune qui tombaient, noirs de poudre, au Mur des fédérés, ont trouvé des continuateurs qui triomphent.

Trente années seulement depuis que « dix jours ébranlèrent le monde ». Trente années, c'est beaucoup dans la vie d'un homme, c'est peu dans celle des peuples. Et pourtant, malgré la brièveté des délais, un bilan prodigieux est produit par l'Union soviétique. Un bilan sans précédent dans l'histoire d'aucun régime, d'aucun pays.

***

Le bilan économique.

Considérons l'*industrie*. La Russie tsariste était essentiellement un pays agricole ; son industrie était peu développée et elle dépendait étroitement des capitaux étrangers ; il n'y avait pas (ou tellement peu !) d'industries chimiques, de production automobile, de machines-outils, d'électricité, etc...

Trente années plus tard, l'Union soviétique s'affirme *première puissance industrielle de l'Europe*. En 1940, sa production était douze fois supérieure à celle de 1913. C'est l'U. R. S. S. qui, pour la première fois, a introduit dans l'histoire la notion du *plan* (et la réalité des plans, appliqués victorieusement l'un après l'autre). Son industrie est la plus moderne. En 1940, son outillage et ses machines étaient neufs pour 80 p. 100 ; elle a été créée sans capitaux étrangers, grâce à l'effort héroïque des travailleurs manuels et intellectuels. C'est une industrie socialiste, qui n'a plus à payer de dividendes ni à un trust, ni à une banque, ni à aucun bénéficiaire de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Dans le développement de l'*agriculture*, nous notons deux étapes historiques. Avant la Révolution d'Octobre, 30 000 grands propriétaires terriens possédaient 76 millions d'hectares, soit autant que 10 millions de familles paysannes. La double caractéristique de cette époque consistait en l'emploi de méthodes de culture très arriérées, moyenâgeuses, et dans une atroce misère du village.

Le 7 novembre 1917 a commencé la première étape : la remise de la terre à ceux qui la travaillaient, les paysans recevant gratuitement 163 millions d'hectares.

Le premier plan quinquennal (1928) a ouvert une autre étape : pour permettre l'emploi intensif des machines en vue de jeter les bases du socialisme à la campagne, la culture individuelle a commencé à faire place à la culture collective. En 1940, on recensait 4 000 sovkhoz (grandes fermes d'État) et 240 000 kolkhoz (sortes de coopératives paysannes de production), desservis par 7 000 stations de machines qui fournissent aux paysans tracteurs et moissonneuses. Résultat : en 1940, 150 millions d'hectares ensemencés, contre 105 en 1913, sans compter l'aisance et la vie intellectuelle ennoblissant le village.

***

L'instruction publique et la science.

Après ce bilan économique saisissant, disons précisément quelques mots du bilan culturel.

Les succès remportés dans le domaine de l'enseignement depuis la fondation du pouvoir des Soviets ont été mis en lumière dans la conférence qu'a donnée, à la fin de septembre, le ministre de l'Enseignement supérieur, S. V. Kaftanov, au Musée polytechnique de Moscou. Dans la seule période des douze années qui ont précédé la dernière guerre, on a bâti, en U. R. S. S., plus de 60 000 écoles neuves, et le nombre total des écoles a atteint presque 200 000. Les effectifs de la population scolaire ont presque quintuplé par rapport à ceux de la Russie tsariste. L'analphabétisme a disparu de l'Union soviétique, alors que, dans un pays comme les États-Unis, on compte *officiellement* 10 millions d'illettrés, sans compter les semi-illettrés. La situation dans l'Union française est suffisamment connue : un million d'enfants algériens musulmans sans école, un enfant noir à l'école sur 25 en Afrique noire.

Le gouvernement soviétique attribue une grande importance à la formation des cadres pédagogiques. Le pays ne comptait que 230 000 membres de l'enseignement avant la Révolution ; ce chiffre était passé, à la veille de la dernière guerre, à 1 200 000.

En trente ans, l'enseignement supérieur a parcouru une longue et glorieuse carrière. Au lieu de 91 établissements de haut enseignement avec 112 000 étudiants sous le tsarisme, l'Union soviétique compte 800 établissements d'enseignement supérieur, avec un chiffre de 670 000 étudiants, c'est-à-dire plus que le nombre des étudiants dans tous les autres pays d'Europe pris ensemble. A la veille de la guerre, il sortait tous les ans de l'enseignement supérieur une promotion de jeunes spécialistes comprise entre 100 000 et 110 000 personnes, au lieu de 8 000 à 10 000 sous le tsarisme.

Depuis la fin de la guerre, on a versé dans l'enseignement supérieur 100 000 combattants d'élite.

Sur 13 millions de personnes qui se livrent à l'heure actuelle en U. R. S. S. à un travail de nature intellectuelle, plus de 10 millions ont acquis leur formation scolaire dans les années postérieures à la Révolution.

Pour la science, deux chiffres pourraient suffire. 100 000 chercheurs travaillent, débarrassés de tout souci matériel, dans 76 instituts [1].

---

1. On lit dans le rapport qui fut présenté le 6 septembre par le président du Comité exécutif du Soviet de Moscou, G. M. Popov, pour le 800e anniversaire de la grande cité, que Moscou est devenu, pour le monde entier, le foyer de la pensée scientifique avancée et des plus hautes valeurs de civilisation. C'est la vérité même. Là travaille, en même temps que l'Académie des sciences de l'U. R. S. S., l'Institut de recherches scientifiques Marx-Engels-Lénine-Staline, qui est le centre d'étude mondial et de diffusion de la théorie marxiste-léninste.

Ajoutez à cela l'accroissement incroyable du nombre des journaux et des revues, ainsi que de leur tirage, la multiplication des bibliothèques et des clubs populaires. Retenez ce fait symptomatique : ce qui coûte le moins cher en U. R. S. S., c'est le journal et le livre (5 roubles pour un gros ouvrage contre 120 roubles pour un litre de *vodka*).

Un contenu nouveau a été donné au théâtre, au cinéma, à la littérature. Artistes et écrivains s'attachent à des thèmes optimistes ; ils exaltent l'effort, le courage, le dévouement au peuple, l'amour du pays, afin d'élever l'homme — « l'homme, le capital le plus précieux », a dit Staline — et d'enrichir sans cesse ses connaissances. J'ai vu, à Moscou, les cimentiers réciter Maïakovsky. Et vous, qui vous empêche de lire, à Paris, *Les Jours et les nuits de Stalingrad*, *La Chaussée de Volokolamsk*? Vous apprécierez à sa juste valeur, après cela, toute cette littérature frelatée, ce cinéma « noir », cette culture d'un monde finissant qui essaie de nous entraîner dans sa chute.

***

Le ministre de la Santé publique de l'U. R. S. S., E. I. Smirnov, a donné une image très complète de l'état de son département, le 13 octobre, en ouvrant le XII[e] congrès des hygiénistes, microbiologistes et épidémiologistes, que présida le professeur N. A. Semachko.

En 1913, tout l'Empire russe ne comprenait que 23 500 médecins civils et militaires, et ils ne s'occupaient guère que de clientèle privée. Il y a aujourd'hui dans l'Union soviétique plus de 180 000 médecins.

Les établissements supérieurs d'enseignement médical forment chaque année deux fois plus de médecins qu'aux États-Unis. On comptait, en 1917, 14 instituts de médecine ; il y en a aujourd'hui 81. En 1913, les sanatoriums de Russie comprenaient en tout 2 000 lits. Actuellement, bien que tous les sanatoriums et maisons de repos détruits par la guerre ne soient pas encore rétablis, le nombre de lits s'y monte à 273 000.

***

Les conquêtes politiques.

Jetons maintenant un regard sur les conquêtes politiques du peuple au pouvoir. La Constitution, justement appelée *stalinienne*, accorde à tous le droit au travail, à l'instruction, à la protection de la santé, au repos : autant de droits qui ne sont pas fictifs, comme ailleurs, mais appuyés sur des conquêtes sociales, sur des possibilités matérielles effectives.

Faut-il parler de cette autre nouveauté qui porte loin : la solution du problème des nationalités ? 80 millions de non-Russes ont les mêmes droits que les 110 millions de Russes par cet article 123 de la Constitution qui proclame :

A Moscou fonctionnent en grand nombre des instituts de recherche industrielle. Les établissements d'enseignement supérieur y sont au nombre de 89, au lieu de 20 avant la Révolution. Il n'y a pas de capitale au monde où l'on fasse davantage pour l'enseignement des masses. Moscou compte plus de 600 000 écoliers. Pour diffuser les connaissances politiques et scientifiques dans le peuple, Moscou dispose du plus large réseau de bibliothèques, de clubs, de maisons de culture, de salles de lecture, de salles d'exposition et de musées. La radio de Moscou émet en 70 langues différentes pour les peuples de l'U. R. S. S. et en 32 langues étrangères.

L'effort financier consenti pour le développement de la vie de l'esprit dans la capitale peut être caractérisé par le chiffre suivant : de 1946 à 1950, on dépense plus d'un milliard de roubles pour la construction et l'équipement des seuls instituts de recherche scientifique de la ville.

L'égalité en droits des citoyens de l'U. R. S. S. SANS DISTINCTION DE NATIONALITÉ ET DE RACE, dans tous les domaines de la vie économique, politique, culturelle, sociale et politique, est une loi immuable...

On peut juger de l'effort accompli dans les régions périphériques de l'U. R. S. S. qui étaient autrefois traitées en colonies, par l'exemple d'une République comme le Tadjikistan. D'après un article récent du président du Conseil des ministres tadjik, Djabar Rassoulov, le pays comptait avant la Révolution 99,5 p. 100 d'illettrés. Grâce à une collaboration fraternelle, grâce à l'aide du peuple russe, le pays est méconnaissable.

Aujourd'hui, la République compte 7 universités, 25 instituts techniques et 3 000 écoles, où s'instruisent environ 300 000 enfants ; il faut y ajouter des centaines de bibliothèques, de clubs et de maisons de lecture. On a traduit en langue tadjik beaucoup d'ouvrages fondamentaux du marxisme, ainsi que les chefs-d'œuvre de la littérature classique russe et de la littérature universelle. Un corps d'intellectuels national se forme. Les Tadjiks ont leurs propres ingénieurs, leurs agronomes, leur corps enseignant et leurs savants, leurs poètes et leurs compositeurs. On joue sur les scènes de la République les pièces de Shakespeare comme celles d'Ostrovski et de Gogol. L'opéra est particulièrement renommé.

Les vestiges du passé disparaissent. Actuellement, des dizaines de milliers de femmes tadjiks participent, à égalité avec les hommes, à l'activité politique, sociale et économique. Beaucoup de femmes sont médecins, institutrices, ingénieurs, travailleurs scientifiques. La République dépense chaque année des dizaines de millions de roubles pour la protection de la santé de la mère et de l'enfant.

***

En U. R. S. S., plus de classes aux intérêts opposés. Quelle conquête que ce vouloir commun aux ouvriers, aux paysans, aux intellectuels, cette unanimité d'intention, cette unité morale et politique qui seule permet la création d'un monde nouveau où chaque découverte des savants, chaque tonne de charbon arrachée au sol, chaque quintal de blé supplémentaire servent à développer le bien-être de tous !

Une authentique démocratie fait élire les députés à tous les échelons, depuis le Soviet local jusqu'au Soviet suprême de l'U. R. S. S., au suffrage universel, direct et secret, par tous les citoyens et citoyennes à partir de dix-huit ans, avec la possibilité donnée aux électeurs de révoquer à tout moment des élus défaillants.

La démocratie ne signifie pas seulement le droit de déposer un bulletin dans l'urne une fois tous les quatre ans : elle consiste aussi à participer directement à la vie économique du pays, comme le font les syndicats, qui discutent, certes, comme les nôtres de contrats collectifs et de protection du travail, mais disposent aussi de toutes les possibilités pratiques pour accroître la production, lutter pour abaisser les prix de revient, former des professionnels, en même temps qu'ils gèrent les assurances sociales. Pareillement, les paysans élisent souverainement les dirigeants de leur *kolkhoz*.

La véritable démocratie, c'est aussi la liberté de la presse, vue non pas sous l'angle de la liberté de mentir, de provoquer à la guerre, d'abêtir à grand renfort de *pin-up girls*, mais comme un moyen de dénoncer les abus, de critiquer les défaillances, d'amender et de rectifier sans cesse par une critique constructive.

La véritable démocratie, c'est encore d'avoir instauré, pour la première fois dans le monde, l'égalité dans tous les domaines de la femme et de l'homme, avec toutes les possibilités de vie culturelle et sociale données à la mère par la multiplication des crèches (880 000 places cette année) et des jardins d'enfants.

Tels sont les résultats obtenus par trente années de pouvoir soviétique, parmi

lesquelles, cependant, trois années (1918-1920) de guerre contre l'intervention étrangère et quatre années de furieux combats contre les hordes nazies.

Telle est l'œuvre de ces géants de la pensée et de l'action qui s'appellent Lénine et Staline, guides de ce Parti d'un type nouveau, de ce Parti bolchévik intrépide dans les périodes les plus dramatiques, école de pensée claire et de courage, pilote des dizaines de millions de bâtisseurs d'un monde nouveau.

***

A l'épreuve de la guerre.

La lutte contre l'Allemagne hitlérienne a confirmé avec éclat la force du régime soviétique. Presque toute l'Europe était contrainte de travailler pour la plus formidable machine de guerre que le monde eût jamais connue. Pour affaiblir l'U. R. S. S., on n'a consenti à établir le second front qu'en juin 1944, et ainsi, jusqu'à cette date, l'Armée rouge a supporté *seule* tout le poids des combats contre les quatre cinquièmes des armées fascistes. Qu'importe ! elle a été capable de reconduire l'envahisseur des bords de la Volga jusqu'à Berlin ! Aucun peuple n'a autant travaillé, combattu, souffert pour sauver le monde de l'esclavage. Aucun n'a versé autant de son sang : 7 millions d'officiers et de soldats tués (Angleterre : 245 000 ; États-Unis : 274 000), 10 millions de victimes civiles !

Ce qu'il faut sans cesse répéter, c'est que la victoire n'a été possible que par la fermeté avec laquelle, dès avant la guerre, fut exterminée la cinquième colonne et, d'autre part, par la confiance inébranlable et l'appui total du peuple. Comment croire que des hommes, cependant habitués à la réflexion, se laissent impressionner par la trahison d'un général Vlassov ou du diplomate Kravtchenko ! Les bourreaux nazis ont dû exterminer dans des camps spéciaux des *milliers* d'officiers soviétiques prisonniers avant de trouver *un seul traître*. Si la presse du dollar fait tant de cas des romans du second, si on l'exhibe dans toutes les feuilles vénales des États-Unis et dans les journaux européens colonisés, c'est que l'espèce est rare ! Que les menteurs s'expliquent donc sur le fait que, l'Ukraine et la Biélorussie étant occupées, l'ennemi n'a jamais pu, malgré la terreur la plus féroce, trouver assez d'Ukrainiens et de Biélorussiens connus pour installer à Kiev et à Minsk même des embryons de gouvernements fantoches à l'image de celui de Vichy ! Il s'agissait pourtant là de peuples non russes. S'ils avaient été esclaves, l'occasion était belle, à l'abri des baïonnettes ennemies, de se soulever contre Moscou. Eh bien ! ils ont aidé l'Armée rouge par tous les moyens.

La cause est entendue.

La reconstruction apporterait, s'il en était besoin, d'autres preuves de la puissance du régime soviétique. L'U. R. S. S. a vu ruiner 71 170 de ses villes et de ses villages. A la fin de la guerre, 25 millions de sans-abri. Or, dès la fin de 1948, l'U. R. S. S. aura rattrapé sa production d'avant guerre. *Le pays le plus sinistré — et de loin — sera le premier relevé.*

Bien plus. Dès 1950, à la fin du quatrième plan quinquennal, le niveau de la production soviétique atteindra celui des États-Unis. *En trente-trois ans, le pouvoir des ouvriers, des paysans, des intellectuels, aura réalisé ce que l'Amérique a mis cent cinquante années pour accomplir.* Quelle preuve de la supériorité du système socialiste sur le système capitaliste !

Après cela, des journalistes peuvent toujours bavarder sur la crise du logement à Moscou, sur la comptabilité mal tenue de quelque *kolkhoz* ukrainien, sur la mauvaise coupe d'un pardessus moscovite ou sur tel film soviétique raté. Les grands problèmes, ceux qui sont décisifs, sont résolus. Les autres le seront, à coup sûr, à bref délai.

***

Le puissant rempart de la paix.

Les adversaires, d'ailleurs, ne s'y trompent pas.

Jamais aucun régime n'a été l'objet de tant de haine. Le livre si précieux de Sayers et Kahn, *La Grande Conspiration contre la Russie*[1], révèle une suite ininterrompue de provocations, de complots, d'entreprises d'espionnage. Sur un plan plus limité, Jean Baby, dans son étude *L'Antisoviétisme contre la France*[2], jette un jour cru sur les thèmes des campagnes antisoviétiques d'avant guerre : faiblesses du pouvoir soviétique, dictature *sur* les ouvriers et les paysans, Armée rouge sans chefs, échec des plans quinquennaux, etc... Tout cela était pure invention. Il s'agissait de la préparation morale de la guerre, de la mobilisation et de l'empoisonnement des consciences pour décourager la France à l'époque de Munich et, après, pour couvrir le sabotage du pacte franco-soviétique de 1935.

L'antisoviétisme a été l'arme des Hitler, des Laval, des Pétain, des Doriot, mais aussi celle des Paul Faure et des Belin dans les milieux ouvriers, des Giono, des Jules Romains, des André Gide dans les milieux intellectuels.

C'est aujourd'hui l'arme des trusts américains et de tous ceux qui, jour après jour, leur livrent, du patrimoine français, telle position économique, telle branche industrielle, tel secteur de la vie intellectuelle. Financiers et industriels américains se sont formidablement enrichis de 1940 à 1945. Ils ont développé un gigantesque appareil industriel. Pour maintenir leurs bénéfices, pour essayer d'endiguer la crise économique qui les menace de si près, ils ont besoin de conquérir des marchés et de reprendre une politique de préparation à la guerre qui les enrichit. Mais il faut masquer cette politique : quoi de mieux que de crier à l'expansionnisme soviétique ! Léon Blum et de Gaulle feront donc assaut de calomnies contre l'U. R. S. S.

En fait, l'Union soviétique est rigoureusement incapable de pratiquer une autre politique que celle de la défense de la paix. Les raisons en sont évidentes : pas de trusts, là-bas, qui soient intéressés aux armements ; un système économique qui exclut toute perspective de crise, toute nécessité de conquérir des débouchés ou des sources de matières premières.

Le peuple, maître des moyens de production, ne peut avoir d'autre idéal que de développer toujours plus cette production, et cela avec l'intention exclusive d'augmenter la masse des produits mis à la disposition des citoyens.

C'est pourquoi l'U. R. S. S. a pu proposer à l'O. N. U. la réduction des armements, fardeau terrible pour les peuples (48 p. 100 du budget aux États-Unis, contre 22 p. 100 en U. R. S. S.) ; l'interdiction de l'arme atomique et des mesures pratiques contre les fauteurs d'une troisième guerre mondiale, dénoncés dans le réquisitoire de Vychinski.

C'est pourquoi l'U. R. S. S. poursuit avec tous les pays, et en premier lieu avec ses voisins de l'Europe de l'Est, une politique de bon voisinage et d'accords commerciaux. Elle ne leur impose aucune condition politique, pas plus qu'elle ne l'a fait lors de l'offre à la France de 15 millions de quintaux de blé, payables, non en dollars, mais en marchandises.

C'est aussi pourquoi l'U. R. S. S. est la seule, dans sa zone d'occupation en Allemagne, à avoir démilitarisé, dénazifié, démocratisé, par la réforme agraire, la nationalisation partielle de l'industrie et l'éviction des trusts, la réforme démocratique de la justice et de l'enseignement, l'appui aux forces démocratiques et aux syndicats ouvriers.

---

1. Éditions Hier et Aujourd'hui. Collection *Essais et Documents*.
2. Édité par France-U. R. S. S., 29, rue d'Anjou, Paris (VIIIe). — Prix : 15 francs.

Toutes ces raisons expliquent que l'Union soviétique soit le plus puissant rempart de la paix. Sa force, loin d'être une menace pour le monde, est l'appui le plus solide pour tous les hommes de progrès et pour tous ceux qui combattent les organisateurs d'une nouvelle guerre.

*
* *

Ajouterons-nous que, pour le peuple de France, il est encore des raisons supplémentaires à l'amitié franco-soviétique ? L'U. R. S. S. seule, par sa politique des réparations et par les solutions qu'elle préconise pour le règlement du problème allemand, agit dans le sens des intérêts français. Notre alliance avec elle est le gage essentiel de notre sécurité.

Sur aucun point du globe, les intérêts des peuples de France et d'U. R. S. S. ne s'opposent.

Voilà pourquoi nous saluons le glorieux trentième anniversaire avec autant de ferveur, avec une volonté aussi ferme de rétablir et de rendre indestructible l'amitié franco-soviétique, en rassemblant, dans des organisations comme *France-U. R. S. S.*, tous les démocrates, tous les hommes de progrès, tous les Français à qui sont chères et la paix et l'indépendance économique et politique de la patrie.

LE PROBLÈME DE L'ÉVOLUTION

La Pensée a aujourd'hui le privilège de publier, sur le problème capital de l'évolution, trois articles signés de trois des plus grands biologistes contemporains : J. B. S. Haldane, professeur à *University College*, membre de la Société royale de Londres; Georges Teissier, directeur de notre Centre national de la recherche scientifique, et Marcel Prenant, professeur à la Sorbonne.

On se souvient des deux articles publiés ici en 1945 par Georges Teissier sur « Le mécanisme de l'évolution »[1]. J. B. S. Haldane les traduisit lui-même en anglais et les publia dans la *Modern Quarterly*, la grande revue progressiste britannique ; il y joignit un article où il commentait et discutait quelques-unes des idées de son collègue français. C'est cet article dont nous publions aujourd'hui la traduction, et nous y joignons à notre tour une réponse de Georges Teissier. Outre l'intérêt scientifique de ce dialogue, nous comptons qu'on y trouvera l'exemple et le modèle de ce que doit être la véritable liberté de pensée et de discussion ; on y verra combien la méthode marxiste, dont ils se réclament l'un et l'autre, loin d'aboutir à un dogmatisme stérile, stimule la recherche et aboutit au progrès de la science, dans une généreuse et cordiale émulation.

A ces deux articles s'ajoutent aujourd'hui les réflexions de Marcel Prenant sur un récent colloque qui réunit à Paris les meilleurs des paléontologistes et des généticiens contemporains. On y verra comment l'explication darwinienne, enrichie et corrigée par les résultats nouveaux de la science, triomphe peu à peu des tendances irrationnelles qui ont si longtemps obscurci le cerveau de trop nombreux biologistes. Et c'est une impression de confiance et d'espoir dans le progrès de la science que nous donne finalement cet ensemble remarquable de travaux, que *La Pensée* est particulièrement heureuse de présenter à ses lecteurs.

1. *La Pensée*, nº 2, janvier-février-mars 1945, p. 3 à 19; nº 3, avril-mai-juin 1945, p. 15 à 31.

LE MÉCANISME DE L'ÉVOLUTION

par J. B. S. HALDANE

L'article du professeur Teissier sur « Le mécanisme de l'évolution » est un résumé si parfait du point de vue néodarwinien et j'en approuve si complètement l'essentiel que je crois qu'il vaut la peine d'en faire une critique détaillée. Et, comme nous avons, en commun, Teissier et moi, les mêmes données biologiques et les mêmes vues philosophiques, il est très probable qu'il acceptera au moins quelques unes de mes critiques.

***

Je ne pense pas que son titre soit mieux choisi que celui que je choisissais il y a quatorze ans pour un livre sur le même sujet : *Les causes de l'évolution*. Mon propre titre est trop prétentieux ; le sien est trop modeste. Bien qu'ils aient un aspect mécanique, je crois que les processus qu'il décrit dépassent néanmoins le mécanisme. En premier lieu, les éléments des processus ne sont pas eux-mêmes de purs mécanismes. Deuxièmement, les processus ont l'unicité caractéristique de l'histoire dont nous nions l'existence quand nous parlons de mécanisme. Naturellement, nous avons, Teissier et moi, laissé de côté, dans notre œuvre mathématique, ce caractère d'unicité. Les effets de la sélection sur les chênes et les escargots peuvent être décrits exactement dans les mêmes termes, de même que les effets économiques d'un accroissement de la demande de pain ou de boules de billard dans le régime de l'économie capitaliste. Mais, dans chaque cas, le résultat effectif de la sélection est un événement historique unique. Soit lui, soit moi, nous avons plutôt tenté de formuler une analyse causale de l'évolution que de la réduire au mécanisme.

***

Mon second point est beaucoup plus sérieux. Il concerne la sélection par l'homme des animaux et des plantes domestiques. Teissier constate qu'elle se déroule toujours en trois étapes. Un individu exceptionnel qui « paraît mériter d'être conservé » apparaît par hasard (ou plus exactement par l'effet d'événements qui sont actuellement hors des possibilités de contrôle par l'homme et largement au delà de la prévision humaine). Il est choisi comme reproducteur ; ses descendants sont examinés, et ceux qui présentent le même caractère sont pris comme parents pour les générations suivantes. On arrive finalement à une race dont tous les membres présentent le caractère en question et on la maintient pure.

Ce compte rendu de l'origine de la plupart des races modernes d'organismes de cette sorte est exact, quoique incomplet. Je crois qu'il est entièrement faux en ce qui concerne leur origine première. Les hommes primitifs collectèrent les semences de blés sauvages. Ils s'aperçurent qu'en les semant ils obtenaient une récolte l'année suivante. On a suggéré qu'ils les répandirent d'abord comme aliment sur les tombeaux des morts et que cette pratique donna naissance à l'idée qu'une mort humaine était nécessaire pour assurer le succès d'une récolte, ce qui serait à l'origine des notions de sacrifice humain et de la transformation de la victime en pain, que l'on rencontre encore dans la religion. Or, les plantes sauvages varient dans de nombreux sens. Certaines ont une constitution génétique qui les amène à produire plus de

semences que la moyenne ; mais, en dépit de cela, leurs descendants ne constituent pas, dans la génération suivante, une proportion plus importante que ceux du type normal, parce qu'il leur manque d'autres qualités nécessaires pour survivre. En particulier, nos blés cultivés ne survivent pas en concurrence avec d'autres plantes sauvages, parce que, semble-t-il, ils ne peuvent produire un système de racines adéquat qu'en l'absence de concurrence. Ils poussent très bien sur un sol défriché, mais, dans un pré, ils sont évincés par des concurrents. Cependant, une fois qu'elles ont poussé dans des champs ou des jardins labourés ou binés, les variétés à semence abondante ont un grand avantage, et, en peu d'années, les blés cultivés par les hommes primitifs doivent avoir donné un rendement beaucoup plus élevé que les plantes sauvages. Si nos ancêtres ont noté le fait, ils l'ont probablement attribué à leur propre magie ou à l'influence de dieux ou d'esprits.

La théorie précédente est, je pense, prouvée par un simple fait. On peut acheter dans le commerce la semence de beaucoup d'herbes de prairie. Un grainetier recueille la semence d'une plante dans un pré, la sème en terre nue, répète son procédé pendant quelques années et obtient une race dont il vend la semence. Les plantes issues de cette semence donnent une semence bien plus abondante que celle des herbes ordinaires de prairie, mais elles succombent bien plus facilement à l'action des animaux au pâturage. En fait, des prairies issues de semences commerciales peuvent ne pas donner satisfaction pendant quelques années, jusqu'à ce que la sélection naturelle par les dents et les sabots des animaux au pâturage ait eu le temps de renverser le processus inconscient de sélection par l'homme. Ce fait a été découvert par Stapledon d'Aberystwyth, qui a été capable de produire des races d'herbe à pré ayant les qualités répondant aux besoins des éleveurs, mais produisant beaucoup moins de semence à l'acre que les races commerciales usuelles.

De la même manière on sélectionne des animaux domestiques pour leur fécondité. Une volaille sauvage, même dans des conditions domestiques, pondra seulement une douzaine d'œufs, ou à peu près, par an. Dans la nature elle ne pourrait pas atteindre cinquante poussins, mais c'est tout à fait possible si elle est protégée de ses ennemis et pourvue d'aliments. A côté de la fécondité, des animaux ont aussi été sélectionnés pour leur docilité, non pas délibérément, mais probablement parce que les plus sauvages s'échappaient ou étaient tués comme indociles. En fin de compte, les plantes et les animaux domestiques ont des populations trop denses en comparaison avec les espèces sauvages et, par conséquent, plus exposées aux maladies infectieuses. Il y a eu et il y a encore une sélection constante, quoique tout à fait inconsciente, dans le sens de l'immunité, qui doit certainement avoir produit des effets secondaires.

Je me demande si la sélection consciente a commencé avant que les plantes et les animaux domestiques aient transformé la société humaine au point qu'ils soient devenus les principaux sujets d'intérêt pour l'homme et que des hommes et des femmes aient commencé à étudier leurs différences. En particulier, je pense qu'à une époque où les hommes commençaient déjà à utiliser un individu favori comme reproducteur de chiens, de chevaux ou même de plants de haricots, et à planter ou à greffer des boutures d'arbres de prédilection, ils n'auraient jamais pensé à isoler un plant individuel de blé ou d'orge pour en faire la souche d'une partie de la génération suivante.

Cela est démontré par la fréquence des mauvaises herbes dans les récoltes primitives et par le fait que le seigle, qui, dans la zone tempérée, est une mauvaise herbe dans les champs de blé, semble, au voisinage des régions arctiques, avoir remplacé le froment par sélection inconsciente, parce qu'il est plus résistant au froid.

Le professeur Teissier est, je crois, tombé dans la même erreur que Rousseau à propos de l'homme primitif. Rousseau croyait que la société était le résultat voulu d'un contrat social. Teissier pense que les variations rapides et frappantes qui ont certainement eu lieu chez les animaux étaient le résultat direct de la volonté humaine. Darwin avait, naturellement, le même point de vue. Je pense que, jusque tout récemment, l'influence de l'homme sur ses animaux et ses plantes domestiques est décrite d'une façon pertinente par les paroles d'Engels :

> Les buts des actions sont voulus, mais les résultats qui suivent réellement ces actions ne le sont pas, ou s'ils semblent, au début, correspondre cependant au but poursuivi, ils ont finalement des conséquences tout autres que celles qui ont été voulues [1].

La banane présente un bon exemple de résultat non voulu. Les trusts des fruits cherchaient avec insistance une banane standard propre à l'exportation. Ils l'ont obtenue. Ils ont obtenu aussi un champignon qui attaque les racines de cette variété particulière. Une population trop uniforme est toujours particulièrement exposée à une maladie épidémique.

Pour les hommes primitifs, lois et coutumes étaient quelque chose de donné. Si loin que remontent nos connaissances, les anciens Grecs furent les premiers hommes à avoir l'idée vraiment révolutionnaire que les lois et même les Constitutions pouvaient être changées à volonté par un procédé rationnel qui n'entraînait pas nécessairement d'effusion de sang, et ce ne fut qu'à notre propre époque que Lénine et ses camarades remanièrent un régime social tout entier selon un système rationnel de pensée politique et économique. La modification délibérée d'animaux domestiques a probablement commencé à l'époque historique, et la production délibérée de types de plantes absolument nouveaux, comme la fraise cultivée, hybridation de la variété américaine et de la variété européenne, au XVIIIe siècle, à l'époque des révolutions française et américaine. Ce n'est qu'à notre propre époque que les principes scientifiques de la reproduction et de la création des États ont été compris et appliqués.

La raison de l'évolution très rapide des animaux et des plantes domestiques n'était pas, à mon sens, que les hommes ont voulu qu'ils évoluent comme ils l'ont fait, mais qu'ils les ont placés dans des milieux entièrement nouveaux, où ils étaient soumis à des forces sélectives nouvelles et intenses. Dans de nombreux cas, l'évolution est allée dans le sens où le voulaient les hommes. Dans beaucoup d'autres, il en fut autrement. On peut se demander si nos arbres cultivés produisent de meilleur bois de construction que ceux des forêts naturelles, bien que Sylvèn et d'autres chercheurs suédois aient précisément commencé à sélectionner scientifiquement des arbres pour cette fin et qu'ils y aient même introduit des variations héréditaires. Dechambre croit que les vieux Égyptiens des anciennes dynasties avaient beaucoup plus de variétés d'animaux domestiques que leurs descendants d'aujourd'hui ou même que leurs descendants des moyennes dynasties. S'il en est ainsi, il est probable que ceux qui ne changeaient pas d'une façon marquée dans le sens d'un accroissement de la docilité, de la fécondité et de la production de lait, viande, etc., furent écartés. Il est même possible que la sélection volontaire n'ait commencé que lorsque les hommes eurent remarqué les différences produites par la sélection inconsciente entre les lignées domestiques et les individus sauvages de la même espèce et entre les lignées domestiques dans les différents pays. Pareillement, l'étude des lois et des

1. Fr. ENGELS, *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande*, Éditions sociales, 1946, p. 38.

coutumes étrangères par les marchands semble avoir été un réel stimulant pour les changements de Constitutions dans la Grèce ancienne.

Peut-être ai-je traité ce point trop à fond, mais c'est que je crois de la plus grande importance que nous ne surestimions pas la sagesse de nos ancêtres en lui attribuant l'origine de faits ou de coutumes qui, en réalité, se sont produits sans la moindre intention consciente. Si nous faisons cela dans le cas d'organismes domestiqués, nous pouvons aussi le faire dans le cas de pratiques politiques, économiques ou religieuses, avec d'importants résultats.

Mais cela est également important pour celui qui étudie l'évolution. Considérons un animal comme la martre, qui vient juste d'être apprivoisé. On prétend qu'il est très difficile de reproduire des martres qui ne sont pas en liberté ; d'autre part, la demande restera très grande pendant de nombreuses années encore, à moins que les goûts de notre propre espèce changent. Cela veut dire que, des individus capturés, un petit nombre se reproduit, peut-être même un petit nombre de leurs descendants immédiats, mais que quelques caractères héréditaires favorisant la fécondité et la viabilité dans des conditions artificielles ont une valeur sélective très large, de sorte que les descendants de quelques couples peuvent avoir augmenté jusqu'à être des millions en moins de vingt ans. Par suite, l'évolution des traits physiologiques favorisant la fécondité et la viabilité en captivité a des chances d'être très rapide. C'est précisément la même chose qui a dû se produire dans le passé dans les occasions relativement rares où une espèce a colonisé un habitat qu'aucune de ses semblables n'avait colonisé auparavant. Lorsque, au dévonien, nos poissonneux ancêtres ont quitté l'eau, les premiers amphibies ont dû connaître d'immenses difficultés, et la plupart d'entre eux moururent sans doute sans se reproduire. Mais ils n'avaient pas de concurrents, pas de rapaces, et probablement moins de parasites que leurs ancêtres poissons. Ceux qui pouvaient vivre sur terre ont dû se multiplier énormément et l'évolution du minimum d'adaptation nécessaire pour rendre cela possible — en particulier la transformation des nageoires en pattes primitives — a dû se faire très rapidement. En fait, nous n'avons pas de témoignage de cette mutation qui a dû se produire aussi rapidement que les mutations chez les animaux domestiques depuis le néolithique. Dès qu'il y eut concurrence directe, le changement fut beaucoup plus lent, parce que la sélection était dirigée aussi bien en vue d'échapper aux rapaces, de rivaliser pour la conquête des femelles, etc., qu'en vue de l'adaptation à la vie sur terre. Nous avons des témoignages de variations de ce genre, comme le mouvement des narines remontant vers le haut de la tête, ce qui était un avantage évident pour les habitants des marais, mais non une nécessité. Aussi, je mets en doute l'affirmation de Teissier que « l'homme travaille beaucoup plus vite que la nature ». C'est certainement juste dans la grande majorité des cas. Cela peut être faux pour certains cas critiques qui ont eu une grande importance historique.



On peut ajouter quelques critiques moins importantes. Teissier affirme que « les qualités physiques sont toujours pour une part de nature génétique ». C'est juste, mais cela risque d'induire en erreur. Car ce n'est pas toujours vrai des différences entre individus qui sont ce qui compte pour la sélection naturelle ou artificielle. La souris A est plus lourde que la souris B du même âge. Cela peut très bien être parce qu'elle a eu plus à manger. En fait, si toutes deux avaient eu le même régime, B aurait peut-être bien été plus lourde que A. La sélection expérimentale montre toutefois que, si nous prenons une centaine de souris d'une population mélangée, dans un milieu uniforme, les plus lourdes différeront, somme toute, des plus légères

au point de vue des facteurs génétiques favorisant le poids. Mais, si nous avons pris nos souris lourdes d'une population, et nos légères d'une autre qui a été mal nourrie, il a pu ne pas y avoir de base génétique de la différence. Ce point n'est pas sans importance si nous en venons à comparer des groupes humains différents, par exemple, les tribus de pasteurs et d'agriculteurs de l'Est africain, ou des classes différentes dans la société capitaliste.

***

Il est possible que je sois prévenu en faveur de mes propres théories, mais je crois que Teissier aurait pu accentuer son argument au sujet des tendances de l'évolution qui conduisent à l'extinction de l'espèce, et, en particulier, du développement des cornes et autres armes au delà du stade où elles ont quelque valeur pour l'espèce. Il indique avec justesse que les cornes sont souvent « des armes pour les combats entre mâles » et qu' « il semble même qu'une telle évolution doive conduire presque fatalement à une catastrophe le groupe qui s'y engage ». Je pense que nous pouvons généraliser et dire que des adaptations qui accroissent uniquement l'aptitude des individus dans la lutte contre d'autres individus de la même espèce et non dans la lutte contre d'autres espèces ou contre la nature inanimée sont nuisibles, en ce sens qu'elles tendent à diminuer le nombre total des individus de l'espèce en question et à accroître sa tendance à disparaître. Cela n'est pas vrai seulement des combats ouverts comme les luttes pour gagner les femelles. L'homme se développe plus lentement que les autres mammifères, soit avant, soit après la naissance [1]. Ainsi les vaches sont plus volumineuses que les hommes, mais arrivent à maturité en deux ans. Il est évident que la sélection naturelle rendrait un tel ralentissement très pénible pour un animal comme le porc ou le rat, qui donne des portées nombreuses. Un membre de la portée qui se développerait plus lentement que les autres avant la naissance viendrait au monde comme un embryon avant terme. Un qui grandirait plus lentement après connaîtrait le sort habituel des « avortons ». En fait, l'existence de la concurrence à l'intérieur d'une portée fermerait une voie possible d'évolution qui en pratique s'est révélée féconde.

Je ne suis pas d'accord avec Teissier sur le fait que

on n'en doit pas moins tenir pour établi que, dans toute espèce sauvage, la plupart des individus, sinon tous, sont hétérozygotes pour un certain nombre de gènes.

Un petit nombre d'espèces sauvages sont à fertilisation directe. Dans d'autres, l'accouplement de frère à sœur est la règle. Il est probable que de telles pratiques sont inhabituelles précisément parce qu'il y a avantage à ce que la plupart des individus soient hétérozygotes. Néanmoins, cette question ne pourra être tranchée que lorsqu'on aura fait une comparaison soigneuse entre les facultés d'adaptation de deux espèces apparentées, l'une exogame, l'autre endogame.

***

On peut noter deux points moins importants dans la discussion de Teissier à propos de la naissance des espèces. Les diverses races de chien peuvent, dit-il, être facilement croisées, et les hybrides sont généralement vigoureux. Mais ceux qui résultent du croisement entre Saint-Bernard et grand Danois montrent habituelle-

---

1. Cf. MEDAWAR, *Modern Quarterly*.

ment une paralysie de l'arrière-train. En fait, la sélection humaine a commencé par reproduire une différence de l'un des genres que l'on trouve entre espèces. Et les édentés ne sont pas limités strictement à l'Amérique du Sud, comme l'indique Teissier. Même si nous restreignons ce terme à l'ordre des *Xenarthra*, on rencontre le tatou au Nord jusqu'au Texas. Certains paresseux sont remontés beaucoup plus au Nord, mais ils ont été exterminés. Les édentés n'ont certainement eu que récemment (géologiquement parlant) la chance d'envahir l'Amérique du Nord, et il est significatif que le seul envahisseur qui ait réussi a été une espèce qui n'a pas trouvé de concurrent dans son genre particulier de vie.

Je suis plus sérieusement en désaccord avec Teissier lorsqu'il note ce qui arrive quand deux espèces apparentées qui ont évolué séparément se rencontrent à nouveau. Il dit qu'il y a lutte et

> une des races l'emporte inévitablement... à moins que l'espèce ne reste scindée en deux groupes, assez différents dans leurs goûts ou leurs besoins pour pouvoir coexister sans trop se gêner mutuellement.

Il est certain qu'une espèce peut supplanter l'autre. Mais plusieurs cas sont possibles. Il y a deux sous-espèces ou espèces de corneille, le corbeau noir, *Corvus corvus corone*, et la corneille à manteau gris, *Corvus corvus cornix*, qui se croisent dans la nature. Les corneilles occupent la plus grande partie de l'Europe, y compris l'Irlande et l'Écosse du Nord, mais sans l'Angleterre, et un peu de l'Asie. La frontière entre espèces passe par le centre de l'Écosse, de Kiel à Gênes, de l'embouchure du Iénisséi aux monts de l'Altaï, pour, de là, se rapprocher de la mer d'Aral. Le long de la ligne frontière ils ne se battent pas, mais croisent. Il y a une ceinture d'environ 100 milles de large où l'on trouve des corneilles de type mixte, et même les oiseaux d'un seul nid peuvent être différents. Des cas semblables se produisent pour d'autres oiseaux et des rongeurs. Je mentionne ce fait parce que l'inévitabilité de la lutte entre espèces ou variétés apparentées fait partie de la doctrine nazie, alors qu'il n'y a pas de raison biologique pour que les différentes races humaines ne se conduisent pas entre elles aussi bien que le font les races de corneilles.

***

J'espère que le professeur Teissier me pardonnera mes critiques. Je les fais parce que son article est, à mon sens, le meilleur résumé récent de la position actuelle de la théorie darwinienne, au point que je souhaite qu'il soit réimprimé sous une forme plus durable.

Il est peut-être intéressant de faire en conclusion une remarque. L'évolution des principaux groupes d'animaux et de plantes au cours des derniers cinq cents millions d'années est assez bien connue, particulièrement celle des vertébrés au cours des quatre cents derniers millions. L'évolution est un fait historique indépendant de toute hypothèse concernant son mécanisme, de même que c'est un fait historique que le bronze a remplacé la pierre en tant que matériau pour les outils de l'homme en Europe et que le fer a remplacé le bronze, fait reconnu également par les marxistes et les partisans d'autres théories de l'histoire ou ceux qui n'adoptent aucune théorie. Il est probable que les théories avancées par Teissier, bien que je sois d'accord avec elles en tout point, à l'exception de quelques éléments de détail, seront davantage modifiées au cours du siècle prochain que le compte rendu historique de l'évolution. Il se peut, quoique je le croie très improbable, qu'une étude de la mutation montre que cet agent peut amener un changement évolutif même dans un sens que ne favorise pas la sélection naturelle, ou que certaines hypothèses comme celle de

Lamarck recueillent une fois de plus une large adhésion. Un mécanisme concevable de changement évolutif est la propagation dans une espèce d'un nouveau type de protéine analogue aux virus causant les maladies, mais produisant des altérations qui ne peuvent être décrites comme pathologiques. Mais je ne puis voir comment des découvertes futures pourraient modifier considérablement les notions que nous avons actuellement de l'histoire de l'évolution de groupes tels que les éléphants ou les chevaux, où les vestiges fossiles sont extrêmement nombreux.

La connaissance des principaux faits historiques de l'évolution devrait être considérée comme partie intégrante de la culture humaine. Sans une telle connaissance, l'homme ne peut pas plus s'orienter intellectuellement dans le temps qu'il ne peut le faire dans l'espace sans une connaissance de l'astronomie. La discussion des causes de ces changements est importante. Mais je crois qu'elle est moins importante pour la culture générale, sauf dans la mesure où, sur ce point parmi beaucoup d'autres, le fascisme s'associe avec des idées fausses. Et elle est plus difficile à suivre. Un enfant peut apprendre qu'il descend non seulement d'ancêtres humains, mais de mammifères plus primitifs, de reptiles, d'amphibies et de poissons. C'est seulement lorsque cela est aussi familier à l'imagination que la conquête normande ou l'exécution de Charles Ier que l'on a besoin de discuter les détails du processus.

Malheureusement, les faits historiques de l'évolution sont incompréhensibles sans figures, ou, mieux, sans spécimens de muséum. Cela, tout autant que l'opposition réactionnaire à l'enseignement de l'évolution, rend difficile de l'accepter comme faisant partie de notre pensée courante. Neuf dixièmes de mes lecteurs croient probablement à l'évolution. Je doute qu'un dixième puisse donner la forme et les dimensions probables de leurs ancêtres à l'époque où la craie était en formation. Ce n'est pas une critique desdits lecteurs, mais une critique de notre culture contemporaine.

J'ai consacré une grande partie de ma vie à élucider le « mécanisme » de l'évolution. Il est important de pouvoir le comprendre, et l'article de Teissier nous y aidera certainement. Mais je crois qu'il est précisément plus important que soient connus les faits de base de la paléontologie et que chaque individu progressiste sente qu'il fait partie de son devoir d'acquérir et de répandre cette connaissance.

(*Traduit de l'anglais par* E. BOTTIGELLI.)

QUELQUES REMARQUES SUR L'ÉVOLUTION

par Georges TEISSIER

J. B. S. Haldane s'est donné la peine de traduire et de commenter, dans le *Modern Quarterly*, l'article sur « Le mécanisme de l'évolution », paru il y a deux ans dans *La Pensée*. Son approbation générale m'est trop précieuse pour que je n'accepte pas de bonne grâce les critiques amicales qu'il fait de quelques points de cet écrit. Aussi me serais-je abstenu de commenter à mon tour l'article de mon commentateur, si je n'avais été tenté de profiter de cette occasion pour compléter ou pour préciser certains passages de mon exposé.

***

L'article paru en 1945 dans les numéros 2 et 3 de *La Pensée* a été écrit en 1943 et ne fait état d'aucun ouvrage postérieur à 1939. Il se trouve cependant qu'à l'échelle où le sujet y a été traité il reste d'accord en 1947 avec les données les plus récentes de la science. Si je devais l'écrire à nouveau aujourd'hui, je le présenterais peut-être de façon un peu différente, je donnerais sans doute d'autres exemples, mais je n'aurais rien à changer au schéma de l'évolution qui y est présenté. Le fait est d'autant plus digne de remarque que ces dernières années ont vu paraître plusieurs ouvrages de premier plan sur le sujet et que paléontologistes et systématiciens ont tenu à discuter expressément les résultats acquis antérieurement par les biologistes et les généticiens[1]. Ces débats passionnants ont encore accru l'importance de la conception darwinienne et, si j'apportais aujourd'hui une retouche à l'esquisse que j'ai présentée, ce serait essentiellement pour atténuer ou supprimer certaines réserves que j'avais cru prudent d'y maintenir, mais qui, aujourd'hui, s'avèrent superflues.

A l'opinion, nullement négligeable, mais tout à fait isolée de R. Goldschmidt, qui persiste à opposer macroévolution et microévolution, s'opposent aujourd'hui unanimement les meilleurs des systématiciens et des paléontologistes. Tous sont d'accord pour reconnaître le caractère artificiel de nos cadres systématiques et pour affirmer que les barrières que l'on a tenté de placer à la limite des embranchements, des classes, des ordres, des familles ou des genres, sont purement illusoires. Les frontières des classes ou des ordres de Vertébrés, si évidentes aujourd'hui, s'estompent lorsque l'on remonte dans le passé, jusqu'à devenir purement conventionnelles dans certaines séries particulièrement riches en formes de transition. C'est ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, qu'il apparaît clairement, dans une série de formes récemment découvertes et dont l'histoire s'étend sur cent millions d'années, que le passage

---

1. Outre l'ouvrage fondamental, mais déjà ancien, de J. B. S. Haldane, *The Causes of evolution* (1932), je citerai T. Dobzhansky, *Genetics and the origin of species* (1937 et 1941) ; J. Huxley, *Evolution* (1942) ; E. Mayr, *Systematics and the origin of species* (1942) ; G. G. Simpson, *Tempo and Mode in evolution* (1944).

des reptiles aux mammifères s'est fait presque insensiblement, les plus anciens étant de purs reptiles et les derniers ne différant des mammifères primitifs que par des caractères tout à fait insignifiants.

J'avais cru pouvoir dire, en m'appuyant sur le cas des animaux domestiques, que l'évolution dirigée par l'homme, dans son effort conscient ou inconscient en vue d'améliorer pour son usage certaines espèces animales ou végétales, était incomparablement plus rapide que l'évolution des espèces sauvages. Haldane assure qu'il n'est pas certain que l'homme travaille plus vite que la nature et tient pour vraisemblable que l'évolution, qui a créé à partir d'ancêtres aquatiques les premiers vertébrés terrestres et a transformé des nageoires en pattes marcheuses, a dû être extrêmement rapide, aussi rapide que celle qui, depuis le néolithique, a fixé chez les animaux domestiques un si grand nombre de mutations. J'ai entendu un des meilleurs connaisseurs en vertébrés primitifs exprimer la même conviction en s'appuyant sur le même exemple. Je souhaite bien vivement que la justesse de ces opinions se confirme et je ne désire rien tant que d'avoir sous-estimé la vitesse possible de l'évolution. Si Haldane a raison, et s'il peut suffire de quelques centaines ou milliers d'années pour réaliser des transformations de l'ampleur de celles qu'il envisage, le problème souvent irritant des formes de transition se trouve résolu dans une large mesure. On peut même espérer, ce que pour ma part je n'osais pas rêver, que l'homme pourra, dans l'avenir, en choisissant bien son matériel, réaliser des évolutions brisant très largement le cadre encore bien étroit dans lequel sont restées jusqu'à présent enfermées ses créations les mieux réussies.

Sur cette même question de la sélection artificielle, comparée et opposée en une certaine mesure à la sélection naturelle, je ne pense pas qu'il soit utile de préciser qu'en décrivant les trois étapes de la création d'une race nouvelle je n'avais naturellement pas l'intention d'affirmer que les premiers cultivateurs et les premiers éleveurs aient su pratiquer la sélection des qualités jugées désirables aussi bien que les agronomes ou les zootechniciens modernes. Mais, cela dit, je reconnais très volontiers l'importance du problème de la première évolution des espèces domestiques que, trop attentif aux seules méthodes modernes, j'ai eu le tort de négliger, et je pense, avec Haldane, que le schéma qu'il nous propose présente, outre son intérêt historique propre, une valeur explicative très générale.

J'ai peut-être été un peu trop absolu dans ce que j'ai dit touchant les événements qui surviennent lorsque deux races d'une même espèce, différenciées au cours d'une longue séparation, entrent à nouveau en contact. Mais je ne suis pas sûr, en revanche, que l'exemple des corneilles soit entièrement démonstratif. S'il est vrai que la frontière entre le domaine de la corneille noire et celui de la corneille mantelée soit, dans son ensemble, restée stable depuis un ou deux siècles au moins, il n'est cependant pas douteux qu'en Écosse elle s'est largement déplacée vers le Sud dans le même temps, et qu'en cette région, par conséquent, une des sous-espèces supplante l'autre. Je crois au surplus que, si la substitution d'une forme à l'autre n'est pas plus rapide, c'est que chacune d'elles se trouve mieux adaptée que l'autre au territoire qu'elle occupe, le partage du domaine d'extension totale de l'espèce correspondant sensiblement à celui qui convient au mieux aux besoins et aux goûts de l'une ou de l'autre des deux sous-espèces en concurrence.

***

Haldane regrette que je n'aie pas poussé plus avant l'étude des évolutions favorables à l'individu et défavorables à l'espèce que j'ai amorcée à propos de l'orthogenèse des variants sexuels. Je ne le regrette pas moins que lui et ne m'y suis

résigné que faute de place. Il eût fallu non seulement traiter la question de la concurrence entre jeunes d'une même portée sur laquelle il insiste avec juste raison, mais aussi partir de l'exemple choisi pour examiner, dans son ensemble, le problème, très différent et aussi important, de l'orthogenèse. Il est vrai que sur ce point mes conclusions auraient sans doute été trop prudentes et que, malgré tout mon désir, je n'aurais pas osé me montrer aussi hardi que quelques-uns des meilleurs parmi les paléontologistes d'aujourd'hui. Les débats qui se sont déroulés au cours du Colloque sur l'évolution, dont Marcel Prenant rend compte ici même, nous ont appris, en effet, que les spécialistes anglais, américains et suédois les plus qualifiés sont d'accord pour attribuer entièrement à la sélection naturelle ces modifications graduelles qui s'observent au cours de l'histoire de chaque groupe et semblent s'être produites dans une direction déterminée. Les exemples précis qu'ils ont donnés touchant divers groupes de vertébrés sont tout à fait probants et permettent de vider définitivement de son contenu mystique cette notion d'orthogenèse qui a troublé tant de savants français. N'eût-il eu que ce résultat, que ce Colloque, qui a scellé l'unité profonde de conception de la paléontologie et de la biologie modernes, resterait mémorable.

A l'heure même où se tenait cette conférence paraissait, aux États-Unis, le premier numéro d'une nouvelle revue internationale, *Evolution*, à laquelle collaborent généticiens, systématiciens et paléontologistes, et où chacun, sur son propre terrain, défend des conceptions qui sont celles-là mêmes que j'ai présentées ici. On peut être assuré que ce renouveau d'intérêt pour le problème central de la biologie, rop longtemps délaissé parce que défendu par des tabous métaphysiques, portera ses fruits.

Le darwinisme commence une nouvelle carrière, plus glorieuse encore et plus féconde que la première.

A PROPOS D'UN COLLOQUE SUR L'ÉVOLUTION

par Marcel PRENANT

Du 17 au 23 avril dernier s'est tenu à la Sorbonne, sous la présidence de M. Piveteau, un des Colloques internationaux qu'organisent en France le Centre national de la recherche scientifique et la Fondation Rockefeller pour confronter, sur des sujets précis, les opinions et les expériences de savants que la guerre a longtemps isolés.

Celui-là devait faire le point sur l'état actuel de la question de l'évolution. Y avaient été invités des maîtres américains, britanniques, suédois de la paléontologie, comme les professeurs Simpson, Watson, Westoll, Stensiö, qui y rencontraient leurs collègues français Arambourg, Piveteau, Teilhard de Chardin, Vallois, Viret. Et comme l'évolution n'est pas affaire de pure paléontologie, mais que son interprétation, tout au moins, exige des données actuelles sur la vie, prenaient part au Colloque des biologistes comme MM. Caullery, Cuénot, Ephrussi, Grassé, Lwoff, Prenant, Teissier. De Grande-Bretagne étaient venus aussi le professeur Waddington, qui a ce rare privilège d'être à la fois paléontologiste et embryologiste, et le professeur Haldane, dont les lecteurs de *La Pensée* connaissent la culture large et profonde.

Un premier point doit être marqué : dans ce Colloque où les catholiques militants étaient nombreux, nul n'a contesté la notion d'évolution elle-même. C'est heureux pour le bon renom de la science française vis-à-vis de nos visiteurs étrangers, pour qui depuis longtemps il ne saurait y avoir là aucune question. Mais il faut le noter, puisque, il y a vingt ans, l'anatomiste clérical Vialleton ne craignait pas de soutenir chez nous un point de vue fixiste et créationniste à peu près sans mélange ; puisque, il y a dix ans seulement, le géologue Lemoine développait, sous les auspices et la protection du réactionnaire de Monzie, une thèse analogue, où le Créateur était, il est vrai, remplacé par la génération spontanée, et la théologie du concile de Trente par les relents inconséquents d'un positivisme suranné ; puisque, actuellement encore et tout près de chez nous, le zoologiste bâlois Portmann inclut dans sa philosophie conservatrice un doute systématique sur l'évolution. Après les résultats du Colloque, tout homme impartial considérera la cause comme jugée.

D'autant plus que là même ont été apportés des documents décisifs récents, dans les rapports des spécialistes les plus avertis. Nous disait-on assez que l'évolution, à la rigueur admissible pour de petits groupes limités, était inconcevable pour expliquer l'origine de types foncièrement nouveaux, comme le premier vertébré, ou le premier vertébré aérien, ou le premier mammifère, ou même, selon certains, le premier homme ! Nous disait-on assez que les séries paléontologiques laissaient toujours d'énormes lacunes dans les points décisifs ! Et voici que Westoll et Stensiö, qui connaissent mieux que personne la question des vertébrés aquatiques du primaire, et Watson, qui depuis trente ans est le maître incontesté des amphibiens fossiles, estiment qu'il n'y a aucune difficulté à faire descendre ceux-ci de poissons tels que les dipneustes ou les crossoptérygiens, et ne diffèrent d'opinion que sur des points relativement secondaires, qu'on ne peut mentionner ici. Pour l'origine des mammifères, il faut citer textuellement l'avis exprimé par Watson dans une de ses interventions :

L'évolution des mammifères, par exemple, se présente aujourd'hui sous un jour nouveau. Depuis longtemps, leur origine reptilienne était connue. Les récents travaux de A. S. Romer ont notablement précisé les faits. Tout récemment des découvertes russes, dont les résultats ne sont pas encore entièrement publiés, ont révélé de nouvelles séries de reptiles mammaliformes qui complètent les séries américaine d'une part et sud-africaine de l'autre. De cet ensemble, il découle que, du permien à l'infralias, où se placent les *Trilylodon*, nous connaissons désormais des séries qui, durant quelque cent millions d'années et avec, sans doute, certains recouvrements partiels, peuvent être considérées comme continues. Or, tandis que les premières de ces formes sont typiquement reptiliennes, les dernières sont tellement évoluées que, n'était un infime détail d'ordre technique, elles seraient des mammifères.

Enfin, le beau rapport du professeur Vallois sur l'origine de l'homme mit en évidence parfaite et indiscutée les progrès considérables que font d'année en année nos connaissances en paléontologie humaine et la possibilité de faire dériver les types humains fossiles connus, les uns à partir des autres, par de simples mutations, c'est-à-dire de façon continue, au sens de la biologie moderne.

***

Mais les questions les plus épineuses se sont présentées à propos de problèmes généraux. Ici encore, le Colloque eut un résultat très net, à notre avis : il révéla un certain nombre de problèmes faux ou faussement posés.

C'est ainsi qu'un rapport très documenté de M. Arambourg sur l'extinction des espèces et des groupes a permis de voir combien la question serait faussement posée si l'on voulait la traiter à la fois et en termes généraux pour les espèces, prises isolément, et pour les grands groupes. Les causes d'extinction d'une espèce déterminée sont un problème très concret, dont la solution peut être cherchée surtout pour les espèces actuellement en voie de disparition. Une telle étude montre que les causes sont très variées d'une espèce à l'autre, et parfois très complexes : elles font intervenir non seulement les variations du milieu physique, mais souvent aussi tout l'équilibre du milieu biologique, de sorte que les vraies causes d'extinction d'une espèce ne doivent être que rarement accessibles au paléontologiste, insuffisamment renseigné sur le milieu physique et vivant.

Quant à l'extinction d'un groupe étendu, elle ne saurait être traitée de même, car les diverses espèces du groupe ont généralement des exigences très diverses vis-à-vis du milieu et ont même souvent des habitats tout différents. Lorsqu'on dit, par exemple, que les ammonites, ou encore les grands reptiles marins (ichthyosauriens, plésiosauriens, pythonomorphes) ont disparu brusquement de la terre entière à la fin de l'ère secondaire, le problème ainsi posé n'a rien de commun avec celui de l'extinction d'une espèce précise en une région nécessairement limitée.

On peut être tenté, alors, d'invoquer des causes purement internes à la lignée, comme une « sénescence » ou une « spécialisation excessive » qui ne permettrait plus aux espèces de s'adapter à des changements de milieu. Cette hypothèse est due notamment à Hyatt, qui a comparé le développement des groupes à celui des individus.

Mais, note justement M. Arambourg, il paraît s'agir là simplement de l'expression valable de la constatation du fait évolutif lui-même, et rien ne prouve que les caractères dits de sénilité, tels que le gigantisme et les diverses dysharmonies organiques que l'on a signalées, aient été des causes fatales de disparition, car les individus et les groupes qui en étaient porteurs ont vécu et prospéré, si l'on en juge par leur pullulation et par leur longévité : les ammonites dites « déroulées » ont duré pendant tout le crétacé, les grands sauropodes pendant la majeure partie du secondaire.

M. Arambourg a raison : « sénescence » et « spécialisation » ne sont que des mots. Georges Teissier a fait remarquer que l'on connaît des groupes dits « spécialisés » qui ont eu une large descendance. Quant à la « sénescence », il faudrait préciser en quoi elle s'est manifestée, physiologiquement, pour amener la disparition du groupe, sans quoi l'on n'a employé qu'un mot creux. Étant donné que l'accroissement de taille est souvent corrélatif d'un allongement de la vie et d'un ralentissement de la reproduction, on peut supposer, dans les cas de « sénilité » par gigantisme, que la variabilité génétique s'est trouvée réduite, et par suite la capacité d'adaptation à des changements de milieu, surtout répetés. Ce n'est encore là qu'une hypothèse, portant sur des cas particuliers.

Mais il ne faut pas non plus se payer de mots en ce qui concerne les « disparitions brusques ». M. Watson l'a bien montré à propos des reptiles marins du secondaire.

D'abord, dit-il, il faut nous garder de réduire des millions d'années à un instant. En fait, les derniers ichthyosaures connus datent du sénonien. Les plésiosaures comptent deux groupes : l'un à long cou et petite tête, se nourrissant de poissons et de céphalopodes capturés, non par la vitesse, mais par la flexibilité du cou ; le second groupe comprenant des formes à grande tête et à cou réduit, capables de très grande vitesse et se nourrissant aux dépens de poissons ou de reptiles de toute taille. Ces deux groupes ont vécu côte à côte dans toutes les mers du monde, sont très abondants au crétacé supérieur et disparaissent après le campanien. Les pythonomorphes constituent un troisième ensemble apparu tardivement, connu du monde entier au sénonien, se continuant dans le maestrichtien, puis disparaissant. Seul le *Champsosaure* et quelques chéloniens géants persistent jusqu'à l'éocène de base. Il ne s'agit donc pas de disparitions simultanées.

M. Cuénot exprimait la même idée par ces mots :

Les extinctions « massives » ne sont simultanées que dans le raccourci de nos visions paléontologiques.

***

Tout le monde semblait donc d'accord pour reconnaître la position défectueuse de certains problèmes classiques, en ce qui concerne l'extinction des formes vivantes. Il n'en fut pas de même pour leur apparition. Ici, la discussion fut souvent animée, autour de l'enjeu suivant.

Il existe une théorie cohérente de l'évolution, théorie souvent dite néo-darwinienne, mais qui combine, en les modifiant, les vues néodarwiniennes au sens strict, fondées sur la sélection, avec les théories mutationnistes développées par les généticiens. Je ne la résumerai pas ici, car elle a été longuement et magistralement exposée dans *La Pensée* par Georges Teissier [1]. Je rappellerai seulement qu'elle est la seule théorie qui s'appuie sur les faits expérimentaux recueillis à l'époque actuelle, et qu'elle en rend parfaitement compte. Nul ne peut donc lui dénier une valeur, mais ses adversaires soutiennent qu'elle ne s'applique qu'à une évolution très limitée, une « microévolution », à laquelle ont affaire les généticiens, qu'elle ne s'applique pas à l'évolution d'ensemble, la « macroévolution », dont s'occupent les paléontologistes, et qu'il faut chercher là autre chose. Une discussion doit donc s'engager sur ce problème : microévolution et macroévolution.

Puis les adversaires de la théorie dite « néodarwinienne » cherchent çà et là d'autres arguments, qui donneront lieu aussi à discussion : c'est l' « orthogenèse » ;

---

1. *Mécanisme de l'évolution*, n° 2, janvier-février-mars 1945, p. 3 ; n° 3, avril-mai-juin 1945, p. 15.

ce sont les « coaptations » ; c'est la perfection de l'œil, de l'oreille, du cerveau humain... On devine tout de suite que, consciemment ou non, il y a derrière cela toute une théologie qui, dans une réunion scientifique, n'ose pas dire son nom. Elle n'ose même y parler ni d'entéléchie, ni de finalité, ni de principe vital, ni d'élan vital,... et je crois bien que M. Cuénot n'y a pas invoqué son dernier terme de camouflage, l' « antihasard ». Il s'est contenté de réclamer qu'on admette l'existence, non pas d'un inconnu, mais d'un inconnaissable !

Il était clair que sur ces problèmes devaient se former, dans le Colloque, deux camps résolument opposés. Dans l'un figuraient naturellement les trois collaborateurs de *La Pensée*, Haldane, Teissier et moi-même ; dans l'autre, les théologiens, parmi lesquels on peut bien citer, puisqu'ils n'en font aucun mystère, M. Cuénot et le R. P. Teilhard de Chardin. Dans son rapport sur *Les Mécanismes de l'évolution*, notre collègue Grassé, après s'être bruyamment déclaré matérialiste, soutint des thèses qui s'identifiaient en fait avec celles des douteurs, puisque voici la conclusion :

Le néodarwinisme explique certains aspects de l'évolution. Mais il ne nous paraît pas en droit, devant les faits, de soutenir qu'il interprète avec exactitude tous les aspects de l'évolution. Sa position s'est trouvée renforcée par l'effondrement du lamarckisme. Il ne doit pas abuser de cet avantage qui tient, peut-être, plus à notre ignorance actuelle qu'à sa propre vertu explicative. Il nous paraît sage de ne pas se mettre volontairement des œillères. Examinons les problèmes évolutifs sous de multiples points de vue et disons-nous que bien des propriétés de la matière vivante nous sont encore inconnues.

Parallèlement M. Cuénot voulait conclure :

Il y a un reste inexplicable et inexpliqué.

Il faut croire cependant que ce reste inexplicable et inconnaissable ne s'impose pas à tous, puisque, dans la discussion, nous nous sommes trouvés d'accord avec tous les paléontologistes étrangers et le généticien Ephrussi : savants qui ne sont certainement pas tous marxistes !...

* * *

Mais les positions sont assez définies ainsi, et il ne s'agit pas d'invoquer l'argument d'autorité. La première discussion sérieuse s'engagea sur l'orthogenèse, à la suite d'un rapport de M. Simpson, auquel j'emprunterai la définition même de ce terme :

Le terme « orthogenèse », inventé par Haack en 1893 et vulgarisé par Eimer, a été employé dans bien des sens différents. Quelque confus que soient les usages de ce mot, ils ont tous en commun de se référer à une évolution constante dans une direction. A peu d'exceptions près, ils impliquent tous des interprétations dont la principale est que les tendances vraiment orthogénétiques ne sont pas guidées par la sélection naturelle. La plupart de ceux qui ont exposé l'orthogenèse pensent qu'elle est l'effet d'une pensée interne ou d'un principe déterminant qui est inféré de ses résultats, mais qui ne peut être autrement identifié à aucun facteur connu externe ou interne. Peu de croyants en l'orthogenèse admettent qu'il y ait quoi que ce soit de vitaliste ou de métaphysique dans leurs vues. Toutefois, il y a un élément mystique inévitable dans le fait d'attribuer un phénomène évolutif à une cause inconnue, ou bien dans la considération d'une évolution regardée comme déterminée sans le postulat d'un mécanisme de cette détermination. L'orthogenèse est habituellement proposée comme un principe opposé aux vues néodarwiniennes sur l'évolution.

Partisan de la théorie « néodarwinienne », qu'il préfère appeler théorie synthétique, M. Simpson prit donc l'orthogenèse à bras-le-corps et la secoua rudement.

Envisageant deux exemples typiques et classiques, il montra d'abord que l'évolution de la famille des chevaux (équidés) au tertiaire n'est pas orthogénétique comme on le prétend classiquement, mais qu'elle a donné de nombreux rameaux divergents et qu'en la qualifiant d'orthogenèse on traduit « soit une vue inadéquate des faits, soit un arrangement subjectif destiné à cadrer avec des idées préconçues ». D'autre part, les faits connus de l'évolution dans la famille des gryphées ou huîtres enroulées au secondaire s'accordent parfaitement avec la théorie synthétique. Discutant ensuite en détail les huit grands principes de l'orthogenèse, M. Simpson pouvait conclure :

Les phénomènes d'évolution tels qu'ils sont connus n'exigent et n'appuient aucune hypothèse orthogénétique conçue comme une poussée interne d'un mécanisme inconnu. Les phénomènes d'orthogenèse, compris dans un sens purement descriptif et non interprétatif, sont moins fréquents qu'on ne le suppose généralement et, dans la mesure où ils existent réellement, s'expliquent aisément par la théorie synthétique. Cette théorie de l'évolution en tant que résultat de l'interaction de facteurs internes (mécanismes mendéliens, mutations au hasard, processus contrôlant le développement) et de facteurs externes (réaction sur les processus du développement et sélection naturelle) ne laisse aucun résidu significatif de phénomènes inexpliqués pour lesquels une hypothèse orthogénétique différente serait requise et plausible. Dans l'ensemble, l'influence directrice et limitative des évolutions de longue durée est la sélection naturelle, quoiqu'elle ne soit pas la seule influence et qu'elle ne puisse être considérée à part du substrat génétique sur lequel et avec lequel elle travaille.

Parmi bien des remarques fort intéressantes, M. Westoll fit celle-ci, qui se réfère aux résultats modernes de l'embryologie causale :

Toute réflexion sérieuse sur les « orientations » ou l'orthogenèse doit inclure, outre les observations des paléontologistes sur les changements séculaires des groupes d'animaux ou de plantes et les conceptions des généticiens sur les mécanismes de l'hérédité et leurs modifications, une appréciation de la morphogenèse, du développement réel du phénotype. En cette matière, le rôle des « organisateurs » est déjà défini dans ses grandes lignes, et il semble que nous puissions trouver ici une explication du petit nombre des directions prises par l'évolution, dont le cas le plus remarquable est celui des évolutions parallèles. Toute modification du génotype dont le résultat serait un désordre grave dans les liaisons majeures entre « organisateurs » serait presque certainement incompatible avec la vie. Ce fait suffit à suggérer une certaine canalisation de l'évolution.

Ainsi, malgré les efforts du R. P. Teilhard de Chardin affirmant que quelque chose devait « lester » le hasard dans une certaine direction, la discussion ne laissait subsister aucun aspect miraculeux de l'orthogenèse, et Georges Teissier pouvait conclure, en félicitant M. Simpson d'avoir « exorcisé le dragon de la caverne » : toutes les données modernes fournies par les généticiens et les néodarwiniens suffisent à expliquer toute l'évolution, y compris la macroévolution.

***

Le dragon devait pourtant reparaître, mais avec sept têtes, dans le rapport de M. Grassé, qui reprit l'argument de l'orthogenèse, et en apporta six autres, tous très classiques, contre la validité d'ensemble de la théorie synthétique. Dans l'impossibilité de les discuter tous ici, je laisserai de côté certains d'entre eux qui, s'adressant au darwinisme en général et ayant été déjà énoncés et réfutés bien des fois, reposent le plus souvent sur un malentendu ou un contresens, et je me limiterai à discuter les plus délicats : celui des coaptations et celui tiré des organes complexes.

On parle de coaptation quand deux parties d'un même animal, formées sans rapports l'une avec l'autre, présentent des détails de forme qui se correspondent exactement et, par exemple, en viennent à s'engrener avec une précision plus ou moins grande, mais parfois très remarquable. Les coaptations sont particulièrement remarquables chez les insectes et les crustacés, en raison de la dureté de leur tégument, et y sont assez fréquentes et variées. M. Cuénot a eu le mérite d'attirer avec force l'attention sur ce problème, mais on ne peut dire que ses élèves et lui aient fait tout ce qu'il fallait pour le résoudre dans un sens scientifique. C'est ainsi que le R. P. Corset, dans la thèse qu'il a consacrée aux coaptations des insectes, s'est préoccupé surtout, après les avoir décrites, d'y admirer le dessein du Créateur. Qu'il soit possible d'aller beaucoup plus loin, c'est ce qu'a fait voir récemment Legrand, à propos de certaines coaptations des crustacés isopodes tels que les cloportes : si l'on se donne la peine, comme il l'a fait, non seulement de les décrire minutieusement, mais d'en suivre le développement avec la même précision, et de traiter aussi la question par l'expérience, on s'aperçoit que l'inconnaissable, si cher à M. Cuénot, recule sans arrêt. Les faits essentiels acquis sont les suivants. D'abord la plupart des détails qui constituent la coaptation peuvent exister indépendamment les uns des autres. De plus l'existence simultanée de détails complémentaires ne suffit pas toujours à réaliser la coaptation. Ensuite, quand la coaptation est très précise, elle s'achève le plus souvent (en ce cas du moins) par un modelage réciproque. On note encore qu'une coaptation, une fois réalisée au cours du développement, se perd parfois quand la croissance continue et, de ce fait, ne peut être regardée comme un but à atteindre. Enfin, les coaptations ont une utilité variable suivant les cas, allant de l'indifférence complète à la nécessité, et sont d'autant plus fixes et plus précises que cette utilité physiologique est plus grande.

Ce dernier fait est en parfait accord avec les effets de la sélection naturelle, et, au total, les coaptations étudiées par Legrand sont très explicables par la théorie dite néodarwinienne. Le résultat est si encourageant, du point de vue du rationnel, qu'il faudra étendre des recherches du même type à d'autres coaptations, sans négliger celles déjà étudiées par M. Cuénot et le R. P. Corset. Ici aussi, on peut avoir l'espoir d'exorciser complètement le dragon de la caverne.

Il y a des siècles que les finalistes s'extasient sur la complexité admirable et la précision de fonctionnement de l'œil. Tout en se défendant bien d'être finaliste, M. Grassé a repris cet argument et, pour faire bonne mesure, a ajouté d'autres organes complexes, comme l'oreille interne et le cerveau. Peut-être oubliait-il l'opinion du grand physicien Helmholtz, disant que, si un fabricant d'instruments d'optique lui présentait un appareil aussi défectueux que l'œil humain lui-même, il le renverrait pour malfaçon. Peut-être oubliait-il que, chez tous les petits mammifères (rongeurs, insectivores, etc...), la conformation de l'œil est telle qu'il ne peut donner aucune image nette. Georges Teissier faisait remarquer, de plus, que les organes complexes sont fréquemment sujets à de larges mutations et que, chez les mollusques céphalopodes, par exemple, les variations de l'œil sont considérables.

***

Quand on prétend faire des organes complexes, des coaptations ou de faits du même genre, un argument décisif contre l'évolution par le système mutation-sélection, on montre en tout cas que l'on n'a pas compris la puissance que donne à ce système la durée des temps géologiques. Un calcul très schématique, où le choix des hypothèses fera toujours la part très large à l'adversaire, va le montrer. Supposons que la durée de la vie sur terre ait été un milliard d'années (il serait sans doute plus

juste de dire deux milliards), que la durée d'existence d'une espèce soit en moyenne un million d'années (ce qui est peut-être vrai pour les grands vertébrés récents, mais est sûrement très exagéré pour bien d'autres espèces), que la vie ait eu pour origine une seule espèce initiale (il y en a très probablement eu davantage), et que chaque espèce, avant de s'éteindre, ait pu en donner deux par mutations (ne pas oublier qu'en cinquante ans la drosophile et bien d'autres espèces ont donné des centaines de mutations étudiées !). Dans ces conditions, il y aura eu depuis l'origine environ mille renouvellements de la vie, et, si toutes les formes possibles s'étaient conservées, nous devrions en connaître actuellement 2^{1000}, soit environ 10^{300}, soit un nombre qui s'écrit par un 1 suivi de 300 zéros : nombre impossible à énoncer et même à penser, puisque le nombre d'atomes dans l'univers, jusqu'aux nébuleuses spirales les plus éloignées, est évalué à 10^{80}. Le nombre des formes vivantes possibles serait donc à peu près égal à ce nombre d'atomes, multiplié par lui-même trois fois de suite. Et comme le nombre des espèces linnéennes réelles est à peu près un million, et le nombre des petites espèces ou espèces jordaniennes à peu près cent millions, les choses se sont passées, au cours de l'histoire de la vie, comme si les faits de sélection avaient eu à trier, progressivement, une des pièces les meilleures parmi 10^{292} environ. On avouera que c'est une marge grâce à laquelle on peut avoir quelques réussites, et qu'un hasard à cette échelle peut être « lesté » par la sélection, au sens que donne à ce mot le P. Teilhard de Chardin.

Tout cela n'empêchait pas, vers la fin de la discussion, M. Cuénot de s'écrier que la sélection n'expliquait pas les callosités héréditaires que les chameaux présentent aux genoux. Et voilà les callosités des chameaux devenues, en biologie, le refuge essentiel de l' « anti-hasard », c'est-à-dire de la Providence !

C'est que, devant les progrès de la science, les théologiens ne se résignent pas à battre largement en retraite. Il leur a fallu des dizaines d'années pour abandonner le fixisme biblique. Quand les mutations ont été des faits incontestables, ils ont essayé d'en faire autant de miracles. Quand le miracle s'est évanoui, là encore, parce que les expérimentateurs réussissaient à provoquer des mutations, on s'est mis à contester que celles-ci eussent une telle importance dans l'évolution, et l'on a tenté de les limiter à une microévolution sans valeur. C'est la position sur laquelle a eu lieu la discussion au Colloque, et il faut reconnaître qu'elle rejoint à peu près exactement, mais avec moins de franche netteté, celle de Vialleton il y a vingt ans. Tout cela représente une série de marchandages sans grandeur. Par-dessus tout, on veut que par son origine l'homme reste une espèce à part. C'est la préoccupation essentielle d'un Portmann comme d'un Vialleton. Et le R. P. Teilhard de Chardin, maître en paléontologie du quaternaire et en paléontologie humaine, qui remarquait opportunément, après le rapport Vallois, la discontinuité psychique qui existe entre l'homme et les anthropoïdes et se superpose à la continuité physique, oubliait ce qui fut aussitôt ajouté par J. B. S. Haldane : que cette discontinuité psychique ne doit pas être unique, mais multiple, et que c'est par une série de mutations que le psychisme humain s'est détaché, à l'origine, du psychisme animal.

Nous ne sommes pas des dogmatiques, et, si l'on nous montre que, dans le mécanisme de l'évolution, il y a autre chose que le néodarwinisme mutationniste, nous l'admettrons volontiers. Nous suivons attentivement, à cet égard, la controverse qui dure depuis quelques années, en U. R. S. S., entre l'école de Lyssenko et les généticiens purs. Quand les choses seront plus claires, elle mènera peut-être à une certaine revision. Mais elle doit sa valeur à son caractère expérimental : elle sort de l'expérience de laboratoire et de l'expérience pratique des agronomes, et c'est par elles qu'elle progresse de façon constructive. Tandis que la critique apportée au Colloque a été trop souvent de nature scolastique et négative, sans perspective autre

que saint Thomas : M. Cuénot aspirait à l'inconnaissable, et M. Grassé se résignait en fait à l'inconnu, puisqu'il ne suggérait rien qui pût nous en sortir.

En fin du Colloque, au cours de leurs interventions, les paléontologistes Simpson, Waddington, Watson, Westoll ont explicitement déclaré qu'à leur avis il n'y avait pas de coupure catégorique à faire entre macroévolution et microévolution. Ils rejoignaient ainsi la plupart des généticiens modernes : ceux, en tout cas, qui se sont occupés de génétique des populations. Et ce sont deux de ceux-ci, Georges Teissier et J. B. S. Haldane, qui, en deux beaux exposés, ont résumé la théorie moderne de l'évolution, sous sa forme actuellement valable. Les lecteurs de *La Pensée* connaissant déjà ce que Teissier a écrit pour eux, la conclusion de cet article sera celle du rapport de Haldane :

En somme, il semble qu'il faille estimer, plus encore que ne l'a fait Darwin, le rôle du conflit dans l'évolution. Il y a d'abord un conflit au point de vue biochimique. Du point de vue biochimique, l'hérédité est la reproduction exacte de certaines grosses molécules, les gènes. Si l'hérédité était parfaite, les possibilités de l'évolution se limiteraient à la répartition de gènes préexistants. Mais la reproduction n'est pas parfaite. Avec une fréquence ne dépassant que rarement une fois par million, il se fait une fausse copie qui est ensuite reproduite. Il y a une mutation, témoin d'une imperfection féconde des processus biochimiques.

Si toutes les mutations étaient conservées, les espèces dégénéreraient assez rapidement en un amas de types bizarres tels que ceux que l'on peut voir à une exposition de poules ou de pigeons de fantaisie. C'est la lutte darwinienne entre les individus qui supprime les variations trop accusées. Quoique habituellement conservatrice, cette lutte peut effectuer une évolution, en général très lente, mais qui peut être assez rapide lors de grands changements du milieu.

Les conditions optima d'évolution semblent être réalisées lorsqu'une espèce est morcelée en petites tribus, comme le fut l'espèce humaine au pléistocène. Dans de telles conditions, la chance fait apparaître des combinaisons de gènes qui n'eussent pu se produire dans une grande population. Voilà donc un troisième conflit : le trop grand succès d'une espèce, en réalisant des peuplements denses et en supprimant l'isolement des petites peuplades, semble supprimer les conditions nécessaires à une évolution rapide.

D'autre part, la sélection naturelle, fondée sur le succès des individus, peut, ainsi que nous l'avons dit, mener à l'extinction d'une espèce. Enfin il y a des luttes entre espèces, comme celles des espèces paléarctiques introduites, qui sont actuellement en train de faire périr tant d'espèces australiennes. A chaque niveau existent donc des processus antagonistes, dont le résultat est l'évolution, telle que les paléontologistes la constatent.

QU'EST-CE QUE LA FILMOLOGIE ?

par Henri WALLON

Le mot est nouveau. Il vaut ce qu'il vaut. Mais il en fallait un pour un ensemble nouveau d'études. Le cinéma existe, avec les techniques qu'il utilise, avec les créateurs qui l'animent, avec son ou ses publics. Il ne s'agit pas de venir le régenter, de jouer avec lui les mouches du coche. Mais, comme tout ce qui existe, il mérite d'être étudié. C'est le propre de l'homme de projeter ses curiosités sur tout ce qui l'entoure, sans même savoir s'il tirera quelque profit de ses nouvelles connaissances. Mais, par quelque voie que ce soit, il n'y a pas d'exemples qu'elles n'aient trouvé ensuite leur application.

Le cinéma est devenu une réalité parmi les autres. C'est une loi dialectique que ce qui était effet soit cause à son tour, que l'action devienne objet, que les créations de l'homme se superposent à celles de la nature comme quelque chose d'efficace. Le cinéma est une réalité formidable. Il rassemble quotidiennement dans le monde des masses innombrables de spectateurs. Il peut présenter simultanément dans tous les cantons de l'univers les mêmes images, les mêmes événements, les mêmes personnalités. Il peut être à la fois exotique et universel, en révélant au monde entier un coin de la jungle, les danses rituelles de peuplades primitives, un campement d'Esquimaux ou d'explorateurs. Agissant sur les masses, ce produit de l'industrie humaine n'est-il pas susceptible, si son action est profonde, de modifier la nature humaine ?

Sans doute, certains penseront-ils qu'il ne faut rien exagérer, que le cinéma peut servir à la consécration de certaines vedettes, qu'il peut être un instrument de propagande pour des hommes politiques, pour des partis, pour des nations, pour des intérêts divers, qu'il peut même chercher à instruire autant qu'à divertir. Mais que, somme toute, il ne fait alors que meubler différemment l'esprit, que donner à des aptitudes ou à des appétits constants une nourriture variable. Tout au plus lui appartiendrait-il d'imprimer une orientation plus ou moins temporaire ou occasionnelle aux tendances innées de l'homme.

Mais limiter ainsi ses effets, ce n'est qu'une hypothèse, peut-être d'apparence *a priori* plus raisonnable que l'hypothèse opposée, mais dont il convient de vérifier l'exactitude. C'est le but que se propose la filmologie. Comme elle n'a pas encore d'histoire, il faut bien parler de sa naissance. Elle vient de tenir son premier congrès, congrès international déjà, mais congrès de simple définition. Un an tout juste auparavant, quelques Français, de spécialisation intellectuelle assez diverse, s'étaient concertés sur ce nouvel objet d'études, le cinéma ; et, pour bien distinguer leurs travaux de ceux auxquels le cinéma doit son existence, ils avaient adopté le terme de filmologie, décidé la publication d'une revue dont deux numéros déjà ont paru et finalement invité des étrangers, non pas des cinéastes, mais des philosophes, des esthéticiens, des psychologues, des sociologues et même des linguistes, des mathématiciens, des physiciens, des techniciens divers, à venir discuter avec eux de la filmologie — s'ils lui reconnaissaient quelque raison d'exister. Plusieurs pays se sont fait représenter effectivement, entre autres l'Angleterre, la Pologne, la Tchéco-Slovaquie, la Roumanie, la Hongrie, le Portugal. Le délégué de l'U. R. S. S., l'illustre Poudovkine, empêché d'arriver à temps, a envoyé des propositions dont se sont inspirées certaines résolutions du congrès.

***

Congrès de définition. La diversité même de ses participants montre toute l'étendue que doit couvrir la filmologie. Un mathématicien, M. Gonseth, pense qu'elle devra constater l'enrichissement de l'esprit en catégories nouvelles, que le cinéma est en train d'y ouvrir. Naturellement certaines de ces catégories sont des catégories esthétiques, qui bouleverseront peut-être celles déjà formulées en fonction des arts plastiques, musicaux, dramatiques, le cinéma participant à chacun d'eux par quelque côté, mais les dépassant tous ensemble par la synthèse qu'il en fait pour les rapprocher de la vie.

Des linguistes insistent sur le rôle expressif du cinéma. Il est incontestablement un moyen d'expression, différent du langage parlé, auquel d'ailleurs il peut être associé, mais dont il utilise le concours sans s'assujettir aux lois du développement oral. Il a sa logique, sa syntaxe, son vocabulaire, qui ne sont pas identiques aux exigences du discours fait de mots, de phrases et de raisonnements. Il ne se confond pas non plus, bien qu'il s'en serve, avec la mimique et le langage gestuel. Il traduit les sentiments, l'action, les péripéties de la vie autrement que ne le font le roman ou le théâtre. Les moyens expressifs doivent être étudiés sur le plan de la grammaire et sur celui du genre littéraire.

D'autres encore se demandent si les applications du cinéma ne pourraient être étendues bien au delà de ce qui est actuellement réalisé. A côté du film qu'on pourrait appeler de divertissement et qui pose tant de problèmes philosophiques, esthétiques et linguistiques au sens le plus étendu du terme, il y a déjà le film d'information avec les actualités, de documentation ou de démonstration scientifique, d'enseignement pour les enfants de différents âges. Ne pourrait-il y avoir aussi le film thérapeutique, qui mettrait l'homme que menacent ou qu'accablent des troubles nerveux et mentaux dans des dispositions salutaires, grâce à son rythme, sa tonalité affective, ou même à l'aide d'un certain contenu qui pourrait répondre aux rêveries morbides, aux complexes refoulés dont il s'agit de délivrer le malade par une sorte de catharsis ? Il est évident que cette utilisation psychothérapique du cinéma exigerait une beaucoup plus grande rigueur que l'actuelle dans la détermination et la connaissance des actions ou influences psychiques qui sont censées se traduire par la névrose ou l'aliénation. Autrement, le film ne ferait qu'ajouter le poids effrayant de ses impressions concrètes, et si proches en apparence de la vie, aux erreurs possibles de la psychanalyse.

Mais à tous les problèmes que soulève le cinéma dans le domaine de ses applications, dans celui de l'art ou dans celui de la philosophie, il y a un soubassement psychique et technique qu'il est indispensable d'explorer pour les poser correctement. C'est la tâche qui était dévolue à la section expérimentale et à la section technique du congrès.

Parmi les questions de départ suggérées par les psychologues, il y avait celle relative à l'écran, qui est un plan fixe sur lequel se déploient non seulement des perspectives en profondeur, mais aussi des mouvements d'éloignement ou d'approche parfois foudroyants et qui susciteraient dans la réalité des réflexes d'accommodation perceptive ou des réactions d'attitude plus ou moins brusques. L'immobilité de l'écran suffit-elle à les supprimer ou bien doivent-ils être réprimés et, dans le cas d'un conflit entre les nécessités de la vision sur un plan et les habitudes perceptives, quel en est l'effet immédiat ou différé sur le spectateur ?

Une communication du professeur Maddison a montré que le problème de l'écran n'était pas un problème arbitraire. L'image qui s'y projette n'est pas vue en pro-

fondeur par des peuplades primitives de l'Afrique du Sud. Elle est plate et sans épaisseur. De plus, elle leur semble représenter les choses comme à travers un tuyau de pipe ; l'angle de vision de la camera n'est, en effet, que de 30° contre 180° pour notre champ visuel. Enfin, si un objet est vu en mouvement sur l'écran, il abolit la vision du reste.

Rien ne saurait mieux que ces observations démontrer l'échange indispensable des problèmes et des connaissances entre les différentes disciplines. Le psychologue suppose, de façon purement théorique, qu'il peut exister une difficulté perceptive liée au principe même de la projection cinématographique. L'ethnologue rencontre des populations où cette difficulté existe si bien qu'elle n'est pas encore résolue. Mais il ajoute un trait dont le psychologue ne se serait sans doute jamais avisé spontanément, parce qu'ici aussi la difficulté est surmontée par l'homme civilisé : c'est la différence d'angle de vision entre l'œil de l'homme et celui de la camera. Au psychologue de chercher à quoi tient la différence de perception qui en résulte chez le primitif et chez le civilisé. Est-elle le résultat de dispositions innées ? C'est peu vraisemblable. A-t-elle pour cause un comportement perceptif diversement orienté chez l'un et chez l'autre, le civilisé se livrant très tôt à des activités qui exigent, comme la lecture, une vision étroitement polarisée avec insensibilisation habituelle des impressions périphériques, le primitif étant au contraire obligé par ses activités de plein air à une vigilance qui tienne en alerte toute l'étendue de son champ visuel ? Mais à quel âge commencent ces dressages opposés ? N'est-ce pas déjà avant l'âge de la lecture, en raison de la minutie variable qu'exigent les objets à manier et à connaître dans les différentes civilisations et en raison aussi des espaces confinés ou illimités qui sollicitent l'activité ? Simples hypothèses, mais en rapport avec les perspectives de recherche qui s'ouvrent à la filmologie. Enfin, à cette constatation que pour le primitif l'objet en mouvement escamote le fond immobile, le psychologue répond que le mouvement a dans la perception comme une réalité intrinsèque, que jamais il n'est tenu pour une simple apparence. Et le technicien confirme que pour s'imposer au spectateur, ce qui est sans mouvement, par exemple le décor, exige une plus longue succession d'images que les parties animées de la scène.

***

Sans le dialogue du psychologue et du technicien, s'aviserait-on que l'espace objectif et l'espace filmé n'ont pas la même structure, que la transposition de l'un dans l'autre a des exigences très déterminées ? Car il n'y a pas seulement de problème pour les rapports des mobiles et du fond. La simple situation locale d'un objet ou d'un personnage doit pouvoir être identifiée dans la suite de leurs présentations, sous peine d'incohérence spatiale. Les déplacements de la camera n'ont pas la même liberté qu'aurait un spectateur qui suivrait la scène en train d'être filmée. Elle doit combiner champ et contre-champ en s'interdisant des visées quelconques dans un ordre quelconque. En réalité, notre espace et ce qui le meuble ne sont pas des données en soi : ils sont une construction combinée de notre perception et de nos déplacements qui opèrent simultanément par corrections mutuelles parmi les objets immobiles ou en mouvement. Opérant pour nous, la camera est soumise à des conditions beaucoup plus restrictives. Pour ne pas devenir kaléidoscopique, son espace doit être un espace à coordonnées en nombre limité. L'analyse des précautions auxquelles elle est soumise pourrait beaucoup nous apprendre sur cette fabrication par nous-même de l'espace où notre activité doit s'insérer.

C'est un fait dont l'importance n'a peut-être pas été suffisamment soulignée :

que le cinéma perçoit pour nous. C'est lui qui fait alterner à son gré l'ensemble et les détails, comme fait tout observateur devant l'objet à connaître ; mais il impose au spectateur son rythme et la succession des points de vue, usant d'ailleurs de moyens beaucoup plus puissants que la simple perception, puisque avec les gros plans, il fait comme brusquement passer une loupe devant l'œil. Il ne s'agit que de suivre le développement de l'image, mais il faut le suivre à sa vitesse. C'est un effort tout différent de l'investigation libre. Il ne requiert évidemment pas les mêmes aptitudes. Et c'est un problème de pédagogie qui n'a pas été suffisamment étudié de savoir l'effet produit sur les enfants : si c'est un entraînement à la docilité, ou au contraire une leçon d'observation. Peut-être l'un ou l'autre, suivant les enfants ou suivant le démonstrateur, ou suivant la structure et la composition du film lui-même.

La succession pose des problèmes de temps qui sont loin d'être moins complexes que les problèmes d'espace. La mesure de temps nécessaire pour intégrer les impressions élémentaires dans des unités perceptives de base est sans doute analogue à la mesure en musique. Elle est la limite dans laquelle doit se mouvoir un acte simple d'appréhension. Elle peut avoir à varier suivant l'effet à obtenir et aussi, sans doute, suivant les âges, les dispositions individuelles, les activités coutumières, les niveaux culturels. Le temps d'une présentation est, on l'a vu, fonction des rapports qui existent entre l'objet et le fond, le mobile et le décor, le motif et l'accompagnement. Selon le résultat cherché, il y a des degrés possibles de durée entre les deux. Mais c'est surtout entre les épisodes, comme entre des mélodies, que l'importance relative de leur développement doit être combinée, en vue d'une impression totale qui s'harmonise avec l'action se déroulant sur l'écran.

A tous ses niveaux de structure, le film présente une superposition de durées dont les unes sont plutôt techniques et les autres plutôt esthétiques, mais sans distinction immuable entre elles. Pour les couronner, il y a, en regard de la durée globale que paraissent donner au film son rythme et son contenu d'images ou de péripéties, la durée subjective du temps vécu durant le spectacle. On a pu noter un désaccord entre les deux et une sorte de malaise ou de mécontentement consécutifs. Il faut au film une densité temporelle, qui peut varier selon ce qu'il met en scène, mais qui ne doit pas déconcerter par excès ni par défaut le laps d'existence propre que le sujet a le sentiment de lui avoir consacré.

* * *

Jamais, sans doute, œuvre humaine n'a eu à manipuler l'espace et le temps comme le cinéma. Le roman, certes, avait toute liberté de promener ses lecteurs à travers le monde et les époques. Mais trop facile, c'était sans conséquence. Purement narratif, c'était sans prise sur la sensibilité élémentaire et immédiate. Le cinéma, au contraire, a dû compter avec des ellipses nécessaires d'espace et de temps, qui peuvent bien, à travers les pages d'un livre, ne pas faire trébucher le lecteur, mais qu'entraîné par une vision comme directe des événements, un spectateur de cinéma peut ne pas être en mesure d'accepter. De l'obstacle le cinéma s'est fait un moyen, suivant une réaction courante de la technique humaine ; et le moyen a largement débordé ses origines. Couper dans l'espace et dans le temps, c'était concevoir la possibilité d'en distribuer les morceaux à sa guise. L'ordre irrévocable des lieux extérieurs entre eux et des moments irréversibles pouvait donc être bouleversé. Il l'a été. La conséquence est d'importance.

On se souvient que Lévy-Bruhl, rencontrant dans des populations primitives

des croyances qui impliquaient la présence simultanée de plusieurs êtres en un même lieu ou au contraire celle du même être en plusieurs lieux distincts, pensait se trouver devant du *prélogique*, c'est-à-dire devant quelque chose d'étranger à toute logique. La simultanéité d'existence entre les ancêtres et leur postérité, entre les événements totémiques et les événements actuels, entraînait des complications ou des confusions d'aspect tout aussi inintelligible. Opposer comme irréductibles entre elles deux périodes de l'esprit humain, c'était une attitude encore négative. Le cinéma a reproduit ce que nous estimions ne pouvoir comprendre. Par la surimpression, il a donné à deux objets ou à deux personnages la même identité locale, il a métamorphosé entre elles des formes distinctes et, dans les dessins animés en particulier, il a réinstallé au sein des choses cette « fluidité » qui, pour le primitif, ne rendait pas inconcevable la transmutation de l'une dans l'autre. En même temps, il a largement usé de retours rétrospectifs dans le temps, de durées superposées entre elles. Il n'est que de voir les films d'Orson Welles ou des films comme *Le Diable au corps*.

Les effets cherchés par ce moyen nous montrent à quelles réalités psychiques ils répondent. Au temps chronologique que nous avions pris l'habitude d'envisager comme exclusif de tout autre, il ajoute un temps où les valeurs affectives sont restaurées ; en regard de l'espace géométrique défini par Descartes et devenu l'espace du sens commun, il a restitué l'espace dynamique où les choses deviennent. Retour à un syncrétisme depuis longtemps dépassé sans doute, mais qui reste toujours possible comme dans nos rêves ou dans les féeries dont peuvent être avides non seulement l'imagination des enfants, mais éventuellement aussi celle des adultes. En ramenant le merveilleux à ses sources psychologiques, en détruisant l'autonomie des mythes, en démontant leur mécanisme, le cinéma étend le domaine du rationalisme.



Bien d'autres problèmes peuvent être posés et résolus grâce à lui, les uns qui le concernent spécialement et d'autres d'une portée beaucoup plus générale : celui, par exemple, du film sonore ou du film en couleurs, et celui du public. Le film muet n'a jamais pu rester muet : dans sa présentation, une ritournelle l'accompagnait, le plus souvent sans rapport avec les scènes de l'écran. Un jour Vaillant-Couturier a proposé, à titre d'essai, d'assister à un film dans le silence. L'expérience a été concluante pour ceux qui y ont participé. L'attirance unisensorielle par des images animées entraînait une tension rapidement insupportable, et le cliquetis de la projection auquel il arrivait de se raccrocher devenait vite obsédant. La ritournelle ridicule était donc une nécessité. Assister par la vue seulement à des scènes de vie est quelque chose d'inhumain pour l'homme doué d'audition. Il faut lui meubler l'ouïe, même d'une façon quelconque.

Qui s'aperçoit, au contraire, qu'un film est sans couleurs, alors pourtant que nous savons que les objets sont colorés ? Mais qui, de ses perceptions usuelles, garde le souvenir des couleurs vues ? Dans la pratique coutumière, la couleur est chose plus traditionnelle ou conventionnelle qu'éprouvée. La couleur intervient très peu, des expériences le montrent, dans notre reconnaissance des choses, dans leur définition spécifique. Elle est une acquisition relativement récente de la vue, elle s'en élimine aisément, même dans des conditions physiologiques. Ce n'est donc pas dans le sens du réalisme que doit aller le film en couleur. Presque étrangère à l'objet comme tel, la couleur n'en existe que davantage pour elle-même. Moins

essentielle, elle est plus esthétique. Si elle a son rôle à jouer dans le film, c'est moins par des effets de ressemblance que par des effets d'expression symphonique. C'est en elle qu'il faut trouver les accords qui doivent contribuer à l'impression d'ensemble.

En face du film il y a le public. Dans la salle obscure où il est fasciné par l'écran lumineux, ce public n'est pas le public des théâtres, ni des champs de course, ni des grandes réjouissances populaires ou sportives. Quelle sorte de communion s'établit entre les spectateurs du cinéma ? quelle espèce de réceptivité collective, quelles tendances solidaires ? Ou bien le cinéma est-il un plaisir purement individualiste ? Mais, s'il était démontré que le spectateur ignore ses cospectateurs, ne chercherait-il pas à ses besoins incoercibles de sympathie un objet sur l'écran lui-même ? D'où le pouvoir prestigieux des vedettes. Simple hypothèse d'ailleurs. Mais ce sont là problèmes essentiels pour la connaissance de cette force nouvelle déchaînée sur le monde : le cinéma.

La filmologie à ses débuts voit une vaste carrière s'ouvrir devant elle.

CRISE EN GRANDE-BRETAGNE

par Jeanne GAILLARD

Il est assez piquant de voir, dans un article de la *Revue socialiste* intitulé « Un an de politique travailliste », qui parut en décembre 1946, sous la signature de Greystoke, les nationalisations anglaises présentées comme des mesures de socialisation prises en application des décisions du Congrès du Labour Party de 1945. En effet, le ministre travailliste insiste au contraire sur leur caractère apolitique. « Nationaliser, dit-il, ce n'est pas lutter contre l'entreprise privée, c'est lutter contre la non-entreprise privée. » Voilà qui est net ; il ne s'agit pas de détruire les trusts, mais de stimuler leur paresse.

Cependant, on comprend la hâte avec laquelle certains théoriciens se sont emparés des nationalisations anglaises. Si l'on pouvait arriver à prouver que le socialisme peut se faire sans douleur, par le moyen de compromis habiles, s'il pouvait surgir d'Angleterre un socialisme occidental susceptible de redorer le blason quelque peu terni du réformisme, alors les théories marxistes seraient en défaut : on pourrait éluder la lutte des classes, l'exemple de l'Union soviétique serait inopérant[1], etc. Tel est le problème de principe que posent les nationalisations britanniques.

Les données de la crise anglaise.

On affecte souvent de considérer la crise britannique actuelle comme un résultat de la guerre. En réalité, la guerre a seulement précipité les conséquences d'un délabrement industriel dont était responsable un demi-siècle d'impérialisme ; elle a agi à la manière de ces mutations qui rendent brusquement sensibles, dans le règne animal ou végétal, des modifications lentement accumulées. Et, de même qu'un organisme vivant peut avoir à se transformer complètement parce qu'un détail de sa structure a été changé, de même tout le système économique de la Grande-Bretagne est à reviser parce qu'elle a perdu des marchés essentiels.

Déjà, autour de 1930, un observateur aussi peu suspect de marxisme qu'André Siegfried constatait dans l'économie britannique une anarchie, une décomposition qui confirmaient pleinement les célèbres lois de l'impé-

1. C'est la conclusion que tire ingénûment Barbara Ward dans un article du *Foreign Affairs* de New-York, complaisamment reproduit par *Écho* (mai 1947). On y lit notamment que, « si la Grande-Bretagne réussit à greffer de nouvelles formes économiques sur une communauté libre et constitutionnelle, on verra peut-être se dégager un nouveau type de société... ».

rialisme formulées par Lénine[1]; les capitaux britanniques négligeaient le rééquipement des industries nationales parce qu'ils trouvaient un plus gros profit à s'exporter.

Les conseils d'administration, écrivait A. Siegfried à propos des mines, inspirés plus qu'autrefois par les banques et souvent même contrôlés par elles, sont tentés de se dire que les capitaux rapportent plus quand on les place à l'étranger (*op. cit.*, p. 43-44).

Ainsi les capitaux britanniques contribuaient à édifier outre-mer des industries qui se posent aujourd'hui en rivales de l'Angleterre, tandis que cette dernière se laissait distancer par l'U. R. S. S., les États-Unis, l'Allemagne, et glissait peu à peu au rang d'une puissance de second ordre. Entre 1870 et 1926-1929, la part de l'Angleterre dans le commerce mondial tombait de 32 à 9 % seulement ; cependant, encore à la veille de la seconde guerre mondiale, le déficit des exportations était comblé par le revenu des capitaux anglais placés à l'étranger.

Survint le conflit de 1939-1945. A sa faveur, un nouveau partage des marchés conformes à la puissance réelle des puissances s'opère ; les capitaux britanniques sont évincés de marchés qu'ils considéraient comme leur fief ; certaines firmes anglaises doivent céder par la force leurs participations dans des entreprises étrangères à des trusts américains ; et même, quand les U. S. A. évitent les pressions trop brutales, le gouvernement britannique a trop besoin de leur appui contre l'Allemagne pour résister aux invites discrètes. Ainsi, au lendemain de la guerre, la crise latente entre dans une phase aiguë : l'assise de l'économie britannique se trouve bouleversée, parce que l'exportation diminuée des marchandises n'est plus compensée par la rentrée invisible des capitaux. Le 8 juillet 1947, M. Morrisson annonce un déficit de plus de 700 millions de livres. (Le déficit était de 435 millions de livres en 1946.)

Le problème se pose donc de reconquérir les marchés perdus. En 1938, 3 % seulement du revenu national était consacré au renouvellement de l'outillage. Maintenant, le capitalisme britannique se résout à reviser ses méthodes ; provisoirement, il investit dans les entreprises nationales, de manière à moderniser l'industrie dont la production servira à appâter la clientèle étrangère. On incitera les anciens clients à s'endetter auprès de la City pour acheter les marchandises anglaises ; à ce moment, le mécanisme de l'exportation des capitaux commencera à jouer de nouveau. Rien n'est donc changé au système capitaliste ; nous sommes toujours en Angleterre dans la phase de l'impérialisme décrite par Lénine, où l'exportation des marchandises fraie la voie à l'exportation des capitaux.

Il y a nationalisation et nationalisation.

L'intervention de l'État ne suffit pas en elle-même à mettre l'économie au service de la nation. Déjà, à la fin du siècle dernier, les socialistes anglais,

---

1. André Siegfried, *La Crise britannique au XXe siècle*, Paris, A. Colin (édition épuisée).

dits socialistes fabiens, s'imaginèrent qu'il suffisait de municipaliser les services d'eau, de gaz, de voirie, etc., pour réaliser une étape du socialisme. Il n'en était rien.

Par contre, les capitalistes deviennent partisans de l'intervention de l'État dès qu'ils sont en difficulté (à condition que l'État ne soit pas une démocratie véritable, mais une force à leur service). Or, la réorganisation industrielle suscite des oppositions qu'on peut vaincre seulement par la loi. D'autre part, le capitalisme fait appel aux finances de l'État pour l'aider à un rééquipement dont il veut faire les frais le moins possible. Or, les revenus publics sont constitués essentiellement par l'*income-tax*, qui pèse proportionnellement plus sur les salaires, surtout depuis que d'importants dégrèvements ont été consentis aux industries en voie de rajeunissement. C'est dire que le recours à l'État favorise un prélèvement sur la fortune nationale au bénéfice des trusts. Enfin, le plan de nationalisation qui devait s'appliquer en principe à toutes les industries clefs d'après le programme travailliste de 1945, *Let us face to future*, a été rogné ; il semble ne concerner maintenant que les secteurs industriels les plus délabrés, comme l'industrie charbonnière, ou bien les entreprises nouvelles dont l'avenir est incertain, comme les transports internationaux qui ont besoin d'un sérieux appui pour soutenir la concurrence des États-Unis.

L'analyse de quelques nationalisations montre bien d'ailleurs qu'il s'agit d'un plan de réorganisation de l'industrie et non d'une véritable réforme démocratique. Voyons, par exemple, la nationalisation de la Banque d'Angleterre et celle de l'industrie charbonnière.

La Banque d'Angleterre a été nationalisée dès la fin de 1945 avant toute autre entreprise. Il fallait que l'État puisse diriger le crédit vers les secteurs les plus défavorisés de l'industrie. Mais ce n'est pas une nationalisation bien méchante, puisque l'ancien directeur de la banque est resté en place et qu'un syndicaliste, je dis un, a été introduit dans le conseil d'administration. L'État n'acquiert, sur la première banque anglaise, qu'une influence précaire ; il « pourra » faire des recommandations »[1].

La nationalisation de l'industrie du charbon effectuée en juillet 1946 n'a pas soulevé de véritable opposition. Mais les mines sont actuellement si délabrées que les propriétaires ont tout à gagner à la tutelle de l'État. Voici ce qu'écrivait dès 1931 M. Siegfried dans un ouvrage auquel nous avons déjà fait allusion :

> Les mines de charbon... contiennent en grand nombre des puits qui sont parmi les plus retardés d'Europe... Dans l'ensemble, un quart tout au plus du charbon est lavé mécaniquement, alors que la proportion est de 80 % en Allemagne, de 85 % en France (*La Crise britannique au XX*e *siècle*, p. 44).

Il y avait à cette situation deux solutions : ou bien accorder des crédits aux propriétaires de mines en les forçant à rationaliser leur gestion, ou bien concentrer l'industrie. L'Office du charbon créé par le gouvernement

---

1. La revue *Droit social* de décembre 1946 a donné l'analyse des nationalisations réalisées (article de M. Lyon-Caen).

travailliste achève, avec l'appui de l'État, une concentration à laquelle avaient résisté jusque-là les propriétaires de puits. L'industrie charbonnière n'était pas en effet une industrie concentrée, puisqu'il n'y avait pas moins de 1 400 propriétaires de puits. Désormais, l'ensemble des mines est administré par un Comité national des Houillères de neuf membres, dont le choix, s'il faut en croire le *Daily Worker*, n'est pas tout à fait satisfaisant. Pas plus que n'est rassurante la composition des divers conseils d'administration, toujours d'après la même source. Quant à l'Office du charbon qui supervise la gestion des houillères au nom de l'État, il a surtout un caractère technique.

D'autre part, l'expropriation n'est pas désavantageuse pour les propriétaires, ni surtout pour les bailleurs de fonds dont ils étaient les débiteurs ; le chiffre du rachat a été fixé par un tribunal d'arbitrage comprenant deux juges et un expert financier par l'entremise duquel les intéressés n'ont pas manqué de dire leur mot. La finance britannique a donc pu retirer sans perte les capitaux qu'elle avait investis dans des entreprises ruinées — et ruinées par sa faute. Aussi, n'est-il pas étonnant de relever dans les congrès syndicaux, en particulier à celui de Brighton d'octobre 1946, des protestations multiples contre les indemnisations excessives (« généreuses », accorde la *Revue socialiste*).

En effet, si les syndicalistes anglais ont réclamé avec vigueur la nationalisation des houillères, ils n'entendaient pas que l'État hérite uniquement des charges. C'est pourtant ce qui arrive : la réfection des mines s'effectuera aux frais de l'État, qui s'engage à avancer 150 millions de livres en cinq ans. Voilà pourquoi les trusts ont laissé faire...

On ne peut pas non plus tirer argument du fait que les mineurs obtiennent la semaine de travail en cinq jours au lieu de six pour présenter la nationalisation des houillères comme démocratique. On ne peut même pas invoquer l'introduction de syndicalistes à l'Office du charbon ou dans les comités d'entreprise. C'était une nécessité de s'assurer le concours de « personnes ayant une connaissance profonde des organisations ouvrières », comme dit la *Revue socialiste*, et il fallait donner satisfaction aux mineurs, car la question de la main-d'œuvre était et demeure une question particulièrement épineuse dans les mines anglaises. Le nombre des mineurs est tombé de 1 172 000 en 1924 à 692 000 en 1946, tandis que le rendement passait de une tonne un quart en 1938 à une tonne seulement en 1946.

Ainsi, les nationalisations sont une bonne opération pour les trusts. Mais elles comportent pour eux des risques. Le contrôle de l'État, l'introduction de syndicalistes même à titre purement consultatif et technique leur paraissent des innovations inquiétantes pour leur toute-puissance. Déjà le Labour Party et les syndicats font pression pour que les comités ne soient pas confinés dans un rôle technique ; aussi, dans les branches industrielles moins vieillies (par exemple la métallurgie, où les nécessités de la guerre ont imposé un rajeunissement de l'outillage), les capitalistes refusent véhémentement les nationalisations par le truchement des conservateurs. M. Churchill s'est élevé contre celle de la métallurgie, qui est bien

capable de financer *son* plan de sept ans. Quant aux industriels du coton, ils refusent de nationaliser leurs industries, mais ils acceptent de se soumettre à un plan de réorganisation. Celui-ci ne doit pas être l'œuvre, comme on pourrait le croire, d'un conseil démocratique comprenant des représentants des usagers, des syndiqués, etc. ; il émane tout bonnement de la Fédération des maîtres fileurs eux-mêmes, c'est-à-dire d'un consortium qui se prépare à éliminer les petites entreprises ; avec l'appui de l'État, l'industrie textile aussi poursuit sa concentration. Ici encore, les deniers publics sont conviés à faire les frais de l'opération, car l'État promet de financer le plan pour le quart de sa valeur. Les industries concernant une multitude de produits finis (linoléum, T. S. F., etc.), dont la fabrication était en plein développement avant guerre, échappent elles aussi à la nationalisation en proposant d'elles-mêmes un plan de rééquipement ; elles aussi substituent donc à l'anarchie qui faisait loi une organisation réglant la fabrication et la vente ; cependant, comme les industries du coton, elles parviennent à éluder le contrôle syndical et l'ingérence de l'État. On va donc bien vers la socialisation comme le laissent entendre les commentateurs de la *Revue socialiste*, mais on y va par la voie des trusts. Seule la production devient sociale, — imparfaitement d'ailleurs ; — l'appropriation et le profit restent privés ; l'État ne contrôle pas autre chose qu'un plan d'organisation orienté surtout vers la reconquête des marchés. Les trusts britanniques ont à se mesurer avec les géants américains. Ils ne vont pas à la bataille en ordre dispersé, mais avec des forces sévèrement regroupées ; toute la réorganisation dont nous avons donné plus haut un aperçu est un branle-bas de combat.

Déjà, à propos de la première guerre mondiale, Lénine écrivait :

> La concentration en arrive au point qu'il devient possible de faire l'inventaire approximatif de toutes les matières d'un pays... Non seulement on procède à cet inventaire, mais toutes ces ressources sont accaparées par de puissants groupements monopolistes. On évalue la capacité d'absorption approximative des marchés, que ces groupements se « partagent » par contrat. Le monopole accapare la main-d'œuvre spécialisée, les meilleurs ingénieurs... (*L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Édit. soc., p. 25).

Toute cette analyse s'applique parfaitement à l'Angleterre actuelle. La seule nouveauté est le patronage accordé par l'État à la concentration capitaliste, d'où l'ampleur et l'audace de l'opération.

Les nationalisations et le peuple anglais.

En principe, les grandes organisations de masse anglaises, Trade-Unions, parti travailliste, sont d'accord avec les nationalisations et même plus simplement elles admettent la nécessité d'un plan de rééquipement industriel. Mieux que cela, elles insistent pour le rééquipement d'urgence des mines et autres industries essentielles, se plaignent que le gouvernement sacrifie des disponibilités trop fortes pour les industries d'exportation susceptibles, il est vrai, de procurer des profits immédiats au risque de

compromettre l'armature économique du pays. L'écart ne pourra que s'élargir, par la suite, entre la politique d'exportation des capitaux poursuivie par les trusts et une politique d'indépendance nationale voulue par les syndicats.

Mais, dans l'immédiat, déjà les conflits ne manquent pas. Par exemple, la position prise par le gouvernement anglais sur la question des salaires ne peut être approuvée par les masses ouvrières. Le ministère travailliste préconise une compression générale des salaires, alors que notre C. G. T. et le parti communiste n'ont cessé de défendre une élévation des salaires parallèle à la progression du rendement. Dans le premier cas, la rationalisation doit donc se traduire par une élévation du profit; dans le second, par une élévation générale du niveau de vie. Il faut bien le dire, le gouvernement anglais prend parti pour les capitalistes; la C. G. T. et le parti communiste français pour les producteurs, c'est-à-dire les ouvriers. Quand M. Beveridge, député libéral, s'est élevé contre un relèvement partiel des salaires, sous le prétexte que cela signifierait « expropriation pour le retraité et le petit rentier, mettrait en danger la politique de plein emploi dont le maintien est d'un intérêt vital commun pour tous les salariés »[1], il a été suivi par le gouvernement. De même au congrès de Brighton, auquel nous avons déjà fait allusion, certains délégués demandaient qu'un tarif analogue soit établi pour les professions similaires dans les diverses industries. Refus du Conseil général qui soutient le gouvernement ; cela aboutirait à une hausse des bas salaires !

La *Revue socialiste* prétend que, dans l'ensemble, les ouvriers sont d'accord avec cette politique[2]; elle loue la modération des travailleurs anglais dont les demandes ne sont pas « exagérées », comme en France, où elles pèsent sur les prix. Mais on lit quelques lignes plus haut : « Évidemment, il y a les grèves non officielles... » Eh oui ! il y a les grèves non officielles (celles qui ne sont pas approuvées par la direction des Unions, et elles se multiplient en 1947 : les dockers, puis les mineurs qui s'obstinent à des « grèves frivoles », en dépit de leurs dirigeants syndicaux, les employés d'autobus londoniens, etc., etc.).

Les directions syndicales qui soutiennent le gouvernement risquent d'être englobées dans la méfiance qui se manifeste à l'égard de ce dernier ; une revue bien pensante (*Politique*, octobre 1946) parle de « nouveaux meneurs », et au congrès de Brighton, à la suite du refus par le Conseil général de la résolution visant un relèvement partiel des salaires, il a fallu voter par écrit, tant les opposants étaient nombreux et agités.

Cette question des salaires est celle dont l'acuité est le plus évidemment perceptible au public français, mais il en est d'autres. Les travailleurs britanniques s'opposent âprement à toutes les modalités du plan qui risquent d'avoir une incidence sur leur niveau de vie. C'est ainsi que

---

1. *Contemporary Review*, avril 1947.
2. Les témoignages de désaccord abondent ; voir par exemple le compte rendu du Congrès de Brighton, par TARASSOV, invité soviétique, dans *Temps nouveaux* (1er décembre 1946), ou encore l'article intitulé « La crise anglaise », dans *Études* (revue des Jésuites), de juin 1947.

l'*Economic Survey* de 1947 [1] prévoit un manque de main-d'œuvre, aussitôt que l'augmentation de la production charbonnière permettra de donner aux entreprises le combustible nécessaire pour fonctionner à plein rendement. Il faut donc pourvoir les industries travaillant pour l'exportation, où, estime l'*Economic Survey*, il manquera jusqu'à 50 p. 100 de main-d'œuvre. Les méthodes proposées sont les méthodes classiques : augmenter la durée de la journée de travail, faire appel à la main-d'œuvre féminine, importer de la main-d'œuvre étrangère. Mais, comme cette politique, dite de plein emploi, ne doit pas s'accompagner d'une hausse des salaires, les travailleurs britanniques y sont hostiles ; notamment les ouvriers qualifiés anglais redoutent que la main-d'œuvre étrangère ne les chasse de leur emploi, ne fasse baisser les salaires, etc.

Et ils n'ont point tort, car cette politique économique, tendue vers l'exportation, suppose un bas niveau de vie dans le pays producteur. La production anglaise, ou son équivalent en devises étrangères, n'est pas destinée à revenir au travailleur britannique sous forme de biens consommables ou à acheter des machines, mais à fournir de revenus les capitaux exportés. C'est pourquoi le gouvernement anglais maintient un rationnement plus sévère que celui du temps de guerre. Cela lui permet de restreindre les achats de denrées à l'étranger. Le tabac, par exemple, vient d'être rationné. En outre, de même que les industriels de Manchester réclamaient, au XIX[e] siècle, le pain à bon marché qui fait les bas salaires, de même les industriels britanniques d'aujourd'hui s'ingénient pour organiser la vie à bon marché ; ils mettent à la disposition de leur personnel des moyens de vie pratiques et peu coûteux, tels que cantines, etc. Mais ce sont, en partie, des trompe-l'œil : d'une part parce qu'ils obligent l'ouvrier à une vie médiocre dont l'amélioration ne dépend plus de lui, de l'autre parce que toute la famille de l'ouvrier ne peut bénéficier du même bon marché. Voici un exemple : d'après un article de Jean Allary paru dans la revue *Écho* de février 1947, un métallurgiste de Londres gagne en moyenne de 4 à 6 livres par semaine, soit 1 920 à 2 880 francs ; à la cantine, il ne paie son repas que 24 francs, mais il dépense au minimum 540 francs par semaine pour son logement (officiellement ! — car il y a un marché noir des loyers). S'il va au cinéma dans le centre, sa place lui coûte 240 francs ; en fait, ce luxe lui est interdit.

Le peuple anglais est conscient de la menace que le capitalisme fait peser sur lui, et il ne veut pas faire les frais de la politique de reconstruction; il sait parfaitement que l'exportation est nécessaire à l'Angleterre, mais au congrès de Margate, qui s'est tenu en mai dernier, les délégués travaillistes ont souligné que l'Angleterre devait vendre sans doute pour payer son rééquipement industriel et ses matières premières, mais aussi pour acheter des biens consommables. Les choses en sont là.

Or, il est évident que la collaboration des travailleurs est indispensable à la réussite du plan. Si une fraction au moins du patronat accepte de

---

1. Programme économique du gouvernement anglais pour 1947.

collaborer avec le parti travailliste, c'est parce que seul un parti ayant la confiance des masses laborieuses peut inciter ces dernières à un effort accru. Mais comme, actuellement, l'attitude des militants de la base et celle de l'ensemble des travailleurs n'est déjà plus celle d'une collaboration amicale, la direction du parti est obligée d'adopter, avec des précautions naturellement, des méthodes de ruse à leur égard.

Voyons, par exemple, la loi sur le droit de grève votée le 22 mai 1946. Une analyse en a été faite dans la revue *Politique* (numéro d'avril 1947), sous la signature de Pierre Baratier. Il est évident que l'abrogation des restrictions sévères apportées au droit de grève en 1927 est un progrès, de même que l'autorisation pour les fonctionnaires d'adhérer à une union syndicale. Mais, en dépit de ces conquêtes, deux faits demeurent typiques de ces méthodes de ruse qui prouvent la divergence entre les intérêts du législateur et ceux du « légiféré ». D'abord, la loi de 1927 abrogée, on n'en a point créé de meilleure ; mais on en est revenu purement et simplement à la vieille loi de 1875, loi obscure, incomplète, qui protège très imparfaitement l'exercice du droit syndical. L'attorney général a pu déclarer qu' « une grève révolutionnaire demeure, après comme avant, illégale » ; cela sonne comme une promesse formelle de ne pas rompre le pacte capitaliste ; mais les ouvriers, eux, devront batailler comme par le passé pour obtenir une interprétation favorable de la loi (en effet, le piquet de grève, par exemple, n'est pas expressément reconnu, il peut être poursuivi comme une manifestation de violence ou menace de violence ; on devine le parti que les tribunaux ont précédemment tiré de cette obscurité).

En deuxième lieu, la nouvelle loi contient une disposition qui jette une étrange lueur sur les rapports des syndicats et du parti travailliste. Les syndicats ont un fonds politique pratiquement réservé à ce dernier. Or, la loi de 1927 prévoyait que les syndiqués désirant souscrire à ce fonds devraient le notifier ; dorénavant, on en revient sur ce point à une loi de 1913 stipulant que la notification est obligatoire seulement pour les personnes ne désirant pas souscrire ; autrement dit, la souscription devient la règle. Voici le commentaire que P. Baratier donne de cette mesure :

> L'ardeur apportée à abroger l'acte de 1927 s'explique par le souci de renforcer l'autorité des dirigeants officiels, gravement battue en brèche par de nouveaux meneurs dont l'influence se mesure à de nombreuses grèves non officielles.

***

Un tournant important de la politique anglaise vient de se produire ce printemps 1947, qui risque de changer l'orientation du plan économique conçu par le gouvernement travailliste.

Jusqu'alors ce dernier avait défendu l'économie anglaise contre un contrôle américain. Mais, de plus en plus nombreux, semble-t-il, les capitalistes de Grande-Bretagne rêvent de devenir les brillants seconds des financiers américains. Part à deux, on exploite le monde en commun ! Le mécontentement des syndicats et le vent de révolte qui a déterminé la

naissance de « rebelles » au sein du parti travailliste ne sont probablement pas étrangers à ce penchant accentué que les trusts britanniques éprouvent soudain pour les États-Unis. Or, le plan Marshall est juste le plan du « brillant second ». Les industries espèrent un prêt particulièrement important qui permettrait un démarrage éclair de la production et ferait de la Grande-Bretagne le premier exportateur de l'Europe occidentale. Le gouvernement Attlee semble prêt à accepter le plan Marshall sans de sérieuses garanties pour l'indépendance économique et politique de l'Angleterre. Est-ce pour forcer la main des récalcitrants que le ministre H. Morrisson soulignait avec un noir pessimisme à la Chambre des Communes, le 9 juillet dernier, que la crise était imminente ? Car il est bien difficile de justifier cette nouvelle orientation par l'intérêt national. L'Angleterre achète aux États-Unis sept fois plus qu'elle ne leur vend. Si elle augmente ses achats, elle subira plus lourdement encore la hausse des prix américains qui pèse déjà sur ses importations. Alors qu'en 1946 il lui suffisait de 16 millions de livres par mois pour solder sa dette commerciale, il lui en a fallu 24 en juillet dernier, mais les factures américaines avaient été majorées de 40 p. 100 en un an ! En outre, si un accord financier était conclu, les États-Unis exigeraient que l'Angleterre renonçât à l'éventuelle nationalisation des transports et de la métallurgie.

Une telle garantie vaut bien qu'on accepte les servitudes d'une protection aussi nécessaire aux capitalistes britanniques que nuisible aux intérêts de la nation.

CE QUE PENSE UN SAVANT SOVIÉTIQUE
DE LA
PRÉHISTOIRE DE L'ALLIANCE FRANCO-RUSSE

par Georges COGNIOT

L'importante revue de l'Institut d'histoire près l'Académie des sciences de l'U. R. S. S., qui paraît mensuellement sous le titre de *Questions d'histoire* et dont le rédacteur en chef est l'académicien V. Volguine, publie presque dans chaque livraison un travail consacré à des problèmes intéressant la France. C'est ainsi que, dans le dernier numéro qui nous est parvenu, celui de juin 1947, Volguine a lui-même donné une étude approfondie sur « Les tendances égalitaires et socialistes dans les sociétés secrètes françaises de 1830 à 1834 ».

Nous voudrions aujourd'hui reprendre dans la livraison de janvier l'article de A. Manfred : « Sur la préhistoire de l'alliance franco-russe. » Nous y voyons à la fois une mise au point fort utile en elle-même et, d'une façon générale, une précieuse leçon de méthode à propos d'une question déformée par des préjugés de plusieurs sortes.

L'alliance n'est pas née de la question d'Orient.

L'auteur ne se propose nullement d'épuiser la question des origines de l'alliance franco-russe, mais du moins voudrait-il la renouveler en présentant le problème en dehors de l'influence des opinions préconçues et des calculs politiques.

Après avoir signalé tout ce qu'il y a d'arbitraire dans l'habitude, propre aux documents du quai d'Orsay, de dater l'histoire de l'alliance de la lettre qui fut adressée par Laboulaye, ambassadeur de France à Pétersbourg, à Ribot, ministre des Affaires étrangères de France, en date du 24 août 1890, A. Manfred passe tout de suite à l'examen des thèses de Georges Michon. Sans contester l'intérêt des travaux de l'historien français, il considère comme « entièrement erroné et sans fondement » le point de vue de Michon, d'après qui l'alliance avec la Russie fut une faute fatale des milieux dirigeants de Paris, « une des pages les plus sombres » de l'histoire de France. Cette opinion paraît à l'historien russe refléter une incompréhension complète de ce qu'il y avait de grave et de dramatique dans le problème des alliances pour la France d'après 1870.

Selon G. Michon, hostile à la version donnée par les publications officielles de France, la Russie, frustrée au congrès de Berlin d'une partie de ses conquêtes telles que les avait reconnues le traité de San Stefano, était mécontente de ses alliés, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, et c'est essentiellement pourquoi elle s'est efforcée de se lier à la France. On connaît la formule : « L'alliance franco-russe est née de la question d'Orient. »

A. Manfred qualifie cette thèse de construction de l'esprit où l'ombre le dispute à la lumière. Si l'alliance franco-russe est née de la question d'Orient, il suit de là que la France a eu le beau geste en tendant une main secourable à une Russie amoindrie par le congrès de Berlin et en quête, ou peu s'en faut, d'un protecteur.

Le savant russe rappelle que cette version de G. Michon n'est pas originale. Elle est empruntée aux historiens allemands et anglais (Hamman, Kurt Kœrlin, Gutsch, etc.). Cependant, si ceux-ci expliquent comme Michon l'alliance franco-russe par la crise de la question d'Orient, Michon estime pour sa part que la volonté d'alliance de la Russie s'est renforcée après la conclusion du traité entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ; au contraire, les autres, et surtout Hamman, préoccupés de réhabiliter Bismarck, de disculper la politique allemande des accusations qui visent son caractère agressif, affirment que la première intention d'alliance franco-russe remonte à l'été 1879, c'est-à-dire à une période antérieure à la conclusion de l'alliance austro-allemande, qu'ils peuvent ainsi présenter comme un moyen légitime d'auto-défense.

Ouvrant une parenthèse, Manfred fait remarquer en passant que l'historien soviétique M. N. Pokrovski, — dont bien des opinions, comme on sait, ont dû être révisées, — est tombé dans le piège et a qualifié l'alliance de Bismarck avec l'Autriche de « mesure de précaution » contre « le spectre de l'alliance russo-française ». (*Préface* à la célèbre publication des Archives centrales *Les rapports russo-allemands*.)

Les historiens allemands parlent de propositions d'alliance qui auraient été faites

à la France au cours de l'été 1879 par le général Obroutchev et par le prince Gortchakov. *Vieille mystification*, écrit Manfred, *légende créée par Bismarck*. Et il le prouve par les faits.

La rumeur est née dans l'été de 1879, alors que les relations russo-allemandes et russo-autrichiennes s'aggravaient brusquement. C'est le 8 septembre 1879 que le comte Andrassy en faisait part au prince Reiss, ambassadeur d'Allemagne à Vienne. Bismarck, alerté par Reiss, s'informa auprès de son ambassadeur à Paris, le prince de Hohenlohe. Celui-ci télégraphiait sa réponse le 10 septembre.

Il n'a été fait aucune proposition ou demande au sujet d'une alliance franco-russe. Mais il peut y avoir des allusions dans les conversations privées entre Waddington et les diplomates russes.

Bismarck n'en utilisa pas moins une rumeur qu'il savait fausse : il voulait, d'une part, effrayer l'empereur Guillaume, d'autre part, pouvoir se référer à ce mensonge dans ses discussions avec la Russie : entretien avec Orlov le 1er octobre 1879, entretien avec Sabourov.

Orlov déclara à Bismarck que tous ces bruits n'étaient que fables. Alexandre II écrivit en marge du rapport de Sabourov : « Il n'y a pas un mot de vrai là dedans. » A Paris, Waddington démentit par trois fois et publiquement, quand il eut été mis en cause par l'ancien ministre wurtembergeois Warenbuller.

De nos jours, l'historien S. D. Skazkine, qui a critiqué le premier les vues de Pokrovski en la matière, a dépouillé les archives du ministère russe des Affaires étrangères sans trouver aucune trace des démarches prétendues de la Russie. Rien non plus dans les *Documents diplomatiques français*, et on a eu raison de remarquer que la France, à l'époque, était encore si faible au point de vue militaire qu'elle n'aurait pu apporter aucune aide sérieuse à la Russie.

Le seul fait exact, c'est que, après le congrès de Berlin, en 1878 et 1879, la presse russe faisait campagne contre l'Allemagne et, par conséquent, inclinait à un rapprochement avec la France. « L'ambassadeur de France à Pétersbourg, le général Le Flô, ne se trompait pas en signalant ce revirement des esprits à Waddington, en mars 1879. Malgré la position antirusse de la France au congrès de Berlin, le gouvernement russe était prêt à reprendre avec elle les anciennes relations de 1872-1878, c'est-à-dire le contact amical. C'est en ce sens également qu'il faut comprendre la phrase dite à un journaliste français par le prince Gortchakov, en automne 1879, à Baden : « Il faut que vous soyez forts. »

Mais de propositions d'alliance, aucune trace.

La paix de Francfort comme source de l'alliance franco-russe.

La tournure nouvelle des relations franco-russes a bien plutôt son origine dans la paix de Francfort. La guerre de 1870 avait donné à la France une série de graves leçons, avant tout en matière de grande stratégie, c'est-à-dire en matière d'alliances. La guerre avait démontré qu'on était bien éloigné des temps ou Barrère pouvait dire : « Encore un ennemi de plus, encore une occasion de victoire. » Sous la Convention, la France l'avait emporté sur des ennemis nombreux parce qu'elle représentait la force progressive de l'histoire : le régime bourgeois naissant, aux prises avec la réaction féodale et absolutiste dans un conflit acharné.

Mais, depuis lors, beaucoup de choses avaient changé. Les victoires toujours douteuses de Napoléon III n'avaient été remportées qu'en alliance avec telle ou telle puissance, et contre un État isolé. En 1870, la preuve fut faite de l'incapacité de la France à résister en combat singulier à un État européen puissant. D'où le besoin impérieux de sortir de l'isolement et de gagner des alliés.

Il ne s'agissait pas tant à ce moment de recouvrer les provinces perdues que de faire face à un renouveau de l'agression allemande. La paix était à peine signée que Bismarck reprenait un langage menaçant. Bismarck ne se lassait pas d'expliquer, dans ses instructions à son ambassadeur à Paris, que la stabilisation des affaires françaises était en contradiction directe avec les intérêts de l'Allemagne. Mais, comme la France se rétablissait malgré tout, le chancelier se mit à provoquer conflit sur conflit : en avril et mai 1872, à propos de la loi française sur le service militaire ; à l'automne de 1873, sous le prétexte de la propagande des catholiques français ; au début de 1875, en prétendant que la France préparait la guerre.

En réalité, Bismarck n'ignorait pas que l'armée française ne serait pas en mesure, avant longtemps, de faire à l'Allemagne la guerre même la plus courte ; il ne parlait pas sérieusement en invoquant la menace de revanche. C'était un autre danger qui lui donnait de l'angoisse : le danger que la France ne se trouve des alliés. Ainsi qu'il l'a avoué à Chouvalov, il était poursuivi par le « cauchemar des coalitions ». Il savait bien que la formation d'un bloc capable de contenir ses plans proviendrait avant tout de la France et de la Russie.

On sait qu'il n'admettait pas non plus

l'éventualité d'un rapprochement entre les vaincus de Sedan et ceux de Sadowa. C'est, notamment, parce qu'il craignait qu'une France monarchiste s'entendît plus facilement avec Pétersbourg et Vienne qu'il fut toujours hostile aux plans de restauration royaliste en France.

Mais à Paris, on comprenait aussi bien qu'à Berlin que l'avenir de la France dépendait de la solution du problème des alliances. Au cours de la discussion de la réforme militaire de 1872, qui devait donner au pays une armée de 864 000 hommes, Thiers déclara que, même avec une telle force militaire, la guerre sans alliés serait une folie. Gambetta considérait le rétablissement des forces armées comme un moyen de trouver plus facilement des alliés. Les monarchistes comme Decazes se posaient le même problème.

Or, de tous les alliés possibles, de tous ceux sur lesquels le duc de Gramont avait bien légèrement compté, aucun n'avait répondu présent en 1870. Pour l'instant, les liens amicaux du gouvernement Thiers avec la papauté excluaient tout rapprochement avec l'Italie. L'Autriche avançait dans le sillage de la politique de Bismarck et déçut certains espoirs de Gambetta. Quant à l'Angleterre, en dépit des efforts du groupe influent qui faisait campagne à Paris pour une orientation probritannique, les vieilles dissensions aussi bien que les nouvelles disputes trop faciles à prévoir sur le terrain colonial rendaient un rapprochement bien difficile. D'autant plus que le gouvernement libéral de Gladstone, ne tenant pas l'Allemagne, à l'époque, pour un rival sérieux, témoignait passablement d'indifférence au regroupement des forces sur le continent. La diplomatie française devait reconnaître non sans mélancolie que Gladstone ne renoncerait pas pour les beaux yeux de la France au principe de non-immixtion de Manchester.

A première vue, il pouvait sembler encore plus difficile d'obtenir l'amitié de la Russie : il fallait tenir compte de sa position favorable à la Prusse en 1870, de l'hostilité de la cour de Pétersbourg à un gouvernement républicain, enfin de la disproportion entre la faiblesse de la France et le relèvement, lors des événements de 1870-1871, du prestige russe, naguère ébranlé par l'affaire de Crimée. C'est pourtant dans cette voie que la diplomatie française s'engagea. Manfred rappelle les longues instructions que Jules Favre adressa au général Le Flô dès le 7 juin 1871. Thiers, malgré les réserves que lui inspirait sa crainte habituelle d'irriter Bismarck, agissait auprès de l'ambassadeur dans le même sens. On savait apprécier à Paris un facteur comme l'absence de toute contradiction réelle entre la France et la Russie.

Lors de la rencontre des trois empereurs à Berlin, en septembre 1872, Bismarck avait essayé de s'assurer le soutien russe contre la France. Manfred rappelle l'échec de cette tentative en citant les déclarations non équivoques du prince Gortchakov à l'ambassadeur français à Berlin :

> Je vous l'ai déjà dit et je le répète encore une fois, nous avons besoin d'une France forte.

Mais Thiers, toujours tremblant devant le chancelier de fer, ne tira pas de conclusions suffisantes de cette déclaration. Il partit, cependant, en mai 1873, et l'attitude de l'Allemagne devint si menaçante à l'automne de la même année que la France dut derechef se tourner vers Pétersbourg.

Le nouveau ministre des Affaires étrangères, Decazes, sut joindre à la plus grande souplesse dans les pourparlers avec Bismarck de sérieux efforts pour gagner la bienveillance de la Russie. La position favorable du gouvernement russe était elle-même déterminée par les intérêts bien compris de la Russie : la France était devenue le contrepoids naturel de l'Allemagne, et tout renforcement de la France signifiait une diminution des chances d'hégémonie allemande. Peu importait l'alliance des trois empereurs : l'appui prêté à la France par la Russie de 1872 à 1874 a détourné de la France les coups préparés par Bismarck et lui a ainsi donné le temps de se relever.

Si bien qu'en 1875, quand Bismarck se livra à la nouvelle variante de son jeu provocateur, l'empereur Alexandre prit naturellement la suite d'une politique bien établie en rendant courage au gouvernement de Paris, dès la mi-avril, par sa déclaration catégorique à Le Flô sur les intérêts communs des deux pays.

A la fin d'avril, nouvelle alerte, si grave que Decazes pense déjà au repli du gouvernement sur la Loire ; en même temps, le ministre dictait à Albert Sorel, son secrétaire à l'époque, un long appel au tsar, considéré comme l' « arbitre sincère de la paix européenne ». Mac-Mahon fit lui-même une demande d'aide analogue en date du 7 mai. Quant à Alexandre II, il avait donné dès le 21 avril un avertissement au général Werder, l'attaché militaire allemand. Il se mettait en contact avec Londres par l'intermédiaire de Chouvalov. Enfin, le 10 mai, Alexandre et Gortchakov arrivaient à Berlin, et, comme on le sait, Bismarck céda à la pression du tsar sur toute la ligne.

Dans les livres d'histoire courante, on explique que le danger si menaçant fut

écarté par la Russie et l'Angleterre. Manfred estime cette opinion juste sous sa forme générale. Il reste cependant à savoir laquelle des deux puissances a joué le rôle principal. Les déclarations des premiers intéressés, les hommes d'État français, ne laissent aucun doute, à commencer par la lettre de Decazes au marquis d'Harcourt, ambassadeur de France à Vienne, en date du 14 mai 1875. Decazes affirme en propres termes que l'apaisement a été l'œuvre d'Alexandre II :

Nous ne devons pas en parler trop fort ou dans des termes qui pourraient blesser l'Angleterre. Mais nous ne devons ni oublier ni ignorer que c'est seulement après l'arrivée de Chouvalov et sur son insistance que Lord Derby s'est adressé à Rome et à Vienne en invitant ces deux cours à se joindre à la démarche de l'empereur Alexandre.

Et plus loin, se rappelant que son correspondant occupera bientôt l'ambassade de Londres, Decazes précise :

J'insiste sur le fait que nous ne pouvons pas autant compter sur l'Angleterre que sur la Russie.

Et Bismarck non plus ne s'y trompa pas :

Il disait que, pour glorifier le chancelier-pacificateur (Gortchakov), on pourrait organiser à l'ambassade allemande à Paris un théâtre où l'on montrerait le diplomate russe dans le personnage d'un ange gardien vêtu de blanc avec des ailes et portant cet écriteau : Gortchakov, protecteur de la France. (*Histoire de la diplomatie*, publiée sous la direction de V. POTEMKINE, p. 26.)

Effectivement, les relations de la France avec l'Angleterre se compliquèrent dès l'automne de 1875 à cause des événements d'Égypte. Au contraire, à partir de cette même année, qui vit la question d'Orient passer au premier plan, la diplomatie française considéra comme juste de marcher la main dans la main avec la diplomatie russe. C'était sa façon, comme le dit Le Flô dans une lettre à Decazes, en 1876, de

poser le premier jalon important dans la voie de l'alliance, la seule voie sur laquelle nous puissions compter.

Ainsi, les origines de l'alliance franco-russe sont à rechercher bien au delà de 1879. Elles ne résident pas dans de mystérieux pourparlers, mais dans les événements connus d'une longue collaboration engendrée par les nécessités historiques. La France complètement isolée a recherché l'alliance de la Russie contre la menace allemande, et elle a abouti parce qu'il n'y avait aucune contradiction réelle entre les deux pays. Il faut, comme l'a fait Ernest Daudet trente et quelques années avant Michon, dater de la période 1872-1873 la préhistoire de l'alliance franco-russe.

LA POLITIQUE PROALLEMANDE DE PARIS DE 1877 A 1885.

Dans les années qui ont suivi, jusques et y compris 1877, les relations franco-russes ont gardé le caractère d'une collaboration amicale. Bismarck a eu beau demander à la Russie, en 1876, de lui garantir l'Alsace-Lorraine en lui promettant en échange un soutien inconditionné en Orient : il n'a pas eu de succès.

Cependant, la direction de la politique française change à l'automne de 1877.

Depuis la crise du 16 mai, les républicains bourgeois sont au pouvoir à Paris. Mais il ne s'agit pas d'éléments démocratiques ; c'est l'aile la plus conservatrice des républicains, ce qu'on appelle le centre gauche, qui a relevé aux postes ministériels les éléments monarchistes et cléricaux. Cette fraction liée aux milieux bancaires et à la grande propriété avait déjà accusé Decazes de provoquer le mécontentement de Bismarck. Et cette attaque se comprend : Thiers et les autres chefs du centre gauche, qui se sont conduits en capitulards en 1870-1871 et qui ont pris, à Francfort, toutes les responsabilités au compte de la France, essaient logiquement, dans toute la suite, une seule politique : se concilier les bonnes grâces de l'Allemagne. Decazes écarté après le 16 mai, c'est Henri Waddington qui devint ministre des Affaires étrangères.

Les historiens, pour expliquer sa politique, ont accordé beaucoup d'importance soit à ses origines anglaises, soit à d'autres traits de sa biographie. Le trait essentiel de l'orientation qu'il a suivie, ce fut sa soumission aux calculs égoïstes des couches supérieures de la bourgeoisie, des milieux de finance en premier lieu. Pour ces gens, l'essentiel était l'expansion coloniale et le renforcement des positions du capital français dans les pays étrangers, en particulier dans le Proche-Orient. A leurs buts cupides fut subordonnée toute la politique extérieure de la France.

Waddington, dès le 31 décembre 1877, parlait, dans une lettre au général Le Flô, d'un partage à égalité de l'amitié française entre la Russie et l'Angleterre : or c'était le moment où les contradictions anglo-russes étaient extrêmement vives !

Bientôt, en même temps qu'on revisait ouvertement la « politique russe » des années précédentes, on se mit à réclamer un rapprochement avec l'Allemagne et l'Angleterre. Manfred donne notamment des citations bien curieuses du *Journal des débats*. En 1878, au congrès de Berlin, Decazes se range en toute occasion à la queue de la délégation anglaise et redouble de bons

offices envers l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Manfred rappelle comment Waddington posa à Berlin à la fois la question de l'accès de la Roumanie à la mer Noire et la question grecque sous une forme nettement antirusse[1].

Cependant, après avoir payé la Russie d'une noire ingratitude, après s'être mis au service de Disraëli et de Bismarck, Waddington fut à son tour récompensé d'un camouflet. La remise de Chypre à l'Angleterre, qui donnait à cette dernière un avantage substantiel dans sa lutte avec la France pour la possession de l'Égypte, ne fut même pas contre-balancée par des assurances formelles de Salisbury touchant la Tunisie.

La diplomatie française était dans une impasse.

Toutefois, le gouvernement russe, encore plus mécontent de Berlin et de Vienne que de Paris, continua en 1879 à se montrer bienveillant envers la France, où, malheureusement, le rêve de Tunis enflammait toujours l'imagination de la ploutocratie et de son gouvernement en faisant perdre de vue les réalités européennes.

Bismarck encourageait sans cesse les initiatives coloniales de Paris. Mais il ne faisait de doute pour personne que l'amitié allemande ne pouvait pas être gratuite : Bismarck entendait obtenir une renonciation solennelle de la France aux provinces perdues, et l'on a aussi découvert par la suite quels autres buts il visait en tendant une main secourable aux colonialistes de Paris !

La France était à la croisée des chemins. Ou bien elle reprendrait des forces et elle deviendrait capable de résister à la pression diplomatique de l'Allemagne, de sauvegarder l'indépendance de sa politique étrangère en collaborant avec la Russie ; ou bien elle s'affaiblirait en Europe, elle augmenterait le nombre de ses adversaires, elle s'engagerait de plus en plus dans la dépendance de son vainqueur de 1871 en prenant le chemin des campagnes coloniales. Bismarck et l'oligarchie financière de France se prononçaient pour la deuxième solution. Les milieux bancaires voulaient s'enrichir dans les entreprises coloniales, à l'abri de considérations sublimes sur la *mission civilisatrice* de la France ou sur la restauration de sa grandeur ; en même temps, le rapprochement avec l'Allemagne justifiait rétrospectivement leur politique de 1870-1871 et leur donnait ainsi des atouts contre la démocratie avancée, qui ne leur pardonnait pas leur trahison de 1871 et qui exigeait encore maintenant une politique nationale digne. C'est ainsi qu'à dater de la fin de 1877 l'alliance franco-russe, à laquelle la diplomatie française avait obstinément frayé la route depuis 1871, se trouva écartée.

Vint Jules Ferry. Avec le soutien diplomatique direct de l'Allemagne, la France s'empara de la Tunisie.

On eut ensuite l'expédition de Madagascar, la conquête de l'Annam et du Tonkin, la guerre contre la Chine et toute une série d'expéditions coloniales de moindre envergure. Bismarck gardait le même ton patelin et soutenait la France dans toutes les questions. On se demandait à Paris pourquoi cet ennemi implacable s'était mis à vouloir tant de bien à la France. Le comte de Saint-Vallier, ambassadeur à Berlin, supposait simplement que Bismarck voulait détourner des rives du Rhin les regards des Français, mais sans se proposer d'isoler la France en la brouillant avec l'Angleterre et l'Italie. L'ambassadeur à Pétersbourg, Chanzy, faisait preuve d'une tout autre clairvoyance. Les événements lui donnèrent raison : l'Italie devenait une ennemie irréductible de la France à la suite de l'affaire tunisienne et se ralliait en 1882 au bloc austro-allemand ; les contradictions avec l'Angleterre atteignaient au paroxysme; enfin l'attitude de l'Espagne elle-même devenait malveillante après la visite du Kronprinz en 1883. La France se trouvait absolument seule, et, — paradoxe inquiétant, — l'unique État qui la traitât amicalement était son implacable ennemi !

Bismarck discuta le plan d'une entrevue avec Ferry ; on parlait déjà d'alliance, et le ministre de la Guerre du cabinet Ferry, ivre des grandioses perspectives qu'on ouvrait devant lui, déclara avec arrogance au banquet des attachés militaires :

> La France et l'Allemagne unies domineraient le monde.

Telle fut la politique de Paris jusqu'au désastre de Lang-song et à la chute de Ferry en mars 1885.

Retour a la préparation de l'alliance (1885-1887).

L'attitude envers l'Allemagne du nouveau gouvernement français, le gouvernement Brisson-Freycinet, était restée correcte et prévenante quand, subitement, le 30 septembre 1885, le prince de Hohenlohe, qui quittait l'ambassade d'Allemagne à Paris, profita de sa visite d'adieu pour faire une déclaration menaçante. Depuis lors, c'est

1. Certains diplomates français allèrent très loin dans leur haine de tout rapprochement russe. « Des Russes ayant essayé de se ménager des intelligences à Paris, les Français informèrent eux-mêmes Berlin de ces tentatives, « comme une femme vertueuse dénonce à son mari des propositions inconvenantes ». » (Maurice Beaumont, *L'essor industriel et l'impérialisme colonial, 1878-1904*, p. 141.)

un lieu commun des travaux historiques allemands que d'attribuer à l'esprit de revanche des Français la responsabilité des difficultés franco-allemandes en 1885 et 1886.

Manfred qualifie cette version de légende grossière. Boulanger n'est devenu ministre de la Guerre qu'en janvier 1886, et la propagande revancharde n'a commencé que dans l'été de cette même année. La Ligue des patriotes de Déroulède n'a joué aucun rôle notable avant 1887.

Le cabinet Brisson était bien loin de penser à intervenir contre l'Allemagne ! C'est à la suite de la démarche de Hohenlohe que la campagne a commencé, et elle a commencé en Allemagne. En 1887, au moment de l'alerte militaire, tout le monde put voir à quels résultats les conseils de Bismarck avaient conduit la France : gaspillage de forces dans les expéditions coloniales ; discrédit au point de vue militaire, puisque Lang-Song rappelait Sedan, avec cette circonstance aggravante que les vainqueurs des petits-fils de Napoléon étaient cette fois les Chinois ; enfin et surtout, isolement complet sur le plan international.

Tout semblait, au contraire, favoriser Bismarck. La Russie se heurtait à l'Angleterre en Afghanistan, à l'Autriche-Hongrie dans les Balkans. Il était aisé à Bismarck de garder des liens amicaux avec elle.

Qu'est-ce qui pouvait sauver la France ? Rien, sinon le retour à la politique d'après 1870.

Freycinet sut le comprendre et se rendre agréable au tsar, notamment en lui prêtant ses bons offices dans les affaires bulgares. Son successeur, Flourens, suivit la même politique. Tout cela était de bon augure. Et lorsqu'en janvier l'orage éclata sur les dirigeants français épouvantés, lorsqu'ils se demandèrent à quelle porte frapper pour implorer de l'aide, lorsqu'ils lurent l'article du *Standard* en date du 4 février qui admettait l'invasion de la France par la Belgique, lorsqu'ils virent les portes de Vienne et de Rome surmontées de l'emblème allemand, ils comprirent qu'il ne leur restait qu'à s'adresser à la Russie. Le 21 janvier, Flourens envoyait une demande de soutien. Grévy, l'un des inspirateurs de la politique Waddington-Ferry, était l'adversaire résolu du rapprochement avec la Russie, mais la gravité de la situation ne laissait pas le choix.

De même, à Pétersbourg, Alexandre III surmonta la résistance de Giers et de Lamsdorf, partisans de l'orientation pro-allemande. Il comprit qu'une défaite de la France ne servirait pas l'intérêt russe. Toute la presse russe pensait comme le tsar, et ce cas où l'opinion de l'autocrate réactionnaire a concordé avec ce qu'on appelait alors l'opinion publique est presque unique dans les annales de Russie.

Les informations de Pétersbourg donnèrent tant d'espoir au gouvernement français qu'il se résolut à une démarche hardie : l'envoi d'une mission spéciale ; elle fut confiée au vicomte Melchior de Vogüé, que ses opinions monarchistes, ses relations dans la société pétersbourgeoise et sa célébrité en Russie désignaient tout particulièrement.

Alexandre II déclina cette proposition de mission spéciale, mais il n'empêche qu'il y eut dans l'attitude de la Russie, pendant la crise de 1887, quelque chose de beaucoup plus important que l'acceptation que le tsar aurait pu donner. Au moment de l'affaire Schnœbelé, lorsque là guerre parut plus proche que jamais depuis 1870, Bismarck, à la surprise générale, finit par céder.

Comment expliquer ses craintes ? Le secret du salut de la France réside dans ces paroles d'un observateur fortuit, le général d'Absac, qui, après avoir vu Guillaume I[er] et le Kronprinz, déclarait à l'ambassadeur français à Berlin : « Ici, on a avant tout peur de la Russie. »

Bismarck a confirmé lui-même cette opinion, dans la conversation, plus franche qu'aucune autre, qu'il eut en 1890, après sa disgrâce, avec Chouvalov, sur le thème des relations russo-allemandes :

> Je comprends très bien que, si nous nous étions trouvés entraînés par la fatalité dans une guerre contre la France, en cas de succès de notre part, la Russie nous aurait dit à un certain moment : *Arrêtez*, et nous nous serions arrêtés.

Dans les travaux historiques de l'Europe occidentale, on a l'habitude de présenter le traité d'assurance mutuelle russo-allemand de juin 1887 comme un chef-d'œuvre de l'art diplomatique de Bismarck. En réalité, Bismarck avait subi une défaite. Non seulement le traité ne donnait pas à la politique allemande la liberté d'action qu'elle désirait à l'Ouest, mais il lui liait les mains pour l'avenir, Bismarck ayant dû accepter la thèse de Chouvalov :

> Sa Majesté ne peut permettre qu'un coup mortel soit porté à la France.

Trois mois après la signature du traité, Bismarck, recevant de Pétersbourg un rapport qui faisait savoir qu'Alexandre III ne voulait pas d'alliance avec la France, écrivait mélancoliquement dans la marge :

> Alexandre II ne voulait pas non plus la guerre avec la Turquie, et pourtant il l'a faite.

Singulier pressentiment de l'inutilité de tant d'efforts pour empêcher l'alliance

franco-russe, de l'inutilité de l'instrument diplomatique du 18 juin 1887.

Ainsi, bien qu'à cette date la Russie eût décliné la proposition relative à la mission de Vogüé, elle a garanti les intérêts de la France comme s'il se fût agi d'une alliée. Dans l'accord avec l'Allemagne, la Russie a fait bénéficier la France des mêmes conditions que l'Allemagne stipulait pour son associée directe, l'Autriche-Hongrie.

Concluons. Si la préhistoire de l'alliance franco-russe coïncide avec les années 1872-1873, c'est de 1887, c'est-à-dire de la proposition d'accord formel mise en avant par la France, même sans résultat immédiat, et de l'aide accordée par la Russie à la France comme à une alliée, qu'il faut dater la préparation directe à une alliance.

L'ALLIANCE, CONDITION DE LA GRANDEUR FRANÇAISE.

De 1887 à 1893, la France allait insister sans arrêt pour la conclusion de l'alliance. D'autre part, la collaboration politique était suivie par une collaboration d'affaires : placement d'un gros emprunt russe à Paris en 1888 ; grosse commande d'armes à la fin de la même année.

Mais l'élément fondamental restait bien lié aux intérêts politiques et stratégiques : 1. aucune contradiction entre les deux pays, ni dans le domaine de la politique continentale, ni au point de vue de la politique coloniale ; 2. mêmes aspirations au rétablissement de l'équilibre européen compromis par la triple alliance et même besoin de lutter contre l'isolement diplomatique ; 3. même péril émanant soit des intentions agressives de l'Allemagne, soit de certains intérêts et calculs de l'Autriche-Hongrie ; 4. nécessité d'agir sur l'Angleterre, dont les intérêts se heurtaient à ceux de la France comme de la Russie, et qui amorçait un rapprochement avec la Triple-Alliance.

De tous ces facteurs, le principal a été le danger allemand. De ce point de vue, l'alliance franco-russe servait donc la paix. Mais, en même temps, il est bien évident que, conclue par une France bourgeoise et par une Russie tsariste, elle a été utilisée par ces deux États à des fins impérialistes.

Le rôle historique de cette alliance a été caractérisé dans le rapport de Staline au XIVe congrès du Parti communiste de l'U. R. S. S., en 1926. Il a considéré qu'elle a été comme une réplique à la conclusion de l'alliance austro-allemande, menaçante pour la Russie et pour la France :

> L'accord de 1891-1893 entre la Russie et la France a été la conséquence de cet accord sur la paix en Europe qui était en fait un accord sur la guerre en Europe.

En France, tous les groupes sociaux se sont rendu compte de l'importance vitale d'un acte qui tirait la France de l'isolement et lui rendait son rang de grande nation. Après l'alliance, le danger allemand a subsisté, mais en se transformant : l'Allemagne, acculée à la guerre sur deux fronts, n'a pas pu lancer des opérations suffisamment actives contre la France.

Manfred ne cache pas qu'après la conclusion de l'alliance, dont le caractère impérialiste n'est pas niable dans les conditions de l'époque, la France a tiré parti de sa position renforcée en Europe pour se livrer de nouveau à une politique coloniale active. Mais l'autre aspect de la question n'est pas moins manifeste : le retour de la France à l'autorité morale et au rôle de grande puissance était lié à la conclusion de l'alliance franco-russe contre l'hégémonie allemande.

L'historien soviétique n'ajoute pas, du moins dans cet article, de conclusion applicable au rapport actuel des forces et aux problèmes d'aujourd'hui. Mais il nous semble que cette conclusion s'impose d'elle-même. Au moment où la constitution, sous protectorat américain, d'un État de l'Allemagne occidentale, disposant du formidable potentiel industriel et militaire de la Ruhr et non dénazifié, non démocratisé, inquiète légitimement tous les amis de la paix, les enseignements du passé prennent toute leur valeur. Et les mensonges du Munichois Michon sur la signification réelle de l'histoire apparaissent dans tout leur danger.

L'UNIVERSITÉ FRANÇAISE ET LA RÉSISTANCE

par RENÉ MAUBLANC

L'article qu'on va lire a été écrit, au mois d'août 1946, pour la revue américaine Science and Society, *qui en a publié la traduction dans son numéro de l'hiver 1947 (vol. XI, n° 1, p. 36-52). Nous avions pensé, à l'époque, qu'il était peu utile de le faire paraître en France, où les souvenirs de la Résistance et de la Libération étaient encore trop proches et semblaient trop vivants pour qu'il pût apprendre quelque chose aux lecteurs de* La Pensée. *Mais, depuis lors, une ignoble campagne s'est développée qui prétend réhabiliter les traîtres et salir les hommes courageux et honnêtes qui ont risqué leur vie et leur liberté pour sauver la France du fascisme. Cette campagne est d'autant plus dangereuse que certains de ceux qui, de 1940 à 1944, combattaient Hitler et Pétain, avec tous les résistants, se sont abaissés et reniés jusqu'à s'y associer et, se retournant contre leurs anciens compagnons d'armes, n'ont pas craint de tendre la main aux collaborateurs des nazis, aux vichyssois mal épurés. Il nous a donc paru nécessaire de rappeler par des faits incontestables quelques épisodes de la Résistance universitaire. Si incomplet que puisse être ce texte*[1]*, nous espérons qu'il remettra nos lecteurs dans l'atmosphère des années de lutte, que certains auraient tant d'intérêt à faire oublier aujourd'hui.*

Quelle fut, dans la lutte de quatre ans que le peuple français mena sur son territoire contre l'oppression hitlérienne et pour sa libération, la part de l'Université française ? Il faudrait, pour évoquer ce vaste sujet sous toutes ses faces, une documentation qui n'est point encore réunie. Dans les notes qui vont suivre, je m'efforcerai du moins de donner quelques précisions sur les aspects de la Résistance universitaire que j'ai le mieux connus (je parlerai surtout de la Résistance à Paris) ; je m'excuse d'avance des inévitables omissions et du caractère schématique de ce rapport. Tel quel, j'espère qu'il aidera nos amis des États-Unis d'Amérique à se faire une idée de ce que furent, entre 1940 et 1944, les pensées, les espoirs et l'action des professeurs et instituteurs de France.

***

Pendant l'année scolaire 1939-1940, l'Université française avait vécu dans une pénible crise. Crise matérielle, due à la mobilisation d'un grand

1. Le texte ci-dessous est conforme à celui qui a paru dans *Science and Society*, sauf trois passages où j'ai rectifié des erreurs de date et une erreur d'interprétation.

nombre de ses membres. Mais surtout crise morale de la « drôle de guerre », où, tandis qu'officiellement les hostilités étaient déclarées contre Hitler, tout était mis en œuvre pour aligner le régime français sur le modèle fasciste : guerre purement théorique à l'extérieur contre l'Allemagne nazie, guerre effective à l'intérieur contre les antifascistes, et spécialement contre les communistes.

Lorsque survint la débâcle de juin 1940 et la ruée des armées allemandes à travers notre pays, la vie universitaire cessa brusquement, dans l'immense désarroi et la presque complète démoralisation qui avaient été si perfidement préparées et organisées par les traîtres, jusque dans notre haute administration et dans notre gouvernement. Non seulement le personnel enseignant reçut pour unique consigne de se disperser et de disparaître (ce qui était admissible à la veille des vacances, les élèves ayant eux-mêmes quitté leurs écoles), mais les administrateurs eux-mêmes reçurent l'ordre d'abandonner les établissements d'enseignement, et certains de ceux-ci, parmi les plus illustres et les plus précieux, restèrent ainsi sans défenseurs à l'entière discrétion des envahisseurs. C'est seulement la courageuse initiative de quelques universitaires, ignorée sinon même désavouée par les pouvoirs publics, qui assura la garde de ces trésors de la culture française. J'en citerai un seul exemple : l'École normale supérieure de la rue d'Ulm, dont la bibliothèque est justement célèbre, n'était plus gardée, au moment de l'entrée des Allemands à Paris, que par un concierge et un garçon ; un ancien élève de l'École, professeur au lycée Henri–IV, Sylvain Molinier, prit sur lui d'occuper le bureau directorial et d'y recevoir les officiers nazis, pour négocier avec eux les conditions de leur occupation. Il n'a jamais reçu, ni avant ni après la Libération, le moindre remerciement officiel pour avoir, par sa présence et son autorité, préservé l'École normale d'un éventuel pillage.

***

C'est seulement à l'automne de 1940, lorsque le personnel enseignant se retrouva groupé dans les écoles, les lycées, les collèges et, un peu plus tard, dans les facultés, que put commencer à s'organiser efficacement la Résistance universitaire [1]. Entre temps, le gouvernement de Vichy s'était organisé, plusieurs ministres de l'Éducation nationale s'étaient déjà succédé; les tendances rétrogrades et profascistes de Pétain et de sa clique en matière d'enseignement s'étaient révélées au grand jour, en même temps qu'apparaissait à tout esprit lucide leur dépendance servile à l'égard de Hitler.

En face de Vichy et du nazisme, la grande majorité du corps enseignant

---

1. Certains groupes, comprenant des universitaires, avaient pu se constituer déjà avant octobre 1940 ; ainsi le groupe parisien du Musée de l'Homme, comprenant surtout des fonctionnaires des Beaux-Arts et du Muséum d'histoire naturelle. Ses principaux chefs furent arrêtés à la fin de l'année 1940 et jugés en 1941 ; certains furent fusillés, comme Vildé et Levitzky ; d'autres, déportés, comme Agnès Humbert.

français prit, dès lors, une attitude d'hostilité [1]. Deux catégories d'universitaires pourtant suivirent Pétain : d'une part, certains hommes d'extrême-droite, les Maurrassiens d'*Action Française* qui continuaient à prétendre haïr les Allemands mais admiraient Hitler et Mussolini (leur thème favori était : « Quel dommage qu'un si grand homme que Hitler soit Allemand ! »); les adversaires farouches de la République et de la démocratie, auxquels se joignirent quelques catholiques fanatiques, qui voyaient dans le vieux traître Pétain l'instrument de la Providence, chargé de combattre l'esprit laïque et de réintroduire, grâce à la défaite et à l'occupation ennemie, Dieu dans les écoles. D'autre part, les tenants d'une idéologie néfaste, prétendue « de gauche », qui avait, pendant les années précédentes, gravement contaminé les mouvements d'intellectuels antifascistes, les « pacifistes intégraux », qui, soi-disant par haine de la guerre, se jetaient dans les bras du conquérant Hitler et prônaient la fraternité avec les bandits nazis ; des hommes qui se prétendaient socialistes avec le professeur de Faculté Ludovic Zoretti, le professeur d'École normale Léon Émery, l'instituteur André Delmas et certains amis de l'ancien professeur de philosophie Marcel Déat. Mais tout cela ne faisait pas grand monde : surtout que dès ce moment le réflexe patriotique arracha les meilleurs de ces « nationalistes intégraux » et de ces « socialistes pacifistes » à la trahison de leurs amis pour les rapprocher de la masse des Français (ainsi le biochimiste Eugène Aubel, professeur à la Sorbonne, qui, se séparant immédiatement de ses anciens amis de l'*Action française*, fut un des premiers à organiser la Résistance dans l'Enseignement supérieur, et qui est, aujourd'hui, membre du Parti communiste français).

En face d'eux, il y avait la masse des universitaires démocrates, des patriotes révoltés par la trahison, des laïques et des rationalistes dressés contre les premières mesures venues de Vichy, contre la volonté évidente des ministres de Pétain de détruire les traditions de la culture française, l'esprit de libre examen, l'amour de la vérité et de la raison. Il y avait la masse des antifascistes qui voyaient, malheureusement, accomplis tous les malheurs dont ils avaient vainement essayé de garantir notre pays par leurs avertissements, et, à leur tête, les plus clairvoyants et les plus énergiques, les communistes. Ceux-ci avaient d'autant plus de raison de mener hardiment la lutte qu'un très grand nombre de leurs meilleurs militants, déjà arrêtés par le gouvernement Daladier, étaient maintenus dans les prisons et dans les camps de concentration sous la surveillance allemande.

C'est ainsi que, dès le début de l'automne 1940, les étudiants communistes de Paris commencèrent une intense propagande, par affiches et papillons clandestins, contre Pétain le laquais et son maître Hitler. Plusieurs furent arrêtés dès ce moment ; les autres prirent une part active à la préparation de la première grande manifestation publique des étudiants et lycéens, le 11 novembre 1940, aux Champs-Élysées, vers l'Arc de Triomphe de l'Étoile, à la suite de laquelle de nombreux jeunes gens furent

1. Particulièrement dans la zone nord ou zone occupée, où la présence des Allemands dissipa immédiatement le mirage d'une indépendance du gouvernement de Vichy.

arrêtés, torturés et certains tués par les Allemands ; les Facultés de Paris furent fermées par ordre des occupants ; tout cela fortifia et généralisa la haine de la jeunesse intellectuelle française contre les nazis.

A la fin de novembre, les meilleurs militants des étudiants communistes se retrouvaient en prison, accusés d'agitation antifasciste (j'avais parmi eux cinq de mes anciens élèves : Jean Canale, arrêté le 26 septembre ; Pierre Daix, Pierre Kast, Jean-Claude Lévy, Raymond Guglielmo, arrêtés le 26 novembre) ; ils devaient bientôt passer en jugement devant les tribunaux français et être condamnés à des peines d'emprisonnement.

Les étudiants donnèrent abondamment leur sang pour la Résistance. Je voudrais citer ici au moins la pure figure de l'étudiant en médecine Bannetel, de Rennes, fusillé le 15 décembre 1941, après avoir accompli les tâches les plus difficiles avec un dévouement exemplaire et le plus complet esprit de sacrifice.

En même temps qu'ils emprisonnaient les plus ardents des étudiants, les nazis et les vichyssois s'attaquaient à l'un des maîtres les plus vénérés de l'enseignement supérieur : dès le 30 octobre 1940, le physicien Paul Langevin était enfermé à la Santé.

Cette arrestation, qui créa une profonde émotion dans tout le corps enseignant, bien loin d'arrêter par la terreur la Résistance universitaire naissante, lui donna un coup de fouet [1]. Elle aida au regroupement des professeurs et instituteurs que, dès le début d'octobre, organisait l'activité infatigable de trois communistes : le physicien Jacques Solomon, assistant au Collège de France, gendre du professeur Langevin ; le philosophe Georges Politzer et le germaniste Daniel Decourdemanche (connu littérairement sous le nom de Jacques Decour). En novembre 1940 paraissait le premier numéro d'un journal clandestin, *L'Université libre*, à la fondation duquel j'eus l'honneur d'être associé et qui ne devait pas cesser pendant quatre ans d'appeler les universitaires et les étudiants à l'action. En janvier 1941, *L'Université libre* en était déjà à son huitième numéro.

Le 8 décembre, le professeur Paul Langevin était libéré, mais envoyé à Troyes en résidence surveillée. Il devait y rester pendant toute l'occupation [2]. A la même époque, les premières mesures furent prises par le gouvernement de Vichy pour expulser de l'Université les professeurs israélites, et ce fut une nouvelle occasion de grouper, dans la Résistance, tous les antifascistes, auxquels se joignirent un grand nombre de libéraux.

A la fin de l'année 1940, un manifeste tiré à 15 000 exemplaires et

---

1. Frédéric Joliot-Curie refusa de travailler dans son laboratoire tant que le professeur Langevin n'aurait pas été libéré.

2. Paul Langevin fut arrêté une seconde fois à Troyes en octobre 1941. A diverses reprises, au cours de ces années, d'illustres savants, membres de l'Institut, furent également arrêtés. A l'automne de 1941, le physicien Aimé Cotton, alors président de l'Académie des Sciences, le mathématicien Emile Borel, le physiologiste Louis Lapicque et le géologue Charles Mauguin passèrent un mois à Fresnes. M. Cotton fut de nouveau arrêté en avril 1942, en même temps que le biologiste Maurice Caullery et plusieurs membres de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. Cette volonté délibérée de décapiter la science française contribua, à chaque nouvelle vague d'arrestations, à galvaniser la Résistance universitaire.

adressé aux instituteurs et institutrices de France les appelait à se dresser contre le gouvernement de Vichy, adversaire de l'enseignement primaire, qui veut « inculquer aux enfants la mystique obscurantiste... soumettre l'esprit français à une idéologie étrangère... abolir chez les Français toute conscience nationale »; il les exhortait à « faire renaître, sur la base d'une lutte résolue, le Syndicat national des Instituteurs ». Ce manifeste avait été rédigé par quelques communistes dont il est bon que les noms soient connus : Jeanne Éthève, Madeleine Marzin, Geneviève Roulon, André Voguet, Jean Roulon. Les mêmes préparaient un journal clandestin, qui commença à paraître au printemps de 1941, *L'École laïque*, qui devait jouer, pour l'enseignement primaire, le rôle que *L'Université libre* jouait déjà pour les enseignements secondaire et supérieur. Une institutrice, révoquée par Daladier en 1940 pour propagande communiste, Henriette Dheilly, assurait le service de l'imprimerie avec son mari et ses deux filles, Françoise, âgée de quinze ans, et Martine, âgée de dix, qui, au risque de leur vie, transportaient les lourds fardeaux d'encre et de papier d'un bout de Paris à l'autre.

* *

Tels furent les débuts de la Résistance universitaire, bien avant que la guerre mondiale eût pris toute son extension et son véritable sens avec l'attaque de l'U. R. S. S. par Hitler, puis l'intervention des États-Unis d'Amérique. La lutte des membres de l'enseignement et de leurs élèves devait, sous des formes diverses, s'amplifier toujours davantage jusqu'aux batailles de la Libération et coûter des pertes sanglantes, dont il m'est impossible de dresser ici le bilan complet.

Mais, en citant quelques-unes de ces victimes, quelques-uns de ces héros et de ces martyrs, je dois marquer qu'ils se rangent en plusieurs groupes.

Il y a d'abord les malheureux, otages ou déportés raciaux, qui périrent dans les chambres à gaz des camps allemands, tels deux professeurs honoraires à la Sorbonne, les physiciens Henri Abraham et Eugène Bloch; de vieux professeurs de lycée comme Sacerdote, Bernheim, Émile Weill, etc. ; tel encore le professeur au Collège de France Henri Maspero, membre de l'Institut, arrêté avec sa femme le 28 juillet 1944 à la place de leur fils recherché par la Gestapo.

Il y a également les victimes d'un malheureux hasard, comme cet élève de l'École normale supérieure, Claude Blanchard, fusillé le 13 juin 1944, dans un village de Saône-et-Loire, avec son père, sa mère, son frère et tous les habitants de la localité.

Il faut faire une place à part à Victor Basch, professeur honoraire d'histoire de l'art à la Sorbonne, président de la Ligue des Droits de l'Homme, qui fut sauvagement massacré avec sa femme (tous deux étaient octogénaires) aux environs de Lyon, en janvier 1944, par des miliciens français, les hommes du sinistre Darnand. Le gendre de Victor Basch, le sociologue Maurice Halbwachs, professeur au Collège de France, arrêté à Paris en juillet 1944, est mort lui-même d'épuisement à Buchenwald, en février 1945,

comme le professeur de littérature française à la Sorbonne, Georges Ascoli; comme le physicien Georges Bruhat, directeur-adjoint de l'École normale supérieure, arrêté une première fois comme otage par les nazis le 26 février 1944, relâché au bout de dix-huit jours par suite de la véhémente protestation de l'Université, arrêté de nouveau le 4 août, à la place d'un élève recherché par la Gestapo, et déporté à Buchenwald et Sachsenhausen. Le mathématicien René Gosse, doyen de la Faculté des Sciences de Grenoble, fut comme Victor Basch victime d'assassins français. L'helléniste Paul Collomp, professeur à la Faculté des Lettres de Strasbourg, avait été, en 1943, tué par les soldats nazis à Clermont-Ferrand, où était repliée l'Université de Strasbourg, tandis que plusieurs de ses collègues et beaucoup de ses élèves étaient arrêtés et déportés.

Avec eux, voici les innombrables universitaires qui se sont mis au service de la Résistance sous des formes diverses dont l'expérience a montré qu'elles ne furent pas toutes d'une égale pureté. Mais si certains résistants se rendent compte à présent qu'ils servirent des ambitions personnelles plus que des intérêts nationaux, tous du moins se lancèrent dans l'action et risquèrent leur vie avec la même ferveur patriotique, en faisant partie d'un « réseau », en dirigeant des postes d'émission clandestins, en recevant des aviateurs ou des messagers alliés, en réunissant et en transmettant à Londres des renseignements militaires, en organisant des maquis, ou enfin en combattant les armes à la main. Il n'y a pas un seul mouvement de résistance, national, provincial ou local, qui n'ait compté parmi ses membres, et généralement parmi ses chefs, des professeurs de faculté, de collège ou de lycée et des instituteurs.

Parmi les héros qui périrent victimes des nazis, il y eut d'innombrables instituteurs. La figure la plus sublime est celle d'André Pican, instituteur à Rouen, un homme d'un courage et d'une audace légendaires. Trois noms sont particulièrement glorieux parmi les membres de l'enseignement supérieur : celui du physicien Fernand Holweck, du laboratoire Curie; celui du grand historien Marc Bloch et celui du philosophe Jean Cavaillès, tous deux professeurs à la Sorbonne. Fernand Holweck fut arrêté en décembre 1941 avec soixante-dix membres de son organisation ; quelques jours après, son cadavre mutilé était rendu à la famille. Cet assassinat, le premier dans les milieux scientifiques parisiens, produisit une profonde sensation.

Jean Cavaillès, après plusieurs voyages à Londres, fut arrêté le 28 août 1943 et fusillé à Arras au début de 1944 ; c'est seulement l'année suivante qu'on put retrouver son corps, enterré anonymement.

Marc Bloch, chef d'une partie de la Résistance de la région lyonnaise, fut arrêté en 1944, aux grands applaudissements de la presse de Vichy et de Philippe Henriot, qui proclama, à Radio-Paris, que les « terroristes » du Sud-Ouest étaient définitivement détruits. Il fut fusillé à Trévoux, dans l'Ain, le 16 juin 1944.

Parmi les maîtres de l'enseignement secondaire, on me permettra de citer un jeune professeur de philosophie à qui nous sommes redevables d'un « mot historique » digne de rester immortel, un mot d'une insolence

hautaine qui marque d'infamie ses bourreaux. Valentin Feldman, professeur au Collège de Dieppe, avait été révoqué comme Juif en juillet 1941 ; en février 1942, il fut arrêté par erreur, à la place d'un de ses camarades de la Résistance et torturé à Rouen par les officiers nazis. Comme il répondait ironiquement à leur interrogatoire, ils le frappèrent avec violence en lui disant : « Vous oubliez que vous parlez à des officiers allemands ». Et Feldman leur répondit : « Non, je viens de m'en apercevoir. » Il fut fusillé au Mont Valérien, le 27 juillet 1942 ; son dernier mot fut : « Ma mort est la plus belle réussite de ma vie. » C'était un communiste, et, quand on lui avait demandé de prendre part à une action très difficile, il avait répondu : « Vous pouvez tout me demander ».

Mais combien d'autres victimes : Georges Lapierre, directeur d'école à Paris, un des pionniers du syndicalisme universitaire, mort en déportation ; Raymond Naves, professeur à la Faculté des Lettres de Toulouse, mort en déportation ; Marcel Bennezit, professeur au lycée de Montpellier, et Chauvet, directeur d'école, fusillés dans le Cantal en juin 1944 ; Jacques-Gabriel Cahen, professeur de lettres, fusillé dans la banlieue lyonnaise en juillet 1944 ; Albert Lautman, professeur de philosophie, fusillé le même mois ; trois professeurs de lycées de jeunes filles, Thérèse Pierre, Madeleine Michelis, Suzanne Blin-Lanoy, mortes en prison au début de 1944, etc., etc...

Le nombre est grand aussi des universitaires tombés les armes à la main, soit dans les armées Leclerc et Delattre de Tassigny, qu'ils avaient rejointes à Londres ou à Alger — comme Stéphane Piobetta, agrégé-préparateur de philosophie à l'École normale supérieure, tué en Italie à la tête de sa compagnie —, soit dans les Forces françaises de l'Intérieur — comme Jacques Monod, professeur au lycée de Marseille, tué dans un maquis du Massif Central, ou Charles Hainchelin, historien marxiste, tué à Thiers à la tête des francs-tireurs et partisans français, le 25 août 1944, ou Georges Lamarque, professeur de mathématiques au lycée de Montluçon, tué près de Belfort, à la tête de ses maquisards, le 8 septembre 1944, trente ans et un jour après son père, jeune professeur de philosophie, tué à la bataille de la Marne. Et comment oublier les trente étudiants et lycéens parisiens attirés dans un guet-apens par un traître alors qu'ils rejoignaient un maquis en juillet 1944 et massacrés près d'Orléans, à La Ferté-Saint-Aubin ?

S'il fallait à présent énumérer tous les universitaires arrêtés, emprisonnés ou déportés, il faudrait un très grand nombre de pages. De 1940 à 1944, le rythme des arrestations allait croissant, en même temps que l'activité des groupes de Résistance. D'octobre 1943 à avril 1944, en sept mois, il y avait eu vingt-cinq arrestations de professeurs de l'enseignement supérieur ; du 6 juin au 14 juillet de la même année, en cinq semaines, on en comptait aussi vingt-cinq dont huit professeurs de droit, cinq de médecine, quatre de sciences (parmi lesquels l'illustre biologiste Émile Terroine), huit de lettres.

Par bonheur, beaucoup de prisonniers et déportés sont sortis vivants de ces épreuves, comme le doyen de la Faculté des Lettres de Caen, le géographe René Musset, comme Jean Baillou, sous-directeur de l'École normale supérieure, et mon vieux camarade le biologiste Marcel Prenant, professeur

à la Sorbonne, qui remplit, entre son retour d'Allemagne comme prisonnier de guerre et son départ pour l'Allemagne comme déporté, les fonctions de chef d'état-major des francs-tireurs et partisans français (F. T. P. F.) aux côtés de Charles Tillon, l'actuel ministre de l'Armement [1]. Son travail fut continué après son arrestation en mai 1944 par un autre biologiste, également professeur à la Sorbonne, Georges Teissier, aujourd'hui directeur du Centre national de la Recherche scientifique.

Pour mieux marquer la place que les universitaires ont tenue dans l'ensemble de la Résistance française, il suffit de noter que, parmi les commissaires de la République et les préfets que la Libération installa à la place des traîtres vichyssois, figuraient quatorze membres de l'Université : un recteur, quatre professeurs de faculté, quatre inspecteurs d'Académie, quatre professeurs de lycée, un inspecteur primaire. Et peut-on oublier que le président du Conseil national de la Résistance, Georges Bidault, actuellement président du gouvernement provisoire de la République française [1], est lui-même un universitaire, ancien professeur d'histoire au lycée Louis-le-Grand ?

***

Mais, après avoir rendu cet hommage au rôle général des universitaires dans la Résistance et la Libération, je dois revenir à la Résistance universitaire proprement dite, c'est-à-dire à celle qui se fit à l'intérieur même des établissements d'enseignement, soit sous la forme des syndicats clandestins, soit sous la forme du Front national universitaire.

Dans l'enseignement secondaire des lycées, le mouvement syndical était, malheureusement, avant 1939, scindé en deux tronçons, l'un adhérent à la C. G. T. (syndicat confédéré), l'autre indépendant (S³). Dès 1941, les anciens dirigeants du syndicat confédéré se réunirent et cherchèrent à prendre langue avec les anciens dirigeants du S³ pour une action commune de résistance. Il s'ensuivit des réunions clandestines assez régulières, auxquelles participèrent Mérat, Janets, Lacroix, Pastor, Jarry et Maublanc, pour le syndicat confédéré, Binon et Cossard pour le S³. Nous lançâmes un certain nombre d'appels, que Maurice Janets se chargeait de reproduire et de diffuser avec le plus grand courage ; mais, pendant toute l'occupation, on ne réussit pas à donner une vie réelle aux sections syndicales. Le plus clair du travail fut de permettre, après la Libération, la constitution d'un syndicat unique adhérent à la C. G. T. (seul, un petit nombre de professeurs catholiques s'obstinèrent à rester à part pour adhérer à la Confédération française des Travailleurs chrétiens).

Par contre, le mouvement syndical de l'enseignement primaire, relancé, comme on l'a vu, dès l'hiver 1940-1941, se constitua solidement. En 1943, un Comité directeur du Syndicat national des Instituteurs fut formé avec Paul Delanoue, Marcel Merville, Odette Jarlaud, Paul Vigueur, Émile Labrunie ; des sections se créèrent un peu partout à travers la France avec

1. L'article a été écrit en août 1946. (*N. D. L. R.*)

pour mots d'ordre : lutte pour la défense de l'École laïque contre l'idéologie nazie et vichyssoise, lutte contre le travail forcé, aide aux réfractaires, constitution des milices patriotiques, recherches d'armes, etc... Toute une floraison de journaux clandestins apparut : *L'École libératrice* pour l'ensemble du mouvement, *L'École du grand Paris* pour la Seine, *L'École et la Libération* pour la région du Centre; d'autres publications dans les départements de l'Oise, de la Marne, des Ardennes, du Nord, du Pas-de-Calais, de la Creuse, de la Nièvre, de l'Aveyron.

On sentira, par un simple détail, l'importance pour la France de l'action des instituteurs ; à ce moment, il y avait partout, à travers le pays, des jeunes gens réfractaires au Service du Travail obligatoire, groupés dans des maquis et prêts à l'insurrection nationale. Ce sont les instituteurs secrétaires de mairie qui leur ont permis de vivre, en leur réservant les tickets d'alimentation qui leur étaient nécessaires. A côté des fraudes honteuses du marché noir qui enrichissaient des malfaiteurs, il y eut, tout au long de l'occupation, cette fraude patriotique à laquelle se livrèrent presque tous les instituteurs des villages, au péril de leur liberté et de leur vie.

Au moment du débarquement, en juin 1944, les sections reconstituées du Syndicat national des Instituteurs (la seule section de la Seine groupait alors plus de mille membres clandestins), obéissant aux mots d'ordre de la C. G. T. clandestine, se lancèrent dans le combat de la Libération et y prirent une part active, en étroit accord avec le Front national universitaire.

***

S'il y eut, bien entendu, des universitaires dans tous les groupements de la Résistance [1], c'est seulement dans le grand mouvement du Front national qu'une section spéciale fut réservée à l'Université. Le journal *L'Université libre*, fondé par Jacques Solomon en octobre 1940, devait naturellement devenir l'organe du Front national universitaire (F. N. U.), lorsque celui-ci se constitua à la fin de mai 1941 ; il ne cessa jamais de paraître pendant toute l'occupation. Son centième numéro paraissait le 1er août 1944, le 102e sortait au moment de la bataille de Paris. *L'École laïque*, dont j'ai également signalé la naissance le 1er juin 1941, continuait à paraître aux côtés de *L'Université libre*, exprimant la volonté de lutte des instituteurs du F. N. U. ; elle ne cessa jamais non plus de paraître et tirait à la fin de 1943 à 10 000 exemplaires [2].

---

1. Il y eut même, parfois, des commissions de travail sur les questions d'enseignement. Ainsi l'Organisation civile et militaire (O. C. M.) publia clandestinement un projet de réforme de l'enseignement. En même temps était diffusée la très importante *Esquisse d'une politique française de l'enseignement*, présentée par Georges Cogniot au nom du Parti communiste français. Ces travaux furent utilisés par la Commission de réforme de l'enseignement réunie à Alger en 1944.

2. *L'Université libre* et *L'École laïque* ont continué à paraître comme organes bimensuels de l'Union française universitaire (U. F. U.), constituée en avril 1945 par la fusion du F. N. U. et des Comités nationaux de professeurs et d'instituteurs de l'ancienne zone sud de la France vichyssoise. Depuis que ces lignes ont été écrites, les deux organes ont dû cesser leur publication à la fin de 1946. Mais une revue pédagogique mensuelle, *L'École laïque*, dont le premier numéro a paru en juillet 1947, les remplace aujourd'hui. (*N. D. L. R.*)

Le Front national universitaire, qui forma peu à peu des sections dans les facultés, les lycées, les collèges, les écoles techniques et parmi les instituteurs, groupait des universitaires de toutes tendances politiques. Il comprenait un nombre très grand de catholiques patriotes et fut constamment animé par les antinazis les plus ardents, les communistes, qui occupèrent les postes responsables des deux journaux, une équipe en remplaçant une autre à chaque fois que la répression frappait les dirigeants.

Je me permettrai de retracer sommairement l'histoire de *L'Université libre (U. L.)*. Il avait fallu, au début, trouver, dans chaque lycée parisien et dans les facultés, des propagandistes bénévoles, réunir des listes d'universitaires capables de s'intéresser à l'entreprise, collecter des fonds. Bientôt on put atteindre la province, et *L'Université libre* se répandit à travers toute la zone nord, la zone occupée. Des professeurs de lycées de jeunes filles, Jeanne Gaillard, Cécile Angrand, Luce Langevin, y travaillèrent, avec le physicien Léopold Vigneron et les instituteurs Pierre Maucherat et André Voguet. C'est Mme Maucherat qui tirait elle-même le journal à 500 exemplaires sur une malheureuse machine de fortune. L' « imprimerie » dut changer plusieurs fois de domicile pour échapper aux recherches de la police, tantôt chez une corsetière, tantôt dans un atelier de reliure [1].

La propagande antifasciste de Solomon, Politzer et Decourdemanche ne se limitait d'ailleurs pas à *L'Université libre*, ils voulurent faire reparaître la grande revue du rationalisme moderne, *La Pensée*, qui n'avait eu que trois numéros en 1939-1940 ; un précieux petit cahier de *La Pensée libre* parut en 1941.

Politzer écrivit aussi, alors, son magnifique pamphlet, *Sang et Or*, une démonstration péremptoire de l'alliance du racisme hitlérien et des trusts [2].

Au début de 1942, la lutte prit une nouvelle ampleur. Le ministère de l'Éducation nationale, qui avait déjà eu cinq titulaires, Rivaud, Mireaux, Ripert, Chevalier et Carcopino, depuis juin 1940 (car le fascisme vichyssois entendait préserver la France du vice « républicain » de l'instabilité ministérielle), venait d'être occupé par l'infâme Abel Bonnard, aussi abject par ses mœurs que par sa servilité à l'égard de Hitler. Avec Bonnard et les hommes de son cabinet ministériel, Mouraille, le couple Étienne, Blanche Maurel, c'était la pure doctrine hitlérienne et la trahison sans fard qui s'installaient rue de Grenelle : ce soufflet lancé à la face de l'Université française allait exiger un nouvel effort. Mais juste au même moment, à la fin de février et au début de mars 1942, les animateurs de *L'Université libre* et du F. N. U., Jacques Solomon, Georges Politzer, Daniel Decourdemanche, étaient successivement arrêtés, avec quelques-uns de leurs meilleurs compagnons. Ils furent comme les autres frappés et torturés au cours de leur interrogatoire. Comme un officier nazi demandait à Georges Politzer s'il connaissait des terroristes, il répondit affirmativement : « Les noms ? — Mais avec

---

1. Ces renseignements sont empruntés à des articles de Jeanne Gaillard parus dans *L'Université libre*, après la Libération, en octobre-novembre 1944.
2. Aujourd'hui réédité aux Éditions sociales sous le titre de : *Révolution et Contre-révolution au XXe siècle*. (*N. D. L. R.*)

plaisir. Les deux plus grands terroristes qui agissent en France, ce sont le général von Stulpnagel et le maréchal Pétain. » Bientôt après, ils passaient en jugement devant le tribunal allemand, et tous trois étaient fusillés au Mont-Valérien, à la fin de mai 1942. Avant son exécution, le 30 mai, Daniel Decourdemanche écrivit cette splendide lettre d'adieu à sa famille qui reste un des plus beaux textes de la guerre.

Cependant, ce drame n'arrêta pas l'activité des universitaires résistants et ne suspendit pas un seul instant la publication de *L'Université libre.* L'appareil technique du journal, le matériel qui servait à ronéoter cette humble feuille, si importante par les consignes de courage et de confiance qu'elle portait à travers le pays, ainsi que la chaîne des distributeurs, avaient été heureusement préservés ; une nouvelle équipe, formée de professeurs des lycées de Paris, Maurice Husson, André Adler, Pierre Angrand, de l'instituteur Pierre Maucherat et du physicien Francis Cohen, prit la place des emprisonnés.

L'Université Libre tirait alors à 3 000 ou 4 000 exemplaires ; l'impression, la diffusion, qui occupaient maintenant quarante personnes, l'achat du papier, sa livraison, son entrepôt posaient des problèmes angoissants.

A la suite de l'arrestation d'un livreur de papier, en septembre 1942, il fallait déménager secrètement tout le matériel dans une boutique de fumiste du XIe arrondissement ; un ouvrier métallurgiste, Rossi et sa femme, une dactylo, Cécile, et un ouvrier bijoutier, Frémard, aidaient Mme Maucherat à taper, tirer et diffuser le journal.

Nouvelle alerte en mars 1943. Maucherat et sa femme furent arrêtés, ainsi que Husson et Adler. Du moins les uns et les autres purent-ils échapper à la mort. L'atelier ne fut pas découvert, mais la liaison fut difficile à renouer entre ce qui restait de la rédaction et les Rossi, qui assurèrent seuls, pendant plusieurs mois, le travail technique. Francis Cohen, secondé par André Voguet, assuma la rédaction jusqu'à la fin de l'année 1943, où il fut appelé à d'autres fonctions au F. N. U. ; je le remplaçai alors à la rédaction de *L'Université libre.*

Le journal tirait alors à 10 000 exemplaires ; le tirage au ronéo de chaque numéro et de *L'École laïque* devenait de plus en plus difficile et, malgré un travail acharné, ne donnait que des résultats médiocres. Heureusement, au début de l'année 1944, Rossi trouva un imprimeur, et les deux journaux purent être présentés de façon beaucoup moins imparfaite. C'est alors que tous deux purent remplir pleinement leur rôle. Il s'agissait à la fois :

1° De tenir les universitaires au courant de la répression, de susciter les protestations collectives, les pétitions, les manifestations en faveur des emprisonnés menacés de la déportation ou de l'exécution (nous avons pu ainsi arracher la libération de bon nombre de nos collègues) ;

2° De dénoncer les quelques traîtres cachés dans l'Université et de stigmatiser les lâches (nous nous faisons gloire d'avoir empêché les professeurs et les élèves d'arborer la francisque de Pétain à leur boutonnière et d'avoir arrêté toutes les tentatives pour faire prêter aux universitaires serment de fidélité au traître Pétain) ;

3° De dresser le corps enseignant contre toutes les mesures de Bonnard visant à désorganiser et à détruire notre enseignement, à l'imprégner de l'esprit hitlérien ;

4° D'organiser la résistance aux mesures dites du Service obligatoire du Travail, qui prétendaient envoyer en Allemagne, aux travaux forcés, nos étudiants et nos jeunes collègues ;

5° Et toujours de lutter contre l' « attentisme », cette attitude de lâche résignation qui attendait de nos seuls alliés la libération du sol national et conseillait de ne risquer aucune action civile ou militaire avant le débarquement. Nos journaux exaltaient donc l'activité de sabotage et de combat des francs-tireurs et partisans français (F. T. P. F.) et engageaient professeurs et étudiants à les suivre.

Cette propagande offensive était certes la plus dure à mener parmi le personnel enseignant, assez rebelle par tradition et par métier à ce genre d'activité ; mais elle finit par porter ses fruits. Au printemps et au début de l'été 1944, nous pouvions enregistrer des résultats positifs : ainsi les distributions massives de tracts sur le boulevard Saint-Michel, en mars et avril, sous la protection des groupes d'auto-défense des étudiants parisiens ; ainsi le coup de main de l'Union des Étudiants patriotes qui s'empara par la force, à la Sorbonne, des listes d'étudiants préparés pour le S. T. O., empêchant ainsi la déportation de leurs camarades ; ainsi les attaques des soldats et officiers allemands menées par des professeurs des lycées de Paris, sous la direction d'Allègre, de Guilbert et de Pouilloux, pour récupérer les armes nécessaires à la prochaine insurrection nationale (les F. T. P. F., qui, à ce moment, combattaient *seuls* les nazis à main armée, ne bénéficiaient *jamais* des parachutages d'armes effectués par les avions alliés).

Pour ces multiples tâches, le Comité directeur du Front national universitaire se réunissait alors régulièrement, soit dans quelque laboratoire de la Faculté des sciences ou du Muséum, soit dans l'appartement d'un ami. Il était composé du Dr Henri Wallon, professeur au Collège de France (Hubert dans la clandestinité) ; de Frédéric Joliot-Curie, professeur au Collège de France (Adrien) ; Alfred Jolivet, professeur à la Faculté des Lettres ; Louis Barrabé, professeur à la Faculté des Sciences ; Gabriel Le Bras, professeur à la Faculté de Droit ; le Dr Robert Debré, professeur à la Faculté de Médecine ; René Maublanc, représentant les professeurs de lycée (Lenoir) ; André Voguet, représentant les instituteurs (Jules) ; Pierre Kast, représentant les étudiants (Lemoine) ; René Zazzo, de l'Institut d'orientation professionnelle (Boris), en était le secrétaire. En même temps que du présent, on y discutait de l'avenir, de la future réforme de l'enseignement et surtout de l'organisation du régime provisoire de la Libération, des mesures à prendre pour nettoyer immédiatement l'Université des traîtres vichyssois.

De janvier à août 1944, *L'Université libre*, paraissant deux fois par mois, ne cessa pas de tenir en alerte le personnel enseignant, malgré des difficultés et des dangers qui s'accroissaient avec les râfles, les barrages de police, les alertes aériennes. Le travail, étroitement cloisonné entre des hommes et des femmes qui ne devaient point se connaître, de façon à limiter les dégâts dans

le cas où l'un ou l'autre serait arrêté, était naturellement très lent, et le moindre incident — un rendez-vous manqué par suite d'une alerte aérienne — provoquait parfois des retards considérables avant que le contact pût être repris.

Puisque je fus chargé du journal pendant cette période, je crois utile d'ajouter quelques détails sur ce travail, pour donner une idée de notre vie à ceux qui n'ont pas vécu dans cette atmosphère. Je devais d'abord recueillir des informations et des articles provenant des divers groupements du F. N. U. ; par des rendez-vous dans des rues désertes de Paris, dans des cimetières, dans des parcs de banlieue, etc., je voyais successivement René Zazzo, qui m'apportait les documents de l'enseignement supérieur; Marcel Bonin et Edmond Lablénie (enseignement secondaire) ; J.-F. Rolland (étudiants). Nous ne nous connaissions en général que par des pseudonymes et, naturellement, les papiers que je recevais n'étaient pas signés ; c'est seulement après la Libération que j'ai appris que j'avais reçu et publié ainsi, notamment, des articles de Mario Roques et Albert Dauzat, professeurs au Collège de France; Albert Pauphilet et Charles Bruneau, professeurs à la Sorbonne; Marcel Cohen, directeur d'études à l'École des Hautes-Études; de mes collègues René Clozier, Maurice Thiédot, etc... Je recevais d'autre part régulièrement les listes des universitaires arrêtés ou fusillés telles qu'elles arrivaient au ministère de l'Éducation nationale, où l'inspecteur général Justin Chevaillier et mon ami Henri Legrand (aujourd'hui inspecteur de l'Académie de Paris) les recopiaient pour *L'Université libre*. L'ancien inspecteur de l'Académie de Paris, Gustave Monod, mis à la retraite brutalement par Vichy et qui devait, à la Libération, devenir directeur de l'Enseignement secondaire, me fournissait aussi chaque quinzaine des documents précieux ; son bureau voyait un défilé continuel des résistants de l'Université.

D'autre part, pour accorder l'action du F. N. U. avec celle de l'ensemble du Front national, j'avais fréquemment des entretiens avec le secrétaire général du F. N., Pierre Villon (alors Colbert, puis Laroche) chez une dentiste, où des visites régulières passaient facilement inaperçues. Villon coordonnait notre effort avec celui des divers Comités d'intellectuels du Front national et leurs journaux clandestins : le F. N. des écrivains (*Les Lettres françaises*), le F. N. des médecins (*Le Médecin français*), le F. N. des artistes (*L'Art français*), le F. N. des techniciens (*L'Action*), le F. N. des juristes (*Le Palais libre*), etc...

Je recopiais ensuite, en les condensant, les papiers recueillis (pour éviter qu'en cas d'accident l'écriture ne pût faire retrouver nos collaborateurs), et je faisais un projet de mise en pages pour le journal. Je le donnais à l'instituteur André Voguet, qui, depuis l'automne de 1940, n'avait jamais cessé de militer avec un courage exemplaire et faisait la liaison entre tous les rédacteurs des journaux clandestins du F. N. et l'appareil technique qui se chargeait de les imprimer et de les distribuer. Un courageux ouvrier typographe, Robin, imprimait, au risque de sa vie, *L'Université libre* et *L'École laïque* dans une arrière-boutique, et nos journaux partaient ensuite à travers

la France porter aux professeurs et instituteurs les mots d'ordre de la Résistance. En même temps partaient des tracts tirés au ronéo, comme l'appel : *Debout l'Université !* ou ces *Instructions au personnel des lycées et collèges* que j'avais rédigées dès janvier 1944 pour chasser les traîtres et organiser provisoirement l'administration des établissements d'enseignement, et qui furent appliquées à partir de juin, d'abord en Normandie, puis partout en France, à mesure que le sol était libéré.

***

Tout était donc prêt dans la Résistance universitaire lorsque éclatèrent l'Insurrection nationale et la bataille de Paris. Le 20 août 1944, dans la matinée, les membres du Front national universitaire avec Lablénie, Bonin, Voguet, Zazzo ; ceux du syndicat national des Instituteurs avec Delanoue, Vigueur, Roulon; ceux du syndicat de l'enseignement technique avec René Girard et Ravailhe ; ceux des étudiants avec J.-F. Rolland et la milice des agents des lycées prenaient possession du ministère de l'Éducation nationale, rue de Grenelle. Ils y étaient accueillis par Robert Folliot, chef de bureau au ministère, et les membres du F. N. de l'administration centrale. Une heure après, le Dr Henri Wallon, désigné par le Conseil national de la Résistance comme secrétaire général provisoire, prenait possession de son poste, et j'avais l'honneur de lui servir de chef de cabinet. Immédiatement après avoir, sous la protection des F. F. I., hissé le drapeau tricolore à la porte du ministère, il signait les premières mesures révoquant les traîtres vichyssois et nommant des patriotes aux postes responsables les plus importants.

En même temps, dans les lycées de Paris, les sections du F. N. U., conformément aux instructions reçues, occupaient les établissements et remplaçaient, là où il était nécessaire, les administrateurs indignes.

Tout cela se passait en pleine bataille, en présence des Allemands, qui ne devaient quitter la capitale que cinq jours plus tard, après l'arrivée de la colonne Leclerc et des troupes américaines.

Tandis qu'une partie des membres du F. N. U. s'occupaient ainsi de remettre en ordre l'enseignement, les autres participaient directement au combat : dans les laboratoires du Collège de France et de la Sorbonne, certains fabriquaient les 3 000 bouteilles incendiaires, les 300 ampoules fumigènes, les grenades et les mines, qui furent utilisées contre les tanks nazis, ainsi que le matériel sanitaire. Les milices patriotiques des lycées, des facultés et des écoles combattaient dans toute la ville, tandis que les étudiantes assuraient les liaisons entre les F. T. P. de Seine, Seine-et-Oise et Seine-et-Marne. C'est un assistant au Collège de France, Alain Bussard, qui traversa les lignes allemandes pour aller dans la banlieue sud avertir l'état-major allié de la situation de l'insurrection parisienne. D'autres se battaient dans les rangs des F. T. P., tel ce jeune étudiant J. Roger (commandant Darcourt) qui se couvrit de gloire en prenant d'assaut le réduit nazi de la place de la République; tels ceux qui se sont battus sur les barricades du Quartier Latin, à l'assaut du Luxembourg, au pont de Flandre ou à Belleville.



A ce moment, un formidable élan d'enthousiasme soulevait toute l'Université française. Le mercredi 30 août, 1 330 professeurs, accourus à pied, sous la pluie, de tous les coins de Paris et de la banlieue, acclamaient, dans la cour du ministère, Henri Wallon, secrétaire général provisoire à l'Éducation nationale. Nettoyer l'Université de quelques traîtres qui l'avaient souillée et des lâches qui s'étaient aplatis devant Pétain et Bonnard, reprendre les grandes traditions de libéralisme, de rationalisme et de laïcité de notre enseignement et en chasser tous les relents de l'esprit fasciste, entreprendre une grande réforme démocratique pour permettre à tous les enfants de France, à proportion de leurs seules aptitudes, de recevoir gratuitement une instruction aussi complète que possible et de rendre à leur pays le maximum de services : voilà les principes sur lesquels nous étions tous d'accord. Si aujourd'hui, au deuxième anniversaire de notre Libération, cet idéal n'est point pleinement réalisé et si certaines déceptions se sont marquées, la faute n'en est point aux professeurs et instituteurs qui, pendant quatre ans, dans la France meurtrie, avaient su donner la mesure de leur patriotisme, de leur courage et de leur clairvoyance. S'ils avaient été laissés mieux à même de compléter leur œuvre, ils ne verraient pas, aujourd'hui, relever la tête ceux dont la lâcheté ou la trahison avait failli rayer définitivement la France de la liste des nations vivantes.

Mais l'esprit de résistance de l'Université française, son esprit d'indépendance et de progrès, reste vigilant, et nous savons bien que, tôt ou tard, l'œuvre sera reprise et terminée, pour laquelle nous avons combattu et pour laquelle sont morts les meilleurs d'entre nous.

CHRONIQUE PHILOSOPHIQUE

HENRI LEFEBVRE OU LA PHILOSOPHIE VIVANTE

par JEAN KANAPA

Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de « présenter » au public Henri Lefebvre, comme on présente dans un salon un inconnu aux curieux. Car Henri Lefebvre n'est pas un inconnu. Il n'était déjà pas un inconnu avant la guerre : *La Conscience mystifiée*, l'introduction aux *Morceaux choisis de K. Marx*, les introductions aux *Morceaux choisis de Hegel* et aux *Cahiers de Lénine sur la dialectique de Hegel*, et surtout *Le Matérialisme dialectique* (qui vient d'être réédité), tous ces ouvrages de grande classe avaient déjà placé H. Lefebvre au premier rang des philosophes contemporains. Et à une heure où l'on semble de divers côtés redécouvrir Hegel, il est bon de rappeler notamment que c'est H. Lefebvre qui, *le premier en France*, attira l'attention sur l'importance de la philosophie hegelienne et, plus précisément, sur la nécessité de la connaître pour approfondir ou entreprendre des études matérialistes dialectiques. A cet Henri Lefebvre « d'avant guerre » toute une partie de la jeunesse estudiantine doit d'avoir repris goût à la philosophie, parce qu'il donnait tout naturellement à cette discipline, traditionnellement sèche et stérile, une vie nouvelle, un sang humain, parce que la philosophie telle qu'il la comprenait, on pouvait enfin la *pratiquer*.

Vinrent la guerre, l'occupation, la résistance — à laquelle H. Lefebvre participa ; les nazis français et allemands brûlèrent certains de ses livres, en interdirent d'autres. Henri Lefebvre en écrivit de nouveaux. Et le résultat de l'immense activité intellectuelle qu'il déploya durant cette période s'est traduit en un certain nombre de livres parus depuis la Libération, chacun plus important que les autres, et dont nous voulons parler aujourd'hui.

On a déjà parlé ici de *L'Existentialisme*[1] ; je ne sais si, à propos de ce livre éclatant, écrit d'une plume si alerte qu'on le lit comme on lit le compte rendu d'un procès, il a été suffisamment insisté précisément sur le caractère de *mise en accusation* qu'il présente. Et de mise en accusation, non seulement de l'existentialisme, mais de toute une manière de philosopher, de « faire » de la philosophie. A ce titre, le chapitre où Lefebvre dénonce talentueusement la « nouvelle scolastique » qui corsette la philosophie classique contemporaine (car les existentialistes ont beau proclamer leur système « révolutionnaire », il n'est encore que terriblement classique !), ce chapitre n'est pas le moins important. Et l'existentialisme se vit si bien démonté *dans ses démarches mêmes*, dans son *comportement*, que *Les Temps modernes*, son porte-parole, ne trouvèrent rien d'autre à répliquer que des chicaneries sur des inexactitudes de traduction... Le coup, en vérité, avait porté. Et le succès que reçut ce livre marqua le commencement de la fin pour l'existentialisme. Personne n'osa entamer la discussion avec Lefebvre — et le livre, aujourd'hui, est épuisé chez l'éditeur.

Quelques mois plus tard, les étudiants retrouvent à la devanture de leurs librairies familières *Le Matérialisme dialectique*[1], que les Allemands, pas bêtes, avaient porté sur la liste Otto. Ce petit *résumé* d'une conception du monde et de l'action, tant discutée et si mal connue, était si bien, si intelligemment fait que, de toute la collection de la N. E. P., c'était celui qui s'était le mieux vendu. Comme quoi, *malgré* les limites de l'enseignement universitaire qu'on leur impose, les étudiants savent encore — et assez spontanément — déceler le livre qui peut leur être utile dans leur difficile recherche d'une vérité qu'on leur cache. Aujourd'hui, voilà le livre réédité ; il rendra sûrement les mêmes services qu'il a déjà rendus. C'est qu'il présente un tableau bien ordonné du matérialisme dialectique sous tous ses

1 Éditions du Sagittaire, Paris, 1946. Voir *La Pensée*, n° 11, mars-avril 1947, p. 93.

1. Nouvelle Encyclopédie philosophique, Alcan, Paris, 1947.

aspects et que, déjà, on y trouve le thème sur lequel H. Lefebvre insiste tant aujourd'hui : l'humanisme marxiste, le seul qui puisse valablement être qualifié d'humanisme, le seul qui apporte à l'individu contemporain une méthode de pensée et de vie qui soit en même temps espoir et volonté d'une libération *totale* de l'homme. Certes, H. Lefebvre n'avait pas encore trouvé ce langage clair et aisé qu'il possède maintenant ; certes, la lecture du livre requiert une contention d'esprit parfois pénible ; certes, il est des formules que H. Lefebvre ne reprendrait peut-être pas littéralement s'il réécrivait son ouvrage ; mais il n'en reste pas moins que *Le Matérialisme dialectique*, tel qu'il est (c'est-à-dire *presque* parfait), constitue le meilleur ouvrage de propédeutique au marxisme. A qui veut aborder une étude sérieuse du matérialisme dialectique, à qui veut comprendre la signification et les buts du marxisme, on ne saurait trop recommander de lire ce livre.

Puis, coup sur coup, presque simultanément, paraissent *La Critique de la vie quotidienne* et le *Descartes*. Deux pôles de préoccupations, un même esprit, une même méthode. Deux faces d'une unité, deux illustrations de ce que l'on peut déjà appeler, *en un sens*, la philosophie réalisée.

Descartes[1], c'est bien plus qu'un n^e ouvrage sur le grand pionnier de la philosophie française moderne — et on ne peut que se féliciter de ce qu'il soit venu *après* les nombreuses publications qui ont marqué le 350e anniversaire de la naissance de Descartes : car, de la *méthode* de toutes ces publications (aux mérites et aux défauts différents), il fait une critique fondamentale et constructive. Autrement dit, Henri Lefebvre, en publiant son livre, s'est trouvé dans la situation de celui qui a pu se dire : considérons que la masse de travaux qui ont salué le 350e anniversaire d'un très grand philosophe donne l'occasion de faire le point de la méthode employée jusqu'ici en histoire de la philosophie ; et en même temps que, à notre tour, nous saluerons Descartes et que, pour le mieux saluer, nous ferons renaître sa véritable figure, nous poserons les fondements d'une nouvelle méthode dans cette discipline, jusqu'ici bien confuse et bien éclectique, qu'est l'histoire de la philosophie.

Car il faut bien reconnaître, avec H. Lefebvre, que l'histoire de la philosophie fut, jusqu'ici, chose assez bâtarde et plus soucieuse de révéler les talents éventuels de l'exégète que de vérité *historique*.

Chaque *comingman* qui veut se signaler à l'attention apporte son « point de vue », qui « bouleverse la question »... Ainsi il devient évident que l'histoire de la philosophie, avec ses méthodes habituelles, ne donne plus satisfaction. La confrontation des textes et leur « montage », la critique « interne » des œuvres philosophiques aboutissent à une impasse.

Le seul souci, volontiers affirmé d'ailleurs, des historiens de la philosophie est, en effet, d'*interpréter* leur auteur. Mais, comme le dit Lefebvre :

dès lors que l'historien *interprète*, il ne *connaît* pas. Chacun apporte ses préoccupations contradictoires.

Et terriblement subjectives ! Pour sortir de l'impasse, il faut donc — c'est le seul moyen — trouver un *critère objectif*. Non qu'il faille, pour autant, abandonner l'étude des textes mêmes ; mais il faut les rapporter à autre chose qu'eux-mêmes — et très exactement à l'ensemble du mouvement historique au sein duquel les textes et les idées qu'ils expriment ont pris naisance.

Qu'on ne s'y trompe pas : Lefebvre n'entend pas, par là, faire un simple clin d'œil à une vague théorie tainienne du « milieu ». Ce qu'il veut dire est bien plus précis, bien plus *scientifique*, à savoir que

l'histoire de la philosophie ne peut s'écrire que comme un chapitre d'une histoire générale de la culture, des idées et de la connaissance. Et cette histoire ne peut être qu'une *histoire sociale des idées*, reliée à la *critique sociale des idées*.

Il convient donc — et on comprendra l'importance de l'affirmation, car elle dépasse le domaine de la simple philosophie pour s'adresser à tous les domaines de la culture en général — il convient donc de constituer la *science des idéologies*.

Cela entraîne une conséquence importante : puisque la science des idéologies — et de la philosophie en particulier — aura pour principe et pour méthode de se toujours référer aux conditions historiques *totales* du moment idéologique envisagé, elle sera amenée à exhiber tout naturellement les *contradictions* historiques de ce moment et, loin de s'étonner des contradictions possibles dans l'étude des textes, *reconnaîtra* que ces contradictions permettent seules de *comprendre* le moment idéologique. Bien plus : que ces contradictions *internes* permirent seules, à ce moment, de se dépasser lui-même en une forme plus haute, plus valable, plus *vraie*. Autrement dit, cette science des idéologies est la seule qui puisse expliquer une philosophie et, en même temps, expliquer que cette philosophie qui venait « en son temps », comme on dit, ait pu contenir *en elle-même* son propre dépassement, le développement embryonnaire des moments philosophiques ultérieurs.

---

1. Collection « Grandes Figures », Éditions Hier et Aujourd'hui, Paris, 1947.

De ce que

les conditions objectives de la conscience qui, peu à peu, se hausse au niveau de la pensée rationnelle et de la raison lient son devenir à celui d'une société dans laquelle les contradictions de toutes sortes — mais d'abord les contradictions de classe — s'accentuent,

il faut en arriver à la conclusion que Lefebvre exige comme condition préalable de toute étude d'histoire de la philosophie :

Mais alors, pourquoi ne pas admettre que Descartes et la pensée cartésienne furent *contradictoires* ?... Si la contradiction est à la fois cause et effet — condition et symptôme — de recherches fécondes, de mouvement, pourquoi l'interdire à Descartes ? Pourquoi s'obstiner à introduire dans son œuvre une cohésion illusoire peut-être, et vouloir qu'il n'ait pas été *à la fois* idéaliste et matérialiste, et tantôt l'un, tantôt l'autre, suivant le moment, les conjonctures et même, parfois, suivant les interlocuteurs ?

Il ne faut pas hésiter à dire que ce texte est fondamental ; car on voit tout de suite quel profit il y aurait à effectuer un travail qui s'en inspirerait sur *tous* les moments philosophiques (ou idéologiques) de l'histoire. Et, si l'on pense plus précisément à l'histoire de la philosophie moderne, combien on aimerait lire ce genre d'étude sur Kant — autre moment crucial — et sur Hegel, chez qui toutes les contradictions sont conscientes et utilisées dans leur essence même de contradictions — sauf les siennes propres [1]...

(On doit, d'ailleurs, à la plus élémentaire justice de signaler que cette science des idéologies, inconnue en France jusqu'au *Descartes* de Lefebvre, est déjà bien avancée en Union soviétique. J'ai cité un exemple de ces travaux dans une précédente revue des revues étrangères [2] : l'article de M. Lifshitz sur J.-J. Winckelmann. Chose remarquable, H. Lefebvre, je le sais, n'a jamais eu connaissance de ces travaux, et il faut bien supposer que c'est à sa seule connaissance approfondie du marxisme et à sa parfaite lucidité de dialecticien qu'on doit cette inauguration, en France, d'une méthode d'étude jusqu'ici insoupçonnée.)

Fort de cette méthode, Lefebvre, en un ouvrage que la nouveauté rend passionnant (quel dommage que l'expression « passionnant comme un roman » soit galvaudée : je l'aurais volontiers employée !), fait le tour de tout le cartésianisme, n'oubliant rien, ni la médecine de Descartes, ni sa mécanique, fouille sa métaphysique comme son œuvre scientifique et, toutes contradictions exhibées comme une plaie saine, dessine enfin le vrai visage de Descartes — un grand bonhomme, un grand philosophe, un grand savant — et bien vivant...

Faut-il répéter que le cartésianisme poussiéreux [des universités et des discours de comices agricoles] n'a rien de commun avec l'homme qui naquit voici trois cent cinquante ans, et qui fut, à la fois, prudent et brave ? Et que le *Discours*, ce glaive rouillé, doit être lu en lui restituant sa tranchante et toujours neuve clarté ?

On comprendra qu'un ouvrage, entrepris avec des bases aussi riches, ne peut être résumé. *Restituer* la vérité du cartésianisme, à la suite de Lefebvre, ne peut se faire en quelques pages. Dire ainsi en quel sens « le *Discours* est le manifeste de la bourgeoisie ascendante et libérale », comment le *Traité des passions* « dépasse » le sec schéma du *Cogito* et « arrive à une véritable représentation *sociale* de l'individu », quelle est la signification véritable du Dieu de la métaphysique cartésienne, dire tout cela et bien d'autres choses encore — qui se trouvent dans le livre de H. Lefebvre —, on conçoit bien que cela nous soit impossible ici.

Mais, s'il faut donner un exemple de la façon dont Lefebvre *applique* sa méthode au cartésianisme, qu'il nous soit permis de prendre le sujet *central* de la critique moderne, le thème autour duquel s'ordonnent les positions à l'égard de Descartes : le dilemme « matérialiste ou idéaliste ? » Que dit là-dessus Lefebvre ?

Il est contraire au matérialisme historique et dialectique de prêter à un penseur des problèmes et des solutions qui n'étaient pas de son temps. On reste ainsi dans l'intemporel. Le problème : « ou bien l'idéalisme, ou bien le matérialisme » est très postérieur à Descartes. Nous pouvons et devons supposer que, par rapport à ce problème, — fondamental pour *nous*, — la pensée d'un philosophe du XVIIe siècle restait mal différenciée, contradictoire ; mais non pas déjà sur le plan de la contradiction *consciente*, c'est-à-dire en voie de se résoudre.

...Descartes fut *à la fois* et simultanément matérialiste et idéaliste, dans une confusion — *subjective, pour lui* — qui aboutit à poser le problème *objectivement* dans le développement ultérieur de la philosophie.

C'est dire que le problème « ou bien... ou bien » ne peut se poser *pour* Descartes ; car il ne se pose précisément qu'*à partir de lui.* Et on peut bien supposer que c'est justement parce que le cartésianisme représente un moment dialectique dans toute son essence contradictoire, un moment décisif, un tournant — que H. Lefebvre l'a choisi pour champ privilégié d'application de sa première ébauche d'une science des idéologies.

On ne peut que le répéter : le *Descartes* de H. Lefebvre marquera une date dans l'histoire des études cartésiennes et d'un seul coup renvoie au néant tous ces ouvrages

---

1. H. Lefebvre a déjà ébauché ce travail sur Hegel dans ses introductions aux *Morceaux choisis de Hegel* (N. R. F.) et aux *Cahiers de Lénine sur Hegel* (N. R. F.) (en collaboration avec N. Guterman).
2. *La Pensée*, n° 13, juillet-août 1947, p. 122.

scolaires ou universitaires dont, étudiants, nous faisions notre maigre pâture...

(A côté de lui, il faut bien dire que le *Descartes* de G. Mury[1] fait un peu pâle figure. Il se compose d'une introduction, de textes choisis et de notes-commentaires ; l'introduction n'est certes pas mauvaise, bien qu'elle tombe souvent sous le coup des critiques que Lefebvre adresse aux exégètes « interprétants » ; les notes ne sont pas mauvaises non plus, bien qu'elles soient assez superficielles et, en de rares endroits, erronées ; mais le choix des textes soulèvera l'étonnement : on y trouve tout le *Discours*, toutes les *Méditations* et une bonne partie des *Regulæ* ; sans compter que les extraits des *Regulæ* doublent bien souvent le *Discours*, on ne manquera pas d'être surpris par l'absence *totale* d'extraits du *Traité des passions*, des *Principes* et de la *Correspondance*, tous lieux où Mury aurait pu trouver tant d'indications et de manifestations de cet humanisme dont il fait gloire — à juste titre d'ailleurs — à Descartes. Cette absence *fausse* toute la perspective cartésienne, et je ne lui vois pas de raisons.

Je ne veux d'ailleurs pas dire que le *Descartes* de Mury soit un mauvais livre ; mais il est certain que la publication conjointe de l'ouvrage de Lefebvre lui porte d'autant plus ombrage.)

***

La *Critique de la vie quotidienne*[2] est un événement philosophique non moins important que le *Descartes*, et non moins significatif des soucis humanistes de H. Lefebvre, de sa conception même de l'activité philosophique. Car, si le *Descartes* se situe dans le cadre traditionnel (je parle du cadre, non du contenu) de l'étude philosophique, la *Critique de la vie quotidienne* se place sur un plan totalement original et singulièrement fécond. Avec la *Critique*, c'est, en effet, la philosophie qui cesse de dédaigner le concret et le quotidien, qui vient apporter à l'homme du « commun » — comme on dit assez bêtement — la connaissance, la compréhension de sa situation, de sa vie telle qu'il se la fait et qu'on la lui fait. Le bonheur ? Cessons donc d'en parler en termes d' « école », rengainons lyrisme et ratiocinations métaphysiques : en 1947, il existe une société et des hommes qui, dans cette société, veulent être et sont parfois heureux ; qu'est-ce que cela veut dire ? Telle est la façon dont on doit poser la question — et seule l'analyse matérialiste et dialectique de la situation totale de l'homme moderne peut répondre à la question. Comme à toutes les questions quotidiennes, celles de l'amour, de la liberté, de la vie pour tout dire. Sortie des oubliettes froides des bibliothèques et des monastères universitaires, la philosophie devient *publique*. Et, en même temps, agissante. Car la critique de la vie quotidienne n'est pas seulement connaissance de cette vie, mais aussi et surtout connaissance des moyens de la *transformer*, de façon à en faire une vie quotidienne pleinement humaine, et non plus *aliénée*.

L'aliénation est, en effet, le concept-clé de l'analyse des situations humaines depuis Marx ; et Lefebvre a su la reprendre, la fouiller, en faire la chair même de ses explicitations. Et, si l'aliénation permet de comprendre et de connaître notre condition, elle contient aussi les raisons dialectiques de sa négation ; elle appelle et provoque la transformation de cette condition en une condition *supérieure* où l'aliénation ne soit plus qu'un souvenir — « nécessaire », peut-on dire — le passé. La critique de la vie quotidienne est donc une critique au sens kantien du terme, c'est-à-dire qu'on y pose la question de savoir *à quelles conditions est possible et réalisable une vie quotidienne réellement humaine :*

> L'action définie par le marxisme — transformation du monde réalisée par un parti politique s'efforçant de guider et d'entraîner les grandes masses humaines — tend vers un nouveau type humain. Cet homme nouveau pense, mais pense au niveau du réel, de plain-pied avec le réel.

C'est ainsi que se pose la question du véritable « engagement » et que se dévoile la duperie de l'engagement truqué de nos pédants angoissés.

> Le but... c'est de changer la vie, de recréer lucidement la vie quotidienne. C'est exactement l'inverse du but de la religion, de son essence.
>
> La critique de la vie quotidienne, en dégageant son double aspect négatif ou positif, contribuera à résoudre le problème de la vie.
>
> La culture et la conscience humaine *s'intègrent* toutes les acquisitions de l'histoire et tous les moments dépassés. Par contre, la religion *accumule* toutes les impuissances de l'homme. Elle apporte une critique de la vie ; elle est cette critique elle-même : une critique réactionnaire et destructive. Le marxisme, conscience de l'homme nouveau et nouvelle conscience du monde, apporte une critique efficace, constructive de la vie. Et lui seul !

On ne saura trop gré à H. Lefebvre d'avoir rappelé, contre toutes les idéologies dégradantes de « fuite », de « moments privilégiés », d' « aventure » — que la grandeur de l'homme se trouve dans sa vie quotidienne ; plus exactement dans la lutte qu'il mène lucidement (c'est-à-dire *à partir* d'une connaissance) pour *désaliéner* cette vie, pour se retrouver lui-même, qu'un régime politico-social particulier avait arraché et rendu

1. Collection « A l'Enfant poète », Paris, 1947.
2. Collection « Les Témoins », Éditions Grasset, Paris, 1947.

étranger à lui-même, pour se retrouver homme total et réalisé dans la quotidienneté.

***

De Suisse, nous parvenait encore un important travail de Lefebvre : un *Marx*, dans la collection « Les Classiques de la liberté »[1]. Un choix de textes de Marx sur la question de la liberté, souvent traduits directement ou retraduits par Lefebvre lui-même — et une introduction particulièrement riche, dominée par trois thèmes :

1. La discussion métaphysique, abstraite, sur la Liberté (avec une majuscule) *se manifeste, à l'analyse, comme la contre-partie idéologique de l'asservissement réel* et *l'idée abstraite de la Liberté a toujours servi concrètement d'arme dans la lutte* contre le mouvement *réel* de libération humaine, et notamment contre tout effort des masses pour se libérer de l'exploitation économique.

2. C'est Hegel qui, le premier (et pour des raisons historiques) sut voir que la liberté *n'était pas*, mais *devenait* — que l'homme *n'était pas* libre, mais qu'il *devenait* libre. Seulement, cette découverte de la dialectique de la liberté reste entachée, chez Hegel, d'un idéalisme qui maintient encore la liberté à un niveau non humain, sur un plan idéal, abstrait.

3. *Le marxisme* (enfin) *est une philosophie pratique de la liberté.* Lui seul — Lefebvre le montre de façon très serrée — fait de la liberté autre chose qu'un mythe, autre chose qu'un mot consolateur ; lui seul en fait une dialectique historique et concrète, une action pratique. Le marxisme, en effet, ne conçoit d'autre liberté que la *libération*, c'est-à-dire la suppression de l'aliénation (du côté du sujet) *par* la suppression de l'exploitation (du côté objectif ou historique). La liberté, pour le marxisme, c'est la réalisation des « possibilités réelles » de l'homme.

On pourra donc bien venir nous chanter, comme Bergson l'a fait, comme les existentialistes le font aujourd'hui, que nous sommes *déjà* libres. Lefebvre nous donne le moyen de répondre :

> Aujourd'hui, beaucoup d'hommes ne sentent pas plus leur asservissement que la pression de l'air sur leur corps. L'asservissement est en eux. Pour obtenir d'eux cette acceptation, les maîtres leur ont fait croire qu'ils sont libres, *déjà* libres ! — comme autrefois ils persuadaient aux esclaves qu'ils l'étaient de toute éternité [voir les stoïciens]. Les moyens de domination de l'homme sur l'homme et l'exploitation de l'homme par l'homme ont changé ! Le fait demeure.

1. Éditions des Trois-Collines, Genève-Paris, 1947.

Et il appartient au marxisme de dénoncer ce fait et de promouvoir la libération réelle, historique et collective, de l'homme.

***

Quand on lira ces lignes, H. Lefebvre aura sans doute déjà prononcé à la Sorbonne sa conférence sur l'*Apport du marxisme à l'enseignement philosophique.* Il aura, en même temps, présenté son dernier livre, le plus important peut-être, celui qui suscitera le plus de louanges et de critiques — et surtout la plus grande émulation de travail collectif, constructif, sur l'ensemble de la philosophie.

Ce livre, c'est le premier tome d'une œuvre monumentale : *A la lumière du matérialisme dialectique*, sorte de traité général de philosophie marxiste où tous les problèmes philosophiques, toutes les questions, tous les détails doivent être envisagés. Le tome I s'intitule : *Théorie de la connaissance, logique formelle et logique dialectique*[1].

Qu'on ne s'y trompe pas : il ne s'agit pas d'un ouvrage fondamentalement polémique, « partisan » (on emploie le mot péjorativement d'habitude — je me demande d'ailleurs pourquoi), ou même aveugle, hanté, obsédé par un marxisme à courte vue, dogmatique et unilatéral. Il ne s'agit pas d'un traité inutilisable par l'universitaire parce que trop « dangereux » à citer devant l'examinateur. Au contraire, la *Logique formelle et logique dialectique* se présente comme un travail volontairement universitaire, délibérément utilisable (et avec quel profit !) par quiconque. Sa composition, sa présentation font un peu penser au *Traité de Logique*, bien vieilli, de Goblot — quant au contenu, c'est une autre affaire ! Ou plutôt, c'est affaire de rajeunissement ; car il s'agit avant tout — et H. Lefebvre insiste à juste titre sur ce point — de mettre au point, de mettre à jour la philosophie traditionnelle, de la rajeunir par l'apport, qu'il faudra quand même bien se décider à reconnaître, du matérialisme dialectique.

Et puisque les limites de cette chronique m'empêchent d'analyser sérieusement l'ouvrage lui-même (j'ai d'ailleurs l'intention d'y revenir), je ne saurais mieux faire que citer H. Lefebvre à cet égard :

> Le *Dictionnaire philosophique* de M. Lalande (encore en usage actuellement dans les lycées et les facultés) ne contient pas la moindre allusion au « matérialisme dialectique ». L'évolution si caractéristique et si importante du mot « dialectique » ne s'y trouve même pas mentionnée ; le mot reste pris dans sa signification antique (art

1. Éditions sociales, Paris, 1947.

e la discussion, activité toute subjective de
ı pensée qui confronte les thèses contradic-
oires).

Pour que le matérialisme dialectique soit en
rance « reconnu » — comme disent les diplo-
ıates — et admis parmi les grands courants de
ı pensée moderne, il a fallu attendre l'*Encyclo-
édie française*. Dans le tome I de cette publica-
on, par ailleurs d'un éclectisme bâtard, M. Rey
onsacra au matérialisme dialectique une page
laire et assez bien informée.

A peu près à la même époque, c'est-à-dire peu
vant la guerre de 1939-1945, M. Jean Wahl se figu-
ait encore qu'il pouvait « exécuter » cette ten-
ance philosophique et scientifique en un bref
etit poème satirique (paru dans l'ex-*Nouvelle
Revue française*...).

Cette situation s'explique assez bien. La résis-
ance, s'il est permis d'employer ici ce mot, de la
hilosophie établie à toutes les innovations est
n fait assez connu. Einstein dans le domaine
cientifique, Freud en psychologie et bien
'autres en ont fait l'expérience parfois pénible.
ans le cas du matérialisme dialectique, l'inertie
aturelle de la scolastique moderne s'est renforcée
'autres motifs, plus profonds encore, auxquels on
e garde bien de faire allusion ; la philosophie
tablie se montre — en toute sincérité, en toute
onne conscience — l'expression et la gardienne
e l'ordre établi, c'est-à-dire du désordre congé-
ital d'une certaine structure sociale, le capita-
sme.

Pour beaucoup de penseurs plus ou moins offi-
iels, une action subversive, celle des « meneurs »
u « politiciens » du marxisme, se revêt d'idéolo-
ies, de mythes, de travestissements philoso-
hiques, qui n'ont aucun rapport rationnel avec
ette action...

Parmi les conditions qui permettent les ma-
œuvres idéologiques et les mystifications, il faut
ıettre l'absence de tout exposé du matérialisme
ialectique *dans son ensemble*, en tant que concep-
ion du monde s'efforçant vers l'expression totale
e la réalité.

Cette méthode dialectique n'est pas un phéno-
ıène intellectuel de plus, un fait de culture parmi
ant d'autres, qui viendrait s'ajouter aux autres
t encombrer un peu plus une culture déjà pas-
ablement compliquée. Elle vient mettre de l'ordre,
lésencombrer et organiser la conscience du monde
t de l'homme.

Elle n'est pas une méthode dont le domaine
l'application se restreindrait à l'action politique
u à la science économico-sociale.

La méthode dialectique s'applique à la vie et à
'art : à la vie individuelle et quotidienne comme
ı la vie esthétique la plus subtile. Sans perdre de
ue le fondement solide de l'être humain dans la
ıature et la pratique (dans la vie économique
t sociale) — plus exactement parce qu'elle ne perd
amais de vue ce fondement — la méthode du ma-
érialisme dialectique apporte l'ordre et la clarté
lans les domaines les plus éloignés de la pratique
mmédiate et de l'action. Ainsi, et ainsi seulement,
lle peut devenir la « nouvelle conscience du
nonde » et la « conscience de l'homme nouveau »,
n reliant la lucidité de l'individu et l'universalité
ationnelle.

La présente série d'études sur le *Matérialisme
lialectique* s'efforce de combler une lacune et de
présenter dans toute son ampleur la conception
dialectique du monde — et dans toute son
efficacité la méthode dialectique. Elle part des
problèmes posés par la théorie de la connais-
sance et par la logique pour aboutir aux pro-
blèmes de l'esthétique.

Le tome I détermine les rapports exacts entre
la logique formelle et la logique dialectique.

Le tome II examine les questions posées par
la méthodologie des sciences spécialisées...

Le tome III contiendra une histoire de la dialec-
tique, du matérialisme et du matérialisme dialec-
tique, d'Héraclite à nos jours...

Le tome IV déterminera d'abord avec précision
les rapports du *matérialisme historique* et du *maté-
rialisme dialectique*. Ensuite, et surtout, il mon-
trera l'application détaillée de la méthode à la
sociologie scientifique moderne...

Le tome V développera les thèmes de l'huma-
nisme concret... Il déterminera l'idée de l'*homme
total*.

Le tome VI sera consacré à l'examen des ques-
tions complexes que soulève la morale...

Le tome VII s'efforcera de déterminer la struc-
ture concrète de l'individualité...

Enfin le tome VIII donnera les grandes lignes
d'une esthétique...

D'un tel ouvrage, il doit être bien entendu qu'il
ne représente qu'une tentative individuelle dans
le cadre général d'un grand mouvement de pensée
et d'action.

Œuvre individuelle, il en aura les avantages et
les inconvénients : audacieux et peut-être même
novateur sur certains points, inévitablement défi-
cient sur certains autres.

S'il soulevait assez de critiques pour qu'elles
exigent un approfondissement ou un élargisse-
ment des thèses — si quelque jour prochain cet
essai sur le *Matérialisme dialectique* pouvait se
transformer en un plus vaste travail collectif —
il aurait atteint son but !

Ce tome I s'achève sur une note de vic-
toire et d'espoir, justifiée amplement par le
contenu même du livre :

> La méthode dialectique se révèle ainsi, à la fois, *rigoureuse*... et la plus *féconde*, capable de détecter tous les aspects des choses, y compris les aspects par où les choses sont « vulnérables à l'action ».

Ainsi, une fois de plus, dans cet ouvrage
didactique, sans complaisance (modéré-
ment aride, d'ailleurs ; et à le lire, on mesure
tout le progrès qu'a effectué Lefebvre dans
la clarté de son exposition depuis son petit
Matérialisme dialectique), Lefebvre manifeste
son souci le plus intense — pour nous, le
plus noble — : celui de l'humanisme en
acte, celui du combat humain contre les
forces oppressives (naturelles ou sociales),
celui de la conquête de l'homme par l'homme
lui-même.

Que la logique elle-même, traditionnelle-
ment considérée comme détachée du concret,
stérile et inhumaine, soit brusquement rame-
née à la vie, et à la vie riche, mouvante et
féconde, par H. Lefebvre, nous justifie sans
doute assez de le considérer comme le pro-
moteur le plus lucide aujourd'hui de la
philosophie vivante.

***

P.-S. — Je signale, pour terminer, une très belle réédition des *Études philosophiques*, de Marx et Engels[1], qui comprennent, notamment, *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande* de Engels, les *Thèses sur Feuerbach* et la *Contribution à l'histoire du matérialisme français*, de Marx, et des lettres, trop souvent négligées, et pourtant bien instructives. Un très bon index et une présentation agréable font de ces *Études philosophiques* un livre utile et précieux, auquel on se reportera souvent.

1. Éditions sociales, Paris, 1947.

CHRONIQUE PÉDAGOGIQUE

RÉFLEXIONS SUR UNE COMPOSITION DE SCIENCES

par Francis HALBWACHS

Il est bien connu que c'est un destin misérable de se trouver, par un jour de grosse chaleur, en face d'un paquet de quelques cent cinquante copies de bachot à corriger.

Parmi les infortunés correcteurs, tous ne se rendent peut-être pas compte de l'intérêt et de la portée de l'exploration qu'ils vont entreprendre dans l'univers intellectuel de la jeunesse dite cultivée. Mais ceux qui en sont conscients doivent souvent, quand la dernière note à l'encre rouge a séché sur la dernière copie, n'éprouver aucun soulagement devant la corvée finie, aucune satisfaction devant le devoir accompli, mais ressentir plutôt un grand découragement. Car cet univers intellectuel, c'est nous qui le façonnons, c'est lui qui donne sa signification à notre métier, qui justifie notre existence. Et il est assez amer de constater soudain qu'on a une existence si mal justifiée.

Voici, quant à moi, mon rapport d'exploration sur l'image du monde physique dans la tête de la jeunesse studieuse de nos lycées. Je précise qu'il s'agit de la classe de philo-lettres, c'est-à-dire, d'une part, de la catégorie la plus nombreuse de candidats ; d'autre part, de jeunes gens qui mettent le point final à leur éducation scientifique, qu'ils n'auront plus, une fois bacheliers, l'occasion de compléter systématiquement ; enfin de « littéraires » pour qui les études scientifiques ont été matière à culture entièrement désintéressée, sans aucune arrière-pensée utilitaire. Il faut ajouter que trop souvent, par un parti pris absurde, ces « littéraires » se désintéressent systématiquement des études scientifiques.



La première constatation qui saute aux yeux, c'est qu'il y a, dans l'univers des candidats, une cloison absolument étanche entre les notions acquises en classe et la réalité de tous les jours, la connaissance pratique du monde physique que possèdent forcément des jeunes gens qui savent monter à bicyclette, surveiller un grille-pain, régler un poste de T. S. F., souvent conduire une auto, et qui, lorsque leur mère les envoie chercher l'huile pour la salade, savent fort bien ne pas rapporter la bouteille d'esprit de sel. Ainsi, il fallait, dans une des « applications numériques », calculer le temps nécessaire pour faire bouillir un litre d'eau à l'aide d'une bouilloire électrique fonctionnant dans des conditions tout à fait courantes. Or les candidats étaient guettés par deux erreurs classiques d'unités qui donnaient respectivement comme résultats 0,3 secondes ou 10 heures ! Bien entendu, un nombre respectable d'entre eux sont tombés dans le panneau, — il est humain de faire des erreurs, — mais, fait remarquable, ces résultats absurdes sont énoncés par tous avec une splendide assurance, souvent encadrés, sans qu'aucun signe graphique vienne témoigner d'une hésitation ou d'une surprise. De même une bonne dizaine de copies débutent par cette phrase : le benzène, ou benzine, est un gaz incolore ! Encore une fois, il s'agit là d'erreurs tout à fait courantes et sans réelle gravité, tant qu'on se cantonne à l'intérieur de l'univers physique clos des candidats. Confondre certaines propriétés des corps

étudiés respectivement aux chapitres « benzène » et « éthylène », porter dans une formule le diamètre d'un fil au lieu de l'aire de sa section, ou prendre des microhmcentimètres pour des ohm-centimètres, ce ne sont pas là cas pendables. C'est *par référence au monde réel*, où l'on dégraisse des pantalons et où l'on fait cuire des œufs à la coque, que l'énormité éclate. Mais c'est justement cette référence au monde réel qui manque complètement aux candidats. On sent très nettement que, pour eux, la physique scolaire constitue un monde séparé, abstrait, structuré par les titres des chapitres de l'aide-mémoire, obéissant à sa logique propre, qui est un pur mécanisme déductif, possédant un type spécial de beauté intrinsèque qui tient justement à ce mécanisme, mais constituant au fond une immense absurdité, dans la mesure où est absurde ce qui ne se rattache à rien dans le monde réel. Comme les mystérieux impératifs du programme les forcent à se fourrer dans la tête ce grimoire insane, ils l'ingurgiteront plus ou moins consciencieusement, mais, une fois l'examen passé, ils l'oublieront aussi complètement que possible, tant ils sont persuadés que cela ne peut leur servir à rien.

***

Ce caractère abstrait de la représentation est encore plus frappant dans l'exposé des réactions de la chimie organique, car là il est absolument général. Je relève par exemple cette phrase typique : « Pour transformer l'acide benzène-sulfonique en phénol, il suffit... » — on s'attend à : faire agir tel réactif dans telles conditions (ici, la soude caustique en fusion) ; non, vous n'y êtes pas — « ... il suffit de remplacer le groupement SO^3H par le groupement OH » ! De même, les réactions d'addition et de substitution du chlore sur le benzène sont, dans la très grande majorité des copies, caractérisées exclusivement par leurs équations. On oublie généralement de préciser ce qu'il faut faire *en pratique* pour qu'il y ait addition (action de la lumière solaire sur un mélange de chlore et de vapeur de benzène) ou substitution (courant de chlore dans du benzène liquide contenant de l'iode ou du chlorure de fer). Les corps chimiques ne sont pas des produits matériels possédant une couleur, une odeur, une saveur, ils sont des symboles, des formules. Les réactions ne sont pas des transformations concrètes ayant lieu en milieu gazeux ou en solution, à chaud, sous pression, ou moyennant un catalyseur, et s'accompagnant de précipitations, d'explosions, d'effervescences, elles sont des équations obéissant à une algèbre déterminée. Les outils du chimiste ne sont pas des fours, des éprouvettes, des cornues, des réfrigérants, mais quelque chose comme de petites pinces à l'aide desquelles il peut à volonté accrocher les atomes de chlore à telle ou telle place. Que dis-je, il suffit d'un torchon pour effacer les H au coin de l'hexagone tracé au tableau et d'un bâton de craie pour inscrire des Cl à la place.

***

A quoi tient cette déformation pythagoricienne de la pensée des élèves ? A ce que l'enseignement qu'on leur donne est insuffisamment exprimental ? Je ne crois pas, bien que la chimie organique soit assez pauvre en expériences spectaculaires. Mais il est bien connu que les élèves ne retiennent rien des expériences qu'on a exécutées devant eux et leur substituent aussitôt dans leur mémoire les figures statiques et incolores de leurs manuels. En somme, ils ne *voient* pas les expériences, même quand on leur met le nez dessus. Cette année, une de mes élèves a reçu dans la figure l'explosion d'un flacon d'acétylène qui avait accidentellement été mis en contact avec du chlore. Grosse émotion dans la classe, consultation d'un docteur, soins pour une brûlure à la cornée, etc... Comme expérience frappante, on ne pouvait faire mieux, et, pour ma part, je ne risque pas de l'oublier de sitôt. Or, cette même élève, — ainsi que la majorité de ses compagnes, — m'a décrit un peu plus tard dans une composition écrite la réaction *lente* du chlore sur l'acétylène sous l'influence de la lumière solaire, substituant à l'expérience de ses démêlés personnels avec ces gaz son intuition abstraite des réactions géné-

rales du chlore en chimie organique.

Il y a donc autre chose. Il y a l'état d'esprit général d'un enseignement à tendance idéaliste, pour qui les études littéraires par excellence sont les humanités gréco-latines, et pour qui la reine des sciences est la mathématique, pour qui, par conséquent, seul importe en physique et en chimie ce qui peut être nathématisé, ce qui est quantitatif et se prête au calcul. D'où l'importance donnée dans les examens aux problèmes et applications numériques, qui force souvent le professeur à dénaturer complètement l'aspect de ces sciences, à en faire des sciences de symboles, des sciences de raisonnement. Cet état d'esprit, soit tendance spontanée, soit nfluence des principes généraux de 'enseignement, est devenu naturel aux élèves. Dans une leçon, ils oublient nstantanément tout ce qui est descriptif, qualitatif et pratique, c'est-à-dire tout ce qui est concret. Seuls méritent d'être retenus et reportés sur une copie la déduction logique des lois, la démonstration *more geometrico*, l'algèbre des formules, tout ce qui leur rappelle leur cours de mathématiques, avec son affectation de généralité, son souci de rigueur absolue. Cette royauté de l'abstraction mathématique, qui s'exerce principalement à travers les problèmes des concours d'entrée aux grandes écoles, déforme de proche en proche tout l'enseignement scientifique et réduit les sciences de la réalité à n'être plus que des domaines d'application des procédés mathématiques, des sciences mineures. Du reste, elles sont peu à peu évincées. On ne les enseigne plus comme matières d'écrit dans aucune des premières A, B ou C) de nos lycées. Elles sont simples matières d'option facultative dans les premières modernes des collèges et ne sont plus obligatoires à l'écrit de la première partie que pour le baccalauréat technique. De plus en plus s'affirme cette ultime conception de la culture bourgeoise : l'intelligence est une faculté une et indivisible, qu'on peut former indifféremment au contact de n'importe quelle discipline — la préférence étant donnée, pour des raisons d'économie de pensée, aux plus pures, aux plus abstraites, grammaire ou algèbre —, et qu'on pourra ensuite appliquer avec succès à n'importe quel autre domaine de la connaissance, physique, sciences naturelles, politique, etc...

***

Mais mes copies m'ont encore appris autre chose. C'est que l'enseignement donné dans cet état d'esprit manque même le but qu'il s'est fixé : former la faculté de raisonner correctement. Qu'on en juge. La question de physique était ainsi posée : loi de Joule, résistance. On sait que la quantité de chaleur dégagée par un courant dans un conducteur (effet Joule) est proportionnelle au temps de passage du courant et au carré de son intensité, et qu'elle dépend en outre du conducteur. Certains conducteurs s'échauffent beaucoup, d'autres s'échauffent peu dans les mêmes conditions. Les premiers sont dits très résistants, les seconds peu résistants. On fait apparaître ainsi une propriété nouvelle des conducteurs, la résistance, qu'on pose *par définition* proportionnelle au dégagement de chaleur, toutes choses étant égales d'ailleurs. Or, dans la presque unanimité des copies, les candidats décrivent trois séries d'expériences avec schémas et tableaux de résultats à l'appui. Dans les deux premières, le dégagement de chaleur est comparé aux indications d'un chronomètre, puis d'un ampèremètre, ce qui est juste. Mais, dans la troisième, on branche successivement différents conducteurs de résistances connues, et on « constate » que les dégagements de chaleur sont proportionnels à ces résistances. Ce qui est idiot, puisque, théoriquement tout au moins, ces résistances ont été étalonnées par la mesure de leurs dégagements de chaleur, si bien qu'on croit découvrir une loi expérimentale, alors qu'en réalité on retrouve dans le phénomène précisément ce qu'on y avait mis à l'avance. Cette incapacité de distinguer entre un fait d'expérience qui nous est imposé par la nature et une relation conventionnelle que nous décrétons nous-même arbitrairement est tout à fait typique.

Le professeur Hogben d'Aberdeen écrit quelque part, pour caractériser le niveau de pensée des premiers mathéma-

ticiens grecs, qu'ils ne distinguaient pas nettement l'une de l'autre les deux propositions : 13 est un nombre premier, et 13 est un nombre néfaste. Nos bacheliers n'ont pas une notion beaucoup plus claire et plus scientifique des choses quand ils énoncent côte à côte et avec la même valeur les deux lois : l'effet Joule est proportionnel au carré de l'intensité, et l'effet Joule est proportionnel à la résistance.

Du reste, bon nombre d'entre eux mettent le cercle vicieux encore mieux en évidence. Après avoir présenté la loi comme résultant de l'expérience, et comme l'énoncé leur impose de préciser la notion de résistance, ils posent la question : mais qu'est-ce que la résistance ? et ils répondent sans hésiter : la résistance est une propriété qui caractérise le dégagement de chaleur et qui lui est proportionnelle. Ils ne s'aperçoivent pas que cette définition enlève toute valeur à leur expérience.

Je sais bien que certains manuels — en particulier le manuel d'Ève à qui on peut faire bien d'autres reproches, mais qu'adoptent beaucoup de professeurs et surtout d'élèves par un goût blâmable du moindre effort — définissent d'abord la résistance indépendamment de l'effet Joule par une démarche abstraite — d'ailleurs tout à fait inintelligible pour les élèves, car aucun de ceux qui se sont essayés à me l'exposer n'y est parvenu. Ils peuvent ensuite sans tautologie parler d'une « loi » expérimentale de proportionnalité de l'effet Joule à la résistance, et les copies de beaucoup de mes candidats représentent certainement un compromis entre cette méthode qu'ils ont trouvée exposée dans leurs livres et la méthode classique formellement imposée par le programme et sans doute suivie par leurs professeurs. Mais ce compromis reste entaché d'une essentielle erreur de logique et dénote chez les élèves de graves lacunes dans l'art de raisonner. Leur cours de géométrie leur a irrémédiablement embrouillé les idées, avec ses théorèmes directs et réciproques, ses conditions nécessaires et suffisantes, et ils ont tellement pris l'habitude d'avoir affaire à des démonstrations qui peuvent se prendre indifféremment par les deux bouts, la conclusion devenant hypothèse et l'hypothèse conclusion, qu'ils ont pensé que c'était la même chose en physique. Et si, par distraction, ils ont pris la question par les deux bouts *à la fois*, il ne faut pas trop leur en vouloir, d'autant plus qu'ils ont d'illustres modèles dans les grands axiomatistes modernes, les Peano, les Russell, les Hilbert, qui ont entrepris de bâtir tout l'édifice des mathématiques précisément par cette méthode, la méthode du serpent qui se mord la queue. Il est bien plus grave qu'ils n'aient pas compris qu'en physique on n'a plus le choix, il est imposé de commencer toujours par le même bout : celui où il y a une expérience ; car ici on étudie la réalité même et non les conséquences logiques de certaines hypothèses arbitraires.

***

Je crois, en conclusion, qu'il y a lieu de réagir contre la place exorbitante donnée aux mathématiques dans notre enseignement scientifique. Non qu'on doive négliger cette branche essentielle du savoir, mais on a coutume de la parer d'un prestige et d'une supériorité qu'elle ne mérite pas et d'édifier à son image les sciences de la nature, d'en faire le modèle canonique de toute connaissance. On en arrive, sur le plan philosophique, à fausser complètement dans l'esprit des élèves le sens de la vérité scientifique — la démonstration passant avant l'expérience et apportant une certitude plus noble et plus haute — c'est-à-dire, en dernière analyse, à leur faire voir le monde à l'envers.

Mais précisément le monde social où nous vivons n'est-il pas un monde à l'envers ? Et comment l'école n'y serait-elle pas détachée de la vie, la théorie de la pratique ? Il faut remettre la société à l'endroit pour redresser l'enseignement, et le monde de l'activité, la pratique ne retrouvera ses droits qu'avec l'avènement de la classe ouvrière. Les mathématiques elles-mêmes ont les plus beaux résultats à attendre d'une telle transformation.

CHRONIQUE PAYSANNE

TROIS PROBLÈMES DE LA VIE RURALE

par Robert RIVIÈRE

Il n'entre ni dans mes intentions, ni dans mes possibilités, de traiter dans le cadre d'un court article l'ensemble du problème paysan. Mais, au cours de mes vacances, j'ai eu l'occasion d'entendre discuter en ma présence de trois faits intéressant le monde rural. J'ai cru utile de présenter ces faits aux lecteurs de *La Pensée*, tout en signalant que les explications ou commentaires ne sont pas de moi, mais constituent la synthèse des opinions exprimées par les paysans eux-mêmes ou par des gens vivant depuis longtemps à la campagne. Il n'y a pas lieu d'en tirer une conclusion générale, mais on peut y trouver l'explication de traits de la vie paysanne qui choquent fort le citadin (surtout à l'heure présente) et qui contribuent à consolider la légende du « cul-terreux » avide d'argent, avare, égoïste et indifférent aux souffrances d'autrui. Qu'une telle représentation du cultivateur français soit fausse ne me paraît plus à démontrer ; qu'elle soit encore admise comme vraie par beaucoup est malheureusement exact et ne sert qu'à creuser davantage le fossé artificiel qui sépare villes et campagnes.

Les faits que je rapporte sont d'ordre strictement local. Ils ont été constatés dans le département du Lot, dans sa partie sud plus précisément. Ces précisions géographiques me semblent avoir leur importance, tout comme il me paraît utile d'ajouter que les cultivateurs de la contrée, tous ou presque tous petits propriétaires, pratiquent la polyculture sur des étendues réduites qui ne permettent pas d'édifier de grosses fortunes. Avant la guerre, ils vivaient rudement au prix de beaucoup de travail. La vie de chaque jour était assurée, mais l'exploitant ne pouvait guère espérer réunir assez d'argent pour se livrer à de grosses dépenses afin d'améliorer son habitation ou son exploitation. D'autre part, l'extrême morcellement du sol (un remembrement s'imposerait) ne permettait que rarement d'envisager la motorisation. Les procédés de culture restaient archaïques, et le citadin en vacances trouvait son compatriote paysan fort arriéré.

***

En juillet 1947, le citadin habitué (si l'on peut dire) au pain jaune ne pouvait qu'être désagréablement surpris en constatant que, dans le moindre petit village, tout le monde se nourrissait de pain blanc. Et le malheureux de se dire qu'il y avait là un bel exemple de l'égoïsme paysan qui se manifestait une fois de plus, laissant les villes se repaître de maïs, alors que des stocks de blé devaient se trouver dans tous les greniers. Cela pouvait paraître évident, et pourtant c'était faux. La récolte de blé avait été, en 1946, dans le Lot comme partout ailleurs, fort belle, aussi belle qu'elle pouvait l'être sur des plateaux calcaires qui ne constituent pas une région bien fertile. Avant la guerre, le froment n'y était cultivé que pour les besoins familiaux ; payé à un prix dérisoire, sa culture a reculé, faisant place au maïs plus avantageux et surtout au tabac. Il y a donc du blé, mais en petite quantité, et le département, bien qu'exclusivement rural, a de tout temps été déficitaire. Quand se manifestèrent les premiers symptômes de la crise du blé (ou plutôt quand elle devint si aiguë que le gouvernement ne pouvait plus fermer les yeux), préfet, parlementaires et notabilités locales prirent immédiatement la direction de la collecte

en faveur des citadins menacés par la disette. Cet appel à la solidarité ne fut pas vain, comme avaient pu le craindre certains. Le blé fut livré, chaque village semblait même mettre un point d'honneur à en livrer le plus possible, et le préfet ne cessait de distribuer des félicitations aux communes animées d'une louable émulation... Et après ? Après, ce fut très simple : les boulangers des communes rurales ne reçurent plus un gramme de farine, ni blanche, ni jaune, ni grise... Les campagnes étaient laissées sans pain par une administration qui semblait dire : « Débrouillez-vous ! ». Les ruraux se sont débrouillés ; ils ont refait pour eux la collecte, et le blé ainsi recueilli, écrasé aux moulins de village, hors de tout contrôle, s'est transformé en beau pain blanc.

Il est facile de parler d'égoïsme ; mais le brillant succès de la première collecte, au cours de laquelle les producteurs ont livré du grain qu'ils eussent pu garder, montre qu'il ne s'agit pas de cela. Néanmoins, on peut faire là deux constatations qui seront deux condamnations. D'abord, condamnation de la politique générale du blé, car celui que les paysans ont recueilli pour eux au cours de la seconde collecte semi-clandestine avait été conservé pour les besoins de la ferme (nourriture des volailles, des jeunes bestiaux), non par manque de sens civique, mais parce qu'il n'est pas un homme qui consentira à se démunir d'une céréale, utile à son bétail, au prix de 1 000 francs le quintal pour la remplacer ensuite par du maïs, qu'il faudra acheter 4 000 francs le quintal, ou par de l'orge tout aussi coûteux. Quand un gouvernement trouve normales des absurdités aussi évidentes, il ne doit pas s'étonner que les producteurs se refusent à sacrifier 3 000 francs par quintal de céréales pour atténuer les résultats catastrophiques de la politique de son ministre de l'Agriculture. Deuxième condamnation, celle de l'administration. Il est insensé que personne n'ait songé que certains paysans avaient pu se démunir complètement de blé (c'est arrivé) ou que l'on oublie qu'il y avait dans les campagnes des non-producteurs (fonctionnaires, retraités, commerçants) qui allaient se trouver du jour au lendemain dans l'impossibilité de se procurer du pain. Il fallait pourtant nourrir ces gens, qui, sans l'élan de solidarité locale qui a alors joué, auraient attendu la prochaine récolte pour retrouver le goût du pain. Et n'y a-t-il pas là un bel encouragement à la fraude, à la dissimulation ? « Il faut choisir, semble dire l'administration : ou vous livrez votre blé intégralement et nous vous privons de pain, où vous le gardez, et alors nous fermerons les yeux sur son utilisation. » Si le paysan livre de moins en moins à l'avenir, pouvons-nous vraiment lui donner tous les torts ?

***

Le niveau élevé des prix agricoles est un argument facile pour les démagogues. C'est un fait incontestable qui fournit une base solide à toute une littérature qui, mettant tout le monde dans le même sac, fait de tous les paysans indistinctement les grands responsables de la vie chère. Tout n'est pas faux dans une telle argumentation, et il est malheureusement trop exact que, dans les statistiques, les produits agricoles (à l'exception du blé) figurent avec un coefficient d'augmentation supérieur à celui des produits industriels. Mais il serait peut-être bon de ne pas oublier que l'ensemble de la paysannerie se divise en deux catégories bien distinctes : d'une part, les grands propriétaires disposant de capitaux considérables, de moyens de production modernes et rationnels et capables de lancer sur le marché d'énormes quantités de marchandises ; d'autre part, les petits exploitants sans argent jusqu'à ces dernières années, au matériel archaïque, à la production peu abondante. Les premiers ont pris la bonne habitude de se poser en défenseurs de l'ensemble du monde rural et de justifier, par la nécessité d'assurer un bénéfice aux petits producteurs, dont les prix de revient sont élevés, les cours astronomiques qu'ils imposent, aidés en cela par le manque de devises qui interdit les importations massives qui pourraient provoquer la baisse. Il faut aussi parler des intermédiaires, qui ont tout intérêt à acheter cher pour légitimer leurs gros bénéfices, et dont la solidarité a tué sans rémission cette fameuse concurrence, pierre angulaire de tout

système d'économie libérale. Il s'est ainsi constitué une féodalité de grands propriétaires spécialisés dans certaines productions, peu nombreux mais puissants, et de collecteurs, intermédiaires, trafiquants divers, nombreux et solidaires ; et tous ont su porter le cours des produits agricoles à un niveau élevé et les y maintenir au nom de la défense de la paysannerie.

Je ne citerai que deux exemples. Dans un village que je connais bien, la douzaine d'œufs se vendait en juillet 140 francs en moyenne (contre 10 francs à la même période de 1940). Or, les producteurs reconnaissent que le prix de revient est environ de 70 francs. Le bénéfice est coquet. Ce sont les ramasseurs qui font le cours, en fonction des volontés des grands aviculteurs qui imposent leurs tarifs et les appuient en lançant sur le marché des milliers d'œufs chaque semaine, alors que la fermière n'en a que quelques douzaines, quantité tout à fait insuffisante pour amener une baisse. Ajoutez à cela l'incompréhension du public, aux yeux duquel l'œuf vendu au juste prix par un petit producteur paraîtrait d'une qualité inférieure à celle de l'œuf vendu 15 francs. Voici un an, le vin s'achetait couramment 15 ou 20 francs le litre à la production (le vignoble du Bas-Quercy est peu important et les gros viticulteurs de la région ne disposent guère de plus de 50 barriques par an). Quand l'autorisation de vendre librement une partie de la récolte a été donnée, une nuée de négociants avides de gros bénéfices s'est abattue sur le pays. La surenchère a joué : le vin vaut maintenant 50 francs le litre, malgré une très légère baisse due à ce que le consommateur se fait tirer l'oreille pour acheter à ces prix-là !

Il est évidemment facile de dire que rien n'oblige le petit producteur à vendre à ces prix, mais il est tout de même impossible de demander à des milliers de paysans de faire montre d'un désintéressement qu'ils seraient les seuls à pratiquer. La tentation est trop forte, d'autant que le paysan pratiquant des cours normaux serait un isolé que personne ne suivrait, sans aucune influence sur l'ensemble du marché. Par ailleurs, le rural s'est aperçu depuis longtemps que, si les prix industriels sont moins élevés que les siens sur les statistiques, il en est autrement quand il s'agit de faire un achat chez un détaillant. Le fait de vivre dans un village n'a jamais dispensé qui que ce soit d'avoir besoin de vêtements, de chaussures ou de casseroles. Ces produits ne coûtent pas plus cher qu'à la ville, en principe, mais, et c'est là l'important, ils sont très rares, ce qui laisse de beaux jours au marché noir ! La quasi-obligation qui est faite au paysan d'acquérir ces objets au marché parallèle est bien faite pour l'inciter à profiter lui aussi de cours qui font la fortune des grands propriétaires et des intermédiaires.

***

Il est de bon ton de ne pas parler aux paysans sans mettre en avant les fameuses lessiveuses-coffres-forts chères aux chansonniers. Là encore la légende contient une part de vérité, même dans le pays de petits propriétaires qu'est le Lot. Pendant l'occupation, le rural a eu tout loisir de faire des économies. Il vendait ses produits à des prix rémunérateurs et gardait ses billets, puisque aussi bien tout achat était impossible en raison du manque de marchandises. 1944 a été une patriotique période de manque à gagner : le maquis achetait à la taxe et tous lui vendaient de bon cœur; le département vivait en autarcie, et chacun mettait un point d'honneur, en cette période d'enthousiasme et de solidarité, à ne pas abuser de son prochain. En 1945 (ou plutôt dès la fin de 1944), la vie a repris son cours normal, et les bénéfices ont recommencé à s'accumuler. Le paysan se serait volontiers débarrassé de cet argent autrement qu'en souscrivant aux emprunts d'État (les seuls qu'il connaisse). Il y a fort longtemps qu'il considère certaines dépenses comme nécessaires : amélioration de l'habitation et des locaux d'exploitation, mécanisation ou même motorisation (là où elle est possible) de l'exploitation elle-même. Depuis 1940, c'est-à-dire depuis que le petit propriétaire a de l'argent, rien de tout cela n'a été possible : les machines ne s'acquièrent que contre bons délivrés au compte-goutte ; tout travail de maçonnerie est subordonné à une chasse aux matériaux susceptibles

de décourager le plus patient des hommes. De plus, le paysan a l'habitude d'être pauvre, et c'est une mauvaise habitude qui marque son homme. Il se rend compte que, dans l'organisation économique du monde moderne, sa prospérité présente est provisoire. Il répugne à afficher une richesse, ou plutôt une aisance, qui ne durera sans doute pas, ce qui l'amène à se refuser ce qui pourrait passer pour un luxe de riche.

N'étant point spéculateur par nature et se trouvant contraint par les circonstances à ne pas utiliser son argent, le rural se trouve donc réduit à conserver une monnaie dévalorisée à ses yeux par son inutilité pratique. Il est certain que, si l'on avait pu lancer sur le marché intérieur des produits industriels à prix normaux, la thésaurisation aurait été évitée (il me paraît intéressant de noter que le paysan qui consent par nécessité à payer au prix fort les objets indispensables se refuse absolument à acquérir aussi ce qui peut être considéré comme superflu). Il est maintenant trop tard ; l'argent dort dans les lessiveuses, méprisé par ses possesseurs (ce mépris de l'argent qui ne roule pas n'est peut-être pas étranger à une certaine justification psychologique des prix élevés) et il dormira longtemps. En effet, ce n'est que quand l'économie française aura retrouvé son équilibre, quand les prix agricoles seront, bon gré mal gré, redevenus normaux, quand le producteur devra se contenter d'un bénéfice raisonnable, qu'il consentira à gaspiller en travaux qui ne lui paraîtraient pas strictement indispensables ce qui ne sera plus qu'une réserve de sécurité à laquelle la prudence recommandera de ne pas toucher.

***

Je ne me cache pas que d'autres problèmes que ceux-là se posent dans nos campagnes et que certains les dépassent en importance. Quelle que puisse être la valeur des opinions que j'ai pu recueillir sur ces trois points précis, elles n'ont pas une valeur générale, et le sujet est loin d'être épuisé. Que ce soit sur le problème du blé (que je n'ai d'ailleurs effleuré que « par la bande »), sur les prix agricoles ou sur la thésaurisation, il reste beaucoup à dire, peut-être même l'essentiel. Je ne me fais aucune illusion sur la portée des remarques que j'ai pu faire. Je me contente de souhaiter que, bien qu'elles ne constituent pas une défense systématique de la paysannerie, elles puissent aider à comprendre les Français ruraux trop souvent dénigrés à des fins de démagogie facile ou de recherche de succès littéraire.

Je serais heureux de connaître sur les points traités ci-dessus (et sur d'autres aspects de la vie paysanne) l'opinion des lecteurs de *La Pensée* qui vivent dans un milieu rural. Il serait ainsi possible d'approfondir de façon plus complète et plus précise les questions que nous venons d'évoquer, et peut-être même d'en tirer des conclusions concrètes.

CHRONIQUE THÉATRALE

UNE SAISON EST FINIE, L'AUTRE COMMENCE...

par Guy LECLERC

FIN DE SAISON

Si la première partie de la saison théâtrale 1946-1947 prêtait à quelques considérations, il n'en a malheureusement pas été de même pour la suite, et peu de lignes suffisent pour faire un sort aux « événements » qui l'ont marquée.

A l'Athénée, M. Louis Jouvet, on le sait, a donné à M. Jean Genet l'occasion de porter un acte — un seul, mais bien long ! — à l' « actif » de la dramaturgie existentialiste en nous présentant des **Bonnes** empoisonneuses (dans tous les sens du mot) et dont la conversation amena de nombreux spectateurs à penser qu'elles avaient appris leur langue à la *Nouvelle Revue française*.

Au cours du même spectacle, M. Jouvet révélait à l' « élite » le dernier acte de Jean Giraudoux, bien court celui-là. Mlle Dominique Blanchar y enchantait, une fois de plus, le public. Il fallait bien une consolation à ce dernier, car, poésie précieuse et esprit de salon mis à part, l'indigence de la chose était éclatante.

D'Alexandre Arnoux, nous vîmes **L'Amour des trois oranges**. La poésie en est aussi précieuse que celle de **L'Apollon de Marsac** ; mais Giraudoux, au moins, n'est pas ennuyeux...

A Sarah-Bernhardt, de son côté, M. Dullin n'améliorait pas la situation de sa trésorerie en montant et en interprétant avec toute la conscience qu'on lui connaît **L'An Mil**, de M. Jules Romains. Quelques bons morceaux de farce réchauffés dans une sauce philosophico-sentimentale effroyablement indigeste.

La **Messaline** de Claude Vermorel ne tenait l'affiche que quinze jours dans les ingénieux décors de Douking.

M. Bernard-Charles Miel offrait aux infortunés spectateurs quelques couplets « métaphysiques » (avec refrain vichyssois) sur la matière qui mange l'esprit et la nécessité pour les patrons et les ouvriers de revenir aux bonnes vieilles traditions artisanales (**La Termitière**).

A quoi bon continuer ? Les pièces dont je pourrais parler se jouaient il y a quelques mois, et chacun a déjà oublié jusqu'à leur titre...

Deux présentations doivent être rappelées, cependant. Les trois beaux actes sur la Résistance, d'abord (**Nuits noires**), où John Steinbeck peignait avec une sobriété saisissante la démoralisation progressive des nazis, alors installés sur le tiers de la planète, mais épiés, suivis, abattus dans l'ombre, cernés à mort par la haine de tous les peuples épris de liberté.

Et puis, la sympathique tentative d'André Delferrière et du Théâtre de la République. **Vercin**, de Maurice Guéritte, que la radio a fait connaître à des millions d'auditeurs, n'est pas une bonne pièce. Mais c'est une pièce *grande* par les personnages d'ardents patriotes qu'elle met en scène, par les sentiments qu'elle exalte et, plus encore, par l'espoir qu'elle a donné à beaucoup que le théâtre populaire peut enfin prendre corps en France...

LA ROUTE AU TABAC

La pièce tirée par J. Kirkland du roman de Erskine Caldwell a fort heureusement relevé le niveau de cette seconde partie de la saison.

L'auteur n'est pas parti, ici, comme tant d'écrivains et de dramaturges français, d'une « recette » plus ou moins éprouvée pour fabriquer une « tranche de vie », mais bien d'une réalité âpre et sordide qu'il nous restitue sous un éclairage cru, avec un dialogue violent, truculent, grossier même, toujours haut en couleurs, toujours passionné, jamais gratuit...

Avec la famille Lester, il nous peint un de ces groupes de misérables qui jalonnent **La Route au tabac**. Là, dans le Sud des États-Unis, on cultivait le tabac autrefois. On y cultiva ensuite le coton. Et puis les hobereaux du lieu raflèrent aux fermiers ruinés leurs terres ancestrales.

Les banquiers, à leur tour, raflent leurs vastes territoires aux hobereaux pour y

organiser la culture « rationalisée »... Et tous les Lester, dépouillés, dénudés, réduits à l'état de pauvres bêtes, s'accrochent désespérément à un sol qui fut le leur et qui ne les nourrit plus.

Jeeter, le père de famille, croupissant dans sa crasse, a bien, de temps en temps, un sursaut de feinte énergie, et il assure alors à qui veut l'entendre qu'il va *se faire pousser une récolte*. Mais il n'a pas même un dollar pour s'acheter de la semence, et la torpeur le ressaisit bientôt.

Aigrie et famélique, sa femme ne désire plus qu'une chique de tabac pour tromper sa faim et *une robe à la mode pour être enterrée dedans*.

Des dix-sept enfants de ce couple déchu, trois seulement sont demeurés dans la région : une fille que ses parents ont vendue pour quelques dollars à un cheminot et qui, affolée par le désir de son mari, reviendra chercher secours auprès de sa mère ; une autre fille à la bouche affreusement déformée guette, au contraire, le mâle qui voudra la prendre ; un grand vaurien de fils se laissera pratiquement violer par une évangéliste fort mûre... et fort ardente, contre la promesse d'une automobile... Il y a aussi la grand'mère abrutie, résignée, que toute la famille laisse crever de faim dans son coin...

Et tout ce monde s'agite, se chamaille pour un sac de navets qu'il engloutit crus, s'empoigne, fait l'amour toutes fenêtres ouvertes, chante des cantiques et allie à l'innocence du primitif livré à ses seuls instincts une hypocrisie et un sens de la casuistique des plus éhontés.

Peinture vigoureuse de la condition humaine la plus misérable, satire sociale violente, procès impitoyable d'un certain esprit « religieux » qui vise à entretenir soigneusement l'abrutissement de ces pauvres hères, tout cela, qui était dans le roman de Caldwell, est aussi dans la pièce de Kirkland. La solution fait défaut, cependant. Mais les spectateurs du Théâtre de la Renaissance — qui a repris l'œuvre cette saison — n'ont pas eu de mal à la trouver. Pas plus que les directeurs des salles américaines, qui ont boycotté cette pièce par eux jugée — à juste titre — fort dangereuse pour l'ordre de M. Truman.

Si l'adaptation française de Marcel Duhamel et la mise en scène de Jean Darcante sont de premier ordre, elles sont cependant impuissantes à faire d'un grand livre une véritable pièce de théâtre, avec une vraie intrigue et une action qui rebondit.

De même, l'interprétation (de laquelle se détache Pierre Asso), si excellente qu'elle soit, n'en défigure pas moins quelque peu les personnages du livre : Pierre Asso est trop jeune pour incarner un vieillard au bout de son rouleau ; Mouloudji et ses « sœurs », trop mûrs déjà pour jouer les enfants sauvages.

Mais tout cela, en fin de compte, n'est sans doute pas essentiel. *La Route au tabac* constitue un puissant acte d'accusation contre ceux qui, de nos jours, réduisent des individus à la misère et à la faim et commettent l'acte le plus impardonnable : transformer l'homme en animal, cela pour tenter de prolonger un système social foncièrement absurde et malfaisant.

Et nous voilà loin des subtilités dialectiques d'auteurs pseudo-révolutionnaires...

DÉBUT DE SAISON

La saison 1947-1948 est déjà entamée.

Je ne parlerai pas de **Pois chiche**, de M. Thomas Murecay, ni des **Hommes en blanc**, de M. Sidney Kingsley, ni d'**Une mort sans importance**, de MM. Yvan Noé et A. Linon, car *La Pensée* n'a pas de place, ni ses lecteurs de temps, à perdre... Sinon pour noter, en passant, que, dans la dernière « pièce » nommée, les auteurs trouvent le moyen d'introduire des considérations pseudo-métaphysiques dans une comédie mi-policière, mi-burlesque façon américaine. La manie « métaphysique » semble, en effet, aussi répandue cette année que l'an passé, et Pierre Brasseur, point rebuté par l'échec que lui avait valu **Un Ange passe**, récidive avec **Le Mascaret**. Il se veut philosophique. Il n'est qu'ennuyeux.

LES ENFANTS DU BON DIEU

Développant, lui aussi, des thèmes assez macabres, dans **Les Enfants du Bon Dieu**, Jean-Marie Dunoyer a au moins le mérite de la cohérence.

Depuis vingt ans, son héros était parti de l'auberge natale. Il y revient une belle nuit et se fait passer aux yeux de sa mère et de sa sœur pour un riche marchand de laminoirs. Mais, aveuglées par la cupidité et n'ayant pas lu ou vu **Le Malentendu** de Camus [1], seules dans toute la salle, les deux femmes ne l'identifient pas. Elles l'égorgent et s'emparent de son portefeuille. Survient sa femme. La vérité se fait jour. La mère va se noyer. La fille va se pendre. Et la femme répète avec stupeur : « *Pas possible ! Pas possible ! Pas possible !* »

Ce qui n'est pas possible, hélas ! c'est le sujet et la manière dont il a été traité.

Que le fils ne soit pas reconnu après vingt ans d'absence par sa mère et sa sœur, voilà

1. A noter que cette pièce d'Albert Camus, représentée en 1944, reprend le thème du *Pauvre Matelot*, écrit par Jean Cocteau en 1927 et joué à l'Opéra-Comique avec la musique de Darius Milhaud.

qui n'a rien de très étonnant, étant donnés les conditions dans lesquelles il revient et le jeu qu'il joue. Et qu'est-ce que cela prouve ? Que ces deux femmes ne possèdent aucune fibre secrète, maternelle ou fraternelle ? Que la misère pousse parfois au crime ? On s'en doutait, à vrai dire !

Nous avons vraiment trop vu de ces drames où l'on entasse les cadavres dans une atmosphère d'horreur et d'absurdité. Le réalisme auquel — souci fort louable — l'auteur veut rester fidèle, en dépit de l'allure insolite de quelques scènes de facture assez surréaliste, n'a certes pas à reculer devant la peinture du sordide et de l'ignoble. Mais, s'il l'entreprend, ce doit être avec l'intention d'en dégager une signification sociale, par exemple, de faire entrevoir, au moins, des solutions.

Rien de tel ici. Jean-Marie Dunoyer se complaît dans ce tableau grand-guignolesque sans en tirer aucun bénéfice. Et pourtant, malgré tous ses défauts, sa tentative révèle des dons certains. Raison de plus pour être sévère avec lui et lui demander d'abandonner ce genre de sujets, de redresser ses erreurs et de nous donner bientôt occasion de l'applaudir.

Pierre Valde, l'infatigable animateur des spectacles du **Théâtre du temps**, à qui l'on doit la mise en scène de cette pièce, présente, au cours du même spectacle, l'excellente farce paysanne de Roger Martin du Gard : **Le Testament du père Leleu**. Cet alerte et truculent morceau de réalisme — du vrai, celui-là — lui permet de confirmer sa grande classe de comédien.

COLAS BREUGNON

Alerte et truculent aussi est le chef-d'œuvre de Romain Rolland **Colas Breugnon**, dont le Théâtre national populaire du Palais de Chaillot vient de présenter une adaptation, due à MM. Guillot de Saix et André Chancerel.

Malheureusement, ce n'est pas là du meilleur théâtre, et l'on pense plus d'une fois, devant ces six tableaux, à des images d'Épinal.

Mais le livre de Romain Rolland recèle une telle vie et un tel optimisme que l'on pardonne assez volontiers aux faiblesses de sa traduction scénique.

Raoul Marco interprète avec rondeur et vigueur le « Bourguignon salé » qui aime le vin généreux de sa province et les discussions joyeuses, la douceur des matinées printanières et le travail créateur... Bref, qui aime la vie, non comme un prétexte à s'interroger anxieusement, mais comme une belle et bonne chose.

Voilà qui nous change heureusement des « philosophaceries », comme disait Jules Vallès !

« LE PROCÈS » DE KAFKA

Hélas ! une hirondelle ne fait pas le printemps et le pessimisme a la vie dure. Surtout lorsqu'il est servi par des metteurs en scène d'un incontestable talent.

Je fais maintenant allusion, vous l'avez deviné, au nouveau spectacle de Jean-Louis Barrault.

Joseph K..., fondé de pouvoir d'une grande banque, est arrêté chez lui au saut du lit, mais les policiers sont incapables de lui dire de quoi il est accusé et qui l'accuse. Ils perquisitionnent, ils interrogent. Puis ils s'en vont, laissant Joseph K... en liberté provisoire.

A partir de ce moment, tandis qu'il vaque à ses occupations habituelles, son « affaire » suit son cours inexorablement, et c'est en vain qu'il essaie par tous les moyens de s'informer et de se défendre. Les sphères dans lesquelles s'élabore son destin lui demeurent jusqu'au bout inaccessibles.

Ainsi, enfermé dans une situation sans issue et victime d'un ordre incompréhensible, tour à tour il s'humilie, se révolte, se désespère, puis se résigne à ce qu'il finit par juger inévitable, toujours sans comprendre... Il tendra lui-même son cou au couteau de cuisine du bourreau.

Le livre de Kafka est certainement une des œuvres les plus obscures et, *a priori*, les plus antithéâtrales qui soient. Obscure... Combien d'interprétations, en effet, peut-on en donner !

Le Procès, dit l'un, c'est l'éternel problème du péché originel. Tout homme est coupable dès sa naissance. Les souffrances qu'il subit sont le châtiment d'une faute qu'il n'a pas commise, et ce châtiment donne, seul, l'explication de cette faute.

Le Procès, c'est la question juive, dit l'autre. Dès 1913, Kafka avait prévu la persécution nazie contre Israël. Le monde qu'il nous présente n'est autre que l' « univers concentrationnaire ».

Non, prétend un troisième, *Le Procès*, c'est l'unique écrasé par le collectif, l'homme libre (le zéro) assassiné par la société (l'infini)...

Poussant plus loin encore le souci d' « actualiser » Kafka, d'autres n'ont-ils pas même prétendu voir dans cette pièce la peinture de Fresnes en 1947 ? Sans doute en étaient-ils sortis, il y a peu de temps, graciés par une clémence criminelle...

Une chose semble certaine, en tout cas : Kafka a voulu dénoncer dans son livre l'absurdité du monde et l'« aliénation » de l'homme livré, pieds et poings liés, à des forces qui le dépassent et sur lesquelles il ne peut agir, même lorsqu'elles sont issues de lui (ainsi la justice et son appareil).

Et c'est cette absurdité fondamentale que Jean-Louis Barrault a tenté d'exprimer

scéniquement en respectant de l'auteur tchèque l'humour sinistre et certain penchant inavoué pour l'érotisme...

Tâche ardue, pour l'accomplissement de laquelle, faisant flèche de tout bois, il a mobilisé toutes les ressources visuelles et sonores dont dispose de nos jours le metteur en scène. Les procédés simultanéistes et les interférences de dialogues, le tic tac du métronome à l'obsédante régularité et le bruit du tam-tam qui pénètre plus profondément en nous pour y tordre les nerfs, les escaliers qui surgissent et s'effacent, les trappes qui escamotent, les mouvements d'ensemble au rythme impeccable... Tout cela est destiné à provoquer chez le spectateur une tension insupportable, à figurer la marche implacable du destin qui broie l'individu progressivement hébété.

Eh bien ! franchement, après avoir rendu l'hommage qui convient à Jean-Louis Barrault, metteur en scène-acteur, au décorateur Labisse et à l'excellente troupe du théâtre Marigny, je dois bien dire que cette machinerie très ingénieuse, trop ingénieuse, m'a laissé parfaitement froid. Derrière chaque changement de décor, derrière chaque geste et chaque mime, je n'ai cessé de sentir la présence d'une intelligence trop froide et d'un calcul trop lucide. La virtuosité même m'a semblé étouffer ici toute possibilité d'émotion vraie. Il est dommage que Jean-Louis Barrault et ses compagnons aient mis leur grand talent au service d'une telle entreprise.

Car, aussi bien, était-il vraiment indispensable de donner à Kafka ce regain de vie ? Comme le disait, il n'y a pas longtemps, l'écrivain tchèque Paul Reiman :

> Kafka, lui, était authentique... Il a senti l'injustice ; il s'est révolté contre elle, mais il ne l'a ni dépassée ni maîtrisée. [Son souvenir et] l'atmosphère qui entoura son œuvre ne suscitent pas en nous l'animosité que nous portons aux réactionnaires ennemis du progrès. Nous le considérons, non comme l'avocat, mais comme la victime de l'ordre périmé, comme l'homme qui a perdu son « procès » avec la société.

Mais il y a les sous-Kafka qui pullulent. Trop souvent beaucoup moins « authentiques ». Et qui se pincent pour avoir l'air de souffrir. Et qui — cela est beaucoup plus grave — répandent autour d'eux l'esprit de résignation et de mortification.

Or masochistes et pseudo-masochistes ne sont que criminels de contribuer ainsi à castrer notre jeunesse et, plus particulièrement, notre jeunesse intellectuelle, à un moment où la vie même de notre pays et son indépendance, tout simplement, sont en jeu. A un moment où nous avons tant de ruines à relever. Et, à construire, une société toute neuve.

C'est pour cela, et non par haine de Kafka lui-même, que les nazis ont condamné, et qui eut le mérite de nous lancer un « avertissement » et un « appel », comme le dit encore Paul Reiman, qu'il faut « brûler Kafka ». Entendez par là : Il faut prendre clairement conscience que l'absurdité du monde et l'aliénation de l'homme ne tiennent pas à de vagues raisons métaphysiques, mais bien à des causes historiques et sociales déterminées. Ayant compris cela, délaissant dès lors toutes mortifications et laissant croupir dans leur jus tous le existentialistes de la création, il faut refuser ce monde absurde, agir sur ces causes et faire une société plus saine, plus virile, mieux équilibrée.

Puisse Jean-Louis Barrault procéder de même pour le théâtre. C'est la grâce que je nous souhaite.

Octobre 1947.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

LA LITTÉRATURE EXPRESSION DE LA SOCIÉTÉ

par JEAN LARNAC

BIBLIOGRAPHIE. — Jean KANAPA, *Comme si la lutte entière...*, Éd. Nagel, 1946 ; C. ARCINIEGAS, A. BÉGUIN, F. BERGE, L. de BROGLIE, R. CAILLOIS, E. CASTELLI, M. CHAVARDÈS, S. de GORTER, M. de CORTE, E. DERMENGHEM, H. C. DESROCHES, John dos PASSOS, Ch. FUNCK-BRENTANO, Aldous HUXLEY, Irma de MANZIARLY, G. MOUNIN, Harold NICOLSON, Brice PARAIN, J. PREVOST, A. SAUVY, R. SPEAIGHT, L. TATEOSSOV, A. TOYNBEE, R. de TRAZ, *Civilisation*, Éd. de Clermont, 1947 ; André BRETON, *Arcane 17 enté d'Ajours*, Éd. du Sagittaire, 1947 ; Maria LE HARDOUIN, *L'Étoile absinthe*, Éd. Corréa, 1947.

Il arrive qu'un critique découvre un chef-d'œuvre chaque fois qu'il écrit une chronique. Je ne suis guère tombé dans ce travers jusqu'ici. On me reprocherait plutôt une sévérité de cuistre distribuant avec largesse les pensums et gardant les témoignages de satisfaction au fond de son tiroir. Aussi me trouvé-je d'autant plus libre pour dire que le premier roman de Jean Kanapa — il ne m'est parvenu, hélas ! qu'avec beaucoup de retard au moment où un second s'annonce en librairie — révèle un tempérament peu commun de romancier à qui l'on peut prédire un bel avenir. Dès le premier chapitre — il vaudrait mieux dire : dès la première « séquence », car le chapitre en question couvre à peine deux pages — on est saisi au cœur par une poigne redoutable, qui ne laisse pas échapper sa prise. Ceux qui se mêlent d'écrire savent combien il est difficile de capter l'attention du lecteur ; bien des romanciers s'engluent dans une introduction sans vigueur, que le regard parcourt avec ennui. Jean Kanapa, lui, ne s'embarrasse pas de préparations savantes. Du premier coup, il nous fait entrer dans le drame quotidien d'un des personnages de *Comme si la lutte entière...*, Paul :

Sitôt qu'il se réveilla, il sentit dans sa bouche un goût de sang, âpre [1] et déplaisant. Il se passa la langue sur les gencives, sur les lèvres, alluma une cigarette, mais le goût ne disparaissait pas. « Est-ce que je suis plus fatigué que d'habitude ? » se demanda-t-il. Et il décida que non. Il se leva, dit « bonjour » aux enfants sans les embrasser et s'assit devant son bol de café. Mais, avant qu'il ait eu le temps d'y tremper ses lèvres, il se sentit un besoin de cracher qui le fit courir dehor... Contre ses dents, le goût du sang était plus fort, plus épais. Il regarda par terre, sur le perron : une petite tache de sang, d'un beau rouge, s'étalait doucement sur le ciment... (p. 11).

Où allons-nous ? Quel sera le sujet du récit ? Il n'importe, nous voici sous le charme du narrateur, il peut nous conduire où il veut. Et il ne se fait pas faute de nous tyranniser. A peine sommes-nous entrés dans l'univers de Paul, le tuberculeux, qu'il faut en sortir pour pénétrer dans un autre : voici Katie, dont le nom sert de titre à la deuxième séquence. Puis Jacques. Puis Paul, de nouveau. Et Jacques encore... Curieuse technique empruntée au cinéma par l'intermédiaire des romanciers américains. Jean Kanapa a beaucoup lu John dos Passos, Caldwell, Faulkner. Il leur doit certainement son style direct, brutal, voire grossier, qui aurait horriblement choqué les auteurs de *La Princesse de Clèves* et d'*Adolphe*. Jamais une dissertation, un commentaire ne viennent ralentir le récit. Devant nous, des êtres vivent, parlent sans artifices. Plus de beaux discours. Plus d'analyses minutieuses. Plus de périodes soigneusement balancées, de métaphores enrubannées marquant les pages

1. Ne faudrait-il pas lire : âcre ?

au chiffre de l'artiste. Mais un langage bourru, ennemi de toute boursouflure, où les jurons et les gros mots abondent.

Le déplacement continuel de la camera du romancier déconcerte le lecteur. Aucun rapport apparent entre ce Paul, cette Katie, ce Jacques, tour à tour présentés. Il semble que l'on se trouve en présence d'un recueil de contes à l'emporte-pièce. Mais, peu à peu, sans que l'on s'aperçoive des artifices de liaison, le roman s'organise; les personnages que l'on croyait isolés se connaissaient ou nouent des rapports entre eux; à deux ou à trois, ils forment dans la ville des groupes agissants, appelés à réagir les uns sur les autres. La liaison de Katie avec un homme riche qui la mène dans les grands restaurants et lui promet un manteau de fourrure la prépare à devenir l'indicatrice de la Gestapo que l'on découvrira par la suite. Le désir qu'éprouve Jacques, jeune philosophe agrégatif, de sortir du marasme où l'a plongé le départ de son amie Annie, dont il saura plus tard qu'elle continue de l'aimer, mais le juge veule, le conduira vers l'action nécessaire contre l'occupant...

Des esprits curieux se demandent parfois comment on devient communiste. Ceux qui ne se contentent pas de professions de foi rapides et de slogans conçus pour la propagande feront bien de lire *Comme si la lutte entière...* ; ils y pourront suivre l'évolution d'un garçon intelligent, cultivé, sensuel, qu'une logique implacable, contre laquelle il a beau se rebeller, arrache aux discussions idéologiques pour le conduire vers le parti des gens qui ne se payent pas de mots. Roger Garaudy dans *Antée*, Louis Aragon dans *L'Homme communiste*, ont exprimé l'enthousiasme communicatif du militant convaincu. Après avoir fait disparaître Katie, responsable de la mort du communiste « Racine » auprès de qui il avait pris contact, le Jacques de Kanapa dit sa joie de pouvoir échapper à l'accusation de veulerie dont il souffrait tant; abandonnant les révolutionnaires de salon et de café qui échafaudent la révolution dans le domaine de l'absolu, il travaillera comme Annie, avec Annie, parmi les hommes et pour les hommes :

Je ferai mon salut avec des hommes, *par* des hommes. Et le jour où je pourrai me dire : j'ai fait quelque chose pour ce garçon de café qui essuie une table chaque fois qu'il me sert un bock, pour cette putain qui a froid et qui s'ennuie, pour ce type sans âge qui vient d'avaler un café à toute vitesse, pour ce patron de bistro qui traîne ses pantoufles derrière son zinc sans zinc, pour la gosse de Racine, pour Annie, pour Noël, pour tous les autres, ce jour-là je serai aussi heureux que le jour où j'ai couché pour la première fois avec Annie, et je saurai que j'ai fait ce que j'avais à faire. Le plus drôle et le plus agréable à penser en même temps, c'est qu'il y a quelques semaines j'aurais souri avec une indulgence supérieure de cet humanisme militant qui me tient maintenant sérieusement aux boyaux... (p. 280).

Il y a certes des longueurs dans ce curieux roman qui offre à notre sensibilité un abondant bouquet de destinées : bien qu'elles nous permettent de nous rendre compte que son adhésion au communisme a changé jusqu'à son esthétique, on supprimerait sans inconvénient les deux nouvelles écrites par Jacques avant et après son adhésion. On pourrait également reprocher à Kanapa de nous faire vivre trop souvent dans une atmosphère de sensualité exacerbée, de multiplier sans nécessité suffisante les tableaux de haut ragoût. Certes, les temps de guerre sont ceux « de la volupté, du sang et de la mort ». Mais l'auteur de *Comme si la lutte entière...* ne dit-il pas, quelque part, qu'il aime deux types d'hommes : ceux qui s'exaltent dans la volupté, ceux qui trouvent leur accomplissement dans un austère travail social ? Il est plus souvent question de ceux-là que de ceux-ci, dans son livre ; si bien qu'à le lire on éprouve une sorte d'angoisse. Y a-t-il là tendance personnelle due au tempérament ? contagion née d'une fréquentation trop prolongée des romanciers américains ? péché de jeunesse ? Nous l'apprendrons en lisant les prochaines œuvres de Jean Kanapa. Mais ce que je puis affirmer, — et ceux qui ne partagent pas les convictions politiques de l'auteur ne me contrediront pas, — c'est qu'un romancier nous est né qui nous offre une œuvre dense et forte, comme il y en a trop peu chez nous. En nous faisant sentir la vie par tous les sens, Jean Kanapa nous aide à la comprendre, nous incite à l'aimer, nous pousse à la rendre meilleure pour tous.

***

Depuis la Libération, l'un des procédés chers aux adversaires du progrès consistait à feindre de s'intéresser aux mouvements de pensée les plus hardis en invitant leurs adeptes à venir expliquer leur point de vue concurremment avec les représentants des opinions adverses, et à noyer le discours ou l'étude du partisan marxiste dans la multitude des opinions hostiles au communisme. Je ne jurerais pas que ce procédé va continuer d'être en honneur. Maintenant que les États-Unis se sont déchaînés avec une extrême violence contre les Soviets et que neuf Partis communistes européens se sont déclarés fermement unis contre leurs adversaires, il se pourrait fort bien que l'interdit soit de nouveau jeté sur les indomptables ou qu'on les tienne pour des réprouvés. En attendant le moment où tomberont les derniers masques, un recueil collectif, intitulé *Civilisation* et

publié sous les auspices de la « revue internationale » *Chemins du monde*, témoigne de la bonne volonté montrée, jusqu'au début de cette année, par un certain clan patricien :

Ce n'est pas en célant nos divergences que nous trouverons les principes d'un langage commun, déclare l'éditorialiste François Berge. Nous découvrirons mieux ce qui nous unit si nous prenons conscience de ce qui nous sépare. Nous devons faire en commun un effort d'élucidation.

Paroles sensées, désir louable. Mais voilà, est-il possible de s'entendre sur les idées si l'on fait abstraction des intérêts qui les suscitent ? Prétendre les ignorer pour s'abstraire dans la pure philosophie, c'est construire des théories sans fondement. François Berge s'est d'ailleurs bien rendu compte que l'idéologue, le rhéteur, le sophiste, n'ont pas leur place dans le monde d'aujourd'hui :

Il est désormais admis que l'intérêt est le seul fondement respectable et, d'ailleurs, le seul moteur véritable de l'activité humaine.

Que de regret dans cette affirmation ! Il ne plairait guère à François Berge de dévoiler les intérêts qui font agir ceux de sa caste ; aussi préfère-t-il se tenir sur le plan des idées, — que dis-je ! — de « l'esprit ». Il espère amener l'homme à

pouvoir trouver un épanouissement suprême... de sa nature essentielle dans le renoncement aux déterminismes les plus immédiats de sa matérialité.

Chez Berge comme chez beaucoup d'autres penseurs de son milieu, on sent ce besoin de dépassement, cette aspiration maladive à autre chose que le réel qui tourmente une bourgeoisie jadis positive, matérialiste quand elle travaillait à s'affranchir de la tutelle nobiliaire, aujourd'hui prête à toutes les mystifications pour ne point reconnaître que son affranchissement doit être suivi de l'affranchissement du prolétariat. L'attitude de François Berge ne manque d'ailleurs pas de pathétique : on devine un homme qui aimerait vivre tranquille avec ses dieux lares sans avoir rien à craindre pour l'avenir de ses fils, et qui gémit d'être arraché par l'événement aux habitudes chéries. Ah ! s'il pouvait ramener vers l'immanence les insensés qui n'ont pas su garder la foi !

Si nous n'appréhendons à nouveau l'éternel de quelque façon, ce qui n'implique d'ailleurs essentiellement qu'une adhésion de notre conscience à des valeurs soustraites au temps et au lieu, nous serons toujours attirés par les idolâtries modernes qui détachent de l' « échelle humaine »... (p. 11).

Il n'y a guère, Raymond Aron lui aussi prétendait nous ramener vers l'éternel. C'est une manie parmi les croyants et parmi ceux qui, s'étant détachés de la religion de leurs ancêtres, inacceptable pour leur raison, sentent le besoin d'une mystique capable de détourner l'homme de certaines tâches urgentes. Et il faut croire que ce besoin d'immanence n'engendre pas la joie, car presque tous les collaborateurs de François Berge se montrent englués dans le pessimisme. Avec une délectation morose, le célèbre physicien Louis de Broglie imagine le jour, pourtant bien lointain à l' « échelle humaine », où toute civilisation aura disparu dans les catastrophes cosmiques :

Un jour viendra où la pensée humaine, la civilisation humaine, la science humaine, auront disparu : même si l'homme devait céder la place sur la terre à quelque surhomme, produit d'une évolution plus avancée, ce surhomme à son tour n'aurait devant lui qu'une carrière limitée. Le progrès de la civilisation, comme la vie de chacun de nous, apparaît comme une lutte quotidienne avec la certitude d'être finalement vaincu, perspective décourageante que celle d'un anéantissement ultime de toutes les activités et les valeurs humaines, d'une faillite finale de tous les efforts... (p. 21).

De tels propos plaisent aux esprits religieux qui s'en servent pour montrer la nécessité de croire en la vie éternelle. Mais sont-ils bien sérieux ? Louis de Broglie peut mourir d'un moment à l'autre, car nul n'est à l'abri de l'accident ou de la maladie qui mettra fin à son œuvre ; s'arrête-t-il pour cela d'étudier la physique et de jouir des plaisirs que peuvent procurer la fortune et la gloire ? Et puis sait-il de quoi l'homme sera capable contre la nature dans des milliards d'années ? On dirait que toute une catégorie d'écrivains — et même de savants — n'a pour objet que de nous empêcher de vivre en nous acculant au désespoir. Spécialiste des questions démographiques, Albert Sauvy constate que la population augmente dans tous les pays et, comme les surfaces cultivables n'augmentent guère, comme les sources de matières premières ne sont pas inépuisables, il se plaît à imaginer que

si la multiplication des hommes gagnait le progrès de vitesse, elle aboutirait sans doute à un carnage sans précédent... (p. 29).

Mais les problèmes d'aménagement ne se posent-ils pas tous les jours à chacun de nous dans sa vie professionnelle et familiale ? Vivre, c'est s'adapter ; « adaptons » la société, faisons cesser les causes sociales de misère ! Tournons toutes les forces humaines à la lutte contre la nature. Hélas ! M. Sauvy est l'homme de la synarchie, et non du socialisme... Robert de Traz décèle, dans l' « histoire spirituelle » de l'Europe, un « processus de désagrégation par l'intérieur ». Avec bien des *si*, Brice Parain médite sur la « mort des

civilisations » ; mais que ne ferait-on avec des *si* ? Si Brice Parain était une *mens sana in corpore sano*, s'il avait les deux pieds solidement campés sur le sol, s'il maniait un autre outil que la plume, il jouirait peut-être du plaisir de vivre et, derrière les difficultés du moment, découvrirait le progrès de la civilisation vers le mieux-être par le travail et la volonté de justice. John dos Passos, lui, dédaigne la métaphysique. Mais, après de pertinentes analyses de l'histoire politique et sociale, il en arrive à dénoncer le pouvoir politique quel qu'il soit, à confondre dans le même mépris un gouvernement de nietzschéens mus par la volonté de puissance avec un gouvernement de travailleurs n'ayant en vue que le bien commun :

Il n'est pas d'homme au monde à qui il soit prudent de confier un pouvoir absolu sur d'autres hommes... Qu'on appelle le phénomène communisme ou dictature fasciste, les résultats sont les mêmes... (p. 55).

Comme presque tous les essayistes dont la prose entoure la sienne, il pense que « la société humaine est, de nos jours, sur le déclin ». Le capitalisme, dont il a souligné, dans ses romans, la stupide cruauté, tremble sur ses bases ; mais le grand État ouvrier qui s'épanouit sur le sixième des terres émergées n'est pas de son goût. Aucun espoir n'est donc permis :

Dans les immenses territoires de l'État soviétique et de la plus grande partie de l'Europe, le camp de concentration où des hordes de malheureux à demi morts sont employés comme esclaves, est devenu le groupement urbain le plus typique de notre temps. La sécurité garantie à la vie ou à la propriété par la loi a disparu. Les hommes se tordent, impuissants, dans les filets de la police secrète, et, dociles ou indisciplinés, ils peuvent pareillement être déracinés, ou réduits en esclavage, ou supprimés toutes les fois qu'un fonctionnaire décide de presser sur un bouton... (p. 57).

L'évocation est savoureuse. On croirait lire un papier sorti des officines de Gœbbels, une de ces révélations monstrueuses dont les trafiquants du marché noir entretiennent leurs clients afin de dériver une indignation qui pourrait être fâcheuse pour l'avenir du négoce illégal. Mais que toutes ces études, ces méditations, ces démonstrations, ces calomnies mélodramatiques sont donc ennuyeuses ! Que cette pensée de bons apôtres est indigeste ! Harold Nicolson, Christian Funck-Brentano, Aldous Huxley, Émile Dermenghem pleurent à qui mieux mieux sur les ruines de l'univers spirituel et nous annoncent avec un sadisme maussade les pires catastrophes. Paradoxal, Marcel de Corte voit dans l'établissement de relations internationales, dans l'effacement des différences de mœurs, de coutumes, d'intérêts, le signe même du déclin :

Toute civilisation qui s'universalise est marquée du sceau de la mort... (p. 117).

Les petits succès frelatés de l'existentialisme permettent à Enrico Castelli d'affirmer la faillite « du criticisme kantien et en général la faillite de tout intellectualisme ». Le monde ne sera sauvé « ni par le manifeste du communisme, ni par la doctrine de Truman », déclare Robert Speaight ; cependant, s'il faut choisir, c'est à Truman que vont ses préférences... Il est vraiment agréable, après tous ces entrepreneurs de pompes funèbres, de rencontrer Georges Mounin, qui a fort bien décelé l'endroit où le bât blesse ses contradicteurs :

Toutes les fois que notre civilisation a mué, les partisans de la vieille peau ont crié à la mort : le langage de la polémique intellectuelle est monotone, et, s'ils avaient relu la fin de *Bouvard et Pécuchet* seulement, quelques émules au moins de Kœstler auraient eu le sentiment de leur dimension vraie devant cette civilisation dont ils désespèrent un peu prématurément... (p. 68).

Aucun des adversaires de Mounin n'a envie d'aboutir à une conclusion, c'est-à-dire à une décision, un acte capable de réaliser ce qu'il peut y avoir de commun dans les désirs des « gens de bonne volonté » appelés à la discussion :

Les uns se réfugient dans une inquiétude insoluble aux frontières du marxisme ; ils délibèrent, afin de ne pas décider ; ils commentent interminablement l'idée de s'engager, afin de ne pas s'engager. Ils ouvrent une enquête sur le capitalisme et le communisme, après laquelle on ne pourrait que devenir communiste ou se mépriser, mais ils ne feront ni l'un ni l'autre : ils ouvriront une nouvelle enquête sur l'humanisme et le communisme, puis une autre ensuite sur l'existentialisme et le marxisme, puis sur l'art et les partis. Ils interrogent jusqu'à la consommation des temps pour éviter le moment de répondre... (p. 75).

Après tant de vaines paroles, semblables à celles qui avaient fini par lasser Jacques, le héros de Kanapa, un seul mot a sa place, le mot du compagnon qui s'installe devant son établi : Au boulot !

Mais je ne voudrais pas abandonner ce triste recueil sans en extraire une anecdote propre à éclairer ceux, s'il en reste, qui croient encore au dévouement du général de Gaulle à la cause publique. Dans son étude, l'écrivain anglais Robert Speaight rapporte qu'il eut l'occasion de rencontrer le représentant de la Résistance française au moment où nos troupes, en liaison avec les Anglo-Saxons, s'apprêtaient à débarquer sur les rivages normands.

C'était par un chaud dimanche de juin 1944, à la veille de l'ouverture du second front. Une amie, dont un fils était le chef d'un commando et dont l'autre était parachutiste, assistait à la messe à l'église des Jésuites de Londres. A côté d'elle, il y avait un grand officier en uniforme français. Elle reconnut en lui Charles de Gaulle. Lorsque le service fut terminé, elle laissa tomber son sac, et tout le contenu de celui-ci roula sur le sol. En un clin d'œil, de Gaulle fut à genoux pour ramasser les objets répandus. Quand il eut fini, il se redressa et dit : « Priez pour moi, madame. »

Pour moi ! et non pour tous ceux qui allaient périr ; *pour moi !* et non pour la France. Rapporté par un écrivain qui n'avait nullement l'intention de souligner l'égocentrisme de Charles de Gaulle, un tel mot juge l'homme.

***

André Breton eût fort bien pu joindre sa dernière œuvre, *Arcane 17*, aux études réunies par François Bergé, car il y dénonce le rationalisme et s'y pose en prophète. Sans doute la France ne fournit-elle plus guère de disciples à ce prophète depuis qu'il a vécu en Amérique les années qui, pour nous, furent des années de souffrances et de luttes, mais il croit toujours en sa mission :

> C'est en ce sens que cet homme est (il s'agit de lui, bien entendu), qu'il a toujours été et que, par un mystérieux décret de ces puissances (il s'agit des « puissances éparses dans l'âme de son temps »), il *doit* être tout à la fois leur victime et leur dispensateur.

Lorsque, poursuivant les recherches esthétiques de celui qui avait dit : « Mon premier point sera qu'il faut déraisonner », André Breton conseillait aux poètes de rejeter toutes les règles de la logique pour tenter de cueillir la poésie à sa naissance dans l'émotion, dans la sensation la plus intérieure, on pouvait discuter sur la tentative. Mais, lorsque Breton prétend étendre son conseil aux politiques, il est difficile de ne point sourire ou de ne point s'indigner selon son tempérament.

> Ce n'est pas par une sèche législation, par des programmes, des plans, des régimes, qu'on change le monde, affirme-t-il... (p. 122).

Serait-ce par le travail du laboureur, de l'ajusteur, du militant ? Non, il faut seulement « rejeter tous les modes de raisonnement dont les hommes sont si pauvrement fiers, si misérablement dupes », et confier nos intérêts à la femme, beaucoup plus apte que l'homme à capter les messages subconscients dont on sait qu'ils dévoilent la vérité profonde. Je ne galège pas, Breton s'est exprimé sans ambages :

> Cette crise est si aiguë que je n'y découvre pour ma part qu'une solution : le temps serait venu de faire valoir les idées de la femme aux dépens de celles de l'homme, dont la faillite se consomme assez tumultueusement... (p. 87).

La « femme-enfant », bien entendu, et non la femme qui parle à la tribune du Palais Bourbon, ou qui déchaîne les millions de volts d'un cyclotron. André Breton en est resté à la vieille notion des deux principes spirituels, le féminin et le masculin, le premier caractérisé par l'intuition, le second par la raison. J'ai dit ailleurs ce que je pensais de ces divagations solennelles. J'ajouterai seulement ici qu'André Breton donne l'impression d'un homme désaxé, qui ne sait plus à quoi se prendre. Séparé de ceux qui travaillent à modifier le monde pour l'ajuster à leurs besoins, comme tant d'autres ennemis du progrès il méprise ce qui fait notre confort et qui pourrait faire notre bonheur.

***

Il ne serait pas difficile de trouver quelque parenté entre le dernier roman de Maria Le Hardouin, *L'Étoile absinthe*, dont certains critiques ont fait grand cas, et les chapitres pessimistes de *Civilisation*. Pas difficile, non plus, d'opposer l'œuvre de Jean Kanapa à celle de la romancière, puisque l'action des deux romans se déroule en France durant l'occupation et que, dans l'un comme dans l'autre, la sensualité joue un grand rôle. Mais quelle différence de technique entre *Comme si la terre entière...* et *L'Étoile absinthe* ! Maria Le Hardouin aime le néologisme prétentieux ; elle prodigue la métaphore jusqu'à l'incohérence. Veut-on un exemple ? Voici comment se trouve décrite la chute d'un avion touché par un obus :

> Mais parfois une *croix* d'argent se détachait, une longue *jambe* de fumée noire *colonnait* dans le ciel, un avion était mort, un autre prenait feu, tournoyait un moment comme la *roue* du soleil, et disparaissait entre les toits, traînant derrière lui ses *racines* de flammes... (p. 20).

Si tapageuse qu'elle soit, ce n'est pourtant pas sur la forme que je voudrais appeler l'attention, ni sur le fait que Maria Le Hardouin prête à ses personnages des paroles d'écrivain, de confesseur ou d'orateur, ni sur les idées assez banales auxquelles elle prétend nous intéresser. Parce que l'auteur de *L'Étoile verte* est femme, elle réserve à son sexe une importance majeure, mais, en raison de son vouloir artistique, elle se refuse à peindre des femmes fatales ou des anges de bonté ; aussi nous présente-t-elle la femme comme un monstre à la fois séduisant et vénéneux, qui provoque le trouble, engendre

le drame, mais ne pense jamais. De ses deux héroïnes, Miette me paraît la mieux venue. Elle vivait tranquille auprès de ses amis d'enfance, deux frères, dont l'un, Constant, est devenu son mari. Et un homme l'arrache à la tranquillité en découvrant, dans l'indolente Miette, une sensuelle qui s'ignorait. Sous l'empire de la sensualité, Miette abandonnera le foyer, consentira aux pires déchéances sans éprouver, à aucun moment, le besoin de se reprendre. Quant à la vertueuse Laure, mariée et mère de deux enfants, elle ne sait pas plus que Miette résister à l'homme qui s'éprend d'elle. Une telle passivité surprendrait si l'on ne devinait que Maria Le Hardouin est hantée par le mythe biblique du serpent. Le démon habite Laure, comme il habite Miette, comme il habite Taraglàs, ce monstre moral qui prend plaisir à se vautrer dans la honte, le dégoût et, n'aimant que les intellectuels, vit avec un grossier illettré, n'aimant que les femmes minces, élégantes et sensibles, couche avec une énorme dondon.

Ah ! ce n'est pas une saine sensualité que celle des personnages de *L'Étoile verte*. Comme Mauriac, comme Charles Plisnier, Maria Le Hardouin s'entend à mêler la sensualité, la morale, la religion, la métaphysique, pour préparer un plat de haute saveur que la psychologie épice à souhait. La dévote Laure se donne des prétextes : si elle se soumet aux volontés de Luc, c'est afin de sauver le jeune homme. Lorsque celui-ci décide, afin de ne pas brouiller l'image qu'il s'est faite de Laure, de mettre fin à l'aventure avant le dénouement, Laure se trouve délivrée du péché qu'elle s'apprêtait à commettre, mais elle commence bientôt à souffrir, « comme d'un bien qu'elle eût perdu, de l'amour qu'il lui avait porté ». Ne voilà-t-il pas des subtilités de sentiments propres à faire pâmer d'aise les délicats ? Depuis Ovide, les rédacteurs d'arts d'aimer s'amusent ainsi à décrire les jeux de l'envie, de la fuite et de l'approche dont les règles ne changent guère.

Bien qu'elle se situe durant la dernière guerre, l'œuvre de Maria Le Hardouin paraît vieillotte. Un parfum de violettes fanées s'en dégage, auquel se mêle une satanique odeur de soufre. Avec Taraglas, qui crève les yeux de son chat bien-aimé afin d'atteindre le comble du renoncement, on se croirait transporté dans je ne sais quel antre voué à la magie noire. Vincent incarne un esprit de charité bien rare depuis le Moyen Age. Quant à Miette, elle cherche Dieu dans le péché de la chair à la manière de sainte Marguerite de Cortone, dont François Mauriac nous a conté l'histoire [1].

> Je possède comme toi, dit Miette à Luc venu la voir dans la maison du péché, ce curieux sens de l'âme à qui la vie ne suffit pas ; il lui faut Dieu ou se détruire... (p. 380).

Lorsque la foi atteint de telles extrémités, lorsqu'elle pousse un Taraglas à s'acoquiner avec un couple de brutes et à mutiler son chat, lorsqu'elle incline Miette à s'offrir aux caresses des amis et des amies de son amant, il est permis de la considérer comme le pire des poisons. Ce n'est pas la mort des civilisations qu'auraient dû décrire les collaborateurs de François Berge, mais la mort de la civilisation bourgeoise, dont les traditions s'effondrent les unes après les autres sous l'ironie du romancier, et dont les croyances religieuses elles-mêmes se décomposent.

---

1. Éd. Flammarion, 1945

CHRONIQUES ARTISTIQUES

I

REFLEXIONS D'UN VIEIL ARTISTE
SUR LES RAPPORTS DU PEINTRE ET DE SON MILIEU

par Francis JOURDAIN

Une route en Ile-de-France. Clair de lune. A mi-côte, nous sommes rejoints par un cycliste qui met pied à terre. C'est le curé de Couteyroult, qui, sans la moindre hypocrisie, saisit l'occasion d'entrer en conversation avec les Parisiens dont la présence dans le village lui a été, depuis quelques semaines, signalée. « L'astre des nuits nous éclaire », dit-il, manifestement satisfait d'une entrée en matière dont le tour — n'est-il pas vrai? — le dispense de préciser qu'il est — lui aussi — un artiste; et nous ne tardons pas à savoir que la musique est l'ornement de sa solitude. Cette confidence est un appât. Pour lui assurer un maximum d'efficacité, l'abbé ajoute : « D'ailleurs, tous les arts sont *sœurs.* »



Cette rencontre — restée sans lendemain — remonte à quelque quarante ans. Si j'ai souvent repensé depuis à mon assoiffé de beautés esthétiques, ce n'est pas pour m'amuser de la platitude de ses images ou de leur audace grammaticale; il ne suffit pas de rendre les arts au genre masculin pour débarrasser ce cliché de ce que la routine y a introduit d'erreur. Les liens de parenté qui unissent les arts sont moins étroits qu'on ne dit; surtout, ils ne sont pas de l'ordre qu'on dit. La paresseuse reconnaissance de cette prétendue fraternité permet à bien des sophismes de faire figure d'axiomes; elle facilite la fâcheuse interchangeabilité de certains traits, fort particuliers cependant à chaque art, et dont l'application irréfléchie à tous les frères ne fait qu'embrouiller le problème des fins de l'art.

Nous sommes déplorablement enclins à prendre pour idées générales ce qui est seulement hâtives généralisations. Dès que l'on ne se contente plus de voir dans l'art la satisfaction d'un besoin inégalement vif selon les individus et, à dire vrai, souvent obscur, mal défini, dès que l'on cherche à préciser la mission de chacun des arts, il faut bien reconnaître leur spécificité, et partant les différences de leurs déterminations. Sans, pour autant, vouloir élever entre la musique et l'architecture une barrière que le philosophe ne pourrait franchir, on est bien obligé d'avouer que ces deux manifestations du génie humain ne correspondent pas à des besoins identiques. La musique a sa fin en soi; la demande à laquelle elle répond n'est point formulée comme le sont les exigences imposées à l'architecture.

Si je ne rougis pas (au fait, qui vous dit que je ne rougis pas?) d'émettre de pareils lieux communs, c'est que je ne crois pas superflu d'insister sur le fait qu'en dépit de maint préjugé, la pratique de tous les arts n'est pas régie par le même statut; ils ne disposent pas tous de la même liberté; ils ne relèvent

pas de la même éthique. L'architecte est au service de l'homme et son art — je dis bien son art et pas seulement sa technique — en est si étroitement dépendant que tout manquement à ce service est préjudiciable à cet art. Il est un mauvais artiste quand il est un mauvais serviteur, quand il substitue sa propre fantaisie à la loi de la nécessité, dure loi qui crée des formes adaptées à leurs fonctions, c'est-à-dire à leur raison d'être, en même temps qu'aux possibilités d'un matériau judicieusement élu et raisonnablement employé. Tout bâtiment est une réponse à une demande du corps ou de l'esprit; l'architecte réalise toujours un programme élaboré à tel moment de l'histoire et que justifie la condition humaine à ce même moment.

Indéniables, certes, les relations du peintre avec ses contemporains (il lui arrive de précéder ceux-ci au lieu de les suivre) sont cependant d'un ordre très différent. Le peintre ne connaît pas son interlocuteur; il n'a pas à le connaître; souvent, il disparaît sans l'avoir rencontré, sans être sûr qu'il n'a pas prêché dans le désert, et son langage est parfois si neuf qu'il est longtemps incompréhensible. La peintre pratique un art tellement individuel qu'il ne sait pas toujours qui il sert. Il parle avec l'espoir d'être entendu, souvent l'inquiétude de ne l'être pas, mais il ne cède pas à une sollicitation.

Que l'architecte puisse ne pas se préoccuper d'autrui est impensable, tandis qu'est méprisable le peintre pour qui les habitùdes d'autrui sont déterminantes, qui se plie aux règles de la bienséance, tend l'oreille aux appels d'alentour, peint pour la satisfaction non de sa conscience mais d'un désir qui — exprimé ou deviné — lui est étranger. L'architecture est, par son essence, prévoyante; elle ne peut remettre en question l'objet même de ses prévisions et de ses prévenances; elle ne peut que dans une faible mesure modifier les surfaces, les volumes, les dimensions que le comportement humain a édictés et qui sont de véritables sommations, alors que dans le domaine des *arts d'agrément*, nos exigences sont moins impératives et peuvent sans dommage n'être pas entendues, voire être bousculées avec profit. Tant que fenêtres et cheminées sont utiles, elles sont, de ce fait, respectables. Le respect dû à l'*usage* qui en est fait ne doit pas être étendu à ce qu'une carence de la langue nous contraint à nommer aussi *les usages*. Ceux-ci peuvent, par le peintre, être impunément contrariés. Il n'est guère de grands peintres qui n'aient peu ou prou usé de cette faculté et modifié la coutume. Ce fut la passion et la Passion des plus grands.

Leur audace fut féconde. Je ne veux pas dire que l'audace soit interdite à l'architecte, mais celui-ci l'applique à résoudre un problème dont les données lui sont fournies, tandis que le peintre s'est plus ou moins clairement posé lui-même les questions auxquelles il s'efforce plus ou moins heureusement de répondre, s'il ne s'est pas résigné à « peindre comme l'oiseau chante ».



Non, mettre tous les arts dans le même sac, ce n'est ni prendre souci de leur santé, ni avoir le goût de l'ordre. Pour ne parler encore que de deux d'entre eux, la noble servitude qui est la raison d'être et fait l'éloquence de l'architecture n'est plus chez le peintre que servilité. S'il n'y a qu'une différence de degré entre le Parthénon et la bicoque de l'actuel banlieusard, il y a une différence de nature entre deux chefs-d'œuvre, même de valeur égale et volontiers apparentables, si l'un est édifié et l'autre peint.

Nous ne pouvons, m'objectera-t-on, concevoir qu'une Raison. Eh! le propre de la Raison est de guider chacun sur la voie qu'il a ses raisons de choisir, et il n'y a pas de commune mesure entre les raisons qu'avait Nicolas Poussin de peindre *le Déluge* et celles qu'a eues Hardouin-Mansard de dessiner le plan et la façade du palais de Versailles.

Ce qui détermine l'architecture, convenons que nous le distinguons mieux que ce qui détermine la peinture. Nous voyons mieux les relations de cause à effet existant entre la maison et son occupant qu'entre le tableau et la

société où il surgit — parfois fort inopinément. Il est, à mon avis, trop simple — c'est-à-dire inexact — de considérer l'art comme « *une activité économique, une industrie engendrant un trafic commercial* » et les artistes comme « *engagés dans les nécessités qui les mènent* », condamnés donc à travailler « *bon gré mal gré pour la clientèle qui les fait vivre* ».

Qu'une aussi honteuse soumission soit le propre des peintres auxquels la qualité d'artiste est justement refusée, cela est admissible (encore faudrait-il se garder d'imprudemment généraliser, de méchants artistes ayant, ma foi, su crever la faim tout aussi bien que les meilleurs).

Trop de grands artistes, en tout cas, ont connu la misère parce qu'ils se refusaient à faire le trottoir, pour que l'on puisse raisonnablement faire valoir l'efficacité, en cette matière, de la loi de l'offre et de la demande. Sans remonter à Rembrandt s'obstinant dans un art qui, après les brillants succès de sa prodigue jeunesse, lui valut la défaveur générale et une vieillesse misérable, il suffit, pour saisir l'étendue d'une semblable erreur, de rappeler le sort fait hier à cet impressionnisme que non seulement personne ne demandait, mais que tout le monde vomissait, ne le pouvant digérer. On donne volontiers aujourd'hui l'impressionnisme « terre à terre » et sans lyrisme pour spécifiquement bourgeois. Il n'est d'admirable dans un tel propos que le sang-froid avec lequel peut être travestie la moins contestable des vérités lorsqu'elle va à l'encontre de la thèse la plus effrontée. La bourgeoisie n'a rien retrouvé de soi dans une peinture qu'elle a réprouvée, honnie, insultée, maudite. Elle avait horreur de ce « réalisme dégradant », et pour apaiser sa soif de poésie, elle demandait à l'idéaliste Bouguereau toujours plus de sirop, toujours plus de rêve. De fort bon gré, ce débitant glorieux travaillait pour la clientèle qui le faisait vivre. Mais Cézanne, Monet, Renoir, Pissarro, Van Gogh, Gauguin, vingt autres? Affirmer qu'ils se sont conformés aux ordres des classes dirigeantes n'est pas sérieux; et que les étourdis qui s'y risquent ne craignent pas en outre de se recommander de Marx, voilà qui me semble pour le moins léger.



Dans un excellent article de *la Pensée* (1), l'historien Jean Baby a fort bien dit quel danger il y a à

vouloir expliquer, par des influences économiques directes, des activités humaines qui n'ont que des rapports lointains et difficiles à découvrir avec les conditions matérielles de l'époque considérée.. Il serait faux de croire que la conception matérialiste de l'histoire soit une chose simple. Si elle est relativement facile à comprendre, elle est plus difficile à appliquer, car elle suppose la connaissance d'un nombre considérable de faits dont beaucoup sont malaisés à découvrir et aussi parce qu'il faut se défier des explications superficielles ou tendancieuses des événements.

Prenant dans l'histoire des arts un exemple de ce genre d'imprudences, Baby rappelle l'erreur commise par Plekhanov lorsqu'il donne le menuet comme « une expression de la psychologie d'une classe non productrice », alors que le menuet était, bien avant le règne de Louis XIV, dansé par les paysans.

Sous peine d'entendre Marx répéter son fameux *Je ne suis pas marxiste,* nous ne devons pas forcer sa pensée, lui faire dire ce qu'il ne dit pas, et, oubliant les leçons de scrupule qu'il nous donna, lui faire porter la responsabilité de déductions tirées par nous avec une assurance et une suffisance dont eût été scandalisé celui qui avait pris pour devise : « Doute de tout. » Une certitude qui, n'étant pas le résultat de l'expérience, est de l'ordre de la Révélation ne saurait caractériser qu'une vertu théologale. L'homme dont la foi n'est pas proprement religieuse ne peut admettre que la théorie précède l'observation. Il peut prévoir (dans la mesure où prévoir est supposer), il ne peut prédire.

---

(1) *La Pensée,* n° 3, avril-mai-juin 1945, p. 80-86.

Le premier devoir du rationaliste est de refuser tout *a priori,* si tentée que soit cette instinctive paresse à laquelle il ne saurait céder sans déchoir. Bien sûr, lorsque nous avons fourni un long effort pour fabriquer ou nous procurer une clef, nous sommes enclins à lui prêter les vertus d'un talisman, c'est-à-dire la faculté merveilleuse d'ouvrir toutes les portes. Et il n'est certes pas malhonnête de tenter l'aventure; il l'est, en cas d'insuccès, de ne pas faire l'aveu de l'échec. Peut-être, en la fabriquant ou la croyant perfectionner, n'avons-nous pas assez tenu compte de telle particularité de telle serrure. Peut-être aussi est-il chimérique de croire à la possibilité d'un passe-partout. Marx semble bien, quant à lui, avoir pensé qu'il n'y a pas deux serrures identiques. Il nous a légué non pas une clef, non pas un trousseau de clefs, mais le moyen de fabriquer un nombre incalculable de clefs, autant de clefs que de serrures. Sans avoir la ridicule prétention d'être un marxiste très expérimenté, je ne crois pas que Marx ait, en démontant — pour le transformer — le mécanisme des sociétés, trouvé l'origine de tout geste. Ce qui est, dit-il, « à rechercher dans l'économie politique, c'est l'*anatomie de la société* ». De l'importance qu'il donne si justement à la lutte de classes, il ne faut pas déduire qu'il lui attribue l'invention de la fugue et du contrepoint.

A vrai dire, la musique est moins que la peinture exposée à l'audace interprétative de nos pseudo-marxistes. C'est que la musique ne tend pas à *représenter,* tandis que la peinture...



La peinture?... Ah! me voici arrivé à un point crucial. Je voudrais bien essayer de dissiper le malentendu qui empêche de distinguer le *tableau* de l'*art,* et l'objet représenté de sa représentation. Car ce que le tableau représente est une chose; le moyen de sa représentation en est une autre, et c'est cette autre chose — sans commune mesure avec la première — qui est, au plus vrai sens du mot, l'art.

On peut être bouleversé par *l'Entrée des croisés à Constantinople* de Delacroix sans rien savoir, ni avoir envie de rien apprendre de cet événement, sans s'y intéresser le moins du monde. La splendeur de la représentation ne doit donc rien au fait représenté. Et Renoir pleurait d'émotion à Madrid devant le portrait d'une Altesse dont il se souciait moins qu'un hareng ne se soucie d'un entrecôte Bercy; seulement, l'auteur du portrait était Velasquez. Il est des chefs-d'œuvre dont le sujet est absurde ou insignifiant et des croûtes dont le sujet est pathétique.

La banalité de ces redites confine au scandale : elles ne sont cependant pas superflues, puisque la plupart de ceux qui étudient les rapports de l'art et de la société ne le peuvent faire qu'en accordant dans leurs démonstrations la toute première place au sujet.

Il n'est pas douteux que le choix du sujet est significatif du tempérament de l'artiste, comme pourrait l'être toute révélation sur la composition de sa garde-robe, son hygiène ou ses manies; mais ce choix n'éclaire pas sur ce qui est proprement son art, et pas davantage sur ce qui a orienté son esthétique ou celle de ses contemporains. Que l'art soit, comme toute autre activité, déterminé, cela est certain; il n'en est pas moins vrai que cette détermination est souvent moins évidente que ne le laisserait supposer la déconcertante assurance de certains. J'ai, quant à moi, plaisir à entendre rappeler que « le marxiste sait que rien n'est plus difficile que de déterminer pourquoi un homme a pensé ce qu'il pense ».

Race, milieu, moment, dit Taine. Ce n'est pas absolument convaincant. La notion de race est si fragile qu'elle est presque complètement abandonnée par les savants, conscients de ce qu'ont d'incertain ou d'imprécis les termes de leurs définitions. Que cette hésitation soit pleinement justifiée, personne ne le sait mieux que les artistes, le nombre étant énorme parmi eux des « Métèques » dont le génie a donné à la doctrine raciste d'émouvants démentis.

Qui donc, en effet, pourrait sérieusement demander la réintégration dans l'Ecole anglaise de notre Sisley, bon peintre tout aussi Français que son camarade Pissarro, Juif antillais, Sisley indiscutablement Anglais, c'est-à-dire Germain ou Celte... ou Normand comme Poussin, qu'il faudrait, puisque Normand, rendre à la « race » scandinave. Barrès qui alla écouter en Lorraine la grande voix de ses morts auvergnats (1), Barrès qui avait la manie, la passion, la religion de la racine, Barrès dont on peut dire qu'il se nourrissait de racines, Barrès n'en tenait pas moins les déracinés Jean Moréas — Grec — et Anna de Noailles — Roumaine — pour les meilleurs poètes français de leur temps, du moins après Mistral, qui, lui, s'exprimait dans une langue ignorée de la très grande majorité des Français.

C'est au Juif allemand Offenbach que nous devons la musique la plus typiquement parisienne du second Empire, tandis qu'en dépit de son ascendance flamande Beethoven est aussi allemand que le Slave Conrad est Anglais, que le demi-Italien Zola et le demi-Grec André Chénier sont Français, que le demi-Ecossais Lermontoff et le demi-Polonais Dostoïewsky sont Russes. Et le plus russe des Russes est le petit-fils d'un Abyssin : le grand-père de Pouchkine était aussi noir que le grand-père haïtien de notre Alexandre Dumas. Authentique Andalou, Murillo est cependant moins profondément, moins typiquement espagnol que le Greco, Crétois, et comme tel probablement mâtiné de Turc, d'Arménien ou de Juif. Né en Prusse rhénane, formé par l'Italie, Rubens est bien Flamand, n'est-ce pas? Il est, dit Michelet, « sorti de sang slave »! Est-il possible d'être plus Français que Montaigne? Sa mère était Juive portugaise et la famille de son père d'origine anglaise.



Régionalisme n'est pas racisme. Ce que la race n'explique pas, faut-il l'aller demander à la petite patrie? Prenons l'exemple de Chardin et de son contemporain Watteau. Si le premier était de Valenciennes, on ne résisterait pas à la tentation de souligner ses attaches avec le Flamand et le Néerlandais, ses voisins. Watteau, impossible de s'y tromper : personne n'incarne mieux cette légèreté, cette grâce, cette élégance que l'on ne trouve qu'à Paris. Le malheur est que c'est Chardin le Parisien et Watteau le Valenciennois. Du moins, l'insouciance heureuse de son *Indifférent*, le charme de ses belles écouteuses, de ses ravissantes oisives déguisées en bergères, pouvons-nous les attribuer à la vie fastueuse que menait cet aristocrate ignorant de la misère populaire? Ce serait satisfaisant, mais ce serait faux; Watteau était fils d'ouvrier. Jamais famille ne fut aussi riche en sévères pasteurs protestants que celle du fougueux et ardent Van Gogh. Il est d'ailleurs tout à fait exceptionnel qu'une vraie vocation d'artiste naisse dans une famille d'artistes, et dans ce cas on argue de la naturelle et fatale emprise du milieu; dans le cas contraire, on fait valoir la non moins naturelle et non moins fatale réaction de l'individu contre son milieu. Il n'est pas exclu de penser que c'est assurer à peu de frais l'infaillibilité du principe de causalité. Il y a cependant une certaine sagesse à accepter cette dualité; encore faut-il ne pas ériger en principe absolu l'une ou l'autre de ces propositions et confesser que l'honnête constatation de cette antinomie est incompatible avec la généralisation de l'une ou l'autre de ces thèses. On recourt à un argument à peine moins précaire en donnant, pour expliquer l'œuvre d'art, une place essentielle et une importance excessive à l'époque, c'est-à-dire à l'événement. Là encore, la démonstration n'est pas d'une très grande rigueur. Sur le plan de la seule logique, l'impressionnisme eût fort bien pu être la conséquence normale du grand et audacieux mouvement de libé-

---

(1) Ayant décidé de traîner dans leur camp le cadavre de l'académicien et essayant de justifier leurs efforts, les hitlériens français nous ont, durant l'occupation, révélé que la mère de Barrès était allemande !

ration que fut la Révolution française, et l'on pourrait alors tenir Jean-Jacques Rousseau pour le responsable de ce retour à la nature. L'histoire est toute différente, et nous sentons bien, nous qui savons bien qu'il ne pouvait en être autrement. Le conventionnel David, qui devait donner à Napoléon la preuve qu'un grand artiste peut être singulièrement... conciliant, David, répudiant la frivolité du régime défunt, coiffa le casque romain, alors déjà assez à la mode pour n'étonner personne. Au cœur du peintre — par ailleurs audacieux régicide —, il y avait plus de soumission qu'on n'en eût pu trouver soixante-quinze ans plus tard dans l'âme du peintre obscur qu'était le marguillier Cézanne, craintif petit bourgeois dont il est malaisé de distinguer par quels liens son étonnante aventure intérieure est reliée à l'histoire. Personne ne songe plus à nier l'importance ni l'influence énorme de cet étrange et admirable maître, mais il serait vain de vouloir tracer la courbe de son évolution sur le graphique des événements qui se déroulaient au temps de celle-ci.

Entre, d'une part, la guerre de 70, la Commune, la consolidation du pouvoir bourgeois, le développement de l'industrie, les conquêtes coloniales, les conséquences de la méthode expérimentale, la transformation des moyens de locomotion, le progrès du socialisme, les crises financières, les luttes ouvrières, et, d'autre part, la modulation de Cézanne et le guingois de son compotier, il est beaucoup plus arbitraire de tenter le moindre rapprochement qu'il n'est possible et sensé de le faire entre certains de ces faits (pris au hasard parmi bien d'autres) et, par exemple, la Galerie des Machines, qui fut, à l'Exposition de 1889, une belle et significative étape de l'architecture.

Les points par lesquels l'art pictural adhère à la société ne sont pas encore très visibles. Je dis « pas encore », ce qui est une façon d'exprimer l'espoir que sera plus sérieusement entreprise l'étude d'un problème auquel on ne nous propose que des solutions insuffisantes. Ces points de contact existent. Nous les connaissons mal. Pourtant, ils sont assez nets pour constituer de sûrs points de repère et l'œil le moins exercé situe facilement un tableau dans le temps et dans l'espace. Mais, encore un coup, gardons-nous d'interroger ce tableau sur des circonstances qu'il a négligé de connaître, qu'il était bien moins que le monument obligé de connaître. Certains d'entre nous s'étonnent de ne trouver dans l'œuvre des peintres d'aujourd'hui aucune trace de l'effroyable drame d'hier. Cet étonnement semble impliquer qu'il en aurait été autrement jadis. Où? Quand? Les hommes de ma génération ont vu dans leur enfance d'innombrables images peintes, sculptées, gravées, inspirées par la guerre de 70 (et non la Commune. Pourquoi la bourgeoisie n'extériorisait-elle pas sa haine des « rouges »?). Or, pas une seule de ces misérables naiseries ne mérite le nom d'œuvre d'art. Est-ce un hasard qu'aucun des vrais artistes d'alors n'ait été tenté d'entretenir ses proches de ce qui hantait toutes les mémoires, obsédait tous les esprits, continuait à meurtrir la nation tout entière?

Si, à cette question, on me répond qu'un artiste ne saurait consentir à l'anecdote (encore un bobard, d'ailleurs, et auquel quelques admirables démentis ont été donnés), je demanderai dans combien de tableaux nous décelons un témoignage — faute de la représentation pittoresque de l'épisode — du moins un reflet de ses conséquences historiques, sociales ou morales, la trace apparente de ces grandes idées dont la naissance, le développement et le déclin jalonnent l'histoire d'une civilisation. Cela n'est ni aussi fréquent ni aussi pertinent qu'on le répète complaisamment.

Pour plus visibles qu'elles soient dans l'architecture, ces relations de cause à effet doivent, même sur ce terrain, être examinées avec une précaution et une prudence sans lesquelles de hâtives déductions conduiraient à de grossières erreurs d'interprétation. Le goût sûr d'un Mansard, d'un Le Nôtre ne semble-t-il pas avoir fait de Versailles une image singulièrement expressive d'une société qui devrait à sa parfaite sagesse, à la noble pureté de ses mœurs, à la solidité de ses assises et à son sens de la mesure, une sorte d'émouvante sérénité, un ordre véritablement incomparable? Mais ouvrez telle chronique, telle correspondance, telles annales, ou bien les mémoires du terrible Saint-

Simon, et vous voilà fixés sur la mesquinerie, la goujaterie, la répugnante crasse matérielle et morale d'une bande d'intrigants fats, jaloux, vénaux, corrompus, cruels, bassement superstitieux.

Que le chef-d'œuvre admirable de Mansard et de Le Nôtre se souvienne de Descartes, qu'il évoque en nous le souvenir de Racine, j'en tombe bien volontiers d'accord, mais qu'on n'aille point nous le présenter comme le fidèle miroir d'un temps, d'un pays, voire seulement d'une classe. Versailles est un des sommets de la civilisation : il était peuplé de sauvages. Si l'architecture, art collectif, rend ailleurs et bien souvent mieux compte du milieu d'où elle est issue, la peinture, art individuel, dispose généralement d'un langage moins expressif et moins direct. On va, je le sais bien, m'objecter que l'art religieux accorda, au long des siècles, l'artiste à la foule. Cet argument est moins solide et plus sophistique qu'on ne croit. Que l'image religieuse ait conservé toute sa valeur artistique aux yeux de qui elle s'est vidée de tout son contenu idéologique, est une preuve que le sujet n'est pas partie intégrante de l'art. J'ai déjà, ici (1), essayé de montrer que la spécificité de l'art religieux n'a jamais pu être établie et que, dans une image religieuse, il n'y a de vraiment religieux que le sujet. Pour n'envisager que notre ère, il est exact que le christianisme (après, on l'oublie trop souvent, des centaines d'années de silence) a fourni à la plastique quantité de thèmes que l'imagination a (d'ailleurs au mépris de l'intangibilité du dogme) audacieusement renouvelés, voire déformés; il n'en est pas moins inconsidéré d'attribuer à la religion un rôle de truchement entre la foule et l'art. Je veux dire que rien, par exemple, ne nous autorise à prétendre qu'au XIIIe siècle le peuple italien, unanime à vénérer la religion illustrée par Cimabué, l'était aussi à apprécier la qualité de cette illustration.

J'ai, quant à moi, peine à croire que des siècles d'obscurantisme et de misère aient aussi heureusement affiné une sensibilité que les damnées presses de Gutenberg auraient ensuite criminellement réduite à rien.

Le « bon temps » (*sic*) où les mœurs, sinon la loi, imposaient des sujets à l'artiste est aujourd'hui regretté par certains qui avouent ne savoir que faire de la liberté dont ils jouissent ou plutôt dont ils souffrent. Aussi prennent-ils pour une condition du génie créateur cette contrainte exercée de l'extérieur; ils la confondent avec la règle que se donne volontairement l'artiste soucieux — pour rendre plus convaincant son message — de mettre de l'ordre dans ses idées et ses sensations. Subie ou volontaire, cette contrainte serait à l'origine de l'œuvre d'art, qui aurait ainsi une valeur de démonstration — donc de propagande.

Admis ce point de vue, fort peu de tableaux illustrent cette thèse, qui n'est d'ailleurs soutenable qu'en accordant au sujet une place usurpée. Aimant tout à la fois — c'est bien mon droit — la bonne peinture et l'esprit révolutionnaire, je suis comblé par Delacroix peignant *la Liberté guidant le peuple.* Cette splendide composition est aussi, si j'ose dire, l'argument-massue souvent et justement utilisé pour déloger les obstinés locataires de la Tour d'Ivoire, confondre ceux pour qui servir c'est déchoir. Certes, il serait téméraire de prêter au monarchiste Delacroix une ardeur démocratique qu'il n'avait point; mais la question n'est pas là. Elle est de savoir si, généralisant le cas — trop exceptionnel, hélas! — de cette paradoxale *Liberté,* on peut voir dans toute œuvre d'art un geste de propagande, ce geste fût-il non délibéré, quasi inconscient, déterminé par une sorte de mimétisme auquel l'artiste ne saurait échapper. Sans quitter Delacroix, demandons-nous alors quelles fins il poursuivait — volontairement ou non — en peignant Dante et son enfer, Apollon et son char, Trajan et sa justice, Roméo et sa Juliette, le Tasse et sa prison, Sardanapale, Chopin, Jésus, Ariane, un harem, des batailles, les massacres de Scio, la lutte de Jacob avec l'Ange, du cheval avec la panthère, du tigre avec le serpent.

---

(1) *De Pascal à Antée. Réflexions d'un vieil artiste, la Pensée,* n° 3, avril-mai-juin 1945, pages 36 à 38.

On voit bien « l'inguérissable amertume » répandue dans cet œuvre qui, dit Baudelaire, « ressemble à un hymne composé en l'honneur de la fatalité et de l'irrémédiable douleur ». On voit moins bien comment, au temps où s'exhalait cette amertume, la même conjoncture et le même sang justifieraient aussi la tendre sérénité de Corot et la fine bonne humeur de Daumier, pour ne parler que de deux des contemporains du grand lyrique.

Cette énigme serait-elle résolue, beaucoup d'autres resteraient sans réponse, l'enrichissement d'une classe, une guerre, une révolution, une découverte ou une invention concordant ici avec une renaissance des arts, là avec leur déchéance, la misère semblant provoquer à telle époque ce què la prospérité paraît déterminer à telle autre. Les événements qui ont coïncidé avec le déclin des plus belles écoles en Italie, en Espagne, aux Pays-Bas ne sont pas très profondément différents de ceux qui ont accompagné le développement de l'Ecole française. Pourquoi celle-ci a-t-elle connu un extraordinaire réveil et une surprenante audace en un temps (Louis-Philippe, Napoléon III, débuts de la IIIe République) où le mauvais goût et le paresseux pastiche sévissaient avec une niaiserie rarement égalée? A tant et tant de questions de cet ordre qui pourraient être posées, aucune des réponses données n'est pleinement satisfaisante. Sans doute chacune d'elles contient-elle une parcelle de vérité, et c'est de cette poussière de vérités qu'est faite la vérité. Notre erreur vient de la hâte avec laquelle, au lieu de procéder, pour chaque cas, à une patiente analyse et à un scrupuleux dosage, nous attribuons à tel ou tel des composants une valeur déterminante. Nous prenons volontiers pour une loi éternelle, partout applicable, ce qui n'est que le résultat d'un examen rapide. Les choses ne sont pas si simples. Il n'y a que des cas d'espèce et il n'y a pas d'effets sans causes. L'art est un effet, la cause existe. Minerve, déesse de la Sagesse et des Arts, sortant tout armée du cerveau d'un dieu?... Ce mythe est inepte.

II

QUELQUES REMARQUES SUR LE MÊME SUJET

par René MAUBLANC

L'article savoureux et suggestif qu'on vient de lire suscitera, je pense, quelques controverses. C'est bien pour faire réfléchir et discuter que Francis Jourdain l'a écrit ; et tel que nous le connaissons, nous ne nous étonnerons point qu'il ait donné à ses remarques un tour volontiers paradoxal ou même agressif et qu'après avoir posé un problème délicat et complexe il se soit amusé, avec sa verve impitoyable, à dénoncer les solutions faciles et simplistes qu'avec les meilleures intentions du monde certains prétendent lui donner. Il ne craint point de choquer son lecteur pour le mieux amener à réfléchir plus profondément ; le danger serait que, s'arrêtant à une impression superficielle, le lecteur s'égarât en de fausses interprétations et s'abstînt de cet effort d'approfondissement auquel l'invite Francis Jourdain. C'est pourquoi je crois utile d'ajouter ici sans tarder quelques commentaires. On m'excusera si je juxtapose à la spirituelle fantaisie d'un artiste la construction pesante d'un cuistre professionnel.

***

Le problème posé par Francis Jourdain est d'importance. Il s'agit de découvrir les causes ou, si l'on préfère, les conditions déterminantes qui expliquent la création d'une œuvre artistique, et spécialement d'une œuvre picturale. Certains diront : il n'y en a point d'autre que le génie de l'artiste, c'est-à-dire une force mystérieuse et irrationnelle, cause absolue, qui ne dépend que d'elle-même et qui n'a point à être expliquée. Le rationalisme de Francis Jourdain s'insurge contre cette solution idéaliste, et les dernières lignes de son article sont pour déclarer « inepte » le mythe de « Minerve, déesse de la Sagesse et des Arts, sortant tout armée du cerveau d'un dieu ». L'œuvre d'art a ses causes, et ses causes matérielles il s'agit seulement de les découvrir.

C'est ici que Francis Jourdain proteste à juste titre contre des systèmes d'explication absolus et simplistes qui donnent de l'œuvre d'art une interprétation purement mécanique, et il n'a pas tort de mettre sur le même plan la fausse explication biologique ou géographique par la race ou les climats et l'explication pseudo-marxiste par une action *directe* et *exclusive* des conditions économiques. On ne saurait trop répéter la formule d'Engels :

> D'après la conception matérialiste de l'histoire, le facteur déterminant dans l'histoire est, *en dernière instance*, la production et la reproduction de la vie réelle.

En dernière instance: c'est dire que, dans l'histoire de l'art comme dans celle des religions et de toutes les « superstructures idéologiques », l'« infrastructure économique » n'est pas la condition immédiate, qu'elle ne joue qu'à travers des intermédiaires parfois nombreux et complexes, et que prétendre expliquer l'œuvre d'art en se référant à ces conditions économiques exclusivement et directement, c'est schématiser arbitrairement et déformer une réalité infiniment plus riche et subtile.

Il est parfaitement exact, d'autre part, que 'influence économique ne se fait pas sentir de la même façon sur tous les arts et que, comme le note Francis Jourdain, elle est plus importante et plus impérieuse sur l'architecture que sur la peinture, l'habitation étant plus directement et complètement que le tabeau asservie aux conditions de vie, aux matériaux et aux techniques de construction, aux besoins matériels.

Aussi suis-je d'accord avec l'auteur pour réclamer que l'historien de l'art ne se contente pas de ces formules hâtives, que

semblent vérifier quelques exemples astucieusement choisis, mais que contredisent des faits bien plus nombreux, et pour exiger de lui une étude aussi complète et approfondie que possible. Il s'agit d'établir par des analyses incontestables « les points par lesquels l'art pictural adhère à la société », points qui « ne sont *pas encore* très visibles », bien que, comme le précise justement Francis Jourdain, on ne puisse nier qu'ils existent. Et ces analyses sont le seul moyen d'échapper aux divagations idéalistes sur l'autonomie du génie créateur et l'indépendance absolue de l'artiste à l'égard de la société.

***

Cela posé, je fais personnellement quelques réserves sur certaines affirmations de Francis Jourdain, où je crois trouver les traces d'un certain esthétisme individualiste, ou même anarchiste, que je tiens pour injustifié et dangereux. Je voudrais discuter amicalement avec lui quelques-unes de ses remarques sur les rapports du peintre avec son milieu social.

Il est bien vrai que le peintre obéit moins directement que l'architecte à une « commande sociale », et cela parce que l'architecte a besoin de clients pour réaliser les produits de son imagination, tandis que le peintre, théoriquement du moins, peut travailler pour lui tout seul et se passer de public. Je dis *théoriquement*, car je crois bien qu'en fait le romantisme de l'artiste solitaire qui œuvre pour sa seule satisfaction personnelle n'a jamais été qu'une légende. Tout artiste a besoin de s'appuyer sur un public, si restreint soit-il, s'il est vrai que l'art est une communication ou une communion entre des hommes. Mais le peintre peut avec ce public avoir des rapports divers : il peut le trouver tout fait, avec ses goûts et ses exigences, et se borner à le satisfaire ou à lui obéir ; il peut aussi chercher à se le créer, en bousculant ses habitudes et en lui imposant une vision neuve du monde. Francis Jourdain reconnaît qu'il y a là deux types de peintre, mais il considère que le premier est « méprisable » et réserve sa tendresse au second. J'accorde volontiers à celui-ci une particulière sympathie, car c'est lui surtout qui apporte à l'art son renouvellement ; mais faut-il donc mépriser le premier ? Nous devrions alors mépriser bien des grands artistes d'autrefois, à commencer par Raphaël et Rubens, qui n'ont jamais, que je sache, heurté leur public, qui d'ailleurs ne se sont jamais non plus ap atis devant lui, mais se sont trouvés, sans servilité et par un accord spontané, adaptés à ses goûts.

Il faut ajouter que le type de l'artiste individualiste et révolté, qui lutte pour conquérir son public, n'a été possible que dans certaines conditions sociales et à de certaines époques : le peintre des temps féodaux qui ne peut vivre que par les commandes de la cour ou de l'Église dépend étroitement de son public. Bien plus, il n'a pu commencer à exister qu'à une certaine période de l'histoire de l'art, grâce à certaines inventions techniques : la toile de chevalet, liée à l'invention de la peinture à l'huile, est la condition nécessaire d'une certaine indépendance de l'artiste en face de son public ; le fresquiste ne pouvait travailler que sur commande, et cela ne l'a pas empêché de peindre des chefs-d'œuvre.

Ainsi le cas d'un Cézanne, d'un Gauguin ou d'un van Gogh, qui serait inconcevable au XIIIe siècle ou même au XVIIe, doit être étudié en fonction d'un certain état économique et social. L'artiste méconnu, ignoré, « maudit », est un phénomène d'époque, comme la vie de Bohème est un phénomène d'époque. L'individualisme anarchisant n'est pas un caractère inhérent à l'art en soi, mais à une certaine forme d'art, assez strictement délimitée dans le temps et dans l'espace ; et s'il apparaît spécialement au XIXe siècle, ce n'est certes pas par hasard ; il est lié à cet état social qu'est le capitalisme bourgeois, tel qu'il s'est organisé en France depuis la Révolution.

Si ces remarques sont justes, elles permettront peut-être de dissiper un malentendu. Lorsque Francis Jourdain proteste, avec une véhémence narquoise, contre l'épithète de « bourgeois » accolée à l'impressionnisme, je crains qu'il n'y ait là avant tout une équivoque de langage. Il semble prendre le mot de bourgeois au sens traditionnel d'homme borné et sottement traditionaliste, de « philistin » bien pensant : la bourgeoisie louis-philipparde avec son idéalisme de pacotille, telle que la dénonçait le romantisme pictural de Delacroix, comme le romantisme littéraire d'Hugo, de Musset et de Théophile Gautier et le romantisme musical de Berlioz. Il est bien vrai qu'en ce sens l'impressionnisme, qui est aussi à sa façon un romantisme, est aussi opposé que possible au goût bourgeois. Mais, lorsque des marxistes parlent de régime bourgeois, c'est en un tout autre sens, en l'opposant au régime féodal et en constatant que le XIXe siècle a vu l'accession et la consolidation au pouvoir d'une nouvelle classe dirigeante, remplaçant les nobles de l'ancien régime et s'appuyant non plus sur la naissance, mais sur l'argent, non plus sur la possession des terres, mais sur l'industrie, le commerce et la finance. En ce sens, il n'est plus absurde ni scandaleux de considérer l'impressionnisme comme une forme d'art bourgeois : cela signifie seulement

qu'il eût été impossible dans la société féodale.

Qu'on réfléchisse seulement à ce fait : la peinture impressionniste est essentiellement une peinture de paysage ; or, la peinture de paysage est une invention moderne. Sans doute, les peintres de tous les temps ont-ils été sensibles à la beauté du ciel, des arbres, de la mer, et aussi à la beauté des villes ; sans doute ont-ils toujours essayé de la reproduire dans leurs dessins et leurs esquisses (les seules œuvres que l'artiste fasse pour lui seul, les seules qui répondent à la conception individualiste que Francis Jourdain aime à se faire de l'artiste) ; mais pendant des siècles, dans l'œuvre offerte au public, chez van Eyck comme chez Botticelli, chez Durer comme chez Vinci, chez Jean Fouquet comme chez Titien, le paysage n'est qu'un fond, un accessoire, et c'est sur les personnages, sur les scènes religieuses ou profanes représentées que se concentre l'intérêt. Il vient ensuite une époque, et d'abord en un seul pays, où le paysage est traité pour lui-même et conquiert son autonomie. Que ce pays soit la Hollande, cela pose un problème, et il serait puéril de le résoudre en disant que la Hollande est un pays particulièrement beau, ou que les Hollandais sont, par tempérament, particulièrement sensibles à la beauté de la nature. Mais le fait est que la peinture hollandaise du XVIIe siècle répond à des besoins sociaux déterminés, ceux d'une certaine bourgeoisie mercantile, d'ailleurs de religion protestante, qui détournait inévitablement ses artistes des formes d'art traditionnelles et les orientait vers des formes nouvelles. C'est peut-être une simplification grossière de nommer le paysage un art bourgeois, mais il n'en est pas moins vrai que le développement de la peinture de paysage est toujours et partout parallèle au développement de la classe bourgeoise, non seulement dans la Hollande du XVIIe siècle, mais à Venise au XVIIIe, et aussi en France, où l'art du paysage, sous l'ancien régime, apparaît en même temps qu'une littérature non féodale, comme la comédie de Molière, se développe au XVIIIe et prend toute sa valeur au XIXe avec le triomphe de la bourgeoisie.

L'impressionnisme apparaît alors comme lié à un régime social, dans l'ensemble de l'histoire de la peinture de paysage ; et si maintenant il apparaît seulement à la fin du XIXe siècle, après l'école de Barbizon, Daubigny et Courbet, c'est pour une raison différente, mais encore sociale, qui montre l'interdépendance des diverses « superstructures » : à savoir que sa technique est liée à un certain état de la science, à certaines recherches physico-chimiques sur les couleurs, et notamment aux travaux de Chevreul. Encore une condition qui attache une certaine forme d'art à un milieu et à un moment de l'histoire par des liens plus étroits que ne semble le croire Francis Jourdain.

On pourrait esquisser une analyse du même ordre avec d'autres genres picturaux, comme la nature morte ou le nu. Il est clair, par exemple, que les peintres ont toujours aimé à reproduire la beauté du corps humain, et les carnets d'esquisse des peintres italiens de la Renaissance sont pleins de nus, comme ceux des Flamands et des Allemands. Un élément essentiel du plaisir esthétique, la sensualité, s'y trouve satisfait. Mais ici encore le fait est que le nu traité pour lui-même est une invention récente, et seules des conditions sociales, des commandes sociales ou des tabous sociaux, peuvent l'expliquer. Pendant des siècles, le tableau mythologique ou allégorique a servi de prétexte, de dérivatif ou de masque à la peinture de nu, souvent aussi le tableau religieux (sur ce point, Francis Jourdain a parfaitement raison de distinguer le sujet religieux du sentiment religieux, et il y aurait une étude piquante à faire sur les nus masculins et la sensualité homosexuelle dans la peinture religieuse de la Renaissance italienne). Je pense qu'ici encore le développement autonome de la peinture de nu est lié à des transformations sociales et au développement de la bourgeoisie, spécialement manifesté par l'affaiblissement de l'emprise de l'Église catholique sur la peinture. Ici encore, le milieu, le moment, les classes sociales et les conditions économiques de la production expliquent et commandent, plus que ne le dit Francis Jourdain, la création artistique.

***

Tout cela amène à poser le problème du rôle du sujet dans la peinture. Francis Jourdain fait là-dessus des remarques qui me semblent fort pertinentes et d'autres qui sont plus discutables.

Lorsqu'il note qu'un tableau peut nous émouvoir alors que son sujet nous indiffère, qu'on peut faire un impérissable chef-d'œuvre avec un compotier de pommes et un panneau hideux avec un épisode exaltant de la Résistance ou de la Libération, que donc la valeur artistique d'une œuvre d'art peut être en quelque mesure indépendante de l'intérêt de son sujet, il a raison sans nul doute. Il pose ainsi une question importante, qui est si bien marxiste que Karl Marx lui-même l'a posée et discutée : comment se fait-il qu'une œuvre d'art qui représentait un personnage, un épisode ou une scène intéressants pour les contemporains, garde pour la postérité une valeur permanente de

beauté et d'actualité, alors que son sujet est absolument périmé, oublié, a perdu tout intérêt actuel, et même tout intérêt documentaire ?

Francis Jourdain a raison encore lorsqu'il observe que le sujet n'est souvent qu'un prétexte pour l'artiste, qui y exprime sa propre personnalité à propos d'une scène qui peut être en complet désaccord avec cette personnalité même. Et je rappelais déjà tout à l'heure ses justes analyses sur l'art dit religieux, dont le sujet est sans doute emprunté à la mythologie païenne ou chrétienne, mais dont l'inspiration est nécessairement et heureusement profane. (On trouverait de cela des exemples parallèles dans l'art musical, et l'on citerait le cas de Jean-Sébastien Bach qui ne se gênait point pour utiliser les mêmes morceaux, selon les besoins, dans des cantates sacrées ou des cantates profanes).

Mais a-t-on le droit d'en conclure, avec Francis Jourdain, que « le sujet n'est pas partie intégrante de l'art » et de laisser croire en conséquence que l'artiste n'a pas à s'en préoccuper ? Je ne le pense pas.

J'ai déjà essayé de montrer tout à l'heure que, malgré certaines apparences, le sujet était, plus que ne le dit Francis Jourdain, suggéré sinon imposé par le milieu et l'epoque. Dans certains cas, il s'agit même d'une véritable commande sociale, comme cela s'est produit à certaines des époques les plus brillantes de la peinture, en Italie, dans les Flandres, en France même pour les tableaux d'église, les portraits, les tableaux à la gloire d'un roi, d'un seigneur ou d'un empereur. Et il faut bien dire que cette pression sociale n'a jamais empêché un grand artiste de peindre des chefs-d'œuvre. Francis Jourdain sera d'ailleurs le premier à le reconnaître, qui dénonçait plus haut le « bobard » selon lequel la circonstance ou l'anecdote n'aurait jamais produit que des œuvres médiocres, si bien qu'il serait indigne d'un véritable artiste de s'y abaisser.

Le cas n'est donc pas si rare qu'il le dit des œuvres picturales qui portent témoignage de leur époque, soit des préoccupations, soit des événements de l'époque. Si la guerre de 70 n'a laissé dans la peinture que des traces dérisoires, ce n'est pas que de tels événements soient indignes d'exciter l'inspiration des artistes et que ceux-ci doivent se réfugier dans leur tour d'ivoire en faisant abstraction de ce qui se passe autour d'eux, c'est tout simplement que Detaille, de Neuville et Aimé Morot étaient de piètres artistes. Mais, au début du siècle, David, Gros, Géricault ou même Raffet, s'inspirant eux aussi de l'actualité et souvent même travaillant sur commande directe de l'État, avaient peint des œuvres valables et parfois des œuvres belles.

Or, il est incontestable que l'art, et spécialement l'art pictural, a sur les hommes une influence large et profonde, qu'il exerce une importante action sociale sur ceux qu'il charme ou émeut. Il est incontestable qu'un beau tableau est capable de rendre populaire un homme ou une idée, de faire aimer ou haïr, comme une bonne caricature est capable de ridiculiser un homme ou un parti. La remarque de Francis Jourdain que la valeur artistique est dans une large mesure indépendante du sujet ne fait rien à l'affaire, ou plutôt, loin de gêner l'action sociale de l'art, elle la favorise. On ne peut douter que le nombre et la beauté des tableaux à sujets religieux aient contribué longtemps à maintenir une certaine ferveur religieuse, même si leur inspiration n'était point très pure ou très orthodoxe, ou précisément même parce qu'elle ne l'était pas et, pour prendre un exemple, la sensualité très profane et presque suspecte du tableau du Corrège, *Le Mariage mystique de sainte Catherine*, contribue encore aujourd'hui à séduire des cœurs tendres à la mythologie catholique.

D'où il suit qu'un artiste conscient de l'influence qu'il est capable de prendre sur ses contemporains peut considérer à bon droit comme un devoir de conscience d'employer le prestige de son art à répandre et à faire aimer l'idéal religieux, philosophique, politique ou social, qui l'anime.

***

Malgré quelques apparences et le ton paradoxal qu'il s'est amusé à prendre, je sais bien que Francis Jourdain est d'accord avec moi sur ce point, puisqu'il se félicite que *La Liberté guidant le peuple*, le beau tableau de Delacroix, ait exercé et continue aujourd'hui encore d'exercer une influence réconfortante sur les démocrates révolutionnaires. Il aurait pu rappeler aussi que *Le Massacre de Scio*, du même Delacroix, a joué son rôle pour soulever le peuple français de pitié en faveur des Grecs martyrs. Et Francis Jourdain est même si bien d'accord avec moi qu'il déplore que le cas soit « trop exceptionnel, hélas ! » des œuvres qui satisfont à la fois son goût de la bonne peinture et ses aspirations de citoyen.

Je ne crois donc pas interpréter de travers sa pensée, je suis même sûr de prévenir de fausses interprétations de cette pensée en disant que, pour lui comme pour moi, la peinture n'est pas, par définition et sous peine de se renier, étrangère aux préoccupations de l'heure et aux circonstances de la vie sociale. Il ne s'agit pas sans doute de réclamer de l'artiste qu'il se consacre expressément à une propagande politique, mais on peut légitimement lui demander de ne pas se désintéresser de l'influence sociale que

pourrait avoir son œuvre. Il n'est pas question de reprocher à Courbet d'avoir peint des rochers, des chevreuils ou des vagues, mais on peut se féliciter qu'il ait peint aussi autre chose et qu'il ait voulu exalter la vie paysanne et protester par ses toiles contre certain esprit réactionnaire qu'il réprouvait (la seule chose regrettable étant alors que l'irréligion de Courbet, dans *L'Enterrement à Ornans* ou *Le Retour de la conférence*, se soit exprimée de façon assez grossière et maladroite).

Je ne reprocherai pas non plus au communiste Paul Signac ou au communiste Albert Marquet de n'avoir pas, dans leur œuvre, traduit la misère ou les espoirs du prolétariat : en offrant à leurs contemporains une vision neuve et pure de la beauté de la nature, en nous apprenant à voir les champs, le ciel, la mer et les villes avec des yeux nouveaux et à y découvrir une féerie inconnue, ils nous ont rendu un service inappréciable et ils ont bien rempli leur fonction de grands artistes ; si c'est cela, et cela seulement, que leur tempérament les poussait à faire, ils ont bien fait de le faire. Mais je ne m'en féliciterai que davantage de rencontrer d'autres peintres qui se sont efforcés de faire passer dans leurs toiles leurs enthousiasmes ou leurs colères de citoyens : l'œuvre dessinée et gravée d'un Daumier a pour moi une valeur d'autant plus grande que sa forme admirable traduit des aspirations que j'approuve et peut communiquer au public qui l'admire des idées et des sentiments que je partage et dont la diffusion me réjouit. Et plus près de nous, un Steinlen s'est honoré — ce n'est pas Francis Jourdain qui me contredira — de mettre son art au service de ses convictions.

Ainsi se justifie ou se réhabilite la notion tant honnie par nos esthètes d'un art militant ou, pour employer un mot à la mode, d'un art « engagé ». Et je résume ainsi ma position, qui n'est pas différente au fond, j'en suis sûr, de celle de Francis Jourdain. Il est bien entendu qu'un peintre n'accomplit sa mission qu'en faisant de bonne peinture, et qu'il peut faire de bonne peinture en reproduisant un bouquet de fleurs, un nu, un arbre, une rue de Paris, ou même (si j'en crois lest endances à la mode, pour lesquelles j'ai spersonnellement peu de goût) en inventant une simple combinaison de lignes et de taches colorées ; mais il doit être entendu aussi, contrairement à de tenaces préjugés, qu'il peut aussi faire de bonne peinture, quoique ce soit sans doute plus difficile, en évoquant la bataille de la Libération, la fusillade des otages, les horreurs de Buchenwald ou la condition prolétarienne. Car c'est une sottise de croire qu'il y a contradiction entre le beau et l'utile, qu'est beau seulement ce qui ne sert à rien, ce qui ne prouve rien, ce qui n'a aucun sens, qu'une œuvre cesse d'être belle dès qu'elle signifie quelque chose, et qu'un artiste se renie en prétendant intéresser ou émouvoir son public par le sujet même qu'il transporte sur sa toile.

Il est bien entendu, de plus, que l'intérêt du sujet est autre chose que la valeur esthétique de la toile et que celle-ci demeure l'essentiel, que par conséquent un bon bouquet de fleurs vaut mieux qu'une mauvaise bataille de la Libération. D'où il suit qu'il serait injuste, dangereux et même absurde de prétendre interdire à l'artiste de représenter le premier et de lui enjoindre de peindre la seconde. Aussi bien, la liberté de l'inspiration, le choix personnel du sujet, qui n'est pas — toute l'histoire de l'art le prouve, et je le rappelais tout à l'heure — une condition nécessaire du grand art pictural, sont-ils du moins une conquête valable et précieuse de l'art moderne, et il ne saurait être question d'y renoncer.

Mais il appartient à chaque artiste de savoir user raisonnablement de sa liberté pour donner à son talent ou à son génie son maximum d'efficacité. Or, je mets en fait que, si un artiste est capable, en peignant, par exemple, une barricade à Paris en août 44, de communiquer à ses contemporains l'enthousiasme qui l'anime et d'immortaliser pour la postérité l'héroïsme des résistants, cette œuvre, à valeur artistique égale, aura plus d'ampleur et de résonance qu'une nature morte ou un portrait de femme nue, et, si elle est aussi belle formellement, elle ne fera que gagner en valeur d'être plus significative. *Le Bœuf écorché* de Rembrandt est un aussi beau morceau de peinture que *Les Pèlerins d'Emmaüs* ; mais les seconds ont toujours eu et gardent encore une résonance sociale plus grande que le premier. Loin donc de détourner l'artiste de s'intéresser lui-même et d'intéresser son public au sujet de son œuvre, comme le font les théories stériles de l'art pour l'art, dont nous dénonçons la mystification, je pense que son devoir commun d'artiste et de citoyen sera de choisir, pour y vouer son effort, l'œuvre la plus riche et la plus complète, celle où il se mettra tout entier, celle qui aura le plus de sens et la plus féconde influence, celle qui prendra la valeur d'un message, d'une proclamation et d'un acte. Ainsi se développera un art qui ne sera point seulement d'amusement ou d'évasion, mais qui gagnera en humanité sans rien perdre de sa beauté formelle.

CHRONIQUE POLITIQUE

UN SEUL PROBLÈME : L'INDÉPENDANCE NATIONALE

par Georges COGNIOT

Aux mois de septembre et d'octobre 1947, un grand fait est subitement apparu sur la scène de l'univers dans toute sa tragique importance : l'expansionnisme des États-Unis et le cours ouvertement agressif de leur politique.

Tous les événements de la vie des États, — qu'il s'agisse de l'Assemblée générale de l'O. N. U., du plan Marshall et de ce qu'on a appelé la conférence des Seize, de la restauration d'une Allemagne impérialiste et réactionnaire, du chaos de l'économie en France et dans les pays de l'Europe occidentale à la veille de l'hiver, des élections municipales en France et en Angleterre, de la conférence d'information des neuf Partis communistes tenue fin septembre en Pologne, etc., — tous ces faits ne peuvent se comprendre correctement qu'à la lumière du plan américain d'asservissement de l'Europe.

Les deux voies.

Si l'on demandait à l'un quelconque de ces nombreux Français, — deux tiers du corps électoral, — qui n'ont pas voté pour le Parti communiste aux élections du 19 octobre, mais ont suivi soit le Parti socialiste, soit le M. R. P., soit la coalition hétéroclite du Rassemblement du peuple français, quelle est présentement la caractéristique dominante de l'économie de son pays, il y a fort à parier qu'il répondrait en citant la faim de dollars. Il expliquerait que la France et les autres pays qui sont dans des situations comparables ont absolument besoin d'acheter beaucoup de marchandises aux États-Unis et qu'ayant épuisé leurs réserves ils se trouvent malheureusement dépourvus de dollars pour ce faire. Il faut donc, avant d'acheter aux Américains les denrées indispensables, leur emprunter de quoi payer ces mêmes denrées et, par conséquent, se montrer accommodants avec eux relativement à certaines exigences, dont d'ailleurs — ajouterait sans doute notre honnête citoyen — les communistes exagèrent beaucoup la gravité.

Telle nous paraît être l'affirmation fondamentale qu'il importe avant toute chose d'examiner.

Oui ou non, l'impossibilité de se tirer d'affaire sans le dollar est-elle une réalité objective ? Est-il bien exact qu'il faille à tout prix importer d'Amérique, par conséquent accepter sous peine d'asphyxie et de famine les conditions — modérées ou non — des Américains ?

Premier point assuré : l'épuisement des réserves en dollars des pays importateurs, en entraînant l'arrêt de l'écoulement des marchandises américaines au dehors, menace *d'aggraver et d'accélérer la crise économique qui monte outre-Atlantique.* L'intérêt que les hommes d'affaires des trusts américains portent au marché européen est d'autant plus vif que leurs espérances ne se sont pas réalisées en Chine, aux Indes, en Indonésie, où ils avaient compté trouver après la guerre un vaste débouché pour leurs produits et d'amples possibilités de placement pour leurs capitaux. Celui donc qui ne voit dans l'arrêt des importations américaines en Europe que les difficultés qui en résultent pour l'approvisionnement de l'Europe en denrées de consommation, en matières premières et en biens d'équipement, ne voit que la moitié de la question [1]. Comme Maurice Thorez l'avait très clairement signalé, chiffres à l'appui, dans son rapport au congrès de Strasbourg du Parti communiste, autant nous avons besoin d'acheter aux États-Unis, autant ils ont besoin de nous vendre.

C'est pourquoi, dit A. Jdanov dans son exposé sur la situation internationale à la conférence des

---

1. Voir Vichner, « L'économie de l'Europe au seuil de l'hiver » (*Izvestia* du 4 octobre).

Neuf, si les pays européens font preuve de la maîtrise nécessaire et de la volonté de résister aux conditions de crédit asservissantes, l'Amérique pourra se voir obligée de reculer [1].

Corollaire de la crainte de la concurrence étrangère en Amérique : les trusts se sont mis à l'abri des importations en provenance d'Europe par des tarifs douaniers élevés. Par conséquent, même si l'Europe (ce qui, en général, n'est pas le cas) avait des marchandises à expédier aux États-Unis, elle ne serait pas en état de procéder à cette opération, et il est parfaitement évident que sa faim de dollars ne peut être apaisée par des exportations dirigées sur l'Amérique. Le commerce extérieur des États-Unis repose sur les principes fondamentaux de l'*inégalité des droits* et des *avantages unilatéraux*. Comme on l'a dit, les États-Unis ressemblent à cet enfant qui veut gagner au jeu toutes les billes et ne consent à les redistribuer ensuite qu'à des conditions inacceptables.

Des affres de la pénurie de dollars, on ne saurait donc se tirer que de l'une des deux façons suivantes : ou bien recourir aux emprunts américains et par là appesantir soi-même sur son pays le joug de la dépendance économique et politique, — ou bien se mettre à l'œuvre courageusement pour assurer à son pays un développement indépendant par l'appel aux énergies du peuple et à la confiance du peuple, l'encouragement à l'essor du travail productif des masses, tout en exigeant de l'Allemagne des réparations (surtout le charbon), et en multipliant les relations économiques avec les pays qui acceptent les échanges à droits égaux et sans dollars, comme l'Union soviétique, la Pologne, les autres démocraties nouvelles.

Ainsi, pas de solution fatale. Un choix est possible pour les gouvernements : avec les trusts américains, ou avec leur propre peuple et avec les peuples libres.

A la réunion des Seize à Paris, c'est la première méthode qu'on a préférée. On a accepté tous les diktats américains. Le résultat au cours des semaines qui ont suivi s'est traduit par des conséquences heureuses pour l'Amérique — positions renforcées partout —, mais d'une façon beaucoup moins réjouissante pour la France, l'Angleterre et les pays analogues, où tous les observateurs honnêtes n'ont pu caractériser l' « aide » américaine que par les trois petits mots terribles : peu, tard et cher.

Personne, en effet, n'oserait affirmer que la situation de la France à la veille de l'hiver a été allégée par la politique de défection nationale qui a été pratiquée. La situation de l'économie française est restée profondément alarmante. L'Angleterre vit des jours non moins sombres. L'Italie, la Hollande et bien d'autres pays, orientés eux aussi à l' « occident », s'attendent à un hiver marqué de difficultés économiques aiguës. Au contraire, les pays de démocratie nouvelle, — pour ne rien dire de l'Union soviétique, qui exécute le plan d'après-guerre à un rythme plus rapide qu'il n'était prévu, — peuvent regarder l'avenir avec confiance, comme en fait foi par exemple, dans ce même numéro, la communication relative à la situation en Tchécoslovaquie.

Les usuriers se conduisent en maîtres dans notre maison.

Notre gouvernement, lui, a préféré livrer la France à Shylock. Un enfant, pourtant, aurait compris qu'en prévision de la crise imminente aux États-Unis l' « aide » à l'Europe a simplement pour but de trouver des pays où investir l'excédent de capitaux et écouler l'excédent de marchandises. Pas trace de philanthropie dans tout cela. Plus un pays manque de charbon et de blé, plus les usuriers lui imposeront de dures conditions : c'est le cas de la France.

Poursuivons. Toute l'histoire des grands pays depuis des décades enseigne que le contrôle économique entraîne aussi la perte de l'indépendance nationale et de la liberté politique. En « sauvant » un pays de la famine et de la ruine, les trusts américains le mettent sous régime colonial. Il perd sa liberté d'agir selon ses propres intérêts dans les affaires extérieures. Il perd aussi le contrôle de sa propre vie politique intérieure, par exemple le libre choix de ses gouvernants.

On l'a bien vu en France, le 5 mai, quand les communistes ont été écartés du gouvernement sur l'ordre formel de Washington. Comme les mêmes causes produisent les mêmes effets, le même phénomène a eu lieu vers la même date en Italie et en Belgique.

Ramadier et Léon Blum, Georges Bidault et Maurice Schumann parlaient de divergences avec les communistes portant sur les salaires et les prix ; ils mettaient en avant des discussions sur l'interprétation de la règle démocratique, sur les droits du premier Parti et le jeu constitutionnel. Mais tout cela, comme la session récente du Comité central du Parti communiste français l'a clairement reconnu, n'était qu'une adroite diversion : en réalité, ces messieurs obéissaient à ceux à qui avait souverainement déplu la politique *nationale* du Parti

---

1. André JDANOV, *Rapport sur la situation internationale* (Paris, 1947, p. 24).

communiste dans des questions comme celles des Réparations et du charbon de la Ruhr, de la sécurité, de l'Union française, etc.

Les élections municipales en France...

Après qu'on eut écarté les communistes du gouvernement de la France, la seconde étape consistait à les exclure des municipalités. On y est arrivé au mois d'octobre.

Non que les communistes eussent perdu des suffrages. Ils ont, au contraire, maintenu et renforcé leurs positions. Un Français, une Française sur trois leur a donné sa voix. Malgré la fureur de l'assaut c nvergent lancé contre lui par tous les autres partis, le Parti communiste est sorti de la lutte avec des forces inentamées.

Le Parti socialiste s'est enfoncé dans son marasme.

Le M. R. P. s'est effondré.

Et toutes les forces réactionnaires, sans augmenter de poids, se sont regroupées derrière le R. P. F. du général de Gaulle, derrière le néo-fascisme qui réclame ouvertement la dissolution de l'Assemblée nationale, la revision de la Constitution dans le sens du pouvoir personnel, la réhabilitation complète de tous les vichystes et collaborateurs et leur retour massif à la direction des affaires, la dissolution du Parti communiste, l'abolition de toutes les conquêtes sociales enregistrées depuis la Libération.

Cette évolution était, pour ainsi dire, prédite dans le rapport que, fin septembre, trois semaines avant les élections françaises, André Jdanov avait présenté à la conférence d'information de neuf Partis communistes d'Europe siégeant en Pologne. André Jdanov avait dit :

> L'*aide* américaine entraîne presque automatiquement des modifications de la ligne politique du pays qui reçoit cette *aide* ; viennent au pouvoir des partis et des personnalités qui, obéissant aux directives de Washington, sont prêts à réaliser, dans leur politique intérieure et extérieure, le programme désiré par les États-Unis (France, Italie, etc.).

Le Parti socialiste a-t-il lutté contre le regroupement des forces de la réaction et du fascisme ?

Bien au contraire. Nous avions marqué au numéro précédent de cette revue comment, avant de croire sur parole Guy Mollet et les « gauches » vainqueurs au congrès de Lyon, il fallait attendre les *lendemains*, se fier aux actes et non aux paroles. Les actes de la dernière période ont justifié nos appréhensions. Le Parti socialiste s'est constamment senti de connivence avec le Gaullisme, d'accord avec lui, — comme l'a dit la résolution du Comité central du Parti communiste, — *sur l'essentiel*, c'est-à-dire sur la soumission à l'Amérique et sur l'anticommunisme. Pour échapper à la subordination à l'Amérique, une chose, en effet, est nécessaire : la confiance dans le peuple, l'appel aux énergies populaires. C'est précisément ce qui est interdit au Parti socialiste par toute l'orientation que lui a imprimée l'homme le plus néfaste de la politique française depuis la Libération, Léon Blum. Que nos lecteurs en fassent l'expérience par eux-mêmes dans les lycées, dans les laboratoires, dans les bibliothèques, dans les hôpitaux, etc., là où ils ont affaire à des collègues ou à des confrères qui sont socialistes et qui suivent la politique droitière de Léon Blum : le vrai terrain de divergence avec ces hommes, c'est leur acceptation résignée de la vassalité envers l'Amérique. La moindre discussion avec eux le prouve.

Cette acceptation solidarise entièrement le Parti socialiste avec le Gaullisme. Et c'est elle qui explique que le Parti socialiste, après avoir fait le jeu du Gaullisme depuis la Libération, — en exaltant de Gaulle (dont les éloges les plus flatteurs et les plus immérités sont signés Léon Blum), en pratiquant l'anticommunisme, en calomniant la gauche et en égratignant à peine la droite, — en soit arrivé à ces monstrueuses collusions, à ce partage cynique des postes entre socialistes et néo-fascistes qui a marqué dans 95 p. 100 des cas la désignation des magistrats municipaux.

...et en Angleterre.

Une politique analogue a produit des fruits semblables en Angleterre. L'épuisement des ressources en dollars de la Grande-Bretagne ne s'explique pas seulement par les conditions asservissantes des prêts américains : un grand rôle est joué par les formidables dépenses militaires que le gouvernement travailliste a continuées et développées. Une part importante de ces dépenses correspond à l'entretien de troupes anglaises en terre lointaine, au service d'une politique extérieure détestable : les comptes se règlent en devises étrangères, ce qui alourdit terriblement la balance des paiements. A cela s'ajoutent l'insuffisance de la production industrielle et agricole, et particulièrement le retard dans l'extraction du charbon.

Le gouvernement travailliste, en s'avérant incapable d'assurer à l'Angleterre une politique démocratique indépendante et une direction indépendante et nationale de l'économie, a porté de l'eau au moulin des conservateurs. Il n'a rien fait pour empêcher les machinations financières des capitalistes britanniques, qui, de connivence avec les hommes des monopoles américains, pratiquent à grande échelle l'exode des capitaux. En cédant à la pression de la réaction, il a fait la preuve de l'impuissance dont cette même réaction l'accusait.

Sous l'injonction du capitalisme financier américain, le gouvernement travailliste s'est discrédité en renonçant à la nationalisation de l'industrie métallurgique et à toute « expérience dangereuse ».

Tout ce que les travaillistes ont su faire, ç'a été d'aggraver le fardeau qui pèse sur la classe ouvrière, sur les petites gens, en lançant pour unique recette le mot d'ordre : « Manger moins, travailler plus. » Plus le gouvernement travailliste s'engageait dans cette voie, plus la réaction demandait la réduction des salaires et la compression du budget des dépenses sociales.

Le gouvernement de Bevin n'a pas pris au sérieux les négociations commerciales avec l'U. R. S. S. et les pays de démocratie nouvelle.

Même au congrès des trade-unions, le plan gouvernemental avait été accueilli sans aucun enthousiasme.

Le désastre électoral subi le 1er novembre était logiquement au bout de cette politique de capitulation, qui ne pouvait que faire valoir les « solutions » de l'adversaire. On lui donnait raison devant le suffrage universel du moment qu'on faisait sa propre politique.

L'issue.

Comment tirer notre pays de l'impasse ?

Les solutions économiques sont claires. On peut comparer la méthode « occidentale » des emprunts américains à n'importe quel prix, de l'enrichissement des monopoles, de la soumission servile au dollar, et la méthode des transformations démocratiques et de la planification économique véritable qu'on pratique ailleurs. La nationalisation des branches principales de l'industrie lourde et des transports a donné aux démocraties nouvelles la possibilité d'établir des plans de développement économique praticables et effectivement appliqués[1]. L'appui des masses de la population et l'enthousiasme créateur de la classe ouvrière sont garantis à tout gouvernement qui s'engagera sur une telle voie.

La lutte pour obtenir les Réparations allemandes, pour imposer à l'Amérique et à l'Angleterre le respect des décisions prises en la matière à Yalta et à Potsdam et, d'autre part, les échanges tant avec l'Union soviétique qu'avec les démocraties de l'Europe centrale et orientale faciliteront la tâche.

Il va sans dire qu'un gouvernement de valets de l'Amérique ne fera jamais cette politique. Elle exige un gouvernement de signe contraire, c'est-à-dire où la classe ouvrière et son parti, le Parti communiste, exerceront enfin une influence déterminante pour le plus grand bien de l'indépendance nationale.

Il faut sauver le pays, son industrie et son agriculture, sa vie spirituelle autonome.

Il est tout à fait certain que, dans de très larges couches de la population, grandit la répugnance à la colonisation américaine. Les protestations qui s'expriment actuellement dans les milieux du cinéma français, sacrifié par les néfastes accords Blum-Byrnes, dans ceux de l'automobile, de l'aviation, de la couture, etc., sont bien caractéristiques à cet égard. Les *comités de défense de la République*, qui, à l'appel de la C. G. T., se forment sur des bases très larges pour lutter contre le danger gaulliste, accompliront en même temps une œuvre de sauvegarde du patrimoine national et de reconquête de l'indépendance économique et politique.

Le 14 novembre, André Philip a paraphé au nom du gouvernement Ramadier les accords de Genève, qui suppriment en fait toute protection douanière de la production française, et toute entrave à l'importation des capitaux américains. Il s'agit de sauver les hommes d'affaires américains à la veille de la crise, fût-ce en condamnant la France à la stagnation et au chômage.

---

1. On lira avec le plus grand profit, au nº 1 de *Pour une paix durable, pour une démocratie populaire*, « organe du Bureau d'informations des Partis communistes à Belgrade », le rapport d'Édouard Kardelj : « La Yougoslavie actuelle est en période de passage du capitalisme au socialisme, avec des éléments socialistes prédominants ». Sur la Pologne, Wladislaw Gomulka (Wieslaw) déclare : « La transformation de nos entreprises d'État en entreprises d'un type socialiste conséquent et la transformation des éléments du capitalisme privé en éléments de capitalisme d'État créeront la base pour la marche en avant ultérieure vers le socialisme. »

La vie intellectuelle française subit d'aussi graves atteintes que la vie économique. La lutte pour le respect de l'âme nationale, pour la liberté française de création et de développement dans le domaine de la littérature, des arts, dans celui des sciences et de la philosophie, sur le terrain de l'école, atteint d'ores et déjà un point critique. L'enjeu est aussi grave qu'au temps de la bataille contre Hitler. Les laquais de Truman vantent aujourd'hui le « cosmopolitisme » et le « gouvernement mondial » exactement comme les valets de Hitler prêchaient hier l' « Europe » et le « socialisme européen ». Le but est le même : camoufler un expansionnisme et une volonté de domination effrénés. L'anticommunisme et l'antisoviétisme servent de diversion aux agresseurs d'aujourd'hui comme à leurs prédécesseurs.

De même que Hitler faisait subventionner par Pétain les écoles libres, Truman consacre des millions de dollars à faciliter en France la reconstruction des écoles confessionnelles dans les départements sinistrés, alors que les écoles laïques restent en ruines ; et dans les cérémonies publiques d'actions de grâce, l'administration préfectorale du Calvados s'associe au prélat de la trahison, Mgr Suhard, et à l'ambassadeur des États-Unis, M. Jefferson Caffery. Symbolique manifestation : grattez la méprisable parodie de progrès que représente le « Siècle américain », vous trouvez la réaction moyenâgeuse.

La bourgeoisie américaine jette un regard d'angoisse sur la science, sur la vie réelle, qui lui refuse tout avenir. Avec le désespoir du condamné, elle tente de remettre en honneur, même au risque de se démasquer grossièrement dans des milieux rationalistes comme ceux de l'Université française, la mentalité arriérée, la négation théologique des lois du devenir. L'obscurantisme doit lui servir à préparer le désarmement moral de la République et de la France.

La pénétration intellectuelle et la corruption mentale prennent toutes les formes et s'ajustent tous les masques : celui du socialisme « pacifiste » comme celui de la réaction cléricale. Le héraut inlassable de cette infâme propagande, c'est Léon Blum, joignant au prêchi-prêcha cosmopolite la répudiation du matérialisme, la diffusion d'un idéalisme philosophique dégradant qui conduit tout droit au fidéisme.

Léon Blum, en se portant garant de la bonne volonté, des intentions pures des trusts américains, a parfaitement conscience de tramer la troisième guerre. Il sait la signification de l'établissement — imminent à l'heure où nous écrivons — d'un État séparé d'Allemagne occidentale, pourvu d'un haut potentiel industriel et militaire et remis aux mains des ex-commanditaires du nazisme, de la réaction capitaliste indigène sous la haute direction américaine. Ce n'est pas en vain que déjà le plan Marshall avait réservé de toute évidence un rôle privilégié dans la soi-disant reconstruction de l'Europe aux consortiums et aux monopoles allemands !

L'influence grandissante du capital américain décadent, parasitaire, obscurantiste, signifie aussi la guerre, parce qu'elle signifie, comme Lénine le disait de l'impérialisme, « la réaction sur toute la ligne ». La résistance active, courageuse, confiante, dans le domaine de la pensée sous toutes ses formes, voilà la tâche sacrée de tous les intellectuels français amis de la paix, du progrès, des lumières.

Ils sont dûment prévenus du genre de « pensée » dont la diffusion accompagne la mainmise économique et politique des réactionnaires d'Amérique. Le programme est donné en d'innombrables ouvrages des pseudo-philosophes de l'impérialisme, qu'on pourrait résumer tous par la formule qu'emploie S. K. Langer quand elle écrit en conclusion de son livre *Philosophy in a New Key* [1].

> Après le siècle de la science et du progrès, le pendule oscille dans l'autre sens : il faut que les forces irrationnelles de notre nature animale aillent à leur sabbat des sorcières [2] !

Comme on comprend la revue progressive américaine *Mainstream* écrivant :

> Où trouvons-nous dans la littérature américaine d'aujourd'hui cette joie de la création, cette soif du nouveau, cette confiance dans l'avenir de l'humanité qui se fondent sur l'affinité avec les hommes et sur la compréhension de leur histoire ? Une crise alarmante de la foi dans l'homme, dans la science, dans le progrès gagne, tel un cancer, la littérature, qui considère les rapports sociaux existants comme immortels... Dans cette littérature, les images de violence forcenée, de décomposition et de mort occupent de plus en plus de place [3].

Nous, intellectuels français, nous ne voulons pas plus du culte de la mystique, de l'absurde et de l'inconscient propagé par la philosophie américaine pour l' « élite », que nous ne voulons

---

1. New-York, 1942, cité par B. Bykhovski : « Le Marasme de la philosophie bourgeoise contemporaine », dans le *Bolchévik*, Moscou, 1947, n° 16, p. 64 (en russe).
2. Voir Georges Cogniot : « La philosophie réactionnaire américaine », dans *Démocratie nouvelle*, n° 10, Paris, octobre 1947.
3. Cité par V. Kéménov, « La dégénérescence de l'art bourgeois contemporain », dans le *Bolchévik* Moscou, 1947, n° 15 (en russe).

de la dépravation du cinéma américain offrant à la masse ses procédés pseudo-réalistes, son exaltation du gangster et son érotisme vulgaire.

Nous ne voulons pas d'une « pensée » caractérisée par la peur animale de la bourgeoisie réactionnaire devant la réalité, par l'irrationalisme, la conception de l'homme comme un être antisocial, le pessimisme et le culte de la mort, l'exaltation chauvine et raciale.

Nous ne serons pas les disciples résignés de ceux qui répudient la conscience et la raison.

Depuis la fin de la guerre, la propagande en faveur de l' « esprit américain » s'infiltre partout, par les tapageuses mises en scène de Hollywood comme par les exemplaires du *Readers' Digest* glissés dans tous les paquets de livres de prix du lycée Henri-IV ou les tableaux de Salvador Dali qui ne représentent le monde que sous la forme de cadavres en putréfaction.

Les intellectuels français sont les héritiers d'un trop beau passé, d'un patrimoine de liberté, d'indépendance et de grandeur trop éclatant pour qu'on puisse espérer les plier à la nouvelle tyrannie. Avec tout leur peuple, ils défendront les espoirs de la vie et de la civilisation.

POLÉMIQUES

POUR QUI ÉCRIT SARTRE ?

Sous le titre *Qu'est-ce que la littérature?* Jean-Paul Sartre a publié dans les six derniers numéros des *Temps Modernes* un essai très long et très révélateur, très hypocrite (consciemment ou inconsciemment) sous sa franchise et lucidité apparentes, dont il n'est pas inutile de parler un peu ici.

Sartre commence d'abord par réaffirmer avec éclat, en de multiples formules sonores, que l'écrivain est toujours engagé tout entier, doit toujours s'engager tout entier dans toute son œuvre :

Il n'est pas vrai qu'on écrive pour soi-même : ce serait le pire échec... (790).

L'art pour l'art ! On sait bien que l'art pur et l'art vide sont une même chose et que le purisme esthétique fut une brillante manœuvre défensive des bourgeois du siècle dernier, qui aimaient mieux se voir dénoncer comme philistins que comme exploiteurs... (782).

L'écrivain sait que les mots, comme dit Brice Parain, sont des « pistolets chargés ». S'il parle, il tire. Il peut se taire, mais, puisqu'il a choisi de tirer, il faut que ce soit comme un homme, en visant des cibles, et non comme un enfant, au hasard, en fermant les yeux et pour le seul plaisir d'entendre les détonations... (780).

La fonction de l'écrivain est de faire en sorte que nul ne puisse ignorer le monde et que nul ne s'en puisse dire innocent... (781), etc., etc.

Une exception, toutefois : les seuls poètes, parmi les écrivains, sont dispensés de l'engagement, il leur est défendu même de s'engager (777) ; l'essence même de la poésie leur défend de s'engager, car la poésie, ne le savez-vous pas, n'est pas langage, mais objet [1], tout comme la peinture ou la musique... Autrement dit, Sartre voudrait nous faire éliminer du domaine poétique des œuvres comme *Les Châtiments*, *La Légende des siècles*, *La Diane française*, *Au rendez-vous allemand*, c'est-à-dire en somme, comme par hasard, *les œuvres les plus efficaces* (tout en étant parmi les plus belles). Curieux !

Mais continuons... Après ce bel exorde sur l'engagement nécessaire des écrivains prosateurs, Jean-Paul Sartre donc, pour mieux résoudre les problèmes : *pourquoi écrit-on? pour qui écrit-on?*, nous entraîne avec lui dans sa philosophie. Ici, il faut que j'avoue mon incompétence, ma sottise : j'ai bien constaté à chaque page, dans cet essai du maître et dans les autres, que tout l'existentialisme découlait, se déduisait d'une certaine conception métaphysico-mystique de la Liberté avec un très grand L, mais jamais, malgré de très sérieux efforts, je vous assure, je n'ai réussi à atteindre cette source, cette clé, ce *Sésame, ouvre-toi*, de la doctrine, jamais je n'ai compris ce que pouvait être au juste pour Sartre cette étrange Liberté première, existentielle, essentielle, et tombée des cieux vides, qu'il avait toujours à la bouche. Comme je crois maintenant que je ne comprendrai jamais, je préfère vous livrer telles quelles, dans l'obscure clarté qui tombe des étoiles, les phrases les plus importantes de son analyse :

Le but final de l'art, c'est de récupérer ce monde-ci en le donnant à voir tel qu'il est, mais comme s'il avait sa source dans la liberté humaine... l'écrivain choisit d'en appeler à la liberté des autres hommes pour que, par les implications réciproques de leurs exigences, ils réapproprient la totalité de l'être à l'homme et referment l'humanité sur l'univers (*sic*) (800).

La littérature est l'œuvre d'une liberté totale s'adressant à des libertés plénières (101).

[L'écrivain idéal de la société idéale] doit s'exprimer tout entier, comme une totalité émergeant du monde dans le vide (1216).

L'explication de l'écrivain par le milieu est *déterminante* : le milieu *produit* l'écrivain ; c'est pour cela que je n'y crois pas (*sic*). Le public l'appelle, au contraire.

Moi, il me semble que c'est la même chose, ou plutôt deux aspects complémentaires de l'influence identique du milieu..., mais je ne suis pas existentialiste : j'oublie, par exemple, le Bien, le Mal (avec des majuscules).

Le Mal n'est pas une apparence, la connaissance

1. Ce qui n'empêche pas Sartre de souhaiter, un peu plus loin, que les livres actuels de prose « existent à la façon des choses, des plantes, des événements et non d'abord comme des produits de l'homme » (1634). Que devient alors la distinction établie par lui entre prose (nécessairement engagée) et poésie (nécessairement inengagée) ? Il ne pouvait mieux nous montrer qu'elle était complètement arbitraire, ni suggérer lui-même qu'il ne l'avait sans doute inventée que pour les besoins de sa cause...
Sartre, d'ailleurs, n'en est pas à une bourde près ; il affirme, par exemple, que Montaigne s'est peint lui-même tout entier, mais « involontairement, sans en avoir le dessein et par-dessus le marché » (785) ! ! Est-il besoin de rappeler le début des *Essais* : « J'ai voué mon livre à la commodité particulière de mes parents et amis, à ce que, m'ayant perdu, ils y puissent trouver aucun trait de mes conditions et humeurs, et que, par ce moyen, ils nourrissent plus entière et plus vive la connaissance qu'ils ont eue de moi... Ainsi, lecteur, je suis moi-même la matière de mon livre. »

par les causes ne le dissipe pas, il ne s'oppose pas au Bien comme une idée confuse à une idée distincte, il n'est pas l'effet de passions qu'on pourrait guérir, d'une peur qu'on pourrait surmonter, d'un égarement passager qu'on pourrait excuser, d'une ignorance qu'on pourrait éclairer (déjà dit !); il ne peut, d'aucune façon, être tourné, repris, réduit, assimilé... Le Mal, fruit d'une volonté libre et souveraine, est absolu comme le Bien (*sic*) (1627).

Nous souhaitions donc que chaque personnage de nos livres fût un piège, que le lecteur y soit attrapé et qu'il soit jeté d'une conscience dans une autre, comme d'un univers absolu et irrémédiable dans un autre univers pareillement absolu, qu'il soit incertain de l'incertitude même des héros, inquiet de leur inquiétude, débordé par leur présent, pliant sous le poids de leur avenir, investi par leurs perceptions et par leurs sentiments comme par de hautes falaises insurmontables, qu'il sente, enfin, que chacune de leurs humeurs et chaque mouvement de leur esprit enferment l'humanité entière et sont, en leur temps et en leur lieu, au sein de l'histoire et malgré l'escamotage perpétuel du présent par l'avenir, une descente sans recours vers le Mal ou une montée vers le Bien qu'aucun ne pourra contester (1632), etc.

Mais ce long tunnel philosophique[1], vous allez le voir, n'a pas été inutile à notre compère : il lui permet de déboucher, lui qui proclamait si fort tout à l'heure la liberté de l'engagement, sur une espèce de plateau bien solitaire et bien protégé, tout à fait analogue, en somme, dans d'autres circonstances historiques, à la tour d'ivoire ou à l'universalisme abstrait dénoncés par lui dans le cours de son ouvrage. Là notre écrivain juge et condamne avec une hauteur superbe et une feinte impartialité, juge et condamne, en dernier ressort, ces « mystifications » presque identiques que sont pour lui le nazisme, le gaullisme, le catholicisme, le communisme (107) ; il prétend bien « prendre parti contre toutes les injustices d'où qu'elles viennent, en conservant pour principe directeur les droits de la liberté totale, comme synthèse effective des libertés formelles et matérielles » ; en fait, s'il en vient tout de même, à la fin, à proposer une solution, c'est précisément, me semble-t-il, celle qui servirait le mieux les États-Unis, celle d'une « Europe socialiste » qui ne comprendrait ni l'Angleterre, ni, surtout, la Russie, mais l'Allemagne bien sûr, et constituerait un client idéal pour les trusts d'outre-Atlantique (113) ; et, comme par hasard, il réserve ses meilleurs coups aux Partis communistes, dont il ne craint pas d'affirmer, au terme d'une analyse que je voudrais pouvoir citer en entier pour montrer à quel point elle est contradictoire[1] (p. 86 et 87), *qu'ils préparent la guerre, la guerre seule*, c'est-à-dire la pire calomnie qu'on ait encore osé proférer contre eux. Même *L'Époque* et *Paroles françaises* n'étaient pas allées jusque-là.

A dire vrai, — cela se voit nettement dans toute la fin de l'essai, — c'est pour une raison toute spéciale que Sartre en veut au Parti communiste. Il l'accuse d'empêcher les ouvriers de lire ses livres, de tendre un rideau de fer entre lui et les travailleurs ! Comme écrivain, en effet, Sartre ne peut s'empêcher d'être dégoûté de son public habituel de snobs et de bourgeois, il sent bien que « le sort de la littérature est lié à celui de la classe ouvrière », il souhaiterait « des lecteurs qui, comme en Russie, discutent avec l'écrivain lui-même, et une nouvelle relation du public avec l'auteur comme celle apparue là-bas, qui n'est ni l'attente passive et femelle, ni la critique spécialisée du clerc » (85). Évidemment, il est loin du compte : les ouvriers, les employés, les commerçants se moquent pas mal de lui ! Mais est-ce la faute du Parti communiste ? Pas du tout. Le Parti communiste a surtout dénoncé, à juste titre, la philosophie de *L'Être et le Néant*, dont l'apparence sérieuse pouvait abuser, mais il n'a jamais jeté feux et flammes, que je sache, contre *Les Chemins de la liberté*. Point n'était besoin, et il n'y aurait pas de Parti communiste en France que *Les Chemins de la liberté* n'auraient pas un lecteur de plus parmi les ouvriers. Qu'est-ce que ceux-ci pourraient bien trouver d'intéressant dans la pourriture du premier tome ? Et le livre est aussi tombé des mains à beaucoup d'intellectuels que je connais, qui ont voulu le lire par nécessité ! Si Sartre n'est pas lu du public populaire, c'est tout simplement parce qu'il ne lui offre rien, absolument rien[2] ! « J'aime mieux

1. L'ouvrage comprend aussi une histoire à vol d'oiseau de la littérature française, dont je n'ai pas la place de parler ici.

1. En deux mots, il déclare que la révolution totale est impossible dans les circonstances actuelles et conduirait aux pires catastrophes, mais il reproche pourtant au Parti communiste de ne pas être le parti de cette révolution pour rien dans la nuit !

Lorsqu'il est bien obligé de donner raison au Parti communiste, par exemple, lorsque celui-ci exige la paix avec le Viet-Nam, il affirme gratuitement que le Parti communiste adopte cette position presque malgré lui, que toute sa politique tendait à l'éviter.

2. Si les pièces de Sartre sont meilleures et peuvent intéresser valablement un assez grand public, c'est dans la mesure où les lois mêmes du théâtre obligent l'auteur à laisser plus ou moins sa philosophie et ses complexes de côté (pas toujours, hélas ! il s'en faut) et à faire vrai. *La Putain respectueuse* dénonce par le rire l'hypocrisie des riches Blancs du sud des États-Unis, la bêtise pitoyable des malheureux qui n'ont pas encore pris conscience d'eux-mêmes. Le personnage le plus sympathique et le plus fort de *Morts sans sépulture* n'est pas du tout l'existentialiste, mais le vieux communiste grec. Enfin Garcin, le principal personnage de *Huis-Clos*, nous persuade finalement, je l'ai montré ici, que les hommes sur terre peuvent être capables, s'ils sont lucides, d'agir sur eux-mêmes et sur le monde, c'est-à-dire de devenir de plus en plus libres.

être fossoyeur que laquais », s'écrie-t-il dédaigneusement à l'adresse des écrivains communistes. Mais c'est qu'en effet il est incapable de gagner le beau titre d'écrivain serviteur du peuple, il a le public qu'il mérite : les bourgeois.

Tout ce que nous pouvons faire, c'est de refléter dans nos miroirs leur conscience malheureuse, c'est-à-dire d'avancer un peu plus la décomposition de leurs principes, nous avons cette tâche ingrate de leur reprocher leurs fautes quand elles sont devenues des malédictions. Bourgeois nous-même, nous avons connu l'angoisse bourgeoise, nous avons eu cette âme déchirée, mais puisque le propre d'une conscience malheureuse est de vouloir s'arracher à l'état de malheur, nous ne pouvons demeurer tranquillement au sein de notre classe et, comme il ne nous est plus possible d'en sortir d'un coup d'aile en nous donnant les dehors d'une aristocratie parasitaire, il faut que nous soyons ses fossoyeurs, même si nous courons le risque de nous ensevelir avec elle (85).

Je ne fais pas de difficultés pour admettre la description marxiste de l'angoisse « existentialiste » comme phénomène d'époque et de classe. L'existentialisme, sous sa forme contemporaine, apparaît sur la décomposition de la bourgeoisie et son origine est bourgeoise[1]. (83).

Pour autant que certains milieux bourgeois de bonne volonté reconnaissent que la spiritualité doit être simultanément libre négativité et libre construction (?! *sic*), nous sommes avec ces bourgeois contre le parti communiste (93).

Nous écrivons contre tout le monde... Bourgeois en rupture de classe, mais restés de mœurs bourgeoises, séparés du prolétariat par l'écran communiste, dépris de l'illusion aristocratique, nous restons en l'air, notre bonne volonté ne sert à personne, pas même à nous... Pis encore, nous écrivons à contre-courant (93).

Nous sommes tombés en dehors de l'histoire et nous parlons dans le désert (94).

On ne saurait mieux se condamner soi-même, n'est-ce pas ? Mais ce n'est pas encore assez dire pourtant, et d'ailleurs Sartre se contredit ici une fois de plus : il a montré, en commençant, qu'on n'était jamais hors de l'histoire, qu'on ne parlait jamais dans le désert, que tout écrit était un acte... La vérité, donc, c'est que Sartre a effectivement une influence, mais que cette influence est réactionnaire. Et c'est bien pourquoi les services mêmes de la présidence du Conseil, exauçant aussitôt le souhait de pouvoir enfin atteindre tous les publics exprimé par lui dans les dernières pages de son essai, ont offert la radio comme tribune au seul directeur des *Temps Modernes* (pas une autre grande revue n'a ce privilège, ni *Esprit*, ni la *Vie Intellectuelle*, ni *La Nef*, ni *Europe*, ni bien entendu *La Pensée*). Et Sartre, si chatouilleux à l'en croire sur la liberté d'expression pour tous, a accepté immédiatement. Lui qui affirmait hier : « *J'aime mieux être fossoyeur que laquais* », il est devenu sans honte fossoyeur *et* laquais. Il fait très exactement la politique de Ramadier et des maîtres de Ramadier : il dénonce violemment le gaullisme sans doute, mais sur la forme, non sur le fond, tandis qu'il essaie de saper les bases mêmes de la confiance populaire dans le Parti communiste[1]. A grands renforts de *liberté* existentielle, sans souci de se contredire, dénonçant par exemple quand cela le sert pour attaquer les deux blocs la croyance en un Bien et en un Mal absolus qu'il prêche lui-même dans *Les Temps Modernes*, il soutient tant qu'il peut la fameuse « Troisième Force » qui prépare en fait l'arrivée du dictateur au pouvoir et ruine le pays pour le plus grand profit des trusts américains. Joli métier ! Personne ne peut plus se tromper en tout cas sur le philosophe existentialiste. Tout le monde sait maintenant pour qui il travaille.

Quant aux revues comme *La Pensée*, elles estiment que la radio doit être *nationale*, et non pas *gouvernementale*. C'est pourquoi, s'adressant à tous les démocrates, elles leur demandent leur aide pour obtenir le micro, et en disposer librement et d'une façon responsable, à l'opposé de la servilité de Sartre.

Pol GAILLARD.

1. Je cite la suite pour donner une idée des réponses de Sartre : « Mais que cette décomposition puisse *dévoiler* certains aspects de la condition humaine et rendre possibles certaines intuitions métaphysiques, cela ne signifie pas que ces intuitions et ce dévoilement soient des illusions de la conscience bourgeoise ou des représentations mythiques de la situation. » Cela ne le signale pas *a priori*, soit, mais on avouera qu'il y a de très fortes chances ; et, en fait, il en est bien ainsi.

1. L'un des acolytes auquel le maître veut bien réserver dans son émission une petite minute de parole a même osé dire au micro que *le succès du R. P. F. aux élections d'octobre avait peut-être été voulu par le Parti communiste*. Sans doute affirmait-il ne pas le croire lui-même, mais l'effet voulu était produit... Seul Tartuffe, en protestant qu'il n'y croit pas, invente ou propage des calomnies dont il sait qu'elles feront leur chemin.

DOCUMENTS

I

TRENTE ANS DE LIVRE SOVIÉTIQUE

par NICOLAS SAMARSKI

L'ancienne Russie a changé radicalement de physionomie. Le peuple soviétique en a fait une grande puissance socialiste, dotée d'une industrie très développée et d'une agriculture mécanisée, collective, socialiste, qui est la plus progressive du monde ; il a aboli le chômage et l'exploitation de l'homme par l'homme, ainsi que les conditions qui engendrent les classes exploiteuses, les crises, la misère.

Telle est précisément la base de la révolution culturelle qui s'est produite en U. R. S. S. et qui a affecté toutes les couches de la population soviétique et tous les domaines de la vie sociale. L'enseignement obligatoire a été introduit ; un vaste réseau d'écoles primaires, secondaires et supérieures, de clubs, de bibliothèques et d'institutions de recherche scientifique a été créé. Les journaux, les revues et les livres paraissent en très grand nombre. Le pays s'est, pour ainsi dire, transformé en un immense établissement scolaire, où tout le monde étudie et où le livre est devenu un article d'importance vitale. Bien que les tirages soient extrêmement élevés, les livres sont épuisés en quelques heures.

Voici des chiffres caractéristiques. En trente ans, on a publié au pays des Soviets 858.700 ouvrages en 119 langues, avec un total de 10.716 millions d'exemplaires. Pour la production des livres, l'Union soviétique n'a pas seulement dépassé la Russie tsariste, elle a aussi devancé des pays tels que les États-Unis et la Grande-Bretagne. En 1937, 414 millions d'exemplaires ont paru en librairie aux États-Unis, mais 693 millions en U. R. S. S.

Même au cours des dix premières années qui ont suivi la Révolution d'Octobre, alors que le peuple soviétique était encore occupé à rétablir l'industrie ruinée et à panser les blessures de la guerre mondiale et de la guerre civile, la moyenne annuelle des livres édités fut de 16.000, avec 118 millions d'exemplaires. Dans le courant de la deuxième décade, cette moyenne monta à 44.300 livres, avec 558 millions d'exemplaires. Enfin, dans les trois années qui ont précédé la guerre contre le fascisme, 43.200 livres furent publiés annuellement avec 604 millions d'exemplaires.

On comprend que l'invasion hitlérienne ne pouvait manquer d'exercer des répercussions sur l'édition. Les fascistes se proposaient d'exterminer non seulement les peuples soviétiques, mais aussi leur culture ; dans les régions occupées, ils ont pillé et détruit les collections les plus précieuses, ruiné les plus grandes imprimeries, l'industrie du clichage et du papier.

Quand la guerre fut finie, le peuple soviétique, en s'attaquant au rétablissement économique général, entreprit en particulier de reconstituer la base matérielle des publications. Dès 1946, d'importants succès étaient obtenus dans ce domaine : 23.145 livres étaient édités, avec 463 millions d'exemplaires. Sur ce total, une quantité très élevée a été publiée dans les régions dévastées par l'occupation allemande : 43 millions d'exemplaires en Ukraine, 7,5 en Biélorussie, environ 4 en Moldavie, près de 5 en Lettonie, 6,5 en Lithuanie, 6,5 en Esthonie et 600.000 exemplaires environ sur le territoire de la République carélo-finnoise.

Examinons maintenant le caractère des livres.

De 1928 à 1946, on a publié en tout 700.000 livres environ, à 9 milliards 530 millions d'exemplaires. Sur l'ensemble, la littérature politique, sociale et économique est représentée par 162.000 livres (2.781 millions d'exemplaires, dont plus de 700 millions d'exemplaires des classiques du marxisme-léninisme). Cette littérature représente une arme puissante dans la lutte pour consolider et développer la société socialiste et édifier le communisme.

L'immense travail par lequel ont été réalisés les plans de reconstruction et le développement de l'économie a engendré une demande sans précédent de littérature technique. De 1928 à 1946, on a édité 155.000 livres techniques (746 millions d'exemplaires).

La littérature agricole paraît aussi en grande quantité. De vastes exploitations paysannes collectives ont été créées dans tout le pays ; elles utilisent largement la technique moderne et les données de la science socialiste. Chez les paysans kolkhoziens, la demande de livres est donc intense. De 1917 à 1946, 99.000 ouvrages d'agriculture ont été édités (1.107 millions d'exemplaires), tandis que, dans les deux siècles qui ont précédé la Révolution, 25.000 livres agricoles seulement avaient paru en Russie (45 millions d'exemplaires). On a édité par centaines de milliers d'exemplaires les œuvres des savants célèbres, tels que Timiriazev (1.127.000 exemplaires), Darwin (289.000), Mitchourine (213.000) ; les ouvrages des remarquables savants soviétiques Williams, Lyssenko, Tsitsine, Prianitchnikov et de beaucoup d'autres ont aussi paru en fortes éditions.

La publication de la littérature scientifique a pris une ampleur considérable. De 1928 à 1946, on a édité 84.900 livres scientifiques (1.110 millions d'exemplaires).

En ce qui concerne les belles lettres, les éditions sont d'une extraordinaire richesse. En dix-neuf ans, de 1928 à 1946, on a publié 39.200 ouvrages littéraires de tout genre (1.435 millions d'exemplaires).

Les éditions les plus volumineuses sont celles de la littérature russe classique, dont Pouchkine (34.299.000 exemplaires), Herzen (1.810.000), Gogol (9.926.000), Gorki (44.007.000), Griboïédov (1.173.000), Lermontov (9.475.000), Maiakovski (9.817.000), Nékrassov (9 391.000), Tourguénev (11.862.000), Tchekhov (17.910.000), Léon Tolstoï (26.122.000), Chevtchenko (5.256.000).

Les chefs-d'œuvre étrangers jouissent d'une grande popularité. En vingt-neuf ans, on a édité les œuvres de Byron à 499.000 exemplaires, celles de Balzac à 2.065.000, celles de Barbusse à 2.075.000, de Heine à 1.265.000, de Gœthe à 586.000, de Hugo à 4.139.000, de Dickens à 2.287.000, de Zola à 2.573.000, de Maupassant à 3.976 000, de Romain Rolland à 2.107.000, de Cervantès à 850.000, de Stendhal à 681.000, d'Anatole France à 1.846.000, de Shakespeare à 1.611.000, de Schiller à 683.000, etc.

On peut affirmer que, même dans leur pays, ces écrivains n'ont pas été publiés pendant la même période en d'aussi fortes éditions. Quel démenti plus efficace aux calomnies de la réaction impérialiste sur le prétendu « rideau de fer » qui séparerait les civilisations de l'Ouest de celles de l'Est ?

Depuis la fondation du régime soviétique, une littérature entièrement nouvelle s'est développée ; elle reflète avec vérité et avec force les hauts faits accomplis par les hommes de l'U. R. S. S. au service de l'édification pacifique et dans la lutte armée contre les ennemis de l'intérieur et l'extérieur. Ainsi que le disent justement les écrivains soviétiques, cette littérature est passionnée dans ses élans, pleine de majesté dans son ampleur épique, profonde dans ses méditations sur les hommes, sur leurs cheminements et sur leurs destinées, non seulement en Russie, mais dans le monde. Elle est caractérisée par les idéaux les plus élevés qu'ait conçus l'humanité. Elle est populaire au sens le plus substantiel du terme. Elle est révolutionnaire, empreinte des idées philosophiques les plus avancées et de l'expérience vivante des hommes en lutte contre la réaction et pour la construction du nouvel État socialiste. Le peuple soviétique a produit plusieurs centaines d'écrivains dont

les œuvres sont éditées par millions d'exemplaires. Citons celles de Cholokhov (16 millions d'exemplaires), de Sérafimovitch (7 millions), d'Alexis Tolstoï (12 millions), de Novikov Priboï (6 millions), de Simonov (12 millions), de Kataev (7 millions), d'Ehrenbourg (6 millions). Les œuvres de Gorbatov et de Grossman ont paru à 5 ou 6 millions d'exemplaires ; celles de Tikhonov, de N. Ostrovski, de Fourmanov, de Panférov, à 4 ou 5 millions ; celles de Fadéev, Gladkov, Léonov, Wirt, à 2 ou 3 millions ; celles de Lebédiev Koumatch, Pavlenko, Fédine, Tvardovski, Aséev, Yanka Koupala et Pétrov, se rapprochent de 2 millions. Sur le total des ouvrages littéraires édités de 1936 à 1946, les livres des écrivains soviétiques non russes ont représenté 31 p. 100 et cette part est montée en 1946 à 36 p. 100 pour le nombre des ouvrages et à 14 p. 100 pour celui des exemplaires. Pareil accroissement fournit un témoignage éloquent de l'épanouissement de la culture des peuples de l'U. R. S. S., nationale par la forme et socialiste par le contenu.

Le gouvernement soviétique accorde une attention particulière à l'éducation des enfants et à leur développement mental et physique. On en trouve une preuve dans les publications soviétiques destinées à la jeunesse. De 1937 à 1946, 10.988 livres d'enfants ont été édités à 328 millions d'exemplaires. Ni la Russie d'avant la Révolution, ni aucun pays bourgeois au monde n'a jamais édité ou n'édite une aussi nombreuse littérature enfantine. En 1939 seulement, on a édité en U. R. S. S. 368 livres à 16 millions d'exemplaires pour les enfants d'âge préscolaire, 700 livres à 15 millions d'exemplaires pour les enfants d'âge moyen, 576 livres à 9 millions d'exemplaires pour les adolescents. Les livres d'enfants ont continué à paraître pendant les dures années de lutte contre l'envahisseur. De 1941 à 1945, dans la République de Russie seulement, on en a publié 708 à 60 millions d'exemplaires environ. Beaucoup d'autres ont paru dans les quinze autres Républiques fédérées. A elle seule, l'Édition de Moscou du livre d'enfants a fait paraître, au cours de cette période, 629 livres à 37 millions et demi d'exemplaires.

II

LES CONDITIONS ACTUELLES DE LA VIE EN TCHÉCOSLOVAQUIE

par Cestmir SIMÂNE

Un jeune savant tchécoslovaque, Cestmir Simâne, ingénieur de l'École polytechnique de Brno, qui travaille actuellement en France au laboratoire de chimie nucléaire du Collège de France, a bien voulu rédiger pour *La Pensée* quelques notes sur son pays. L'article qu'on va lire ne prétend pas poser les grands problèmes de politique nationale et internationale de la Tchécoslovaquie, mais il donne, par des exemples précis, une image de ce qu'est actuellement la vie dans ce pays et de l'effort qui y est fait pour la reconstruction. Dans son cadre volontairement limité, nous pensons qu'il peut inviter les Français à des comparaisons utiles et leur faire mieux comprendre à quelles conditions est liée la renaissance d'un pays durement frappé par la guerre.

Je crois utile de rappeler, en quelques mots, la situation politique en Tchécoslovaquie, immédiatement après l'occupation, qui a duré, chez nous, plus de six ans. Après la libération du pays, par l'armée rouge à l'Est et par l'armée américaine à l'Ouest, quatre partis politiques ont été formés en Moravie et en Bohême, quatre partis correspondants en Slovaquie. A gauche, le Parti communiste; à droite, le Parti catholique. Entre eux, le Parti socialiste national (deuxième parti en Bohême et Moravie) est plus à droite que le Parti démocrate social. Aucun parti n'a la majorité absolue.

Dès la fin de la guerre, tous les partis ont formé un Front national. Par la collaboration de ces partis, qui en ont tous accepté la responsabilité solidaire, des mesures immédiates ont été prises pour la stabilisation de notre monnaie, la nationalisation des usines, banques et mines de charbon, le transfert des Allemands hors de nos frontières, la formation des syndicats ouvriers. Certaines de ces mesures n'auraient peut-être pas été approuvées par toutes les classes de la population. Elles ont été réalisées à l'époque non par la voie parlementaire, mais par des décrets du président de la République, M. Bénès. On peut nous reprocher de n'avoir pas agi selon les règles dites démocratiques, et ces conquêtes de la révolution, comme on les appelle chez nous, seraient sans doute plus difficiles à réaliser dans l'état actuel, où les partis tiennent à éviter de mécontenter telle ou telle catégorie d'électeurs. Mais les mesures prises ont été bienfaisantes pour l'ensemble du peuple.

Voici comment s'est faite la stabilisation de notre monnaie. A la fin de novembre 1945, on a bloqué tout l'argent liquide de tous les citoyens et l'on a donné à chacun 500 couronnes (une couronne correspond à 2 fr. 50 français). Le mois suivant, tous les salaires ont été payés dans la monnaie nouvelle. On a ainsi diminué la circulation des billets, et l'on a aussi obligé au travail tous ceux qui vivaient du marché noir

pendant la guerre. On leur a imposé de lourdes amendes et on les a désignés à la T. S. F. par leur nom comme de malhonnêtes gens.

Pour la nationalisation des usines, on ne savait pas d'abord si cette expérience réussirait. Il y eut parfois à la tête des entreprises nationalisées certains hommes peu consciencieux et peu capables ; en comparant les résultats des entreprises de la même catégorie, on a pu éliminer la plupart de ces hommes, qui ont parfois causé de grandes pertes à la propriété nationale. Les usines nationalisées Batá sont productives ; elles fournissent à bon marché des chaussures d'excellente qualité.

Les entreprises nationalisées ont déjà souvent dépassé le programme mensue du plan de deux ans pour la reconstruction nationale. Elles ne l'ont dépassé que de quelques dizaines pour cent, mais elles ne doivent pas dépasser cette proportion, pour ne pas épuiser la réserve de matières premières, dont ont besoin d'autres secteurs de l'industrie.

Il n'y a pas de grèves chez nous. La réussite du plan de deux ans dépend de la classe ouvrière autant que des spécialistes. Tous les partis au Parlement ont voté le plan de deux ans, et le peuple tout entier sait qu'il doit réussir. Ce plan a été proposé par M. Gottwald, chef du Parti communiste, mais il n'est pas pour nous une question politique. On trouve vraiment, dans tous les partis, une grande bonne volonté pour le réaliser, ce qui n'empêche pas les critiques de la presse, qui jouit d'une entière liberté. Les ouvriers se rendent compte de la nécessité de faire réussir le plan, dont dépend le standard de notre vie dans l'avenir.

***

Le niveau de vie des ouvriers a augmenté. Le salaire le plus bas d'un ouvrier auxiliaire est de 3.000 couronnes par mois, ce qui équivaut, au taux officiel du change, à 7.000 francs français (pour plus de commodité, je donnerai tous les chiffres suivants directement en francs). Les ouvriers spécialistes gagnent au moins 10.000 francs, les mineurs 12.000. Comme le pouvoir d'achat de notre couronne est de deux à trois fois plus fort que celui du franc (j'en donnerai plus loin quelques preuves), le salaire minimum de 3.000 couronnes correspond au moins à 14.000 francs, et le salaire du mineur au moins à 24.000 francs par mois.

Après la Libération, il s'est produit, en Tchécoslovaquie, un phénomène assez général dans tous les pays d'Europe : l'afflux des candidats dans les services d'État comme fonctionnaires, agents de police, etc. Il y a eu encombrement des fonctions publiques, et l'on s'en est aperçu trop tard. Pour pousser les gens à quitter leur emploi, on a favorisé les ouvriers, tandis que les traitements des fonctionnaires sont maintenus à des taux assez bas. Aussi, beaucoup de fonctionnaires sont-ils redevenus ouvriers ou artisans. A titre de comparaison, je signale qu'un assistant habilité de l'Université gagne net 8.300 francs par mois s'il n'est pas marié.

Les Assurances sociales sont obligatoires pour tous et payées moitié par le patron, moitié par l'employé.

***

La production agricole n'est pas nationalisée. Il n'y a plus, chez nous, de grands propriétaires fonciers, une première réforme agraire ayant déjà été faite après la guerre de 1914-1918. Une deuxième réforme agraire est en projet. Les paysans utilisent beaucoup de machines, qui appartiennent souvent aux coopératives. Une grande place dans notre plan de deux ans est réservée à la mécanisation de nos villages.

Les paysans sont tenus de livrer un certain contingent de leur récolte au ravitaillement. Ils peuvent vendre le surplus, mais à un prix officiel, qui est contrôlé.

Ils ne trouvent d'ailleurs pas beaucoup de clients, car les rations des tickets d'alimentation sont suffisantes, et elles sont touchées intégralement.

Voici, par exemple, les rations du mois d'août 1947 pour un adulte, sans suppléments :

Un demi-litre de lait par jour (on peut obtenir, en fait, tout ce qu'on veut) ;
600 grammes de margarine par mois ;
150 grammes de beurre ;
250 grammes de graisse de porc ;
1 kg,750 de sucre ;
3 kg,500 de viande ;
1 kg,500 de farine ;
1 kg,500 de pain blanc ;
6 kilogrammes de pain noir (à noter que le pain noir a toujours été chez nous la nourriture principale, et que nous mangions avant la guerre très peu de pain blanc) ;
125 grammes de vrai café ou 30 grammes de thé ;
100 grammes de bonbons au chocolat et 150 grammes d'autres bonbons.

Les fruits et légumes sont en vente libre et coûtent moins cher qu'en France : les pommes de terre sont à 5 francs le kilo ; parmi les fruits. les poires de première qualité sont à 19 francs le kilo, les pommes à 17 francs, les pommes de Yougoslavie à 24 francs. Voici quelques autres prix : la charcuterie est à 150 francs le kilo, la viande à 130 francs, le pain blanc à 23 francs, le pain noir à 12 francs, le lait à 13 francs le litre. La pâtisserie, qui est en vente libre et dont la qualité est celle d'avant guerre, avec de la vraie crème, coûte au moins trois fois moins cher qu'en France. Les bonbons de chocolat sont à 24 francs les 100 grammes, tandis qu'en France un seul bonbon coûte 20 francs.

***

Nous nous efforçons de produire dans nos campagnes tout ce qui nous est nécessaire pour nous procurer des devises étrangères et acheter ainsi des matières premières pour notre industrie. Nous exportons les meilleurs tissus et les vêtements, tandis que nous nous contentons de vêtements en fibranne. Nous sommes assez raisonnables pour comprendre la nécessité de ces sacrifices, et nous avons conscience que, pendant l'occupation, nous sommes devenus très pauvres.

Il y a dans notre vie économique des secteurs qui manquent de travailleurs. Il faut, notamment, peupler et exploiter toutes les régions de notre frontière qui avaient été habitées par des Allemands, maintenant expulsés du territoire national. On a trouvé un moyen : ce sont nos brigades, formées d'étudiants, d'employés de banque, de fonctionnaires, etc., qui, pendant six semaines ou deux mois, apportent leur aide aux mineurs et aux paysans ou travaillent dans les forêts. Le travail dans une brigade est même une condition nécessaire pour l'entrée d'un étudiant à l'Université ou dans une école supérieure ; mais les étudiants qui préparent un examen en sont exempts. On a pu constater que six semaines passées dans une brigade n'exercent aucune influence fâcheuse sur le progrès dans les études.

Les étudiants de l'enseignement supérieur, s'ils peuvent faire la preuve de leurs progrès scolaires, reçoivent un salaire de 3.500 francs par mois, ce qui est suffisant pour vivre.

***

Je peux affirmer, en conclusion, qu'on vit aujourd'hui plus facilement chez nous qu'en France. Les prix sont stabilisés, et l'on est en droit d'espérer que l'avenir ne nous apportera pas de surprises désagréables.

III

LES RENCONTRES INTERNATIONALES DE GENÈVE

par Maurice DUCOMMUN

Quelques-uns des représentants les plus éminents de la bourgeoisie intellectuelle bien pensante de Genève avaient pris, au lendemain de la guerre, l'initiative de Rencontres internationales, où les grands problèmes de notre temps devaient être discutés. En 1946, ces Rencontres servirent à glorifier l' « esprit européen » — celui qui va de l'Elbe au Pacifique. Cette année, par un retournement inattendu, elles furent le champ d'une victoire de la pensée marxiste.

D'un bout à l'autre du Léman, la presse anticommuniste frémit d'une vertueuse indignation. Pourtant, il ne semblait pas qu'on dût craindre de telles surprises. Les Rencontres groupaient neuf conférenciers parlant, soir après soir, du progrès moral et du progrès technique, en l'Aula de l'Université garnie du « meilleur » public. Le matin, les conférenciers se réunissaient, en compagnie d'une trentaine d'invités de pays divers, pour s'entretenir en public du même thème, à la lumière des conférences prononcées. En Suisse, où des problèmes les plus graves n'arrivent encore que les échos assourdis, il semblait que toutes garanties fussent données pour que les débats ne heurtent pas les cadres d'un académisme bienséant.

Ce fut du reste un académicien qui ouvrit les Rencontres : M. André Siegfried, historien, économiste, qui n'éprouva, paraît-il, aucun ressentiment contre Pétain sous l'occupation ; il fut disert, élégant et vide de pensée. Il disparut du reste des entretiens dès le premier matin. Quelques autres conférenciers eurent aussi un sort sans gloire. M. Eugenio d'Ors, le théoricien du baroque, venu de Madrid, où Franco le nomma à la direction des Beaux-Arts, rendit à la démocratie le service de ridiculiser le fascisme par une exhibition clownesque. M. de Ruggiero, professeur italien, disciple de Benedetto Croce, fit un discours cicéronien par la forme et prudhommesque quant au fond. Un disciple hindou de Ramakrishna, le Swami Siddheswarananda, qui parlait vêtu de somptueux habits de prière, tenta une vaste synthèse des diverses conceptions philosophiques et politiques, où l'on put apprécier surtout sa bonne volonté. Un protestant suisse enfin, M. Spœrri, présenta, du côté de la Réforme, une opération analogue à celle que poursuit le catholique Mounier.

Tous ceux-là furent rapidement mis hors de combat. M. Nicolas Berdiaev même, qu'une pensée aux nombreuses circonvolutions a finalement amené à une sorte de christianisme communisant à la fois abscons et naïf, se révéla rapidement trop âgé pour résister à la vigueur de la discussion. Tout l'intérêt des Rencontres se concentra donc sur les conférences prononcées par Marcel Prenant, professeur à la Sorbonne et ancien chef d'état-major des F. T. P., et par J. B. S. Haldane, le grand savant britannique, directeur du *Daily Worker*. Dans les entretiens, Pierre Hervé fermait le triangle des marxistes, qu'appuyait Georges Friedmann, tandis que Mounier, dont la conférence vint trop tard pour être discutée, guidait l'opposition avec Aron, Lescure et quelques Genevois lancés à l'assaut du matérialisme dialectique.

Car le marxisme ne cessa pas un instant d'être au centre des débats. Dans une admirable conférence, Marcel Prenant en exposa les principes essentiels. Il souligna le caractère inéluctable du progrès technique, déterminé tout d'abord par des lois naturelles auxquelles l'homme ne saurait pas plus échapper qu'aucun autre animal. La nostalgie d'un retour à l'âge d'or repose

sur une première illusion, celle de croire que l'âge d'or a existé. Ce n'est du reste pas par hasard que les propagandes anti-techniciennes ont figuré dans l'arsenal nazi. Notre époque, désorientée par le désordre du régime capitaliste, risque, en abandonnant l'optimisme trop naïf du siècle dernier, de sombrer dans un pessimisme qui n'est pas mieux justifié. Car, s'il reste certain que le perfectionnement des moyens techniques au service de l'homme n'entraîne pas automatiquement une amélioration morale de l'humanité, il n'est pas moins vrai que tous les progrès moraux que l'homme a historiquement accomplis l'ont été en relation avec les progrès techniques et ne se seraient pas produits sans eux. Pierre Hervé, au cours d'une intervention qui jeta un désarroi rageur dans le public trop choisi des entretiens, osa affirmer sa confiance dans ce progrès moral de l'humanité. On lui objecta les camps de concentration nazis. Mais, précisément, les soldats du monde entier ont fait la guerre pour les détruire.

Dans la société capitaliste moderne, le désaccord s'aggrave entre la puissance matérielle dont l'homme dispose grâce à la science et à la technique, et qui croît fantastiquement, et le développement culturel et moral, qui paraît arrêté ou parfois même en régression. Prenant montra que cette contradiction était la conséquence logique d'un système économique où la production est un acte collectif accompli pour le profit privé de quelques-uns. Le problème des relations entre le progrès technique et le progrès moral, c'est celui de la crise, du chômage, de la guerre. Le drame de ces relations ne ressort pas d'une « humanité éternelle », mais d'une situation historique concrète.

Les constatations de Prenant ne furent pas du goût de tout le monde. Tout ce qu'il y avait, parmi les conférenciers et les invités, de catholiques, de protestants, de spiritualistes et d'existentialistes, s'élança donc à l'attaque. Le marxisme fait de l'homme un robot. Il ignore les forces spirituelles. Il néglige la réalité transcendantale. Rien ne prouve que la révolution socialiste soit vraiment la bonne. Marx n'était en vérité pas marxiste, mais existentialiste. Il faut sauver l'homme, au nom de l'Esprit, de Dieu, des valeurs éternelles, de la morale, de la peur intense qu'ils éprouvaient tous que les communistes n'aient raison et qu'il ne leur faille descendre de leur socle d'absolu pour entrer dans la vie réelle.

J. B. S. Haldane les y contraignit pourtant. Nous vivons un âge héroïque, qui exige des vertus héroïques. Le chef d'un groupe de résistants ne pouvait obéir aux mêmes normes morales qu'un bourgeois du début du siècle. Mais ce n'est pas seulement la guerre qui demande à l'homme des vertus plus hautes. La société moderne issue de la technique ne peut subsister que par l'action collective. Des devoirs nouveaux sont apparus, ceux que l'homme avait envers l'individu ; il doit aujourd'hui les remplir pour la communauté. La charité est devenue civisme.

Il devenait difficile de reprocher aux marxistes d'ignorer les valeurs spirituelles et de priver l'homme de sa liberté. Quelques-uns, surtout parmi les Genevois, s'y essayèrent pourtant. Dans deux discussions mémorables, Prenant et Hervé ripostèrent. L'homme conquiert sa liberté par la conscience qu'il prend des lois qui le déterminent. Il devient, par son propre effort, capable d'agir sur sa destinée, de faire sa propre histoire. Le spiritualisme transcendantal sur lequel on veut bâtir la grandeur de l'homme le diminue, au contraire, puisqu'il place hors de l'homme des valeurs qu'en fait il a lui-même créées. Les véritables porteurs de morale, aujourd'hui, sont les communistes, parce qu'ils sont les seuls à exiger tout de l'homme, à vouloir que son génie le fasse passer du « règne de la nécessité », où il ne sert à rien de nier qu'il se trouve, sinon à l'y maintenir, « à celui de la liberté ».

Il ne restait à Mounier, qui prononça la dernière conférence, qu'à tenter de prouver que le christianisme aussi suivait ce chemin. Mais, dans son appel à un christianisme rénové semblaient résonner des accents de désespoir. Se rendait-il compte que, dans un univers ainsi humanisé, Dieu est devenu inutile ? Sentait-il contre lui le poids de l'histoire d'une Église qui, pendant vingt siècles, a servi les puissants ? Le public, que Prenant et Haldane déconcertaient, irritaient, enthousiasmaient, paraissait seulement las après avoir entendu Mounier.

C'est ainsi qu'une manifestation qu'organisaient, dans la Genève calviniste, les plus distingués représentants de l'Université et de la pensée officielle se transforma, par la seule vertu de la claire raison, en défense et illustration du marxisme. Les Genevois doivent beaucoup de gratitude aux artisans de cet événement.

***

Pour acccompagner cet article d'un collaborateur de la revue génevoise *Socialisme*, organe du Parti suisse du Travail, voici quelques textes édifiants extraits de la presse suisse.

Au lendemain des Rencontres inter-

nationales qui ont été organisées à Genève, du 1er au 13 septembre, *La Gazette de Lausanne* publiait les considérations mélancoliques que voici :

Les anticommunistes ont jonglé avec les concepts de transcendance, de spiritualisme et d'authenticité. Reste à savoir ce qu'ils entendent par là, et quels systèmes philosophiques, moraux et politiques ils tireront de leurs concepts de base. Ils ne nous l'ont pas dit. Les définitions ont fait défaut : de plus, on n'a guère respecté l'histoire de la philosophie, ce qui aurait sans doute nui au dogmatisme !

Soyons francs : la bataille a été gagnée par les communistes [1].

Le Courrier de Genève n'était pas moins chagrin. On en jugera par les lignes suivantes :

Quinze jours de discussions souvent byzantines ont laissé à l'auditeur objectif des Rencontres internationales l'impression que les marxistes ont constamment dominé le « jeu ». Que leurs amis s'en soient réjoui, il n'y a là rien que de très normal. Mais que des gens qui, dans leur conduite quotidienne, répudient par préjugé bourgeois la moindre mesure sociale et professent dans leurs milieux propres un anticommunisme, souvent dangereux par son caractère négatif, n'aient eu que sourires pour les succès de controverse des tenants d'un matérialisme historique qu'ils ont l'air de trouver aimable tant qu'il s'en tient aux thèses générales : voilà qui est proprement inconcevable...

... En fait, c'est en fonction des positions marxistes que même les adversaires les plus convaincus du matérialisme historique se sont situés. Et cela, non seulement comme un sociologue peut se situer en face d'une des grandes réalités contemporaines, tant dans le domaine de la pensée que dans celui de la puissance, mais comme la souris se situe en face du chat dont les yeux verts luisent dans la nuit, comme l'enfant fasciné se situe par rapport à l'aîné ou au maître qu'il admire, comme le voyageur égaré se situe par rapport à l'étoile : dans une espèce de crainte révérentielle de perdre le contact ! De telle sorte qu'en face de marxistes qui affirmaient pleinement leurs thèses et ne cédaient rien, on a vu (sauf exceptions rares) des « spiritualistes » plus préoccupés des positions de l'adversaire que des leurs propres et d'adapter leurs thèses au marxisme que de le peser... Il semble que la plupart des interlocuteurs des Rencontres aient été à ce point séduits par la « vérité » partielle du marxisme qu'ils se sont trouvés incapables de rejoindre leur propre pensée pour définir son erreur. Ainsi, à qui voudrait juger de la situation intellectuelle en Europe d'après ces Rencontres internationales, il apparaîtrait que le courant de pensée marxiste est à peu près le seul vivant aujourd'hui et qu'il ne trouve en face de lui que des velléités chrétiennes [1]...

***

On peut rapprocher des résultats de ces Rencontres le triomphe de la conférence d'Henri Lefebvre au grand amphithéâtre de la Sorbonne, le 15 novembre dernier, à la réunion organisée par les Amis de *La Pensée*, et ce récent aveu publié dans le journal *Le Monde* :

L'on voit maintenant arriver à l'École normale supérieure, à l'agrégation, bientôt à la notoriété philosophique, une pléiade de jeunes et brillants philosophes d'inspiration marxiste... [2].

1. *Gazette de Lausanne*, 18 septembre 1947.

1. *Courrier de Genève*, 13 septembre 1947.
2. Jean Lacroix, « Hegel et Marx » (*Le Monde*, 23 octobre 1947).

LA VOIX DE NOS LECTEURS

Nous reprenons aujourd'hui la chronique réservée à la voix de nos lecteurs. Malgré les vacances, peut-être d'ailleurs à cause des vacances, notre courrier a été fort abondant. Dans l'intérêt que suscitent un grand nombre de nos articles, dans les discussions épistolaires qu'ils provoquent, nous trouvons le plus tonique encouragement.

DES LECTEURS DEMANDENT...

Passons d'abord en revue les principales demandes de nos lecteurs. Évidemment, chacun voudrait voir développer les sujets qui l'intéressent particulièrement : l'un aimerait que fût donné plus d'extension à la partie purement scientifique de la revue, tel autre souhaiterait voir une place plus importante consacrée à la littérature économique marxiste.

Nous avons déjà dit combien était délicate la tâche du secrétaire de rédaction qui s'applique à donner à chaque numéro le plus de variété possible, afin de satisfaire toutes les catégories de lecteurs. Au cours de son travail, il a bien souvent l'occasion de penser au bon fabuliste du *Meunier, son fils et l'âne*...

Cependant, parmi tant de demandes, nous avons retenu le désir exprimé par plusieurs lecteurs de voir *La Pensée* traiter ces sujets en marge de la science que sont la radiesthésie, la télépathie, l'astrologie et toutes les sciences dites occultes (« comme si, nous écrit l'un d'eux, le propre de toute science n'était pas de se produire au grand jour »).

Un directeur d'école, s'appuyant sur le fait que cette année les candidats à l'inspection primaire et à la direction des écoles normales d'instituteurs auront à étudier Descartes, Bergson et Auguste Comte, nous demande de parler de ce dernier.

On nous réclame encore une discussion d'ensemble sur le freudisme, son apport positif à la science, ses faiblesses et ses dangers.

Enfin, on se plaint à juste titre que les problèmes économiques et financiers n'aient pas leur juste place dans *La Pensée*.

Nous nous efforcerons, dans la mesure du possible, de donner satisfaction à ces demandes. Mais il faudrait beaucoup de place, et l'incertitude de la situation économique, la montée constante du coût de la vie et les difficultés croissantes qu'éprouvent nos abonnés et nos lecteurs à équilibrer leur budget nous obligent à maintenir encore la périodicité bimestrielle de la revue.

SUR LES ROMANS POLICIERS ET LES ROMANS POPULAIRES

Nombreuses sont également les lettres inspirées par certains de nos articles. Celui qui a paru dans notre n° 13 sur les romans policiers et les romans populaires [1] nous a valu de M. J.-J. Bridenne, de Haubourdin (Nord), une longue et intéressante lettre dont voici de trop brefs extraits. Nous les reproduisons d'autant plus volontiers que les questions soulevées par notre correspondant sont parmi celles qui avaient déjà attiré notre attention et dont nous nous proposons de parler ultérieurement.

Je ne suis point de ceux (s'il s'en trouve) qui voient inconvénient à ce qu'une publication comme *La Pensée* ait consacré quelques pages à la littérature dite populaire, et en particulier à la « policière », ni à ce qu'elle lui en consacre éventuellement d'autres ; au contraire. A mon humble avis du reste, une différenciation trop marquée entre romans « littéraires » et romans « populaires » ne peut être que réactionnaire... Ne croyez-vous pas qu'il y aurait beaucoup à dire, du point de vue proprement littéraire comme du point de vue social, sur l'effondrement de la barrière entre les deux genres ?

... J'ai été quelque peu surpris de voir que vous assimilez les romans policiers, sous une rubrique commune, à l'ensemble du roman populaire. Dans la mesure où la distinction entre la « vraie » littérature et l'autre garde un sens, il faut absolument distinguer des romans policiers « littéraires » et des romans policiers « populaires » (en laissant à ce dernier mot son sens péjoratif). Bon gré mal gré, que ce soit heureux ou non, la « detective-novel » a conquis sa place dans la vie intellectuelle, et, sous prétexte qu'elle a engendré la série des *Fantomas*, on ne peut décemment continuer à ignorer Dorothy Sayers, Georges Simenon ni André Wurmser,... Agatha Christie, Véry, A. A. Steeman (sans parler du Claude Aveline de *Suite policière*)... Il n'en est que plus regrettable de voir que les écrivains démocrates délaissent trop souvent ce genre, qui a tant d'influence sur tant d'esprits divers, chez les humbles comme chez les « grands », chez les lecteurs

---

1. Chronique littéraire de René MAUBLANC, n° 13, juillet-août 1946 p. 92 à 97.

cultivés comme chez ceux qui ne le sont pas... Cette constatation, je l'étendrais aisément à l'ensemble de la « littérature populaire »... Combien n'ai-je pas vu de romans d'aventures historiques, « scientifiques » ou sentimentales exprimant plus ou moins ouvertement les « hautes » pensées rétrogrades : faillite du progrès, résignation systématique, vanité de la science, fidélité à la tradition, etc. ? Et rien (ou si peu) pour faire contrepoids ! Car, *en l'état présent des choses*, je ne crois guère que ce contrepoids se trouve dans des tentatives, si remarquables soient-elles, comme celle du roman « prolétarien », trop grave et ne concédant pas assez à l'action, ni à un certain merveilleux pour être beaucoup lu (et apprécié comme on le voudrait) par la midinette, l'ouvrier, voire le travailleur intellectuel, que pressent leur « boulot » et les lourds soucis du jour. Aussi suis-je heureux de voir des hommes comme Wurmser tâter du roman policier ou semi-policier.

...Je sais bien ce qu'on peut m'opposer : le roman policier, plus ou moins classique, comme le roman de cape et d'épée ou d'aventures modernes, fortifie un certain culte du héros susceptible des pires répercussions sociales. A faire aimer ces personnages impavides et infaillibles, triomphant des plus inextricables situations, assurant toujours en fin de compte la victoire du bon droit (en général le bon droit de la société en place), on incite à un individualisme dangereux, qui, dans la pratique, peut conduire au désir du « sauveur », voire à se considérer comme tel, de même que la lecture de Delly et consorts fait attendre aux bergères le prince qui les épousera. Mais (à tort ou à raison) j'estime que l'aspiration au justicier social ou collectif, qu'on l'appelle Monte-Cristo ou le Juif errant, Sherlock Holmes ou le Grand Soir, répond au plus profond « mouvement » de l'esprit et du cœur des hommes, surtout des hommes du peuple, le même qui les pousse à l'édification d'une société plus humaine. Le détective redresseur de torts n'est fâcheux que lorsqu'il est le commissaire trop bien pensant de Simat ou l'ami du trustman de presse d'Apesteguy. Ne pourrait-on faire, là aussi, que « ça change » ? Et puis qu'est-ce que le roman policier, sinon une forme élémentaire du rationalisme victorieux ? Car il n'en est point, quelles que soient les conceptions métaphysiques, morales et ésotériques de l'auteur, qui ne se termine par une explication résolument matérielle. Une œuvre de ce genre est même d'autant meilleure que son action est plus étrange en apparence, que le mystère est plus troublant, car l'effet est d'autant plus grand lorsque ce mystère se résoud naturellement, et que ce qui fleurait parfois le surnaturel se ramène à une plus ou moins fine astuce. Devant l'irrationalisme à la mode, tantôt malsain et annihilant, tantôt tournant au mysticisme béat qui domine tant de romans aussi bien « littéraires » que « populaires », j'aime ceux-ci où un homme, par des moyens humains (qu'ils soient inductifs, déductifs, expérimentaux ou même intuitifs) chasse les fantômes, dompte l'angoisse et prouve noir sur blanc la matérialité des faits les plus bouleversants et de leur responsable. C'est peut-être simpliste ? Soit, mais ceux qui nous accusent volontiers de simplisme savent bien utiliser des artifices de cet ordre dans leurs romans « idéalistes » de tout calibre. Je n'aurai point la balourdise de trouver que même le meilleur roman policier serve le rationalisme comme une page de Langevin ou de Wallon, mais, si j'ai pris un peu trop de Sartre ou de Barjavel, il me produira le même effet réconfortant que le sourire de Voltaire. Et, après tout, n'est-ce pas ce dernier qui, avec Zadig, fut l'ancêtre des détectives-nouvellistes ?

SUR LE VOCABULAIRE SCIENTIFIQUE

Dans un précédent numéro, nous avions déjà cité M. Leclerc, qui nous écrivait au sujet des *Notes d'un correcteur au bachot*. Comme il nous l'annonçait alors, M. Leclerc se penche cette fois sur le problème du vocabulaire scientifique.

Certaines branches de la science, et je pense en particulier à la biologie, font usage d'un nombre toujours croissant de néologismes. Certains savants ne savent plus s'exprimer autrement qu'en argot de laboratoire. C'est là, je crois, une barrière considérable qu'on dresse entre une discipline scientifique et ses voisines. Or, il est tout à fait nécessaire aujourd'hui qu'un physicien soit capable de comprendre le point de vue du biologiste et du chimiste, par exemple. Il faut qu'il étudie leur conception de l'expérience, de l'outillage, etc. Or il est souvent découragé parce que les mémoires de ses collègues sont illisibles pour lui.

Est-il possible de simplifier le langage scientifique ? Je le crois. Cela exige parfois des périphrases ou des explications supplémentaires, mais un savant devrait se mettre dans la tête qu'il n'écrit pas seulement pour un petit nombre de ses collègues, et que l'usage de l'argot de laboratoire dans les mémoires aboutit à un certain hermétisme de la science.

On nous trouvera toujours prêts à protester contre tous les obstacles qui empêchent la diffusion des connaissances rationnelles. Descartes n'avait point tort de remplacer le latin, qui était la langue de ses précepteurs, par le français, qui est celle de son pays, pour être compris de tous « ceux qui ne se servent que de leur raison naturelle toute pure ». Il ne s'agit pas aujourd'hui de substituer au français un jargon technique incompréhensible au public non spécialiste.

DE NOS AMIS LOINTAINS

Mais, parmi tous les encouragements reçus, ceux qui nous arrivent de loin sont peut-être les plus stimulants, car ils nous apportent la preuve du rayonnement de notre effort.

D'un professeur français à l'étranger :

Le compte rendu de l'enquête faite auprès de vos lecteurs montre bien ce que représente

pour nous votre admirable revue. Pour nous, et je dirai tout particulièrement pour moi, qui, isolé depuis un an sur ce plateau d'Asie centrale, ne possède aucune autre source de documentation de cette qualité.

Sans elle, je crois qu'au bout de mon séjour ici j'aurais perdu tout contact sérieux avec l'esprit français — le vrai — car *La Pensée* incarne la France, et ce serait un excellent moyen de propagande culturelle qu'elle fût diffusée plus largement à l'étranger.

Votre revue est la seule à poser clairement, courageusement, les grands problèmes du monde actuel. La ligne philosophique dont elle s'inspire est seule capable de satisfaire un esprit éclairé. On lit avec le même intérêt les chroniques des premières pages et les critiques des toutes dernières.

D'un lecteur portugais :

La Pensée a parmi nous beaucoup d'amis, et l'intérêt qu'elle suscite croît de jour en jour. Malheureusement chaque numéro revient au change officiel à 250 francs, ce qui est trop élevé pour nos bourses... L'œuvre culturelle de *La Pensée* est d'une grande portée pour la diffusion des idées chères à beaucoup d'intellectuels et de travailleurs de chez nous.

Il est temps vraiment d'ouvrir les yeux et que le monde progressiste comprenne que le fascisme existe au Portugal parce qu'il y a une dictature d'un parti unique, une milice fasciste (*Legiâo portuguesa*), une jeunesse organisée militairement (*mocida portuguesa*), une police politique (*Pide*), des camps de concentration aux îles du Cap-Vert/(Tarrafal) et sur le continent (Peniche), des bastilles (Aljube, Trafaria et Caxias), des tortures et des morts, une censure de presse avec interdiction d'importation pour un grand nombre de publications étrangères, des syndicats verticaux fascistes, des salaires de famine, des privilèges pour les forces armées qui touchent double ration alimentaire, tandis que le peuple meurt de faim, etc.

... Et que ce même monde comprenne aussi que, si Franco existe, c'est parce qu'avant lui Salazar existait, qui fit de notre cher pays une tête de pont pour l'invasion de l'Espagne républicaine et pour mater la démocratie montante dans l'Espagne vaillante et généreuse, dont le peuple est notre frère et notre ami.

Et cette page qui nous vient de la Martinique :

... J'ai quitté Paris en janvier 46 pour Fort-de-France, où j'enseigne les lettres au lycée Schœlcher, et même j'y fais un embryon de première supérieure et, bien que je ne sois pas « spécialiste », la philo aux élèves de math. élém. C'est là surtout que *La Pensée* m'a été fort utile, comme vous pouvez vous en douter. Je pense à vos articles et même à des exposés plus techniques comme celui de G. Teissier sur l'évolution. J'ai même eu l'occasion de parler nommément de *La Pensée* à mes « philosophes » comme de la revue parfaite du rationalisme moderne.

... J'ai pu constater le prodigieux effet obtenu par le caractère « sérieux » et impartial de la revue. Tel article de Nicolle sur la vie en U. R. S. S. a très vivement frappé un de mes collègues, qui ignorait de bon cœur comment on pouvait vivre là-bas, et qui m'a fait cette remarque, un peu surprenante, que cela devait être vrai, parce que l'auteur parlait calmement et objectivement.

Tout cela pour vous dire que *La Pensée* remplit ici — comme ailleurs sans doute — un rôle que, excusez-moi, je n'espérais pas : ouvrir des yeux qu'on pouvait croire définitivement fermés ou couverts d'œillères.

... Faites connaître la Résistance (comme le font les derniers numéros reçus) ; elle est très mal connue ici et sans doute hors de France de façon générale ; elle l'est si peu en France, et en tout cas si oubliée déjà, semble-t-il !

... Pensez donc à vos amis lointains, qui comptent sur *La Pensée* pour les aider à combattre loin de vous, dans des conditions parfois pénibles...

La Pensée est l'un des liens les plus solides qui nous rattachent à vos luttes et qui nous soutiennent le mieux dans les nôtres.

CEUX QUI NE SONT PAS CONTENTS

Mais notre tour d'horizon ne serait pas complet si nous ne citions aussi les très rares lecteurs qui nous désapprouvent ; leurs lettres donnent une vue assez claire de l'emprise, sur certains esprits, de certaines propagandes. Voici donc des extraits des quelques lettres de désapprobation que nous avons reçues depuis plus de six mois ; il nous semble élégant de les mettre ici en parallèle avec les passages précédents choisis dans un très abondant courrier.

Il y a d'abord deux lecteurs belges, habitant la même ville, qui nous ont écrit à trois jours d'intervalle dans des termes presque identiques. Ils déclarent l'un comme l'autre que notre revue leur apparaît « servile », qu'elle « manque de liberté de pensée », qu'elle « n'est en somme qu'un instrument de propagande moscovite ». On reconnaît le vocabulaire qui servait déjà du temps de Gœbbels.

L'un d'eux précise :

Le communisme m'effraye si peu que j'en souhaite l'avènement, et que je le considère comme la seule forme de société qui puisse assurer le bonheur à tous. Mais... plutôt que de subir un régime s'inspirant du stalinisme, recevant des consignes du Kremlin, j'aimerais mieux mourir.

En somme, notre correspondant est de ceux qui souhaitent la victoire de leur cause pour le lendemain de leur mort... Tous deux s'apitoient ensuite sur les grands savants qui se sont associés à notre effort dans des termes voisins :

J'ai la ferme conviction, dit l'un, qu'un

Paul Langevin en participant, par son savoir et son prestige, à l'élan de *La Pensée*, regretterait maintenant son mouvement tout fait d'idéalisme, et non de communisme tel qu'on l'a vécu jusqu'à ce jour.

Et l'autre renchérit :

Je ne puis vous approuver d'exploiter à des fins de propagande l'adhésion généreuse que les staliniens ont artificieusement reçue d'hommes tels que Langevin et Joliot, aveuglés autant par leur idéalisme que par leur naïveté de savants, ignorant tout de la politique.

Car il est bien entendu qu'un savant, s'il se déclare réactionnaire et mystique, est un esprit lucide et fort, mais, s'il se proclame rationaliste, matérialiste, socialiste et communiste, c'est un « idéaliste » aveuglé, un naïf dupé par d'astucieux et malhonnêtes politiciens.

Est-il utile de laver la haute mémoire de Paul Langevin d'une si puérile accusation ? Paul Langevin a expliqué à maintes reprises — et ici même — les raisons de son adhésion au marxisme, que d'aucuns nomment « stalinisme » ; et ces raisons, scientifiques, philosophiques et politiques, elles sont partagées par notre ami Frédéric Joliot-Curie et les grands savants qui avec lui dirigent *La Pensée*, fidèles à l'exemple du grand disparu.

Un autre abonné nous écrit, d'autre part :

Esprit très indépendant, libre de tout parti, j'ai su apprécier la valeur scientifique de *La Pensée*, sa haute tenue, son excellente présentation. La lutte philosophique qui s'y poursuit est intéressante et retient en partie mon adhésion. Aussi, certaines réformes politiques. Mais un trop grand nombre d'articles révèlent son attachement à soutenir chez nous l'influence de l'U. R. S. S.

J'ai pour les Russes un peu de sympathie. J'en ai connu de braves en captivité. Mais je ne conçois pas que des Français, à quelque rite, culte ou parti qu'ils appartiennent, placent la France en satellite.

Nous avons conscience de n'avoir jamais mérité un tel reproche. Si des Français acceptent, avec résignation ou même avec enthousiasme, d'asservir leur pays à une sujétion étrangère, ce n'est certes pas nous, et nous avons lutté contre toute colonisation, aussi bien pendant l'occupation que depuis la Libération. Il suffit de consulter nos sommaires pour y voir que les problèmes français et la culture française y sont constamment au premier rang. Mais c'est un fait que tous les problèmes d'aujourd'hui se posent sur un plan international ; c'est un autre fait, également incontestable, que la conception du monde que nous défendons, et à laquelle notre correspondant semble adhérer, est admise et triomphe dans un certain nombre de pays, l'Union soviétique d'abord, puis, de plus en plus, les nouvelles démocraties de l'Est européen. Comment pourrions-nous nous en désintéresser ?

Notre correspondant semble penser qu'une science et une philosophie, excellentes en elles-mêmes, deviennent inacceptables dès qu'elles sont soutenues dans un pays étranger. S'il avait vécu à Moscou à la fin du XVIIIe siècle et qu'il eût été alors rationaliste et matérialiste, aurait-il protesté, au nom de l'indépendance nationale, parce qu'une revue de son pays aurait publié des textes de Diderot et des Encyclopédistes ?

Voici enfin un vieil abonné de *La Pensée* (depuis le nº 1 de 1939), ancien instituteur, qui nous adjure en termes émouvants de dire notre opinion sur le procès et l'exécution de Nicolas Petkov à Sofia ; et derrière cette « interrogation inquiète », il laisse percer sa crainte, alimentée par des campagnes de presse bien orchestrées, que la liberté individuelle soit foulée aux pieds dans les « démocraties nouvelles ».

Il nous paraît qu'il y a ici deux questions : une question de principe et une question de fait. La question de principe est la suivante : une nation a-t-elle le droit, pour sauvegarder son indépendance, de supprimer un homme qui s'est entendu avec une puissance étrangère et s'est fait subventionner par elle pour détruire par la force le régime voulu par le peuple et asservir celui-ci à l'étranger ? La réponse, à notre avis, ne peut faire aucun doute ; il n'y a pas de liberté individuelle qui tienne contre la trahison. Au moment de la Libération, tous les Français de bonne foi reconnaissaient sans difficulté que nous avions été sauvés en grande partie parce que l'U. R. S. S. s'était, quelques années avant la guerre, débarrassée des traîtres de son état-major (ces fameux « procès de Moscou » avec lesquels on avait déjà tenté de soulever l'indignation des démocrates), et que notre pays se serait trouvé en meilleure posture en 1940 s'il avait, lui aussi, su liquider sa cinquième colonne. Le droit des nouvelles démocraties populaires de se défendre contre de semblables trahisons est incontestable, et l'on ne peut que les féliciter de suivre l'exemple soviétique d'avant guerre plutôt que le nôtre. Il est d'autant plus important de le dire que nous ne sommes pas nous-mêmes à l'abri d'un pareil danger, et que la question pourrait bien se poser aussi pour nous de ne pas renouveler les faiblesses criminelles de 1936-1940.

Reste la question de fait : le Bulgare Petkov était-il bien un traître, et sa culpabilité a-t-elle été prouvée au procès ? Si nous avions eu des documents inédits à

apporter au public français, nous les aurions publiés et aurions consacré un article au procès. Nous ne les avons pas, et de plus il nous semble que des documents suffisants ont paru dans la presse quotidienne et hebdomadaire pour apaiser les scrupules honorables de gens insuffisamment informés et égarés par une propagande suspecte. Aussi bien, est-il probable qu'à l'heure où paraîtront ces lignes cette propagande, délaissant une affaire qui décidément ne rend pas, aura cherché un autre terrain d'attaque.

Nous avons l'espoir de donner à nos lecteurs assez d'esprit critique pour leur permettre de résister d'eux-mêmes à de semblables campagnes, qui ne feront que se multiplier dans les prochains mois.

Le nombre insignifiant des lettres de protestation que nous recevons, par rapport aux lettres d'approbation et d'encouragement enthousiaste, nous prouve bien que cet espoir est justifié.

R. M.

LES REVUES ÉTRANGÈRES

LES REVUES ITALIENNES

Depuis que les échanges intellectuels ont repris avec l'Italie nouvelle, une douzaine de revues de la péninsule ont envoyé des exemplaires isolés à *La Pensée* ou fait avec elle un service d'échange, le tout représentant une bonne soixantaine de publications et plusieurs milliers de pages. Il ne peut donc être question de faire des comptes rendus détaillés. Nous nous contenterons bien plutôt d'essayer de dégager les tendances de toute cette production. Encore faudra-t-il ne pas oublier que *La Pensée* est loin d'avoir reçu toutes les revues italiennes dignes d'intérêt.

***

Nous mettrons d'abord à part les deux hebdomadaires qui nous sont parvenus de Venise : *Questo Mondo* et le *Giornale economico*, organe de la Chambre de commerce. Leurs préoccupations sont, avant tout, locales. La ville des Doges, à laquelle la guerre a épargné les destructions, n'en connaît pas moins de graves difficultés économiques, et les vieilles tendances particularistes, toujours vivaces en Italie, réapparaissent. Dans *Questo Mondo* du 17 août 1946, Mario Fontoni se propose même de réclamer à l'O. N. U. la transformation de Venise en ville libre et autonome ! tandis que Nino Russo Perez, plus « pratique » et moins soucieux d'indépendance, soupire, comme beaucoup de lâches, après « l'appui matériel (politico-économique) américain ».

Le numéro du 28 juin 1946 de *Questo Mondo* consacrait, d'autre part, un long article, assez objectif, semble-t-il, aux incidents qui ont marqué le voyage d'Éluard en Italie (*Éluard : scandale à Venise*). Malheureusement, le fait que les manifestations aient continué malgré les démentis d'Éluard montre qu'il y avait bien autre chose qu'une réaction patriotique à propos du problème de Trieste et que la question du manifeste sur Trieste était, pour certains, un simple prétexte pour pouvoir siffler un poète français, et plus encore un poète français antifasciste.

Il est certain que la gangrène fasciste a laissé de nombreuses séquelles en Italie et que la vieille et répugnante attitude des chemises noires à l'égard de notre pays, notamment, n'a pas entièrement disparu. On n'empoisonne pas impunément des jeunes gens pendant plus de vingt ans, en leur parlant avec mépris de la « pourriture française » et en faisant d'ignobles plaisanteries sur la *sorella latrina*, sans qu'il en reste quelque chose. Si la grande majorité des revues dont nous rendons compte témoignent de l'intérêt et, souvent même, de la sympathie avec lesquels les journalistes et les écrivains italiens étudient les choses de notre pays, certains mots parfois nous font souvenir, par contre, d'un passé pénible et encore proche.

Le numéro de juin 1946 de la revue *Mercurio* (éditée à Rome) nous en donne un exemple caractéristique. Cette revue compte des collaborateurs de valeur comme Moravia et a une intéressante partie littéraire ; mais elle donne aussi asile à M. Ermanno Contini, qui s'étend longuement sur la « défaillance » de la France.

Certes, M. Contini veut bien souhaiter que cette défaillance soit transitoire, mais, à lire comme il la juge, on est conduit à penser que ce sont là des vœux de pure forme :

> La catastrophe de 1940, dit-il, ne signifia pas [pour notre pays] la chute fatale d'un peuple surfait, mais le subit écroulement d'un peuple en décomposition.

Et, après avoir violemment critiqué le « collaborationisme » de certains Français, « qui a atteint des aspects et des proportions inégalés dans n'importe quel autre pays d'Europe » (reproche qui ne manque pas de saveur dans la bouche d'un ancien sujet de Victor-Emmanuel III), il conclut aimablement :

> A considérer la réalité d'aujourd'hui, le spectacle que l'on découvre au delà des Alpes n'est pas des plus réconfortants : quand à un peuple il ne reste que ses défauts, il a tout l'air d'un peuple fini. Et les efforts qu'il fait pour cacher sa propre décadence ne font que la dénoncer un peu plus.

Tout cela, précisons-le, à propos du théâtre de Sartre, dont notre critique vraiment bien informé des choses de France

fait un « ex-professeur de psychologie à la Sorbonne » (le côté « noir » et souvent plutôt putride des écrits existentialistes est, du reste, fréquemment utilisé par les détracteurs de notre pays à l'étranger, comme donnant une image exacte de sa prétendue déchéance).

***

Laissons là ces gentillesses — qu'il convenait toutefois de relever pour éviter d'oublier trop vite — et venons-en à des publications d'aspect plus sérieux. Et, d'abord, aux publications d'inspiration catholique : *Salesianum*, *Humanitas*, la petite revue bibliographique *Rassegna* et la toute récente *Ultima*.

La revue trimestrielle *Salesianum* est publiée — en partie en latin — par les professeurs de l'Athénée pontifical de Turin. Elle s'occupe surtout de questions religieuses, mais l'écho du monde extérieur y est, cependant, donné par un compte rendu détaillé de la vingtième Semaine sociale des catholiques italiens :

> Face à la tourmente du matérialisme individualiste et collectiviste, faux, non viable, inhumain,

cette Semaine, déclare, avec une éloquence toute particulière, le P. Gemellaro dans le numéro de janvier-mars 1947,

> a proclamé un nouvel humanisme, universel et intégral, personnaliste et solidariste, réflexible et héroïque, hiérarchico-théandrique,

galimatias qui se traduit pratiquement, comme on le sait, par la politique réactionnaire de M. de Gasperi.

Humanitas, revue mensuelle éditée à Brescia, touche un public plus large que *Salesianum*. Par son format et sa composition, elle rappelle un peu la revue française *Études*. Des écrivains français y collaborent, comme Maritain (*La Crise de la civilisation*) et Daniel Rops (*Pascal et notre cœur*). Son information touche des sujets fort divers. Le numéro 6 de 1947 contient, par exemple, une curieuse étude sur Kandinski et les liens entre l'art abstrait et une certaine conception religieuse du monde. Les questions scientifiques sont parfois plus étrangement traitées. C. Ferri (nº 9 de 1946) fait ainsi descendre, par mutation, les pithécanthropes et sinanthropes du premier couple humain créé par Dieu !

Humanitas a, d'autre part, ouvert un referendum pour savoir s'il y a un contact possible entre l' « Orient russe » et l' « Occident ». Mais le fait de poser ainsi le problème des rapports du marxisme et du christianisme — car c'est de cela, en fait, qu'il est question — suffit déjà à en fausser tous les termes. Au reste, les nombreux articles consacrés aux « persécutions » des catholiques ruthènes, les critiques contre Berdiaiev qui a eu le tort de se rallier à l'Église orthodoxe de Moscou et les chroniques de *Spectator*, qui dénoncent le « bolchevisme impérialiste » et « panslave » de Staline, nous renseignent mieux encore sur la véritable pensée des rédacteurs de *Humanitas*, en sorte que leur referendum est, dès le départ, privé de toute signification.

La Pensée, elle-même, n'échappe pas, comme bien l'on pense, aux critiques de cette revue. Sous le titre *Rationalisme écarlate*, Giuliano Montesi, qui semble effectivement avoir vu rouge, lui consacre dix longues pages, un peu décousues, mais pleines d'un juste courroux (nº 12 de 1946). Montesi feint d'abord spirituellement de s'étonner de ne pas trouver, dans une revue qui prétend illustrer la pensée française, les noms « de Le Senne, de Marcel, de Maritain, de Forest, de Parodi » ; il ironise sur la « plume sublime » de Maublanc, polémique avec Mougin au sujet de Descartes, dénie en bloc à tous les collaborateurs de *La Pensée* la moindre compétence philosophique, et conclut en leur donnant une bonne leçon de patriotisme « français » :

> Qu'y a-t-il de « français » dans ce rationalisme, aussi antifrançais, antiméditerranéen, antioccidental, antichrétien, contraire au rationalisme laïque français lui-même ? J'oubliais : de français il y a « le cartésianisme encyclopédique » ou moscovite.

L'Ultima, éditée à Florence, est une revue de poésie et de « métasophie », rédigée d'une manière moins volcanique, mais parfois obscure. Elle contient des pages d'un mysticisme assez confus, le but de la « métasophie » étant, paraît-il, d' « étendre à tout le domaine spirituel — non envisagé expressément par l'Évangile — l'œuvre de la Rédemption ». Le « rationaliste écarlate » que je suis verrait facilement dans cette nouvelle « sophie » une preuve supplémentaire du déséquilibre causé par la guerre dans certains esprits. Mais les rédacteurs de l'*Ultima* retombent de temps en temps sur terre, soit pour attaquer l'écrivain communiste Elio Vittorini, auquel on reproche notamment son « obscénité à la française », soit pour découvrir eux aussi, non sans peine d'ailleurs, quelques qualités morales à la civilisation capitaliste américaine à propos d'un article de l'hebdomadaire *Life* (*Ultima* d'avril 1947) :

> La mentalité de « tout est possible au dollar » ne convient en rien à la civilisation occidentale, qui a en soi quelque chose de bien plus immatériel. Mais le programme de *Life*, la présence

d'un tel programme dans une revue comme *Life* peut encore donner beaucoup à espérer.

Comme quoi les « métasophes » italiens, à l'instar de beaucoup de scrupuleux moralistes « occidentaux », de Léon Blum, par exemple, se contentent à peu de frais quand il s'agit de démontrer l'existence des nobles sentiments qui animent les impérialistes d'U. S. A.

***

Avant de passer aux revues de tendance marxiste, signalons encore *Minerva* et *Carro Minore*.

Minerva, éditée à Turin, est une revue des revues conçue selon la formule des *Reader's digests*, mais elle a sur eux l'avantage de ne pas être rédigée au delà des mers, c'est-à-dire qu'elle fait une part plus équitable à toute une série d'aspects du monde moderne, volontairement négligés ou maltraités par les publications anglo-saxonnes analogues (surtout depuis la fin de la guerre). Elle n'hésite pas, par exemple, à reproduire des articles d'Ilya Ehrenbourg, d'Henri Wallace ou de Jean-Richard Bloch.

Carro Minore (*Le Petit Chariot*) est une nouvelle revue de « culture et de vie morale », éditée à Trente (on notera, en passant, l'extrême dispersion du mouvement intellectuel en Italie). Elle prétend amener tous les clercs à confronter leurs idéaux « sans volonté de polémique ». En fait, c'est une publication qui défend les conceptions « classiques » du libéralisme italien. Dans le numéro de décembre 1946, Benedetto Croce écrit un article contre les *guérisseurs du monde*, c'est-à-dire les partis à programme :

Souhaitons, conclut-il, la multiplication non des projets et des programmes, mais des hommes de bonne volonté et de bon sens ; plaçons-nous à leur côté ; écoutons leurs conseils ; c'est tout ce qu'il nous est donné de faire parce qu'on ne peut faire autre chose, sinon agir à tort et bavarder en vain.

Mais le message du vieux philosophe ne trouve plus beaucoup d'audience dans la péninsule. Le temps n'est plus où les Italiens se passionnaient plus pour tel ou tel « président » que pour tel ou tel programme. Le libéralisme giolittien auquel aboutissait, en dernière analyse, la philosophie crocéenne ne tente plus les masses, qui ont connu son impuissance en face du péril fasciste, et nous trouvons bien plutôt l'écho des aspirations de ces masses dans les revues d'extrême-gauche qui nous sont parvenues : *Il Quaderno del propagandista*, *Rinascita* et *Politecnico*.

***

Les *Quaderni del propagandista* (*Cahiers du propagandiste*) sont publiés par la commission de propagande du Parti communiste italien ; *Rinascita* (*Renaissance*) est une revue mensuelle de politique et de culture italienne (publiée à Rome), dont le directeur est Palmiro Togliatti, secrétaire du même parti, qui joua, jadis, un rôle important au secrétariat de la IIIe internationale sous le nom de Ercole Ercoli. Ce sont donc deux organes contrôlés par le Parti communiste italien. Les *Quaderni* sont essentiellement politiques et ont pour but d'instruire les militants de base. *Rinascita* s'adresse à un public déjà plus éduqué et contient des études plus approfondies. L'une comme l'autre de ces deux publications sont remarquablement rédigées. On se rend compte en les lisant que, dans l'illégalité et dans l'émigration, les communistes italiens ont réussi à conserver un noyau d'excellents militants.

Nous noterons tout particulièrement la grande part accordée aux problèmes culturels dans *Rinascita*, ainsi que l'importance des pages consacrées à notre pays. Des dessins et des poèmes illustrent souvent le texte, et nous avons trouvé avec plaisir les signatures d'André Chennevière, d'Éluard, d'Aragon, de Jean Cassou, de Picasso ou de Fougeron. Pour ceux qui animent cette revue, comme pour tous les vrais démocrates italiens, en effet, notre pays n'est pas cette France « pourrie » que décrivent complaisamment les insulteurs formés par le fascisme : c'est la grande démocratie voisine, proche par la langue et la culture, qui a déjà si souvent fait souffler en Europe le vent de la liberté et dont la renaissance est l'une des bases de la reconstruction d'un monde épuisé par la guerre.

De nombreux articles de *La Pensée* sont également traduits ou aussi commentés : *Marxisme et Idéologie*, d'A. Cornu ; *L'Esprit encyclopédique et la tradition philosophique française*, de Mougin ; *Pourquoi je suis matérialiste*, de Haldane. Signalons aussi l'étude de Frédéric Nitti sur *Les méthodes de Pasteur*, à propos de laquelle *Rinascita* rend un juste hommage au jeune physicien si précocement disparu [1].

---

1. Fils de l'ancien premier ministre italien, Frédéric Nitti s'était réfugié dans notre pays après l'arrivée du fascisme au pouvoir; il avait acquis la nationalité française et était devenu chef de laboratoire à l'Institut Pasteur. Il est mort subitement en mars dernier, à Rome, à l'âge de quarante-deux ans. C'était un savant remarquable et un militant ardent du Parti communiste français. Sa disparition prématurée endeuille à la fois les marxistes de France et ceux d'Italie.

Les polémiques sur l'art, qui opposent, en France, partisans et adversaires des tendances abstraites, sont suivies avec intérêt. Le problème, cependant, se pose différemment en Italie, ou plus exactement il ne s'y pose pas, puisque, selon les mots de G. Peirce (*Rinascita*, octobre 1946) :

les peintres progressistes (italiens) ont très bien pu, et avec grand profit, tourner le dos à cet art et à ce goût.

Peirce explique cette différence par le fait qu'en Italie il n'y a pas encore eu cette « immixtion d'éléments ouvriers dans la culture nationale » qui a déjà commencé en France et qui entraîne le prolétariat à refaire dans le domaine de l'art l'expérience déjà faite par la bourgeoisie :

Gischia, Fougeron, Pignon, Tal Coat, écrit-il, qui ont étudié dans les écoles françaises du soir, tandis qu'ils travaillaient en usine pendant la journée, représentent le peuple français qui refait, pour son compte propre, une expérience de goût et de culture, expérience sans laquelle ce peuple ne pourrait un jour, quand il sera devenu effectivement libre, créer rien d'original ni de personnel.

Nous avons insisté jusqu'ici sur la partie culturelle de *Rinascita*, qui touche le plus directement les intellectuels français. La place nous manque pour étudier, comme il conviendrait, les remarquables articles politiques de cette revue. La situation politique italienne présente de nombreuses analogies avec la nôtre. Mais il existe, cependant, un élément positif qui fait défaut à la démocratie française : la solide unité d'action des communistes et des socialistes italiens que les réactionnaires de la péninsule confondent dans une même haine :

Je crois en Togliatti, dictateur tout-puissant, créateur du chaos et du désordre, et en Pietro Nenni, son fils unique, notre tyran qui fut conçu par la vertu de Staline, naquit du faisceau de Bologne, souffrit sous Benito Mussolini, fut persécuté, se réfugia et fut enseveli à l'étranger, etc...

dit un tract spirituel diffusé par les Jésuites dans les églises italiennes (*Rinascita*, octobre 1946). Nos propres cléricaux se garderaient bien actuellement — et avec raison, hélas ! — d'unir Blum à Thorez dans un semblable *credo* fantaisiste !

Il faut enfin mentionner les extraits des écrits de captivité d'Antonio Gramsci, le créateur du Parti communiste italien. Lorsque Gramsci mourut en 1937 après un long martyre de neuf ans dans les prisons fascistes, il avait rédigé 32 cahiers, 2.848 pages recouvertes d'une écriture régulière et fine, dans lesquelles il appliquait l'analyse marxiste aux sujets les plus divers. La publication de ces textes n'a pu être entreprise qu'après la libération de la péninsule, et les marxistes italiens peuvent enfin profiter de l'apport théorique considérable qu'ils représentent.

***

Il Politecnico est une revue mensuelle de culture contemporaine, éditée à Milan. Elle s'efforce de justifier son titre par la variété de son contenu et y réussit bien souvent, en sorte qu'elle est actuellement l'une des publications européennes les plus originales et les plus riches. Son directeur, l'écrivain Elio Vittorini, est membre du Parti communiste italien. On ne peut pas dire, cependant, que la revue soit véritablement communiste. Elle se défend, du reste, de vouloir l'être :

Par notre invitation à renouveler la culture italienne, déclarent ses rédacteurs (numéro de juillet-août 1946), nous n'avons pas voulu exprimer une exigence de communistes, nous avons exprimé une exigence historique de la culture italienne elle-même. Notre travail est aussi bien un travail de marxistes qu'un travail de non-marxistes, et le plan sur lequel il se déroule ne peut, par suite, être marxiste, ou peut l'être seulement dans la mesure où le marxisme est positif aussi pour les non-marxistes.

En développant cette position idéologique, Vittorini et ses collaborateurs en arrivent à opposer, en quelque sorte, culture et politique, la première ayant des exigences constantes et la seconde des exigences seulement momentanées. La contradiction avec la conception marxiste est évidente, et l'équipe du *Politecnico* est ainsi conduite finalement à des équivoques assez graves.

Il est, par exemple, surprenant de voir cette revue recommander côte à côte des ouvrages d'Iline, de Maïakovski et des livres d'Hemingway. Il est encore plus inattendu de lire dans le numéro de janvier-mars 1947, avec tout juste une courte note ironique de Vittorini, un long éloge du *Zéro et l'Infini* de Kœstler par Giuseppe Del Bo (notons que Del Bo s'occupe également de notre pays, dont il constate lui aussi la « décadence » et dont il juge bien curieusement le mouvement littéraire, admirant, par exemple, le « beau livre » du P. de Lubac sur Proudhon). Il paraît regrettable également que le seul article traitant des rapports de la science et du marxisme : *La Philosophie de la science dans l'Anti-Dühring d'Engels*, de Giulio Preti (numéro de juin 1946), reprenne certaines thèses idéalistes d'Eddington, critique en termes voilés *Le Matérialisme et l'Empirio-*

criticisme de Lénine, et cherche finalement à opposer l' « authentique pensée de Marx » (qui serait celle des thèses sur Feuerbach) au matérialisme dialectique d'Engels !

Il ressort de tout cela une certaine impression de confusion idéologique, qui, si elle peut plaire à certains intellectuels, empêche, par contre, *Il Politecnico* de remplir pleinement le programme d'éducation culturelle qu'il s'était proposé. Et l'on comprend les critiques qu'Alicata et Togliatti lui-même n'ont pas manqué de faire dans *Rinascita*.

A ces critiques Vittorini a répondu par une longue et émouvante lettre (numéro de janvier-mars 1947), où il explique en détail comment il est venu au communisme. Petit-fils d'ouvriers, fils d'un employé de chemin de fer, n'ayant fréquenté que des écoles techniques, il se défend d'abord d'être un intellectuel pur.

Je n'avais pas lu une seule œuvre de Marx quand je me suis inscrit au Parti, ajoute-t-il. Au temps de mon euphorie d'autodidacte, les textes de Marx ne se trouvaient déjà plus dans le monde des livres, au moins à Syracuse... Donc, je n'adhérai pas à une philosophie en m'inscrivant à notre Parti. J'adhérai à une lutte et à des hommes.

Comme beaucoup d'intellectuels italiens qui se sont formés sous la dictature fasciste, sa connaissance du marxisme fut donc tardive et reste encore imparfaite et, sans doute, inconsciemment faussée par l'influence de Croce. Cela explique pourquoi Vittorini semble voir dans le marxisme plus un guide politique qu'un véritable humanisme. Il lui est ainsi impossible de poser clairement le problème des rapports entre les intellectuels et le Parti, et il ne se rend pas compte que la générosité qui le conduit à vouloir repousser — sur le plan culturel — certaines exigences « politiques » (qu'il qualifie de « sectaires ») l'amène à faire assez naïvement le jeu même des ennemis jurés de ce progrès culturel pour lequel il veut lutter.

Paul LABÉRENNE.

THE MODERN QUARTERLY (Londres)

Nous avons déjà rendu compte ici même[1] de cette intéressante revue qui traite des sujets les plus variés du point de vue du matérialisme dialectique. Les articles en sont toujours d'une très haute tenue. Chaque numéro contient des extraits de lettres de lecteurs, des communications relatives aux critiques ou discussions qu'appellent ou que soulèvent les articles parus précédemment. Nous nous permettrons d'exprimer un seul regret : la parution de cette revue est seulement trimestrielle, et nous aimerions la voir plus fréquemment.

Les nos 2 et 3 du volume II (printemps et été 1947) contiennent des études d'histoire, d'art, de littérature, de philosophie des sciences, d'économie politique, etc., dont chacune présente un grand intérêt. Nous ne pouvons songer à les analyser toutes : la place nous manquerait. Et plutôt que de consacrer quelques lignes à chaque article et par là de tomber dans la simple énumération, nous en choisirons (un peu arbitrairement !) quelques-uns et les présenterons à titre « d'échantillons ».

Maurice Cornforth étudie critiquement une certaine philosophie, à laquelle beaucoup d'hommes de science sont tentés de se ranger : elle semble flatter, en effet, le bon sens, mais un bon sens un peu court. Ce « positivisme logique » commençait à bénéficier d'une assez large audience vers 1939, tant en Amérique qu'en Europe. Nous sera-t-il maintenant proposé au titre de « rationalisme occidental » ?

« Le grand bazar occidental » pourrait alors satisfaire tous les goûts de son aimable clientèle. Aux irrationalistes, on présenterait quelque « révolution spirituelle » ou quelque « dialectique existentielle » ; aux autres, aux rationalistes, on proposerait ce « positivisme logique ».

En criant chaque fois : « Haro sur le marxisme ! ».

Parce que le marxisme est le fait de « scientistes butés » (c'est ce qu'on dit quand on parle aux premiers).

Parce qu'il est démodé, dogmatique, et qu'il traîne, au fond, beaucoup de métaphysique (cela, à l'usage des seconds).

Le mérite de Maurice Cornforth est, d'abord, de dénoncer l'erreur et la supercherie d'une philosophie qui prétend se placer au-dessus de toutes les batailles et qui donne, comme *Sésame, ouvre-toi* de tous les problèmes, une méthode basée sur la pure « logique du langage ».

Mais nous saurons gré à l'auteur de mieux nous faire comprendre, *a contrario*, l'originalité de la dialectique marxiste. Elle partage, certes, l'horreur du « positivisme logique » à l'égard du mysticisme et de l'irrationalisme, mais elle ne tombe pas dans les pièges de la fausse évidence : elle va au fond des choses.

L'un des fondateurs du « positivisme logique », Rudolf Carnap, égale « philoso-

1. *La Pensée*, n° 10, janvier-février 1947, p. 124.

phie » à « logique » et « logique » à « analyse du langage ». Le « positivisme logique » voit, par exemple, dans les disputes des philosophes, de pures querelles et confusions de langage (dues à l'imprécision des termes).

Nous savons, quant à nous, que le langage joue un rôle important, et qu'à mieux définir les mots on s'accorderait souvent plus vite. Mais nous savons surtout qu'en dernière analyse ces disputes reflètent les tendances et les idéologies des classes antagonistes dans la société moderne.

Carnap prétend d'ailleurs être un matérialiste, mais un matérialiste « méthodique ». Ce caractère « méthodique » le conduit à dire que la question de savoir si la matière précède ou non l'esprit n'a aucun sens. Nous reconnaissons là, en vérité, une des formes honteuses de l'idéalisme qui n'ose plus dire son nom. Elle conduit à donner comme critère à la science, non son accord avec la réalité, mais on ne sait trop quelle pureté ou cohérence syntaxiques. Toute la science consisterait, partant de quelques données de l'expérience immédiate, à construire de belles phrases. Ce panmathématisme naïf rejoint évidemment les idées de Mach, que pourfendit Lénine dans *Matérialisme et empiriocriticisme*. En fait, les constructions formelles et formalistes des Carnap et autres von Neurath traduisent un aspect de la décomposition de la philosophie bourgeoise : elles nient la philosophie.

Mais l'article de Maurice Cornforth, et c'est pour cela que nous en avons rendu compte en détail, montrera aux hommes de science que le mépris, la défiance, assez sectaires et grossiers, qu'ils éprouvent parfois envers la philosophie, ne doit s'adresser qu'à une certaine philosophie. Car, si l'on érige ce mépris en système, on obtient encore une nouvelle et fort méchante philosophie.

Franck Verulam, à la fin d'un article intitulé « Les économistes « modernes » et la théorie de la plus-value », conclut en ces termes :

La théorie de la plus-value de Marx nous permet de comprendre les relations d'ordre général, sociales et économiques, qui conditionnent le détail des problèmes économiques particuliers dont s'occupent les économistes « modernes ». On peut admettre volontiers que les économistes marxistes peuvent apprendre beaucoup des recherches des économistes « modernes » et des statisticiens, et, en conduisant ces recherches dans les cadres de l'économie politique marxiste, ils peuvent apporter leur contribution aux problèmes de détail qui intéressent les économistes et « modernes » et marxistes.

Mais, poursuit en substance l'auteur, les « modernes » n'allant pas au fond des choses (et pour cause !), il faut rester sur ses gardes : ne sous-entendent-ils pas que les relations qu'ils étudient sont les « bonnes » ou les « seules possibles » ? D'autres « modernes » sont appelés à compléter leurs analyses économiques par des considérations politiques et morales qui les contredisent...

Moralité : se méfier des « spécialistes ».

***

Signalons, en passant, un article intéressant de Charles Gibson, « Le Navire et la Société », qui envisage en marxiste l'histoire d'une des plus importantes parmi les techniques du commerce et du transport (dans le numéro suivant, une lettre d'un lecteur apporte des compléments à cette étude).

Pamela Hansford Johnson s'attaque à une idée, fausse certes, mais répandue chez beaucoup de gens, même frottés de marxisme, selon laquelle Marx et Engels, philosophes et économistes de premier ordre, seraient pourtant de mauvais écrivains, lourds et compacts.

Il y a, diront certains, des tâches plus urgentes. Bien. Mais on peut trouver aussi le temps d'honorer la mémoire d'un homme à qui nous devons le meilleur de ce que nous sommes : ce n'est pas là une préoccupation académique.

Marx s'est formé à la lecture des plus grands artistes, de Dante à Dickens, de Shakespeare à Gœthe. Et nous sommes certains que l'étude de son style : mouvement épique de la phrase, métaphores, etc., donnerait encore des leçons à beaucoup d'écrivains et d'essayistes.

L'article qui suit l'étude de P.-H. Johnson est... de Marx lui-même. La direction de la *Modern Quarterly* a eu l'excellente idée de présenter aux lecteurs le passage de l'*Introduction à une critique de la philosophie du droit de Hegel* où se trouve la phrase célèbre : *La religion est l'opium du peuple.*

L'idée nous paraît excellente et nous la soumettons aux lecteurs et amis de *La Pensée.* Ne souhaiteraient-ils pas trouver parfois, dans une *bonne traduction*, quelque passage d'un « classique du marxisme », avec une courte présentation pour situer le texte dans l'histoire et dans le développement de la pensée de l'auteur ?

Si nous ajoutons que la *Modern Quarterly* présente des études d'histoire, telles que : « Organisation sociale de la Chine ancienne », « Les premiers chrétiens », à côté

d'articles traitant des investissements et de l'industrialisation dans les colonies, ou de la stratégie économique de l'Angleterre, le lecteur aura une idée de la variété et de la richesse du contenu de la *Modern Quarterly*, la revue de nos amis anglais.

André LENTIN.

MINERVA (Buenos-Ayres)

Minerva est une belle revue philosophique argentine consacrée à la défense du rationalisme ; nous ne pouvons que trop en regretter la disparition. Six numéros à peine ont paru. Toutefois, son influence n'a pu être que salutaire dans les pays de langue espagnole (et peut-être aussi au Brésil), soumis depuis plusieurs années à l'influence des philosophies irrationalistes allemandes, dont l'existentialisme — allemand ou français, peu importe — n'est que la formule la plus récente.

D'après les termes mêmes qui servent de présentation à la revue, *Minerva* avait comme programme de combattre « pour la raison et contre l'irrationalisme, qui n'est que la raison se dévorant elle-même ».

Le problème philosophique de notre époque n'est plus celui de l'*origine* de la connaissance, mais celui de la *valeur* de la connaissance, de la raison, de la science, de la philosophie. C'est le problème du destin de l'intelligence et de leurs créations. C'est la prétendue crise de la raison qui est en jeu et, avec elle, la crise de l'homme et de sa culture.

Face à l'alternative « vie ou mort de la raison », *Minerva* a pris position. Prenant le mot rationalisme « au sens large de confiance dans le pouvoir de la raison, d'attitude plutôt que d'école », *Minerva* a pris part à la bataille d'après guerre contre les survivances idéologiques qui prolongent l'hitlérisme *allemand* écrasé militairement sur le champ de bataille. La revue écrivait déjà, en avril 1945 :

Les idéologues officiels du nazisme, ceux qui l'ont consciemment servi avec joie, seront jugés et condamnés comme criminels de guerre, et c'est ce qu'ils sont : ils ont préparé et prétendu justifier le conflit le plus horrible de l'histoire. Mais les philosophes, les sociologues, les historiens, les esthéticiens, qui en toute innocence ont assimilé et diffusé partout cette doctrine, doivent constituer eux-mêmes leurs propres tribunaux, doivent imposer à eux-mêmes une sévère auto-critique. Et cela s'applique surtout aux philosophes qui n'ont pas su voir la bestialité indescriptible qui se cachait derrière la phraséologie obscure et trompeuse des sinistres et érudits professeurs du troisième Reich. Ils doivent réfléchir sur les horribles conséquences que le culte de l'instinct, le mythe du sang et de la terre, l'exaltation de la mort, le mépris de la raison et de toutes les conquêtes de la civilisation ont eues et ont encore pour l'humanité.

Les intellectuels conscients de leur responsabilité sociale — souligne encore l'éditorial du dernier numéro —

doivent entamer au plus tôt la révision, la dénonciation des principales consignes nazies infiltrées dans la culture par la porte laissée grande ouverte de l'irresponsabilité politique de nombreux intellectuels.

Sachant pertinemment que cette bataille doit être menée sur tous les secteurs d'un vaste front, les collaborateurs de *Minerva* se sont engagés à combattre l'idéologie obscurantiste partout où elle s'est exprimée.

Quelques articles nous montrent les origines de l'irrationalisme actuel. Mario Bunge, directeur de la revue, est l'auteur d'une étude très lucide sur l'*Apogée et la faillite de la philosophie de la nature*. Élaborée à un moment où les sciences naturelles existaient déjà hors de l'Allemagne, la philosophie romantique de la nature a été une réaction contre la science. Sa faillite

est la faillite définitive de tout projet d'application *directe* de la spéculation philosophique à des objets qui ne sont pas des jugements ou des propositions... Tout le but de l'ontologie est dans le fond une tentative de faire revivre le cadavre pourri de la philosophie de la nature [du romantisme allemand].

Alfred Stern examine *la signification de la phénoménologie*, souligne les origines scolastiques de la doctrine de Husserl, montre l'application faite par ses disciples, Carl Schmidt, Reinach, Larentz, Max Scheler, Nikolai Hartmann — tous des hitlériens notoires — de la phénoménologie husserlienne aux domaines de la philosophie du droit, de la philosophie des valeurs et de la philosophie politique. Dans une autre étude : *Max Scheler philosophe de la guerre totale et de l'État totalitaire* ; Stern montre l'auteur du *Génie de la guerre et la guerre allemande* comme l'un des grands précurseurs du national-socialisme. Dans un bref article, Isidoro Flaumbaum étudie les rapports de *Maître Eckhart et de Heidegger*. L'apport d'Oswald Spengler à l'irrationalisme est examiné par Maximilian Beck, et C. Anglès B., nous présente une *Introduction à une critique de la phénoménologie*.

Minerva a, d'autre part, consacré tout un numéro à Nietzsche, dont il faut surtout retenir les contributions de Rodolfo Mondolfo sur *Déterminisme et volontarisme dans*

la philosophie de Nietzsche et de Julio Rey Pastor sur la *philosophie fictioniste*, et celle de M. Bunge sur *Nietzsche et la science*.

Le problème de l'intrusion de l'irrationalisme dans la science est abordé par S. M. Neuschlosz : *L'irrationalisme dans la physique contemporaine*. Cet article, extrêmement suggestif, a pour but de dénoncer et de combattre ce que Langevin appelait « l'emploi abusif de la physique moderne pour appuyer des tendances anti-scientifiques ». L'auteur pose le problème des rapports du rationalisme et du matérialisme. Un irrationalisme matérialiste est-il possible ? Y a-t-il un lien intrinsèque entre le matérialisme et le rationalisme ?

Le fait indiscutable — dit l'auteur — est que l'irrationalisme comme attitude philosophique se présente presque toujours en combinaison avec une forme quelconque d'idéalisme.

Minerva a, en outre, publié d'excellentes études sur d'autres sujets. Particulièrement intéressantes sont, à notre avis, celle de Rodolfo Mondolfo sur la philosophie de Giordano Bruno, celle de Mario Bunge sur l'épistémologie et une autre de Francisco Romero sur le problème de la conception du monde. Avec le talent qu'on lui connaît, Romero, considéré aujourd'hui comme le *leading philosopher* de l'Amérique latine, même pour ceux qui n'acceptent pas sa position personnelle, pose quelques-unes des questions essentielles soulevées par le problème de la « conception du monde ». Après l'avoir définie de façon à préciser ses réflexions antérieures sur le sujet et avoir examiné l'origine et la racine des conceptions du monde en tant que « vision totale de la réalité pour chaque homme ou groupe humain » spontanée et vécue plutôt que réfléchie et critique, Romero montre pourquoi l'examen de ce problème n'a été que tardivement élaboré. Cet article est un extrait d'un ouvrage en préparation que tous ceux qui se sont habitués à lire le philosophe argentin attendront avec impatience. Nous aimerions voir, entre autres, le développement de la remarque sur les éléments que Hegel a apportés à la question dans sa *Phénoménologie de l'esprit*. Nous espérons aussi que Romero ne manquera pas, dans ce livre, d'élaborer et de souligner l'apport inestimable de Marx.

Une des parties les plus intéressantes de la revue *Minerva*, déjà si riche et variée dans son corps principal, est constituée par l'ensemble de ses chroniques et de ses comptes rendus.

Interrompant sa publication, *Minerva* laisse un vide difficile à remplir : la meilleure revue américaine de philosophie a disparu. Nous ne pouvons que souhaiter sa prochaine et nécessaire réapparition.

L'œuvre qu'elle a réalisée est riche d'enseignements : c'est un devoir pressant de l'heure actuelle et une tâche immense (dont il faudrait élaborer un plan concerté) de combattre l'irrationalisme sous toutes ses formes et tous ses masques et partout où il se présente : dans la philosophie, dans la science, dans la littérature, dans la conscience des hommes.

Les dangers d'une telle doctrine — « si on peut appeler doctrine la négation de la raison et de ses œuvres » (Mario Bunge, nº 3, p. 221) — sont visibles et bien connus. On commence par ruiner la philosophie et, par là, nier la raison dans ce qui est son essence même, et l'on finit par détruire la civilisation et la culture. On commence par Kierkegaard, Scheler, Hartmann, Spengler, Heidegger, etc., etc., et on finit par Buchenwald et Auschwitz. Avec Rosenberg, Himmler.

MAGALHÃES-VILHENA.

BOLCHÉVIK (Moscou)

Le Bolchévik, revue théorique et politique du Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'U. R. S. S., parle dans son numéro du 15 août 1947 du combat qui oppose revues et hebdomadaires progressistes à l'offensive renforcée de la réaction sur le plan idéologique en France. « L'un des organes avancés et progressistes de la presse française, dit *Le Bolchévik*, est *La Pensée*. »

Au cours d'une étude de six pages consacrée à notre revue, *Le Bolchévik* rappelle la fondation de *La Pensée* en 1939 par Paul Langevin et Georges Cogniot; il nomme les représentants les plus éminents de la science, des lettres, de la philosophie, etc., qui se groupent autour de *La Pensée*. Après avoir cité de longs extraits du discours prononcé sur « Matérialisme mécaniste et matérialisme dialectique », par Paul Langevin en juin 1945 et paru dans le numéro 12 de *La Pensée*, la revue approuve la lutte menée par *La Pensée*, à l'aide du matérialisme dialectique, contre les théories philosophiques réactionnaires, en particulier contre l'existentialisme. Elle cite les travaux d'Henri Mougin.

Le Bolchévik, cependant, critique la façon dont la philosophie cartésienne a été considérée dans *La Pensée*, en estimant que notre revue, ralliée au matérialisme dialectique, ne manifeste pas toujours l'esprit

de suite nécessaire. En mettant en relief la philosophie cartésienne, *La Pensée* n'a pas pris l'attitude critique qu'il eût fallu. Elle donne l'impression que toutes les tendances philosophiques apparues après Descartes seraient des variétés du cartésianisme. Le marxisme, lui aussi, entre plus ou moins dans cette lignée. *Le Bolchévik* signale cette erreur.

Le Bolchévik montre ensuite comment *La Pensée* défend les positions économiques et politiques progressistes ; il parle du bon combat livré dans tous les domaines : littéraire, scientifique, culturel ; il signale comment *La Pensée* démolit les mensonges accumulés contre l'Union soviétique et cite l'article consacré au cinquantenaire d'Alexandrov par M. Arnaud Denjoy, disant que les milieux scientifiques de l'U. R. S. S. sont fiers avec raison de cette appréciation objective et juste de leurs mérites, de la part d'un éminent mathématicien français (voir notre n° 8).

Le Bolchévik cite longuement l'article de Frédéric Joliot-Curie consacré à la science soviétique dans le numéro 7 de *La Pensée.*

Enfin il insiste sur l'influence croissante de *La Pensée*, donne des extraits des lettres élogieuses pour la rédaction venant de France ou de l'étranger et des milieux intellectuels et ouvriers.

« De fait, conclut *Le Bolchévik*, la revue progressive *La Pensée* mérite une telle appréciation. »

Hélène Parmelin.

LES LIVRES

Dr Jules Bordet : **Infection et immunité.** Flammarion, 1947, in-8, 300 pages.

Après son *Traité sur l'immunité dans les maladies infectieuses*, le Dr Jules Bordet, directeur de l'Institut Pasteur de Bruxelles, vient de publier, dans la Bibliothèque de philosophie scientifique, un volume remarquable sur *Infection et immunité*, résumant nos connaissances actuelles sur cette nouvelle discipline scientifique que constitue l'immunologie.

Aux confins de la biologie, de la bactériologie, de la biochimie et de la pathologie générale, l'immunologie, dérivée directement des travaux de Pasteur sur l'infection, se propose l'étude de l'adaptation des organismes vivants devant les processus infectieux provoqués par l'attaque microbienne.

L'étude de l'immunologie, des facteurs infectieux et des moyens de défense de l'organisme contre les microbes et les toxines, apporte une preuve supplémentaire à la conception dialectique du monde. Entre les microbes, représentant des formes des plus rudimentaires de la vie et les espèces situées au sommet de l'échelle zoologique, l'immunologie nous fait assister à toute une série d'actions réciproques, dont le résultat est de modifier, à chaque instant, aussi bien le microbe que l'organisme attaqué.

L'action microbienne ou toxinique met en branle toute une série de réactions, les unes tissulaires (phagocytose), les autres humorales (réactions antitoxiques, agglutinantes, bactériolytiques, hémolytiques, précipitantes, cytotoxiques, antiblastiques, etc.).

A l'action de l'antigène introduit dans l'organisme répond la formation des anticorps, et l'organisme ainsi modifié n'est plus le même, il est en l'état d'allergie, il présente des modalités réactionnelles nouvelles.

L'importance pratique de l'immunologie est immense, et l'auteur consacre un important chapitre au problème de l'immunité acquise, de la lutte contre l'infection. La pathologie infectieuse a été complètement transformée par la vaccination (immunisation active), la sérothérapie (immunisation passive), la vaccinothérapie, la protéinothérapie, l'immunisation mixte (sérum-toxine, sérum-virus).

La chimie biologique scrute de plus en plus la constitution chimique des antigènes et des anticorps et leur signification physiologique. D'importants progrès sont encore à réaliser dans ce domaine.

L'étude de l'immunologie conduit aux grands problèmes de la biologie et de la pathologie, de l'origine de la vie à la nature de la maladie. Nous savons maintenant que le déséquilibre que constitue la maladie est caractérisé par une atteinte de l'ensemble de l'organisme, de ses organes, de ses tissus, de ses systèmes régulateurs. Il faut regretter, à cet égard, que l'auteur n'ait pas insisté davantage sur le rôle du système nerveux et des régulations neuro-hormonales dans les processus infectieux et immunologiques. Il s'agit là d'un chapitre nouveau de biologie générale, dont les conclusions commencent à être sanctionnées, du point de vue thérapeutique, par de remarquables résultats.

L'auteur fait précéder l'étude détaillée de l'infection et de l'immunité d'une introduction philosophique, où le grand biologiste résume ses conceptions sur la science. On y retrouve une conception matérialiste, qui résulte non d'une philosophie générale du monde, mais de la généralisation de l'expérience quotidienne du chercheur, aux prises avec les problèmes concrets qui le préoccupent. Au moment où, quittant le terrain solide de leurs recherches scientifiques, certains savants se mettent à dou-

ter de la valeur de la science, Jules Bordet déclare :

Il ne faut cependant pas douter du pouvoir de la science. Les renseignements qu'elle nous fournit ne sont pas illusoires.

Et plus loin :

Pour dissiper les ténèbres, on prononce des mots tels que cause première, impulsion créatrice, expressions qui dispensent de chercher et font croire que le problème est résolu avant d'être abordé.

Et quelle illustration de la loi dialectique de l'action réciproque que cette formule de l'auteur, montrant que virulence et réceptivité ne sont que des notions corrélatives :

La virulence est l'immunité des microbes vis-à-vis des propriétés antimicrobiennes de l'organisme; l'immunité est la virulence de l'organisme vis-à-vis des microbes.

Par l'étude d'un aspect captivant de la nature, à la suite de toute une vie consacrée aux recherches scientifiques, Jules Bordet arrive à la conception matérialiste du monde :

On a pris l'habitude de représenter la pensée, et spécialement la pensée scientifique, comme une entité indépendante et souveraine qui nous est extérieure, comme une spectatrice hautaine et sûre d'elle-même qui plane au-dessus des choses et des êtres à la façon d'un juge ou d'un arbitre. Elle n'est cependant qu'un mode d'activité de la matière vivante, soumise par conséquent aux lois qui gouvernent celle-ci.

Une fois de plus la preuve est ainsi faite que la recherche scientifique conduit à la conception matérialiste dialectique du monde et de la vie.

Dr Victor LAFITTE.

M. GAUDEFROY-DEMOMBYNES : **Les Institutions musulmanes.** 3e édition. Paris, Flammarion, 220 pages in-16, 1946.

On n'a pas à présenter ni à louer un livre qui est depuis un quart de siècle en France, et souvent même à l'étranger, un des deux ou trois initiateurs dont ne se sépare pas l'étudiant en matière d'Islam. Avec ce perpétuel besoin d'amélioration du savant et du professeur que connaissent bien en l'auteur tous ceux qui ont eu le privilège de l'approcher, Gaudefroy-Demombynes, qui avait déjà refondu son ouvrage lors d'une deuxième édition, nous en donne aujourd'hui, malgré l'âge, malgré les conditions de travail actuelles, une troisième édition, de nouveau « presque entièrement récrite ». Il me permettra de signaler qu'au plaisir que j'aurais en tout cas eu, comme son élève, à parler de son livre, se joint aussi un souvenir : car, au temps récent où il fallait du courage pour déclarer son intérêt pour quelqu'un portant un nom du genre du mien, il n'avait pas hésité à écrire un compte rendu d'un ouvrage que je venais d'achever lorsque se produisit la débâcle. Dans ma captivité prussienne d'alors, je me souviens de cette pensée délicate et courageuse comme de l'un des réconforts qui, là-bas, me sont parvenus.

Résumer en deux cents pages les institutions, ou plutôt même les divers aspects matériels et spirituels de la vie sociale de peuples dont l'extension géographique va du Sénégal à la Malaisie et l'histoire du VIIe au XXe siècle serait une complète gageure si, dans des cadres politiques maintes fois bouleversés, les institutions sociales et religieuses, bien plus intimement mêlées encore que dans notre Moyen Age chrétien, ne s'étaient transmises depuis douze ou treize siècles avec une relative immutabilité, que commence seulement à entamer la révolution économique moderne, en terre d'Islam toute jeune encore. L'histoire de cette communauté musulmane, avec l'interpénétration des divers éléments qui la caractérisent, avec leur évolution débutante, a été retracée, pour ses premiers siècles, dans le volume donné par Gaudefroy-Demombynes à l'*Histoire du monde* dirigée par Cavaignac, et qui est certainement ce qui a été écrit de plus intelligent et de plus savoureux à la fois comme exposé d'ensemble d'histoire musulmane en France. Ici il ne s'agit pas du tout de la même chose, mais plutôt d'un précis d'étude, où, institution par institution,

l'étudiant, le lecteur curieux peuvent trouver la description de ce qui caractérise l'Islam. Sans que cela signifie le moins du monde que l'auteur, qui est bien trop humain, nous laisse ignorer les liens de ces aspects les uns avec les autres, ou, plus généralement, à propos des faits religieux par exemple, la signification qu'ils prennent retrempés dans l'ensemble des phénomènes religieux humains, chrétiens compris.

Le lecteur de *La Pensée*, qui sait l'importance que présente aujourd'hui pour la France une juste compréhension des peuples dont la vie est associée à la nôtre dans l'Union française, nous demandera surtout ce que le livre de Gaudefroy-Demombynes apporte comme réponses aux problèmes de l'Islam moderne et de ses rapports avec notre civilisation. Étranger à toute action politique, l'auteur se défend d'apporter de telles réponses, en conclusion d'un livre consacré surtout au passé ou à ce qui, de lui, dans le présent survit. Le lecteur y trouvera cependant beaucoup à prendre, même pour son attitude en face de l'Islam moderne : l'indispensable connaissance, d'abord, de traditions encore si vivaces ; une saine appréciation de beaucoup d'entre elles en face d'autres civilisations ; le sentiment que l'Islam moderne doit évoluer vers des formes qui ne soient ni un attachement stérile aux vieilles formules qu'entretient pour son intérêt la classe des théologiens, ni une copie de formes européennes étrangères au tempérament de la plupart des peuples musulmans. Les points de vue de Gaudefroy-Demombynes ne sont pas toujours ceux de *La Pensée*. Je n'en suis que plus à l'aise pour exprimer le souhait que son livre soit lu de beaucoup des nôtres, comme un point de départ nécessaire à l'étude des conditions modernes qu'ils poursuivront alors mieux armés.

Claude CAHEN.

La Pensée de saint Paul. Textes choisis et présentés par Jacques MARITAIN. Paris, Editions Corrêa, 1947, 254 p., in-12.

Ce livre fait partie d'une collection : « Les pages immortelles » où ont déjà défilé Kant, Confucius, Montaigne, Darwin, Nietzsche, Schopenhauer. Son orthodoxie nous est garantie, en fin du volume, par le *Nihil obstat* d'un théologien et l'*imprimatur* d'un archevêque. Il s'ouvre sur une courte « biographie » de l'apôtre, qui tient en une page, et une « introduction », où sa « mission » est présentée comme « un événement capital, le plus grand de l'histoire de la civilisation ». Suivent deux chapitres, faits surtout de citations, sur sa « vie » et son « apostolat », d'après les *Actes des apôtres*, et six autres sur « la loi et la grâce », « le mystère d'Israël », « la charité », « le Christ rédempteur », « l'économie du salut » et « l'homme nouveau », d'après les passages les plus caractéristiques des épîtres pauliniennes. Pas un mot sur l'authenticité des textes, ni sur la valeur documentaire qu'il faut leur attribuer. Un lecteur candide pourra s'imaginer que tout le monde s'accorde à leur faire confiance.

M. Maritain doit pourtant bien savoir le contraire. L'inconsistance de la position conservatrice a été depuis longtemps et maintes fois mise en lumière. Sur la vie et l'apostolat de Paul, le témoignage des *Actes* est loin de concorder avec celui des *Epîtres*. L'un et l'autre, d'ailleurs, sont fort tendancieux. Le premier, s'il vient, en sa forme initiale, d'un compagnon de l'apôtre, a été incorporé plus tard, avec des changements notables, dans une œuvre d'inspiration différente, consacrée aux Douze et surtout à Pierre, où il a pris un sens tout autre. Le second est encore plus sujet à caution, car un certain nombre d'épîtres sont totalement apocryphes et celles qu'on peut tenir pour authentiques en substance abondent en interpolations. Les travaux du pseudo Henri Delafosse (abbé Joseph Turmel), parus, il y a déjà vingt ans, dans la collection « Christianisme », sont, à cet égard, tout à fait décisifs.

Le vrai livre de *Pages pauliniennes* est

encore à écrire. En première place, devraient y figurer les passages sûrement authentiques de l'Epître aux Galates, de la première et surtout de la deuxième aux Corinthiens, où le vrai Paul, « Hébreu fils d'Hébreux », mystique et visionnaire, qui a eu la révélation intérieure du Christ, raconte avec fougue comment il s'est senti appelé à la faire connaître aux « Gentils », sans les obliger à se faire circoncire, et comment il s'est heurté dans ses missions à l'hostilité des représentants de ceux qu'il appelle ironiquement les « surapôtres » de Jérusalem. Sur un second plan, viendraient les interpolations, sans doute postérieures à l'an 100, d'un pseudo-Paul, doctrinaire gnostique, violemment antijuif, qui oppose la « loi mosaïque » à la nouvelle « foi », la « servitude » imposée par la première à la « liberté » qu'apporte la seconde, le « péché » hérité d'Adam à la « grâce » procurée par le chef de l'humanité nouvelle. En troisième ligne seraient mises en valeur les gloses les plus caractéristiques d'un autre interpolateur, d'un apologiste catholique qui a donné au recueil, après 150, sa forme actuelle et qui, s'appliquant à tout concilier, ne fait que tout brouiller. En appendice, pourraient être rattachés à la première série quelques textes de la rédaction initiale des *Actes*, à la seconde quelques autres passages du second rédacteur, à la troisième quelques extraits des *Actes de Paul*, composés vers l'an 170, où la légende catholique achève de s'épanouir. Pourquoi ne pas y joindre quelques fragments des six lettres, bien plus tardives, de saint Paul à Sénèque ? Elles ne sont pas plus apocryphes que les Epîtres à Tite ou à Timothée et elles sont également révélatrices des transformations qu'a subies le paulinisme.

Un tel livre permettrait d'entrevoir, sous le signe de Paul, combien le christianisme primitif a rapidement évolué. Mais ce n'est pas notre ambassadeur au Vatican qui l'écrira.

Prosper ALFARIC.

Henri SEROUYA : **la Kabbale.** *Ses origines, sa psychologie mystique, sa métaphysique.* Paris, Grasset, 1947, in-4°, 534 p. Prix : 600 fr.

> La Kabbale, objet d'une vive curiosité pour beaucoup d'esprits, est au fond peu connue,

nous dit M. Serouya dans son avant-propos. C'est, à son avis, très regrettable, car une sagesse profonde, d'essence métaphysique, s'y trouve incluse. Son principal souci a été de la mettre en relief, « sans négliger pourtant les questions relatives aux origines » de cette doctrine absconse.

> Nous espérons, ajoute-t-il, que ce travail, qui a nécessité un long effort dans des conditions très difficiles, contribuera à éclaircir certaines énigmes de la nature profonde de l'être, énigmes qui ont provoqué les angoisses des métaphysiciens de tous les temps.

Les lecteurs de *la Pensée* sont, pour leur part, assez peu sensibles à ces « angoisses », qui tiennent à une formation archaïque et qui n'ont plus de sens dans la perspective du « rationalisme moderne ». Mais ils ne peuvent manquer de s'intéresser à ceux qui en ont été ou qui en restent les victimes, car rien d'humain ne leur est étranger.

L'ouvrage imposant de M. Serouya est à cet égard très instructif. Il nous introduit dans le monde fermé des kabbalistes. Il nous initie aux arcanes du Zohar, qui est comme leur Bible et qui, malgré la traduction française en six volumes publiée de 1906 à 1912 par Jean de Pauly, demeure très hermétique.

Cet écrit mystérieux se présente comme une sorte de commentaire des livres mosaïques où se trouve consignée la Loi juive, tout particulièrement des premières pages de la Genèse, et il se réclame d'une tradition secrète, qui serait aussi ancienne que le judaïsme lui-même. En réalité, il a été composé vers la fin du XIIIe siècle, en Espagne, par un rabbin peu connu, Moïse de Léon, et il consiste en un assemblage assez incohérent de morceaux dis-

parates qu'inspire un mysticisme confus à tendance magique. Les moindres phrases de la Bible hébraïque, les moindres mots, les moindres lettres y prennent une signification transcendante doublée d'une vertu prestigieuse. Les nombres y acquièrent des propriétés cachées, aux combinaisons infinies. Le corps y apparaît comme une figure de l'âme, de Dieu lui-même. Les lignes du visage et celles de la main sont particulièrement révélatrices. Les différences sexuelles se retrouvent en toutes les créatures et jusque chez le Créateur en qui elles ont leur archétype. D'autre part, le présent est gros de l'avenir. Un kabbaliste instruit sait discerner en chaque sujet la somme de chances et d'infortunes dont se trame sa destinée. Il possède surtout le secret inappréciable de s'assurer, au cours de cette existence chétive et tourmentée, les gages d'un bonheur éternel en un monde meilleur.

Il y a là de quoi faire tourner sans fin des têtes peu solides. M. Serouya en convient. Aussi s'efforce-t-il de reléguer à l'arrière-plan, comme des excroissances morbides, les formules et recettes magiques les plus inquiétantes. Il s'applique, par contre, à mettre en relief la conception générale de l'univers où Dieu et le monde se complètent de manière à former un tout harmonieux, et il présente ce panthéisme mystique comme un pur produit de la mentalité juive, restée foncièrement identique à travers les âges.

Une telle explication est bien vague et, par surcroit, bien contestable. Aucun peuple n'est resté le même au cours de son histoire. Israël, en particulier, a évolué plus encore que beaucoup d'autres, par suite de la position modeste qu'il occupait en Palestine entre de grands Etats d'une puissance très supérieure, d'une culture plus avancée. Il a subi tour à tour l'influence des Babyloniens et des Egyptiens, des Syriens et des Perses, des Grecs et des Romains. Cette évolution n'a fait que s'accélérer à partir du moment où il a perdu sa nationalité, où il n'a plus été représenté que par de faibles minorités au sein de populations le plus souvent hostiles qui lui rendaient la vie dure. Le Talmud, qui a été laborieusement compilé pour assurer, malgré tout, le maintien des traditions nationales, s'explique justement par le danger que leur faisait courir l'énorme pression de Rome et, plus tard, de Constantinople. Le Zohar, qui témoigne d'un traditionalisme beaucoup plus faible et plus inconsistant, a subi dans une proportion bien plus grande l'influence du monde environnant. S'il paraît au XIIIe siècle et en Espagne, c'est que, à cette époque et en ce pays, la civilisation arabe jouit d'un grand prestige et suscite, dans les synagogues comme dans les églises, une émulation trépidante. S'il a été élaboré par un rabbin, c'est que les maîtres en Israël, qui ne veulent pas plus pactiser avec l'Islam qu'avec le christianisme, éprouvent le besoin de se donner une philosophie à eux, qui puisse être opposée à celle des écoles rivales. Forcés par leur éducation et leur milieu social de la chercher dans le cadre de la Bible, ils s'ingénient à discerner dans ses moindres fragments, dans le premier mot de la Genèse, dans sa lettre initiale, un sens profond que les autres n'y voient pas. Pour légitimer ce qu'il y a de nouveau dans leur doctrine, ils se posent en représentants de la « Kabbala » ou tradition, et ils tirent vers eux tous les textes anciens à tendance gnostique qui peuvent les servir. Etrangers à l'enseignement officiel, ils affectent de le dépasser, font profession d'ésotérisme, adoptent en conséquence un langage conventionnel qui déroute les profanes et en impose aux initiés. Privés de toute influence réelle sur la vie de la nation, ils s'attribuent une autorité fantastique, non seulement sur tout leur entourage, mais sur la nature entière, sur les anges et les démons, sur le diable et sur Dieu. Réduits à une condition misérable, ils savourent en esprit, par anticipation, les justes dédommagements de la Cité future. Dédaignés par les grands, ils s'érigent en familiers du Très-Haut. Le Zohar est la revanche du ghetto.

Prosper ALFARIC.

Loys Masson : **Pour une Église.** Paris, Bordas, 1947.

Le poète patriote de *Délivrez-nous du mal* et des *Chroniques de la grande nuit* a réuni dans *Pour une Église* un certain nombre de textes déjà connus, auxquels s'ajoute, dans la présente réédition, *Le Solstice de la foi.*

Ces chroniques véhémentes et sincères d'un catholique à la foi frémissante attirent les foudres d'un P. Fessard, qui traite Loys Masson d'étourneau et de perroquet, parce qu'il est rallié au communisme. Comme dit lui-même le poète, *Le Solstice de la foi* ne peut qu'aggraver son cas.

Loys Masson a connu, comme résistant, toutes les trahisons de la hiérarchie catholique, toujours pétainiste et souvent collaboratrice. Il s'en prend violemment aux « cardinaux du silence », aux Suhard et autres Gerlier. Il montre aussi que l'Église, qui proscrivait jadis l'usure, semble brandir le « drapeau du profit » et prêche la résignation aux inégalités sociales, qui n'est que « le visage dévot de la paresse ». Il condamne le faux concept de civilisation chrétienne,

> ce faux sacré pour lequel un jour ou l'autre on pourrait bien nous forcer à reprendre les armes saintes, je n'en doute pas, ces délicieux ciboires de Vickers et de Schneider.

Pareille civilisation n'est que l'exigence des commodités bourgeoises :

> Moi, catholique aussi, je souhaite de tout cœur que la Russie ne rentre pas dans la communauté occidentale et que nous autres la quittions.

Loys Masson met dans ses attaques une véhémence héritée de Léon Bloy, mais on la sent naturelle chez lui, et il en proclame la nécessité. Il fait preuve de remarquables dons de polémiste, par exemple dans le *Sermon du laïc*, ou la diatribe contre les « Ustaroquois ». Son style retrouve le relief de celui d'Aubigné et Lamennais.

> Ces pauvres-là réclament bien autre chose qu'une majuscule et le droit de figurer sur le parvis des églises, parmi les accessoires de la Passion.

Pour lui la colère de Dieu ne reste pas un mythe. Il croit que Jésus a chassé du temple les marchands. Il réclame une Église régénérée, comme l'indique son titre, une Église militante dans « le bon sens », celui de la charité, de la fraternité, de la liberté. Il appelle ses frères à

> préférer l'exercice de la liberté à celui de la sérénité, la charité aux agenouillements, le combat contre les chaînes de l'homme à ce paradis promis aux tranquilles.

Car la liberté

> ne se sépare pas du relèvement de la condition temporelle de l'homme... L'homme d'abord, dit-il à Bernanos, l'homme de chair et l'esclave à sauver, le prophète ensuite.

Aussi s'oppose-t-il aux prétendus humanistes chrétiens, qui ne sont, comme Mauriac, que des « dessus de cheminée de la bourgeoisie ». Ce pseudo-humanisme ignore les besoins de l'homme sous prétexte d'absolu. C'est pourquoi Loys Masson est communiste *et* chrétien.

Position difficile, a-t-on dit. La difficulté n'est pas le fait des marxistes, qui accueillent fraternellement leur camarade de combat. Car, si la religion est destinée à disparaître d'elle-même avec les classes sociales, quand les besoins de l'homme seront satisfaits par la société communiste, au lieu d'être refoulés vers le mysticisme, il n'en reste pas moins que d'abord compte la position prise dans le conflit social. Lénine admettait qu'un prêtre pût être membre du Parti bolchévik.

Mais les difficultés et les défenses viennent de l'autre bord. Libre à Loys Masson d'espérer en une réforme de l'Église, d'oublier qu'à côté de l'orthodoxie en matière de dogme l'Église exige en fait une orthodoxie politique, et que le Vatican tire les ficelles de bien des marionnettes gouvernementales. Mais les résistances qu'il rencontre sont significatives. L'inertie morale qu'il reproche aux catholiques tient à la structure et à la composition de l'Église actuelle. La hiérarchie

prêche la morale bourgeoise comme jadis la féodale : c'est au nom du moindre risque qu'elle a encouragé la collaboration, et l'excuse maintenant. Ses prochains martyrs, à bon compte, seront les prêtres qui hébergent les miliciens. D'ailleurs, les sermons du dimanche désignent à la sainte haine les nouveaux Albigeois : les matérialistes, les soviétiques, les Rouges. Et la croisade serait vite sanglante, si elle devenait facile, ou si les messeigneurs ne savaient leurs clients trop attachés à leurs pantoufles.

Jean VARLOOT.

Marcel COHEN : **Histoire d'une langue : le français (des lointaines origines à nos jours)**. Paris, Éditions « Hier et Aujourd'hui », collection « Civilisation française », 1947.

La science du langage en est au stade de la chimie prémoléculaire. Science descriptive avant tout, la recherche des causes y est souvent aléatoire et expose le savant imprudent à des explications simplistes. Les progrès y sont lents et exigent des scrupules extrêmes, la méfiance à l'égard des hypothèses aventurées, une souplesse d'analyse que possède seul, pour tout dire, un esprit rompu à la dialectique.

D'un autre côté, les résultats déjà acquis dans ce domaine sont peu connus du public, et pratiquement ignorés de ceux qu'intéresse le plus cette partie, comme toutes les autres, de leur patrimoine national, je veux dire la classe ouvrière.

C'est pourquoi il faut accueillir avec joie la publication du livre de Marcel Cohen, œuvre d'un linguiste émérite, d'un marxiste, et fruit d'un enseignement de cinq ans à l'Université ouvrière de Paris.

Les deux buts visés à la fois ont naturellement entraîné l'auteur à un compromis et aux inconvénients qui en résultent. On reprochera à son livre d'être trop ou insuffisamment détaillé, d'entrer dans des précisions parfois discontinues, de ne pas utiliser des moyens pédagogiques élémentaires comme notes, schémas, tableaux récapitulatifs. Il était assez difficile d'éviter ce double écueil.

Personnellement, la seule partie qui nous ait semblé prêter à la critique est l'exposé grammatical du français moderne. La description ne suit pas toujours un plan assez net et repose sur une terminologie mal précisée. A notre avis, une plus grande rigueur était ici de mise.

Mais cette réserve de détail n'ôte rien aux mérites de l'ouvrage, dont le plus apparent est d'être conçu sur le plan chronologique. M. Cohen remonte aux « origines les plus lointaines de notre langue », qu'il replace excellemment parmi toutes les langues du monde. Il décrit ensuite assez le latin pour expliquer comment se sont formées les langues romanes, et parmi elles les dialectes de la Gaule. Surtout, il fait précéder chacune des étapes de l'histoire de la langue d'un chapitre où il relève les circonstances économiques et sociales qui ont conditionné son évolution. C'est la partie la plus neuve et l'aspect le plus attachant de l'ouvrage.

Mais là ne se borne pas son originalité. Presque à chaque page, M. Cohen a semé les réflexions pertinentes d'un linguiste dialecticien. Les spécialistes eux-mêmes trouveront profit à lire le chapitre où il met au point, par exemple, l'épineuse question de l'interaction des dialectes. Les mouvements de propagation, d'unification, de différenciation, de resserrement, qu'il distingue dans une fine analyse, se caractérisent par un jeu des contraires qui se résout dans un stade supérieur et synthétique.

En face du français contemporain, M. Cohen ne se départ pas de son attitude scientifique. Comme dans ses chroniques regrettées des *Étoiles*, il évite de juger ou de prévoir à la légère, voulant avant tout décrire et expliquer. Cela ne l'empêche nullement d'être personnel, et nous l'approuvons entièrement, par exemple, quand il voit dans le français populaire « la source des évolutions en cours du français général ».

Enfin, nous tenons pour un mérite essentiel de l'*Histoire du français* la leçon qu'elle

donne et les voies qu'elle indique pour les futures études marxistes sur le langage. Les grandes tendances qui se révèlent dans l'organisation progressive d'une langue demandent à être analysées minutieusement. Trop souvent, on se contente d'une métaphore juridique, ou d'images empruntées au vocabulaire du bâtiment. Que de sottises n'a-t-on pas tirées de l'idée de structure ! M. Cohen lui-même nous parle encore d'un certain « obscur sentiment des systèmes » (p. 114). Le *Systemzwang* est à notre avis une explication oiseuse, qui sent un peu le finalisme. Quand il s'agit du phénomène de l'analogie, « loi » fondamentale de l'évolution du langage, nous pensons qu'il faut y voir simplement un aménagement technique, comme il s'en produit quand on modernise un outillage. Le langage est un outil de notre cerveau pour communiquer avec d'autres cerveaux. C'est pourquoi nous entrevoyons bien des progrès possibles, dans la mesure où l'on étudiera ce langage non plus comme l'enregistrement d'un donné, mais en tant que technique active.

Jean VARLOOT.

Pierre RICHARD : **La Bruyère et ses Caractères.** Collection « Histoire des chefs-d'œuvre littéraires », Amiens, Malfère, 1946.

Le mérite de P. Richard est d'avoir évité le défaut du genre : l'anecdote romancée. Il n'a pas cherché non plus à renouveler la question. Il présente une mise au point, parfaitement documentée et agréablement écrite, des principales données historiques qui permettent à un lecteur de replacer l'œuvre dans son époque, pour mieux en saisir la portée.

Utilisant en effet la déjà vieille et toujours solide thèse de Lange, il souligne à quel point l'auteur est lié à son livre, et le livre à son temps. La Bruyère est un bourgeois de la fin du dix-septième siècle, avec « son sens de l'opportunité, son goût non avoué du risque, son désir de bousculer préjugés et idoles tout en affectant de les respecter ». S'il reste sous le couvert de l'Eglise, s'il ne cesse de graviter dans le cercle de Bossuet, il écrit sous le coup du malaise de la fin du siècle, né de l'insécurité militaire et financière, et balance entre des aspirations généreuses et un pessimisme désenchanté de la nature humaine.

Attristé de voir les guides naturels de la Nation se dérober à leur tâche et toute grandeur décliner, ce bourgeois, fier de l'ascension de sa classe, a, le premier, pressenti, avec un espoir non exempt d'appréhension, la triple puissance prochaine de l'argent, du mérite et de l'opinion.

On voit que les aperçus pénétrants ne manquent pas dans l'ouvrage de P. Richard. Nous aurions aimé le voir pousser plus loin son analyse, ne pas mettre sur le même plan tous les problèmes ; préciser par exemple la dette de La Bruyère envers les « théophrastiens » anglais ; insister sur l'évolution de la pensée à travers les éditions successives des *Caractères*, où s'accentue de plus en plus une critique sociale plus hardie que celle de Fontenelle.

Enfin, si P. Richard expose clairement la question de l'unité de l'œuvre, ce n'est pas la résoudre que de voir seulement dans les *Caractères* le journal d'un moraliste en exploration à travers son temps. La Bruyère a prétendu suivre un plan, exécuter un dessein : celui d'exalter la monarchie et la religion, de combattre la libre-pensée. Or, la réalisation est un échec. Plutôt que de défendre l'auteur par des raisons esthétiques et de fines nuances psychologiques, il conviendrait d'analyser ce que révèle cet échec.

Il est dû à une opposition morale fondamentale, dont La Bruyère souffre le premier : peut-on être à la fois bourgeois et chrétien ?

En tant que bourgeois cartésien, La Bruyère est tenté par la nouvelle morale du siècle, celle de la mesure, de la fortune acquise par le travail et défendue par une vie réglée : issue de la révolution mercantile, elle est l'expression d'une bourgeoisie attachée avant tout à l'argent. L'Eglise, s'inclinant devant le nouvel état de choses, tolère, moyennant un compro-

mis extérieur, cette morale étrangère au sentiment religieux, qui glissera bientôt vers l'anticléricalisme.

Mais en même temps La Bruyère est foncièrement chrétien, et par là il est « révolutionnaire ». Il critique violemment, au nom d'un christianisme sincère, éloigné de tout jésuitisme, la société de son temps. Il aime le petit peuple. Si ses critiques contre les grands sont chez lui l'expression du bourgeois (certaines de ses attaques, indéniablement personnelles, s'expliquent par des rancunes tenaces de bourgeois humilié), il ne s'en prend pas moins violemment aux « partisans », aux parvenus, aux riches. S'il lutte, comme Pascal, contre les « esprits forts », ce n'est pas sur le terrain métaphysique qu'il se place ; il proteste contre l'orgueil de la pensée bourgeoise. Et c'est pourquoi, sans doute, l'influence de ses idées fut si restreinte au siècle suivant, alors que son talent littéraire y était loué et imité.

Pour nous, c'est moins le talent qui donne sa valeur à une œuvre dont l'histoire littéraire a beaucoup réduit l'originalité, que l'accent personnel, la haine qu'on y sent contre l'injustice sociale. Bien que cette indignation ne mène La Bruyère (et tant d'autres depuis) qu'à l'utopie d'une monarchie idéale à la Fénelon, modèle bon-tyran bon-pasteur, cette sainte colère continue à nous toucher profondément, comme nous touchent celles d'un Lamennais et d'un Loys Masson.

Jean VARLOOT.

Jacques SOLOMON, **La Pensée française, des origines à la Révolution.** Avec un texte de Paul LANGEVIN. Paris, Union française universitaire. Une brochure de 50 pages : 40 francs.

L'Union française universitaire a rendu hommage au premier animateur de son journal, *L'Université libre*, que Jacques Solomon créa clandestinement, en novembre 1940, en publiant un des manuscrits retrouvés dans ses papiers, après que ce jeune savant d'élite eut été fusillé par les nazis, le 23 mai 1942. Elle l'a fait précéder d'un texte émouvant écrit par son beau-père, Paul Langevin, au quatrième anniversaire de sa mort, en mai 1946 :

> Commencée sous le signe de l'intelligence, sa trop brève existence s'est achevée sous celui du courage civique.
>
> Savant de grande classe avant vingt-cinq ans, il est mort en héros à trente-quatre ; il laisse un exemple dont beaucoup de jeunes se réclament aujourd'hui et qui restera un des plus purs.

L'étude de Jacques Solomon est un résumé extrêmement dense de l'histoire de la pensée française, de Charlemagne à 1789 : quarante pages pleines de faits, de noms et d'aperçus curieux. Trois traits me semblent dignes d'être spécialement notés.

D'abord, l'accent original qu'apporte à ce travail la culture scientifique de l'auteur. Ceux qui d'ordinaire écrivent sur ce thème sont des historiens de la littérature ou de la philosophie qui ignorent tout de l'histoire de la science ; ou bien ils la négligent complètement, ou bien, s'ils essaient d'en parler, c'est pour étaler la plus candide inexpérience. Ici, au contraire, on a affaire à un savant qui peut dire, sur le développement des mathématiques ou l'influence newtonienne, autre chose que des âneries ou des banalités.

Ce qui frappe en second lieu, c'est la simplicité, je dirais presque l'humilité de l'exposé. Pas d'étalage d'érudition, pas de vocabulaire compliqué, pas de verbiage ni d'affectation. Mais le goût des idées claires et des formules nettes. J'en prends un seul exemple. A l'heure où tant de gens parlent d'humanisme à tort et à travers, on peut utilement se référer à cette définition de Solomon :

> Dès lors (à la fin du XVe siècle) se multiplièrent ceux que, par opposition aux scolastiques, on devait appeler les humanistes, parce qu'au lieu de se livrer aux spéculations théologiques, ils enseignaient des arts (tels que l'éloquence, la poésie) pour la culture de l'esprit. L'humanisme, c'est-à-dire la reconnaissance de la valeur de l'esprit humain, devait devenir un des traits essentiels de la pensée française (p. 13).

Enfin, on devra noter la mesure et le scrupule avec lesquels Solomon nuance ses

jugements. Il est visible que ses préférences personnelles vont à la pensée matérialiste, et l'importance qu'il donne à ce courant essentiel de la pensée française, qui est en général pudiquement laissé dans l'ombre par les critiques, fait un des principaux intérêts de son étude. Mais il se garde des simplifications brutales comme des injustices. Ce n'est pas lui, par exemple, qui tronquera ou truquera la pensée de Descartes pour en faire, contre toute vérité historique, un matérialiste conséquent ; ce n'est pas lui non plus qui, pour grandir Diderot et *L'Encyclopédie*, se croira obligé de salir Jean-Jacques. Et il a raison d'écrire :

> Les idées de Rousseau, son élan sentimental vers une religion naturelle devaient exercer une influence prépondérante sur les futurs révolutionnaires, sur le déroulement de la Révolution française elle-même (p. 45).

Ce texte peut être opposé à ceux qui, avec quelque apparence de raison, nous accusent parfois de diminuer le rôle de Jean-Jacques Rousseau au XVIIIe siècle : le problème mérite d'être étudié de près, et je souhaite que *La Pensée* puisse le traiter un jour à fond.

René MAUBLANC.

Jean-Jacques BERNARD : Le Pain rouge. Paris, Albin Michel, 1947. Un vol. in-16 de 232 pages, 150 francs.

La prière d'insérer s'exprime ainsi :

> Ayant écrit dans *Le Camp de la mort lente* ses souvenirs de captivité, l'auteur de *Martine* nous offre aujourd'hui trois visions du temps de l'occupation, trois récits, ou mieux trois figures, trois figures d'enfants, on pourrait même dire, sans forcer la note, « trois enfants dans la fournaise ». Tel est le lien entre ces évocations où la détresse enfantine prend des visages si différents : dans *Le Pain rouge*, le visage de la trahison; dans *L'Intouchable*, le visage de la persécution ; dans *Monique*, le visage du sacrifice. Un village de France, une famille juive de Paris, la Bretagne résistante : tels sont les trois décors aux couleurs contrastées qui forment les volets de ce triptyque.

Ce sont donc trois longues nouvelles, trois récits très simples, aussi dépouillés que possible de toute prétention et de toute littérature. Quand on vient d'essayer de lire quelques romans à la mode, avec leur redoutable tarabiscotage, leur prétention de mêler au récit des faits le déroulement de la pensée consciente ou inconsciente des personnages, et leur incessant brassage des temps et des lieux, formules qui reproduisent le dernier et le plus exécrable snobisme du cinéma et du roman américains, et sont autant de défis à la clarté et au bon sens, il est bien apaisant de retrouver, avec *Le Pain rouge* de J.-J. Bernard comme avec *L'Évasion* de G. Cogniot, des écrivains qui ont le respect de leurs lecteurs et s'efforcent de leur rendre aisé et agréable l'accès de leurs ouvrages, au lieu de s'amuser à leur poser des énigmes et à leur jouer des tours.

L'émotion qui se dégage de ces trois nouvelles et leur puissance d'évocation viennent de leur authenticité et de la totale honnêteté de l'auteur. La seule réserve que je pourrais faire serait que le lecteur est un peu surpris du contraste entre les conclusions violentes, brutales et presque mélodramatiques de chaque nouvelle, et la nature même du talent en demi-teintes de J.-J. Bernard, d'une humanité discrète et nuancée.

La seconde nouvelle, *L'Intouchable*, est la plus développée ; c'est peut-être aussi la plus poignante et la plus riche. Elle évoque de façon inoubliable la persécution antisémite dans la France occupée, le port de l'étoile jaune, les rafles de Juifs, la terreur à Paris et dans les campagnes. On y retrouve ce problème juif sur lequel J.-J. Bernard s'est déjà expliqué dans *Le Camp de la mort lente* [1], avec une franchise qui a suscité de très vives polémiques. Les répercussions de la persécution nazie sur un petit garçon de la bourgeoisie parisienne aisée et cultivée, dont la famille, d'origine israélite, est depuis de nombreuses générations profondément assimilée au peuple français, le désespoir et l'angoisse qui l'acculent finalement au suicide sont analysés ici avec une lucidité et une pénétration qui

---

1. Voir mon compte rendu dans le nº 3 de *La Pensée* (avril-mai-juin 1945), p. 127-128.

font de ces pages, en même temps qu'une œuvre d'art, un témoignage qui restera. J.-J. Bernard y a noté avec une extrême délicatesse les multiples réactions des autres Français, à Paris et à la campagne, à l'égard de leurs compatriotes israélites, et les sentiments des Juifs français envers les Juifs étrangers ; il a dosé fort justement ce qu'il y eut alors chez beaucoup de dévouement, de bonté, voire d'héroïsme, et aussi de lâcheté déguisée en prudence.

René MAUBLANC.

Noémi HANY-LEFEBVRE : **Six mois à Fresnes.** Paris, Flammarion, 1946. Un vol. in-16 de 252 pages, 120 francs.

Mme Noémi Hany-Lefebvre fut arrêtée à Paris le 19 juin 1943 ; elle faisait partie d'une chaîne qui aidait et hébergeait des aviateurs alliés. Enfermée à Fresnes, elle passa en jugement, à la prison même, avec trente accusés de la même affaire, hommes et femmes, au mois de novembre 1943. Aucune preuve n'ayant été retenue contre elle, elle fut relâchée quelques jours après. Elle raconte sa détention, avec une minutie et aussi une sincérité et une lucidité qui font de son livre un document de premier ordre. Il n'y a point ici de thèse, non plus que de grandiloquence : un récit détaillé, dont l'authenticité paraît inattaquable, et une analyse sincère de l'état d'esprit de certaines détenues.

La plupart de ces femmes sont des bourgeoises aisées, souvent cultivées ; elles appartiennent parfois au « grand monde » parisien. Grâce à la volonté tenace et à l'ingéniosité inventive des meilleures d'entre elles, elles parviennent à échapper au désespoir, à organiser des liaisons entre elles et avec le dehors, à établir une solidarité dans la résistance. Ce récit sans littérature est profondément émouvant : on y constate qu'à côté de tant de lâchetés, de servilités et de trahisons, une petite partie de la bourgeoisie française sut, pendant les années terribles, montrer un courage exemplaire et un patriotisme sans défaillance, face à l'envahisseur nazi[1].

Il est à remarquer que la seule femme communiste dont il soit question dans ce livre est aussi la seule que les nazis aient brutalisée et martyrisée dans leurs interrogatoires (p. 111) : il s'agit de Juliette, de son vrai nom Huguette Prunier, compagne de Robert Blache, rédacteur à *L'Humanité*, qui devait être fusillée à Fresnes le 5 août 1944 (p. 250). De plus, les seuls détenus qui, pendant le séjour de l'auteur dans la prison, y aient été condamnés à mort et fusillés sont dix-neuf communistes (p. 156-160). J'espère qu'aucune des co-détenues de Fresnes n'a oublié ses rapports d'amitié avec Juliette et n'a oublié non plus que, lorsque les dix-neuf sortirent de la salle où ils venaient d'être condamnés à mort, elle a avec toutes ses camarades chanté pour eux *La Marseillaise* et *L'Internationale*. On voudrait être sûr que la solidarité de la prison, entre communistes et non-communistes, reste aujourd'hui aussi vivante qu'en 1943.

Je ne puis, d'autre part, à lire ces pages frémissantes, ne pas me rappeler les histoires lamentables de folles imprudences qui furent si nombreuses pendant l'occupation : ces hommes et ces femmes, qui se retrouvaient à Fresnes, avaient risqué héroïquement leur liberté et même leur vie (car certains ne sont pas revenus de déportation) pour cacher et rapatrier des aviateurs alliés, dont beaucoup ne prenaient même pas les précautions les plus élémentaires (et qui ne risquaient d'ailleurs eux-mêmes, au pis aller, que le sort privilégié des prisonniers de guerre). On peut bien dire à présent que cette forme de la Résistance, qui n'était point la plus efficace, fut trop souvent inutilement dangereuse, par l'inconscience de ceux en faveur de qui elle était menée, et qu'elle a gaspillé trop de vies précieuses.

René MAUBLANC.

1. La seule fois que j'eus l'occasion de voir M. Gaston Palewsky depuis la Libération (c'était en septembre 1944, au ministère de la Guerre, rue Saint-Dominique), il crut bon de me dire, par une démagogie un peu grossière, que le général de Gaulle voulait s'appuyer uniquement sur le peuple, « car, n'est-ce pas, la bourgeoisie française est complètement pourrie ! » Je dus lui faire observer qu'il exagérait...

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Matériaux de synthèse, collection publiée sous la direction de Pierre PIGANIOL. — **Dérivés cellulosiques,** par G. CHAMPETIER, 276 pages, 420 francs, Dunod, éd., Paris, 1947. — **Phénoplastes, bakélites,** par P. MONTHÉARD, 172 pages, 330 francs, Dunod, éd., Paris, 1947.

Il n'y a guère plus d'une quinzaine d'années, on donnait encore l'impression de soutenir un paradoxe lorsqu'on prétendait que l'emploi des produits de remplacement se justifiait non seulement par des considérations de prix de revient ou d'indépendance économique, mais, au moins pour certaines applications, par une véritable supériorité sur les produits dits « naturels » auxquels on les substituait.

Le développement foudroyant du marché des matières plastiques, des résines et des textiles artificiels, leurs avantages manifestes de souplesse, de solidité, de résistance aux agents chimiques sont désormais évidents à tous les yeux, et chacun sait que les possibilités de recherche et de réalisation industrielle dans le domaine des « hauts polymères » sont un élément essentiel de la prospérité d'une nation moderne. Pour ne citer que deux chiffres, la fabrication aux Etats-Unis d'esters organiques de la cellulose a dépassé 50.000 tonnes en 1945, et celle des résines phénoliques 40.000 tonnes en 1940.

La France n'occupe dans ce développement qu'une place bien modeste, et son effacement est généralement attribué à la timidité des grandes sociétés industrielles. Mais si nous admettons qu'en effet elles ont manqué d'initiative, que dirons-nous de l'enseignement officiel, qui, lui, et sans connaître aucune de leurs difficultés, ignore simplement les hauts polymères ?... Il n'y a nulle part de préparation spéciale. Il n'y a pas davantage de laboratoire officiel consacré aux matières plastiques ; et finalement les ingénieurs qui travaillent dans les services de recherches des usines doivent tout apprendre par eux-mêmes.

Ces lignes, extraites de la préface que M. Jacques Duclaux a écrite pour la collection *Matériaux de synthèse,* montrent à quel point la situation est critique en France, et quel puissant effort serait nécessaire pour qu'elle soit rétablie.

Il faut espérer que les industriels comprendront que leur intérêt, d'accord avec leur devoir national, exige que l'esprit de recherche et d'entreprise l'emporte sur une conception étroite, stérile et en définitive fausse de la sécurité. Il faut espérer que l'enseignement supérieur, qui connaît en fait des difficultés plus grandes que les grandes sociétés industrielles, puisqu'il est à la veille de fermer ses laboratoires faute de crédits, et que son personnel est cinq à dix fois moins nombreux qu'à l'étranger, aura le moyen d'organiser enfin le haut enseignement scientifique et technique. En attendant, des hommes actifs et de bonne volonté font de leur mieux, au milieu des charges écrasantes qui incombent aux membres d'un personnel universitaire ou technique incroyablement anémié.

Une série de mises au point précises, documentées à toutes les sources accessibles — car le secret technique règne traditionnellement dans ces domaines industriels où la mise au point de détail est un élément essentiel du succès —, en apportant au public français des éléments d'information aussi étendus que possible, en même temps qu'il l'éclairera, contribuera à susciter les initiatives qui, dans l'enseignement, la recherche et l'industrie, permettront à notre pays de regagner une partie de son retard sur l'étranger.

Ernest KAHANE.

J.-F. PORTIÉ : **Essai d'exploration humaine.** Recherches physiopathologiques et épistémologiques. Un volume, 406 pages. Bibliothèque de philosophie contemporaine. Presses universitaires de France, édit., Paris, 1947.

Nous ne saurions souscrire ni à l'épigraphe de cet ouvrage, tirée de Georges Duhamel : « Pour un homme, il n'est qu'un travail essentiel : celui qu'il est seul à pouvoir accomplir... », ni aux bases de raisonnement et d'observation adoptées par l'auteur.

Contraint par une longue maladie de se choisir lui-même pour objet d'étude, il affirme la nécessité de cette condition : identité de l'enquêteur et du patient, pour la réussite de l'entreprise. Ne pouvant éviter, de ce fait, l'écueil de la subjectivité, l'auteur l'érige en quelque sorte en principe et restreint l'intelligence au rôle de pourvoyeur des mécanismes les plus purement instinctifs :

Tout l'être humain proprement physiologique est soumis à la domination des centres neuro-végétatifs qui, au sommet de l'édifice, règlent seconde par seconde le cours précis de son destin... Nous pûmes nous rendre à l'évidence que les centres neuro-végétatifs ne se trompaient jamais sur ce qui était favorable ou non à notre organisme. Leur instinct était d'une sûreté inégalable dans l'établissement d'une diététique à laquelle nous ne pouvions nous dérober.

Cette infaillibilité une fois admise, l'expérimentation se borne à la recherche empirique des conditions qui provoquent soit l'irritation, soit l'apaisement du système neuro-végétatif.

Nous ne pouvons que déplorer les vingt années d'observations et de réflexions aiguës que l'auteur a consacrées à un travail fondé sur des prémisses aussi hasardeuses. Son attitude de renoncement à l'esprit critique l'entraîne tout naturellement à accueillir l'intuition comme une véritable révélation :

Cette démarche orgueilleuse d'une intelligence à soi-même complaisante conduira inévitablement à la stérilité dans le domaine qui nous intéresse. Libre au contraire d'imprégner le champ de l'intelligence, l'instinct fécondant celle-ci va engendrer par cette union le jet de l'intuition, révélatrice de phénomènes biologiques inédits.

Elle l'entraîne également à échafauder un système étendu sur des hypothèses, comme celle des « micrômes » ou celle de la « cause première » exclusivement neuro-végétative de toute maladie, dont l'origine subjective est peut-être un garant suffisant aux yeux de l'auteur, mais non à ceux du lecteur. Elle l'entraîne encore à adopter, quoique avec réserve, le pire langage pseudo-scientifique des radiesthésistes ou des homéopathes.

Ce gros ouvrage, dû à un homme que la forme de son esprit, l'étendue et la diversité de son information, son repliement sur soi-même, préparaient à la tentative d'une ample synthèse, trop rare dans le domaine physiopathologique, montre à quel point une claire formation matérialiste est nécessaire pour aborder la construction d'une œuvre scientifique, quel chemin reste encore à parcourir un siècle après la publication de l'immortelle *Introduction à la médecine expérimentale*, et enfin combien le combat mené par *la Pensée* est juste dans son principe, ses moyens et les effets que nous en attendons.

Ernest KAHANE.

Marthe ARNAUD : **Manière de blanc.** Paris, Edit. Hier et aujourd'hui, 1947.

L'héroïne de ce livre, présenté sous forme de roman, est une jeune missionnaire qui, partie en Afrique du Sud pour évangéliser les noirs, est prise par l'atmosphère et la vie du pays, l'âme noire surtout. Elle vit près des noirs, partage leur existence, leurs joies et leurs peines et est même séduite par leurs croyances, influencée par leurs sortilèges. En un mot, elle les aime tels qu'ils sont, avec leurs qualités et leurs défauts. Le récit met en relief, de façon frappante, la misère des noirs, misère physique, matérielle et morale, et l'exploitation dont ils sont l'objet, plus ou moins consciemment, de la part des commerçants — parfois métis — et même des missionnaires.

Ecrit d'une plume très sobre, mais alerte, le livre est extrêmement attachant et est une contribution sincère à la critique du colonialisme.

A. Dresch.

Georges Politzer : **La Crise de la psychologie contemporaine.** Collection « Problèmes ». Paris, 1947, Éditions sociales.

C'est la réimpression de deux importants articles publiés par Politzer en 1929 dans la *Revue de psychologie concrète*, qu'il avait fondée et qui n'eut que deux numéros. Avec la verve et l'agilité d'esprit qu'on lui connaît, Georges Politzer, discutant du fondement de la psychologie, y attaquait toutes les formes connues de psychologie, aussi bien la psychologie traditionnelle de la « vie intérieure », condamnée comme idéaliste, que les essais de psychologie physiologique, fondés sur un matérialisme mécaniste insuffisant. Il y opposait ce qu'il appelle la psychologie concrète, qu'il appuie sur le matérialisme dialectique. Il conviait tous les psychologues à répondre à un questionnaire pour discuter ces thèmes.

Jean Kanapa, en présentant ces textes, constate que la question n'a pas perdu son actualité ni son acuité et, rééditant le questionnaire de Politzer, invite à son tour les psychologues à une large discussion sur le problème toujours posé du fondement de la psychologie. Les résultats de ce questionnaire feront l'objet d'une nouvelle brochure dans la même collection.

Nous aurons donc certainement à revenir ici sur la question, et je souhaite qu'un large débat s'institue autour des textes de Politzer. Ceux-ci appellent des commentaires et des discussions. On y retrouve bien l'homme extraordinaire que nous avons connu, avec sa passion, sa richesse de vues, le travail incessant d'une pensée qui se dépassait sans cesse. D'un article à l'autre, il se corrige ou se complète ; il serait utile d'ailleurs de confronter ces textes avec des articles postérieurs, comme ceux qu'il publia en 1939 dans les premiers numéros de *La Pensée.* Qu'il y ait ici des outrances et des obscurités, tantôt de langage, tantôt même de pensée, on en tombera facilement d'accord, et Kanapa est le premier à le reconnaître ; mais on devra reconnaître aussi que le problème essentiel du fondement d'une psychologie scientifique, de sa légitimité et de sa possibilité, est posé ici avec une grande vigueur. Je suis convaincu que cette réédition nous aide à comprendre comment la psychologie peut s'insérer à sa place dans l'ensemble de la science à la lumière du marxisme.

R. Maublanc.

Paul Winkler : **L'Allemagne secrète.** Paris, Hachette.

Oui, nous voulons bien qu'il y ait eu une conspiration millénaire des hobereaux prussiens pour la conquête du monde, mais cette idée nous semble un tant soit peu romanesque. Que les nazis continuent la sainte Vehme, et qu'on puisse établir un parallélisme entre les hitlériens et les anciens défenseurs d'une morale païenne, ne suffit pas à établir ce que prétend prouver Winkler. La survivance en Allemagne de ces deux traditions (la sainte Vehme et l'Ordre teutonique), basées sur une morale païenne, apporte-t-elle la seule explication plausible à une série de phénomènes contradictoires, par lesquels l'Allemagne contemporaine a souvent dérouté les peuples de la « civilisation occidentale » ? Que ces traditions aient existé, soit, mais qu'elles aient eu un rôle déterminant, et surtout que le paganisme allemand puisse, en quelque façon que ce soit, expliquer le nazisme est une idée assez amusante, qui n'a rien d'historique. On ne peut expliquer le nazisme par une gigantesque « histoire des treize ». Et il y a quelque puérilité à expliquer Hitler par tout le passé teutonique. Nous ne nions pas le rôle des hobereaux prussiens dans la formation du fascisme ; ce qui nous paraît plus véritable, c'est que les hobereaux étaient, socialement et économiquement, déterminés à jouer un tel rôle. Les contradictions de l'histoire allemande ne s'expliquent point par le romantisme.

J. Auger-Duvignaud.

LIVRES REÇUS

(Du 16 août au 15 octobre 1947.)

Certains lecteurs se sont étonnés de voir figurer sous ce titre des ouvrages qu'ils considèrent comme médiocres ou même dangereux. Nous tenons à préciser que ces listes constituent seulement un accusé de réception à l'usage des auteurs et des éditeurs qui ont fait à La Pensée *un service de presse, et qu'en les inscrivant ici nous n'avons l'intention ni d'en recommander la lecture, ni même de les signaler à l'attention.* Livres reçus *ne veut nullement dire* Livres recommandés. *Nos comptes rendus et nos notes bibliographiques expriment seuls le sentiment de nos collaborateurs sur la valeur des ouvrages récemment publiés.*

Poésie.

Les pages immortelles de Virgile, choisies et expliquées par Jean Giono. Paris, Corrêa.

Romans.

Jules Romains, *Bertrand de Ganges*. Paris, Flammarion.

Eugène Fédorov, *Les Demidov*. Traduit du russe par Stefan Chripounoff. Paris, Julliard.

Nicolas Zadornov, *Le grand-père Amour*. Traduit du russe par Stefan Chripounoff. Paris, Julliard.

Edmond Buchet, *Les Vies secrètes*. T. IV, *La Symphonie*. Paris, Corrêa.

Claude Seignolle, *Marie la louve*. Paris, Éditions des Quatre-Vents.

Richard Wright, *Les Enfants de l'oncle Tom*. Traduit de l'américain par Marcel Duhamel. Paris, Albin Michel.

Daphné du Maurier, *Le Général du Roi*. Traduit de l'anglais par Henri Thies. Paris, Albin Michel.

Sheila Kaye-Smith, *Rose Deeprose*. Traduit de l'anglais par M. Nouguier. Paris, Plon.

Henry Green, *Orage sur Londres*. Traduit de l'anglais par René Wauquier. Paris, Nagel.

Bésus, *Un homme pour rien*. Paris, éditions Arc-en-Ciel.

Henri Chabrol, *Le Vautour*. Paris, éditions Arc-en-Ciel.

Contes et nouvelles.

Bernard Villaret, *Les Iles de la nuit*. Paris, éditions du Pavois.

Henry Jacomy, *Dans ce monde de loups*. Montréal, éditions Variétés.

Essais.

J.-J. Rousseau, *Les Confessions*, *Les Rêveries d'un promeneur solitaire*. Collection « Les Classiques verts ». Paris, Éditions nationales.

Pierre Baillargeon, *Commerce*. Montréal, Éditions Variétés.

Christiane Delmas, *Tu leur diras...* Paris, Plon.

Histoire littéraire.

Margaret Lane, *La vie d'Edgar Wallace*. Traduit de l'anglais par Sabine Bernard-Derosne. Paris, Nagel.

Histoire.

Pierre Vilar, *Histoire de l'Espagne*. Collection « Que sais-je ? ». Paris, Presses universitaires de France.

Henriette Psichari, *Renan et la guerre de 70*. Paris, Albin Michel.

Maurice Dommanget, *Blanqui, la guerre de 1870-71 et la Commune*. Paris, Domat-Montchrestien.

Géographie.

Pierre George, *Géographie agricole du monde*. Collection « Que sais-je ? ». Paris, Presses universitaires de France.

Pierre George, *Géographie industrielle du monde*. Même collection.

Pierre George, *L'Économie des États-Unis*. Même collection.

Essais politiques.

Mauro Scoccimarro, *Contro il governo degli Speculatori*. Roma.

Mauro Scoccimarro, *L'Imposta straordinaria patrimoniale*. Roma.

Marisa Musu, Enrico Berlinguer, *La Lotta della gioventù per la democrazia.* Roma.

Victor Kronstadt, *Marxisme et Dialectique. Réponse à Staline.* Paris-La Havane, Éditions Sibeney.

Francisque Bornet, *Je reviens de Russie.* Collection « Choses vues ». Paris, Plon.

André Wurmser, *De Gaulle et les siens.* Paris, Éditions Raisons d'être.

Documents et témoignages.

Compte rendu des dommages et pertes en Pologne causés par la guerre durant les années 1939-1945. Varsovie.

Pologne, les Territoires récupérés. Poznan.

International Bank for Reconstruction and Development. Second Annual Report. 1946-1947. Washington.

Friedling Wagner et Page Cooper, *Héritage de feu. Souvenirs de Bayreuth.* Traduit de l'anglais par Gilberte Audouin-Dubreuil. Paris, Plon.

H.-B. Gisevius, *Jusqu'à la lie.* I. *De l'incendie du Reichstag à la crise Fritsch-Blomberg.* Paris, Calmann-Lévy.

La Tchécoslovaquie. Prague, Orbis.

Les Assurances-pension des mineurs en Tchécoslovaquie. Prague, Orbis.

Le Plan économique biennal tchécoslovaque (texte de la loi). Prague, Orbis.

Roger Vercel, *Trois Pots de fleurs dans la pièce d'eau.* Paris, éditions Arc-en-Ciel.

S. Lesnik, *Les Libertés politiques en U. R. S. S.* Traduit du russe par Ed. Cary. Paris, Éditions internationales de presse et de publicité.

Philosophie.

Henri Serouya, *Spinoza, sa vie, sa philosophie.* Paris, Albin Michel.

Prof. Giacinto Cardona, *L'Inscindibilità di teoresi e di prassi riconfermata dall' interpretazione existenzialistica del marxismo.* Milano, Castellani.

Constancio C. Vigil, *Las Verdades occultas.* Buenos-Ayres, Editorial Atlantida.

Henri Lefebvre, *A la lumière du matérialisme dialectique.* I. *Logique formelle, logique dialectique.* Paris, Éditions sociales.

Professeur Laignel-Lavastine et divers auteurs, *Les Rythmes et la Vie.* Collection « Présences ». Paris, Plon.

Esthétique.

Jean A. Keim, *Un Nouvel Art : le Cinéma sonore.* Paris, Albin Michel.

Philosophie scientifique.

Luciano Allende Lezama, *Los Elementos. Epistemologia y Metodologia de les Ciencias.* Buenos-Ayres, El Ateneo.

Sciences psychologiques.

J. H. Van den Berg, *De betekenis van de phænomenologische of existentiele anthropologie in de psychiatrie.* Utrecht.

Sciences sociales.

Pétère Tcholakoff-Zarine, *Le Socialisme et la Coopération.* Sofia, chez l'auteur (en langue bulgare).

R. Eysink, *Collectieve voorstellingen in het denken der Natuurvolken.* Utrecht.

Sciences physico-chimiques.

One world or none. Edited by Dexter Masters and Katharine Way. Whittlesey House, Mc Graw-Hill Book Co.

Jean Pelseneer, *L'Évolution de la notion de phénomène physique des primitifs à Bohr et Louis de Broglie.* Bruxelles, Office international de librairie.

Sciences biologiques.

Louis Bounoure, *Reproduction sexuelle et histoire naturelle du sexe.* Bibliothèque de philosophie scientifique. Paris, Flammarion.

Techniques industrielles.

Maurice Denis-Papin, *La Pratique industrielle des transformateurs.* Paris, Albin Michel.

Pédagogie.

La Réforme de l'enseignement. Paris, ministère de l'Éducation nationale.

René Duret, *La Méthode de la dissertation philosophique au baccalauréat et aux divers examens et concours.* Paris, Bordas.

Jacques Maritain, *L'Éducation à la croisée des chemins.* Paris, Librairie universelle de France.

Divers.

Émile Schaub-Koch, *Constancio C. Vigil y su obra.* Buenos-Ayres, ediciones de la « Andhra Research University ».

Renoir. Le Moulin de la Galette. Texte de Francis Jourdain. Paris, Éditions Braun.

Jacques Marcireau, *L'Art des contacts sociaux. L'art d'exercer le pouvoir.* Poitiers, Éditions Jacques Marcireau.

P.-B. Saint-Hilaire et G. Monod-Herzen, *Le Message de Sri Aurobindo et son Ashram.* Paris, Adrien-Maisonneuve.

Revues.

(En plus des revues signalées précédemment.)

Fontaine.

Parallèle 50.

France Outremer.

Lancelot (Koblenz).

Épîtres (Gand).

Le lingue estere (Firenze).

Adamo (Brescia).

Bollettino dell' Istituto di studi socialisti (Roma).

Cose Belle (Bologna).

Pedagoski Rad (Zagreb).

Przeglad Filozoficzny (Warszawa-Krakow).

Témoignages allemands (Poznan).

Bulletin de l'Académie des sciences de l'U. R. S. S. (Moscou).

Temps nouveaux (Moscou).

Vingtième siècle (Ottawa).

ERRATA

Dans la lettre d'Abel Salazar publiée dans notre dernier numéro (nº 14, pages 35-36), quelques noms portugais ont été mal orthographiés. Nous nous en excusons et prions nos lecteurs de les rétablir comme suit :

Au lieu de Sinceto, lire : Aniceto.

Au lieu de Jaym Cortezàs lire : Jaime Cortesão.

Au lieu de Agostino, lire : Agostinho.

Au lieu de Judith Cortezàs, lire : Judith Cortesão.

Au lieu de Domingo, lire : Domingos.

Au lieu de *A Naçâo*, lire : *A Nação.*

Au lieu de *Espera*, lire : *Esfera.*

Au lieu de Tarrapal, lire : Tarrafal.